

CLAUDE SARRAUTE



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 13988 - 4,50 F

MERCREDI 17 JANVIER 1990

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR: ANDRÉ FONTAINE

## Les difficultés de la démocratisation dans les pays de l'Est et les affrontements au Caucase

### Braises polonaises

**P**REMIER pays d'Europe de l'Est à avoir secoué le carcan communiste, la Pologne ne fait guère parler d'elle aujourd'hui. A croire que le calme y règne, que la convalescence amorcée avec l'arrivée au pouvoir de Solidarność ne parvient pas à gouverner. Non, seulement parce qu'il a fallu laisser au général Jaruzelski la présidence, le ministre de l'Intérieur et celui de la Défense, mais surtout parce que le gouvernement se heurte à la passivité, dans le meilleur des cas, au sabotage, dans les pires, de l'ensemble d'une administration restée en place.

Quels sont ces dangers ? Le premier peut se résumer en une constatation : depuis six mois qu'il est au pouvoir, le gouvernement de M. Mazowiecki ne parvient pas à gouverner. Non seulement parce qu'il a fallu laisser au général Jaruzelski la présidence, le ministre de l'Intérieur et celui de la Défense, mais surtout parce que le gouvernement se heurte à la passivité, dans le meilleur des cas, au sabotage, dans les pires, de l'ensemble d'une administration restée en place.

**L'**OBSTACLE est à tous les niveaux, y compris municipal : Solidarité ne compte que deux maires dans tout le pays. Autant dire que dans ces conditions, aucune réforme n'a de chance de sortir des cartons, et c'est bien pourquoi M. Mazowiecki s'apprête à organiser des élections municipales anticipées. C'est en tout cas ce que vient de demander M. Lech Wałęsa, pour qui « les changements se font à un rythme qui assure mal de leur mise en place ». L'idée est de conquérir des pouvoirs régionaux pour contourner ou contourner les « âmes mortes » des ministères.

C'est plus qu'urgent pour arracher la population polonaise à une résignation qui pourrait bien se transformer demain en ce qu'Adam Michnik, le célèbre ancien dissident de naguère, vient d'appeler « un nationalisme populiste (...), une sorte de légalisme d'Europe centrale ».

**B**EAUCOUP des ingrédients d'une telle dégradation sont en tout cas déjà réunis : démolition de la population par un plan d'austérité extrêmement dur entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier dernier, et dont le coût social va se traduire par des centaines de milliers de chômeurs, poursuite de l'écroulement, blocage des réformes économiques, mécontentements croissants dans les campagnes souvent encadrées par une hiérarchie catholique particulièrement réactionnaire et ne portant pas dans son cœur les « esprits critiques » de Solidarité, revanchisme d'une nomenclature contre laquelle aucune représentation n'a été exercée, crainte épidémique d'une Allemagne réunifiée qui n'accepterait pas la frontière Oder-Neisse, nostalgie pour le loi et l'ordre d'hier soigneusement entretenue par une milice « de facto » en grève et qui laisse voyager et provocateurs agir à leur guise jusqu'au cœur de Varsovie.

Un tel contexte — auquel il manque encore le démagogue de service — est lourd de tous les dangers. Autant de raisons d'aider la Pologne, certes, mais il faut aussi bien vite que, dans un indispensable sursaut, les Polonais s'aident eux-mêmes.

### Les attaques contre le PC se multiplient en RDA

Le premier ministre est-allemand, M. Modrow, était attendu mardi 16 janvier à Berlin-Ouest. Cette visite, la première d'un chef de gouvernement de RDA dans la partie occidentale de la ville, survient alors que les attaques contre le PC se multiplient en RDA. Le siège de l'ancienne STASI a été saccagé lundi, et les grèves d'avertissement se succèdent. Les manifestations de début de semaine ont encore réuni des centaines de milliers de personnes. Selon « Die Welt », M. Gorbatchev pourrait venir en RDA marquer son soutien à M. Modrow.

**BERLIN-EST**  
de notre envoyé spécial

La nervosité a gagné Berlin-Est. La foule a envahi et dévasté, lundi 15 janvier, les locaux de l'ancien ministre de la sécurité d'Etat, la fameuse STASI, situés dans la Normannenstrasse, où une manifestation avait été organisée par les groupes d'opposition pour soutenir les revendications demandant la suppression et le démantèlement total de la STASI. Le recul de M. Hans Modrow, qui avait renoncé, vendredi dernier, à créer un nouvel office de protection de la Constitution avant les élections législatives du 6 mai, avait pourtant détendu les rapports entre le gouvernement et l'opposition. Pour beaucoup des 10 000 manifestants qui s'étaient retrouvés devant le bâtiment bonni, l'envie de se défouler, de vider sa

haine dans un lieu mythique du pouvoir absolu de l'Etat stalinien l'a emporté.

En dépit des appels à la non-violence lancés sans arrêt par des orateurs du Nouveau forum, organisateur de la manifestation, plusieurs centaines de personnes ont forcé les grilles de l'ex-centrale policière et se sont répandues dans les quelques trois mille bureaux de ce qui fut un véritable Etat dans l'Etat. Elles ont fait main basse sur tout ce qui n'avait pas été, par précaution, mis en lieu sûr par la justice et les comités de citoyens chargés d'enquêter sur les activités passées de la STASI. Quelques vitres ont volé en éclats, mais aucune violence contre les personnes n'a été constatée.

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite et nos informations page 5

### L'armée soviétique s'interpose entre Arméniens et Azéris

Les pogroms anti-arméniens à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, se sont poursuivis tard dans la nuit de lundi, rapporte, mardi 16 janvier, la presse soviétique. Le Kremlin a décrété, lundi, l'état d'urgence et dépêché des troupes et des détachements militaires du KGB pour s'interposer entre Arméniens et Azéris dans le Haut-Karabakh et les autres régions troublées. Les autorités azerbaïdjanaises, appelées par décret à instaurer le couvre-feu à Bakou, se sont bornées, lundi, à « condamner énergiquement les violences ».



Lire page 4 l'article de BERNARD GUETTA

## Les derniers bastions du marxisme-léninisme

### I. — Albanie : le nid d'aigle du stalinisme

Nous publions aujourd'hui le premier article d'une série consacrée aux principaux pays où le Parti communiste conserve un pouvoir sans partage, paraissant ignorer les bouleversements qui viennent de se produire à l'Est.

« Nulle part en Albanie l'état d'urgence n'a été décrété, pas plus qu'il n'y a eu de manifestations de protestation », a affirmé, lundi 15 janvier, le chef de l'Etat et du Parti communiste albanais, M. Ramiz Alia. Cependant, les médias grecs et yougoslaves continuent de faire état d'une grave agitation et de mesures d'exception. Que se passe-t-il réellement ? Difficile — sinon impossible — de le savoir, tant, aujourd'hui comme hier, Shqipëria, le « pays des aigles », demeure isolé dans ses

montagnes, après quarante-quatre ans d'un régime singulièrement hermétique.

Mais le gouvernement de Tirana a tellement mobilisé ses ambassadeurs dans plusieurs capitales étrangères pour démentir que cette riposte soudaine paraît au moins traduire de l'inquiétude. A Paris, M. Xenophon Nushi, comme ses collègues ailleurs, a tenu à expliquer le 28 décembre, dans une rare interview, que son pays n'était aucunement « concerné » par la crise d'une « communauté socialiste ». A laquelle il n'appartient pas. Selon lui, les bouleversements qui viennent de se produire en Europe de l'Est marquent l'échec du « révisionnisme », c'est-à-dire d'un communisme dénaturé par « Khroutchev et Gorbatchev », tandis que les Albanais, « qui se sont toujours opposés à cette déviation, vont poursuivre dans la voie socialiste ».

Cette fidélité albanaise au « vrai » socialisme est on ne peut plus « pure et dure » dans un pays où est préservé le culte de Staline. La statue du « Petit Père des peuples » continue de dominer imperturbablement la principale artère de Tirana. Cette persistance avouée du stalinisme laisse fort mal augurer du sort des Albanais au cas où le régime se sentirait menacé par des troubles graves, dont pourraient être des signes avant-coureurs les rumeurs actuelles faisant état d'un mouvement de contestation (particulièrement dans la ville de Shkoder, dans le Nord).

FRANCIS CORNU  
Lire la suite page 6

### Forte baisse à la Bourse de Tokyo

La Bourse de Tokyo a plongé mardi 16 janvier, le Nikkei perdant 666,41 yens (- 1,8 %). C'est la plus forte baisse depuis novembre 1987, ce climat tendu persistant sur la plupart des places financières internationales  
page 25 - section C

### Hausse des prix

+ 0,1 % en décembre  
page 44 - section C

### La grève dans les hôpitaux

Le mouvement de protestation s'étend à la province  
page 14 - section B

### Démence et criminalité

Il y a un an, une jeune Parisienne était tuée sauvagement par son ami. Le meurtrier a bénéficié de l'article 84 du code pénal. Le drame des parents de la victime  
page 13 - section B

### Une année vue par Plantu

page 2  
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44

**Philippe Seguin s'explique**

dans

**La force de convaincre**

Un livre événement.

Editions Payot

## Un entretien avec M. Charles Pasqua

L'union de l'opposition ? « Ce n'est pas en rassemblant un borgne et un paralytique qu'on fait un champion de cross »

Une semaine après l'annonce de la motion qu'il déposera avec M. Séguin aux assises du RPR, le 11 février prochain, M. Charles Pasqua explique les raisons profondes de son initiative.

« Vos déclarations les plus récentes montrent bien que vous n'avez plus confiance en Jacques Chirac ?

— Non, je crois que nous ne pouvons pas présenter cela ainsi. L'opposition est malade ; elle est hors d'état d'incarner une alternance crédible. Je pense que nous nous sommes trompés dans les priorités. Je considère que le RPR ne correspond plus à la

situation politique nationale. Nous avons créé le RPR en 1976, et nous l'avons baptisé Rassemblement pour la République parce que nous avons considéré que l'alliance des socialistes, fortement influencée par le marxisme et les communistes, mettait en péril la société de liberté. Aujourd'hui, les communistes sont en voie de marginalisation. Les socialistes, même s'ils se laissent aller de temps en temps à quelques excès, s'accrochent progressivement à une société de liberté et de compétition. Nous sommes donc dans une toute autre situation.

De même qu'en 1976 nous avons créé le RPR, il faut donc transformer le mouvement et

appeler à nous rejoindre dans un autre mouvement politique, mais toujours inspiré par les idées gaullistes, beaucoup de ceux qui partagent nos idées mais qui, actuellement, ne sont pas au RPR.

Propos recueillis par  
ANDRÉ PASSERON  
Lire la suite page 17

### SCIENCES ♦ MÉDECINE

- Engendrer après la mort
- Surgénérateurs-poubelles
- Le maïs aux grains d'or
- Malades alcooliques
- Tous proches cousins.

pages 17 à 19 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 428 F CFA ; Espagne, 11 pt. ; Grèce, 60 p. ; Inde, 150 ch. ; Italie, 80 p. ; Israël, 1,800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 90 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA (incl. Alaska), 1,50 \$ ; USA (hors Alaska), 2 \$.



# L'ANNÉE 1989 PAR PLANTU

JANVIER



FRANCE: M. Pierre Bérégovoy reconnaît qu'il y a eu des délits d'initiés lors de l'achat d'American Can par Pechiney.

FÉVRIER



LITTÉRATURE: parution du livre de Salman Rushdie « Les versets sataniques ».

MARS



MUNICIPALES: M. Michel Rocard se dit satisfait du résultat des élections municipales.

AVRIL



LIBAN: la France propose une assistance médicale.

MAI



PERESTROÏKA: élections législatives en URSS.

JUIN



DROITS DE L'HOMME: mort de l'imam Khomeiny; répression sanglante en Chine.

JUILLET



BICENTENAIRE: défilé du 14-Juillet et sommet des pays industrialisés à Paris.

AOUT



POLOGNE: un membre de Solidarité est nommé chef du gouvernement.

SEPTEMBRE



PEUGEOT: licenciements et grèves dans les usines Peugeot de Sochaux.

OCTOBRE



FOULARD: M. Lionel Jospin prend position dans la polémique sur le port du foulard islamique à l'école.

NOVEMBRE



RDA: ouverture du mur de Berlin.

DÉCEMBRE



ROUMANIE: le soulèvement de Timisoara précipite la chute de Nicolae Ceausescu.



# ÉTRANGER

ÉTATS-UNIS : Modestes « dividendes de la paix »

## L'administration Bush s'oppose à une réduction massive des dépenses militaires

A quelques jours de la présentation du prochain budget devant le Congrès, le gouvernement américain semble déterminé à résister aux fortes pressions exercées par de nombreux parlementaires qui, considérant la nouvelle conjoncture politique internationale, souhaitent une réduction massive des dépenses militaires.

WASHINGTON

de notre correspondant

Comment résister à la tentation ? Le « bloc de l'Est » est réduit en miettes et l'URSS elle-même paraît sur le point de s'effriter, la menace soviétique n'est de toute évidence plus ce qu'elle était ; pourquoi ne pas en profiter pour couper massivement dans le budget du Pentagone, réduire du même coup le déficit budgétaire et consacrer des ressources à tant de programmes civils plus utiles les uns que les autres ?

A l'heure où l'administration Bush s'apprête à présenter au Congrès son projet de budget pour 1991 (ce sera fait le 29 janvier), la pression se fait plus forte, et les élus, démocrates en premier chef, reprochent à la Maison Blanche de traîner une fois plus des pieds, d'envisager les choses

de façon trop timorée — un reproche, Panama oblige, qu'on n'entendait plus depuis un certain temps, mais qui revient pour la circonstance. Puisque la « guerre froide » a été gagnée, puisque, selon toute probabilité, les États-Unis auront désormais essentiellement à utiliser ou à montrer leur force dans le tiers-monde, où des efforts et des matériels bien plus réduits suffiraient, qu'attend-on pour réviser clairement les priorités ? « Nous sommes à l'aube de la primauté de la politique intérieure », s'écrit déjà un sénateur démocrate. Pourquoi retarder le lever de ce jour nouveau ?

L'administration est tout à fait consciente qu'il faut faire quelque chose, au moins quelques économies, déjà esquissées pour certaines. Mais, dans l'immédiat, elle semble avant tout vouloir empêcher qu'on ne l'entraîne à des décisions trop rapides. Dans un récent discours à Cincinnati, M. Bush a dénoncé ceux qui seraient tentés de « couper naïvement dans le muscle de la défense » (des États-Unis), de toucher de préférence « dividendes de la paix », c'est-à-dire de « dépenser l'héritage avant que le testament ne soit lu ». Le président américain a deux soucis de nature différente. D'abord, ne pas compromettre la sécurité des États-Unis, et sur ce point il semble pouvoir compter sur le soutien d'une bonne part de l'opinion : selon un sondage qui vient de réaliser la chaîne ABC, 50 % des Américains restent persuadés, en dépit de l'air du temps, que les dépenses militaires ne devraient pas être réduites (45 % sont d'avis contraire). Ensuite, et c'est là un différend de nature politique avec les démocrates, le président entend combattre l'idée que d'éventuelles économies pourraient être utilisées à autre chose. Si économies il doit y avoir, explique en substance M. Bush, elles devront contribuer à réduire le déficit fédéral.

Le président américain prépare un terrain sur lequel il sait qu'il aura à batailler (certains des membres du Congrès, puis des négociations budgétaires, puis des votes qui s'égrèneront d'ici l'automne au Sénat et à la Chambre des représentants). Il aura fort à faire, en cette année que vient de réclamer l'argent pour réparer enfin les ponts et les routes de plus en plus délabrées, investir dans l'éducation, réhabiliter le centre-ville et financer massivement la lutte contre la drogue ; ils le mettront en demeure de choisir entre augmenter les impôts, ce qu'il refuse toujours, et puiser largement dans la caisse du Pentagone.

### Une correction modeste

Dès à présent, il est certain que le budget de la défense sera révisé, en termes réels : M. Richard Cheney, le secrétaire au Pentagone, devrait proposer un montant de dépenses de 292 milliards de dollars (303 milliards si l'on tient compte des dépenses de nature militaire inscrites à d'autres postes budgétaires), soit dix milliards de moins que ce qui serait nécessaire pour tenir compte de l'inflation. C'est une contraction modeste, mais qui vient au terme de cinq années pendant lesquelles la part relative des dépenses de défense dans l'ensemble du budget n'a cessé de décroître. (En ce sens, comme l'affirme un expert, on peut soutenir que le dividende de la paix a « déjà été dépensé ».)

L'effort devrait s'accroître dans les années suivantes (M. Cheney avait annoncé dès l'automne dernier des économies de 180 milliards de dollars pour les cinq années à venir, mais il s'agissait d'économies par rapport aux « besoins » estimés précédem-

ment). Plus récemment, il a annoncé diverses mesures qui devraient permettre de réduire concrètement les dépenses : d'abord une réforme du système d'acquisition des matériels militaires (à l'origine d'un scandale majeur au début de l'été 1988). Les procédures seront simplifiées, on aura moins recours aux fameux « consultants », souvent étroitement liés aux producteurs, et au total le Pentagone qui achète chaque année pour environ cent milliards de dollars d'armes, devrait pouvoir gagner grâce à la réforme 39 milliards de dollars sur cinq ans. Dès maintenant, M. Cheney a annoncé un gel, jusqu'à l'octobre prochain de l'embauche des personnels civils au service des forces armées (économie prévue : deux milliards de dollars).

Mais, après ce hors-d'œuvre, il faudra, pour être efficace, entrer dans le vif du sujet, c'est-à-dire s'attaquer aux systèmes d'armement, aux effectifs et aux bases militaires. C'est infiniment plus difficile, en raison des choix techniques et stratégiques, mais aussi des résistances politiques rencontrées. Il est bien connu que les membres du Congrès, y compris ceux qui réclament le plus bruyamment une réduction du budget de la défense, résistent bec et ongles à toute tentative de fermer une base militaire sur leur circonscription, et il leur arrive souvent d'imposer au Pentagone des armes dont les chefs militaires ont décidé de se passer : ce fut le cas, dans le dernier budget militaire, pour l'avion de combat F-14 et pour un transporteur de troupes à décollage vertical, le V-22.

Des affrontements ou au moins des choix très délicats sont à prévoir dans le vif du sujet, c'est-à-dire s'attaquer aux systèmes d'armement, aux effectifs et aux bases militaires. C'est infiniment plus difficile, en raison des choix techniques et stratégiques, mais aussi des résistances politiques rencontrées. Il est bien connu que les membres du Congrès, y compris ceux qui réclament le plus bruyamment une réduction du budget de la défense, résistent bec et ongles à toute tentative de fermer une base militaire sur leur circonscription, et il leur arrive souvent d'imposer au Pentagone des armes dont les chefs militaires ont décidé de se passer : ce fut le cas, dans le dernier budget militaire, pour l'avion de combat F-14 et pour un transporteur de troupes à décollage vertical, le V-22.

Aucune décision concrète n'a encore été rendue publique concernant les bases, mais

M. Cheney a déjà fait savoir que plusieurs d'entre elles seraient fermées pendant l'exercice fiscal 1991 (qui commence en octobre 1990), aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger. Quant aux effectifs en Europe, on en reste pour l'instant à la proposition formulée au printemps dernier par le président Bush, qui avait alors suggéré un plafond de 275 000 hommes pour les États-Unis comme l'URSS, soit 30 000 hommes de moins que les effectifs américains actuels en Europe. Mais le sénateur Nunn, qui préside la commission des forces armées au Sénat, s'est déjà déclaré en faveur de coupes beaucoup plus nettes.

Cela, comme une bonne part des autres décisions à prendre, dépendra des négociations avec l'URSS qui vont à présent s'intensifier dans la perspective du sommet de juin prochain : la rencontre de Washington, contrairement à celle de Malte, a pour objet principal déclaré la réduction des armements. Dès maintenant, de nombreuses voix se font entendre pour enjoindre l'administration de faire tout ce qui est en son pouvoir pour engager au plus vite des accords sonnants et trébuchants, tant pour ce qui concerne les armements conventionnels que les armes stratégiques : comment, souffle-t-on de toute part à M. Bush, imaginer de situation plus propice à des accords qui soulageraient M. Gorbatchev d'une partie de ses soucis d'argent et feraient le plus grand bien au budget des États-Unis (même en tenant compte des lourdes dépenses de « vérification » d'un accord Start) ?

Pour l'heure, les responsables américains refusent de se laisser emporter par la vague d'euphorie et tiennent des propos conservateurs : « Il n'y aura pas de réduction majeure du budget militaire », vient de réaffirmer le secrétaire au Pentagone. Et les mesures qu'ils prennent consistent, selon tout appareance, à commencer par le plus facile, et le moins compromettant pour l'avenir, à attendre la suite, qui viendra forcément si tout continue à aller « bien » à l'Est.

JAN KRAUZE

geste qui les rendra dignes d'un traitement moins rigoureux que s'ils poursuivaient leurs activités criminelles », écrit dans cet appel, les auteurs de cet appel. (AFP)

o FEROU : au moins trente-quatre paysans, quatre paysans, membres d'organisations civiles d'autodéfense, ont été assassinés par des membres présumés du groupe maoïste du Sentier Lumineux, dans trois villages du département péruvien de Ayacucho, a annoncé, lundi 15 janvier, un porte-parole de l'armée. Cette tuerie s'est déroulée dimanche à l'aube dans les villages andins de Aconichos, Vinchospata et San Lucas, à environ 500 km au sud-est de Lima. (AFP)

La réunion de Paris sur le Cambodge

## « Tout doit être fait pour prévenir le retour au pouvoir des Khmers rouges »

déclare M. Roland Dumas

Les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU devaient se réunir, mardi 16 janvier, à l'issue de deux jours de discussions consacrées au rôle des Nations unies dans un règlement du conflit du Cambodge. La possibilité de placer ce pays, pendant une période provisoire, sous tutelle de l'ONU a été longuement évoquée par les représentants de la Chine, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'URSS.

M. Roland Dumas, à dès le début des travaux lundi, donné le ton en déclarant que la réunion « doit avoir pour objet de rechercher par tous les moyens une solution permettant de mettre fin au conflit (...) tout en prévenant le retour au pouvoir des Khmers rouges ». Accueillant les représentants des cinq, le ministre français des affaires étrangères leur a dit qu'ils détenaient « des responsabilités particulières dans le maintien de la paix » et que « certains ont une influence importante sur les protagonistes du conflit. La France, a poursuivi M. Dumas, « ne saurait s'accommoder d'un retour au pouvoir des hommes de Pol Pot. Tout doit être fait pour prévenir ce retour ».

Selon un communiqué du Quai d'Orsay, il a enfin déclaré que le gouvernement a « toujours été favorable à une intervention accrue des Nations unies » pour rétablir la paix au Cambodge.

Les discussions ont principalement porté lundi sur le rôle administratif de l'ONU jusqu'à la tenue d'élections générales. Les

Khmers rouges continuent de préférer la formation d'un gouvernement quadripartite cambodgien, et la Chine ne s'est pas encore prononcée officiellement à ce sujet. Les Chinois, que M. Dumas a visiblement invités à faire des concessions en montrant du doigt leurs protégés khmers rouges, ne veulent pas d'une solution qui aboutirait, pendant la période de transition, à un partage des responsabilités administratives entre l'ONU et le régime actuel de Phnom-Penh. La Chine ne veut pas être accusée de faire barrage à un plan de paix sur lequel les autres membres du Conseil de sécurité pourraient s'entendre. Elle n'a pas davantage l'intention de mettre un terme à ses livraisons d'armes aux Khmers rouges tant qu'un règlement global n'aura pas eu lieu.

Entre-temps, si l'on en croit l'International Herald Tribune, qui cite des sources diplomatiques occidentales et soviétiques, Moscou a commencé à retirer des bases vietnamiennes de Cam-Ranh et de Da-Nang, ses « forces offensives ». La dernière escadille de quatre Mig-23 présente au Vietnam ainsi qu'une partie d'une escadille de bombardiers Tu-16 auraient été récemment rapatriées. L'URSS avait déjà affirmé, il y a quelques semaines, avoir interrompu ses livraisons militaires à l'armée de Phnom-Penh. Ce désengagement soviétique d'Indochine, s'il se confirme, devrait à la fois favoriser la détente sino-soviétique et accroître les pressions en faveur d'une réduction de la présence militaire américaine aux Philippines.

J.-C. P.

La rencontre entre M. Abe et M. Gorbatchev à Moscou

## Le Japon est prêt à accélérer sa coopération économique avec l'URSS

Actuellement au Japon, où il effectue une tournée de conférences, M. Boris Eltsine a souligné, lundi 15 janvier, que l'URSS reconnaît l'existence d'un problème territorial avec le Japon sur les îles du sud de l'archipel des Kouriles. Il a estimé que celles-ci devraient devenir une « zone économique libre » permettant à Moscou et Tokyo d'y développer leurs activités économiques.

TOKYO

de notre correspondant

Conscient de la nouvelle donne européenne, mais quelque peu orphelin de la détente, le Japon cherche à améliorer ses relations avec l'URSS, bloquées par un contentieux territorial qui empêche la signature d'un traité de paix entre les deux pays.

La visite que vient d'effectuer à Moscou l'ancien ministre des affaires étrangères et possible successeur de M. Kaifu à la tête du gouvernement, M. Shintaro Abe, témoigne du souci d'ouverture de Tokyo. Au cours de son entretien, lundi 15 janvier, avec M. Gorbatchev, M. Abe a implicitement remis en question la doctrine de « non-séparation » de l'économie et de la politique qui était jusqu'à présent l'axe de la diplomatie japonaise à l'égard de Moscou. Pour Tokyo, le choix était simple : tant que la question de la restitution des quatre îles du sud des Kouriles occupées par l'URSS depuis 1945 ne serait pas résolue, le Japon n'entendait pas dépasser un certain stade dans sa coopération économique avec les Soviétiques.

Ne faisant apparemment plus d'un tel accord un préalable au développement des relations économiques, M. Abe a déclaré à M. Gorbatchev : « Parallèlement à la question des territoires du Nord, il nous faut coopérer dans d'autres domaines et faire avancer les relations bilatérales. » Pour les commentateurs japonais, cette déclaration marque un tournant dans la diplomatie nipponne.

M. Abe a proposé à son interlocuteur le soutien japonais à l'amélioration de la productivité industrielle et de la gestion économique en URSS ainsi qu'un développement des échanges de personnes entre les deux pays.

PHILIPPE PONS

HONGKONG

## Amnesty International estime que les « droits fondamentaux » des réfugiés vietnamiens ne sont pas respectés

Amnesty International a de nouveau accusé, lundi 15 janvier, les autorités britanniques et celles de Hongkong de ne pas garantir aux « boat-people » vietnamiens réfugiés dans la colonie « les droits fondamentaux » qui doivent être accordés à ceux qui courent « un réel danger de persécution ». Dans un rapport, l'organisation humanitaire estime que « des Vietnamiens qui devraient obtenir le statut de réfugié risquent d'être victimes de violations des droits de l'homme », en raison de « défauts » dans la procédure de sélection des « boat-people » pour l'attribution de ce statut.

Selon Amnesty, les moyens à Hongkong du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) ne lui permettent de traiter qu'un nombre très limité de cas.

## LA MARCHÉ VERTE

Hassan II

LA MARCHÉ VERTE

Pion

« Si la Marche Verte a suscité au sein de l'opinion publique internationale force commentaires, réflexions, voire incompréhensions, cela atteste de l'intérêt et de l'importance de ce glorieux événement. Il ne s'agit, cependant, ni d'une lubie personnelle, ni d'une aventure ou une décision irresponsable, ni d'un jeu de hasard dans le domaine politico-diplomatique ; mais d'un acte de foi d'un roi et d'un peuple (...). »

« La Marche Verte constitue un modèle pour le règlement pacifique des différends. Elle a permis un juste aboutissement à une décolonisation-grosse de risques d'embrasement dans la région. »

Hassan II, Roi du Maroc.

Des témoignages inédits et des révélations sur une épopée qui a mobilisé 350.000 marocains. Un ouvrage exceptionnel sur un événement exceptionnel

COLLECTION EDIFICATION D'UN ETAT MODERNE

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Benne-Mary (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Woutas

Directeur de la rédaction : Daniel Vermet  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Salas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05

Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAIR

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

MBRE

NTES À LA VIE PRIVÉE !!



s dans les usines Peugeot de Sochaux.

OBRE

5 LIVRES DE MATHS ? SONT, VOS LIVRES DE MATHS, ITS SACRIFIANTS ?

MOT DE PLUS, APPELLE LES TÉLÉS !!



Jonel Jospin prend position port du foulard islamique à l'école.

EMBRE



ure du mur de Berlin.

CEMBRE



le soulèvement de Timisoara suite de Nicolae Ceausescu.



# EUROPE

URSS : l'état d'urgence dans le Haut-Karabakh

## « Où est le pouvoir soviétique ? »

MOSCOU

de notre correspondant

« Impasse », se dit en russe *topik*, et c'est le mot qui s'entend partout en URSS. On l'emploie à propos de l'économie, de la situation dans le parti, de la question nationale, et c'est maintenant le mot à employer à propos de la crise caucasienne.

Car en décrétant, lundi 15 janvier, l'état d'urgence dans le Haut-Karabakh et plusieurs autres régions d'Arménie et d'Azerbaïdjan, M. Gorbatchev n'a pu que donner l'impression d'agir. Une semaine après le début de cette nouvelle flambée de violence, deux jours après les premiers pogroms de Bakou et alors même que continuait de plus belle ce que la *Komsomolskaya Pravda* appelle, mardi matin, la « guerre civile », le chef de l'Etat soviétique ne pouvait pas continuer à ne rien faire.

Ne pas réagir eût été avouer son impuissance et reconnaître que l'Etat réputé, hier encore, le plus puissant du monde, était incapable d'assurer le droit le plus élémentaire de tout citoyen : le droit d'être protégé dans sa vie et dans ses biens. Dès lundi matin d'ailleurs, le conseil de la communauté arménienne de Moscou lui avait adressé un message pressant soulignant ce « paradoxe » et exigeant

l'intervention des autorités fédérales.

C'est maintenant fait puisque des unités de l'armée, de la marine et du KGB vont se joindre aux troupes du ministère de l'Intérieur. Ces troupes, qu'on pourrait comparer à la gendarmerie mobile en France, étaient jusqu'à présent totalement déployées. Ce renfort devrait donc contribuer à une amélioration de la situation, et cela d'autant plus que le décret sur l'état de siège donne autorité aux représentants de l'Etat pour interdire manifestations, grèves et meetings, contrôler la presse, dissoudre des organisations et imposer le couvre-feu.

Tout cela n'est pas rien, mais le fait est pourtant que M. Gorbatchev et le pouvoir fédéral agissent là comme si les autorités légales des deux Républiques avaient encore un quelconque poids politique. Or ce n'est plus le cas depuis plusieurs mois déjà. Tant en Arménie qu'en Azerbaïdjan, élus et responsables officiels ont soit basculé du côté des mouvements nationalistes, soit renoncé à exercer leur pouvoir.

Peut-être — sans doute, même — pourra-t-on leur faire avaliser des décisions prises à Moscou, mais l'idée de se mettre ni la Fédération ni M. Gorbatchev en première

ligne et d'y laisser les autorités locales relèver du rêve. La situation est aujourd'hui telle que l'affaire du Haut-Karabakh est délibérément exploitée par la fraction la plus radicale du Front populaire d'Azerbaïdjan pour démontrer aux Azeris la paralysie de Moscou, attiser la passion nationaliste et aller vers une proclamation d'indépendance.

Début janvier déjà, en démantelant par la violence les installations frontalières avec l'Iran, dans les installations d'une frontière d'Etat soviétique, les nationalistes Azeris les plus radicaux avaient tout simplement défié et mis à l'épreuve M. Gorbatchev. Répondre alors au défi en montrant ses muscles ?

### Plus facile à dire qu'à faire

Beaucoup plus facile à dire qu'à faire, et cela pour deux raisons. La première est que tant que l'affaire du Haut-Karabakh n'aura pas trouvé de solution, les nationalistes Azeris ne cesseront de se renforcer, et cela sur une base toujours plus radicale. Or, aujourd'hui en tout cas, après deux ans de haine, de sang et de pogroms, il n'y a pas de solution de compromis possible. L'administration directe de la région par Moscou a donné si peu de résultats que M. Gorbatchev a

dû renoncer. Il n'y a ni partage ni échange de territoires envisageables. Il n'y a qu'à donner raison aux uns, aux autres, ou laisser pourrir. On voit maintenant les conséquences de la tactique du pourrissement, mais si sinistres soient-elles. M. Gorbatchev ne peut pas plus donner satisfaction aux Azeris qu'aux Arméniens. Dans le premier cas, il susciterait l'insurrection de l'Arménie et donnerait, en Azerbaïdjan, une telle prime à la surenchère sanglante que le problème de la décession se poserait de plus belle. Dans le second, c'est l'insurrection en Azerbaïdjan.

Dans la meilleure des hypothèses, les mesures prises lundi vont, au bout de plusieurs jours, donner des résultats, mais totalement provisoires. La prochaine flambée sera plus violente encore, mieux organisée, et il faudra donc envoyer plus d'hommes encore.

Et c'est là qu'on arrive au deuxième problème fondamental de M. Gorbatchev : les points de tension ne manquent déjà pas en URSS. Ils vont — nul besoin d'être devin pour le savoir — se multiplier, et les troupes du ministère de l'Intérieur ne comptent jamais que 35 000 hommes, dont la moitié sont déjà engagés. Si l'heure est au recours à la force, et on le voit dès maintenant, il faut recourir à

l'armée et au KGB, qui possède ses propres troupes.

Aucun pouvoir civil n'aime se mettre dans la main des pouvoirs militaires et policiers, et M. Gorbatchev a toutes les raisons d'y être particulièrement réticent dans la mesure où il danse en permanence au-dessus d'un précipice dans lequel beaucoup de gens souhaitent le voir tomber. Et même en assumant le risque d'un rôle inférieur de l'armée, que contrebalancent le poids du KGB, où le secrétaire général a de très solides appuis, reste une autre difficulté : l'armée est faite de conscrits.

Sa cohésion reste à prouver dans des interventions de police entre deux nationalités, et les familles russes n'ont aucune envie d'envoyer leurs fils tomber dans le Caucase. A mieux y regarder, ce « paradoxe » d'un Etat théoriquement si puissant et pratiquement si faible est bien moindre qu'on ne pourrait le penser.

### Terribles questions

Regardant, lundi soir, les journaux télévisés, les Soviétiques ont ainsi appris que les Arméniens de Bakou étaient encore l'objet d'attaques le jour même, que le Front populaire de Lénkoran avait « suspendu les activités des organismes d'Etat » et continuait de diriger cette ville d'Azerbaïdjan, que des soldats avaient été envoyés dans le Haut-Karabakh et qu'on se battait à coups de kalachnikov au nord de la région autonome. Si un Soviétique l'ignorait encore, tous savent maintenant que cette « guerre civile » qui nourrirait leurs craintes depuis si longtemps a commencé dans le Caucase et tous ont entendu un vieux Arménien poser à l'écran cette question que l'on entend depuis si longtemps en Arménie : « Où est le gouvernement ? Où est le comité central ? »

Terribles questions puisqu'elles veulent dire : « Où est le pouvoir soviétique ? » Jusqu'à aujourd'hui, ce spectacle de la guerre civile joue plutôt en faveur de M. Gorbatchev. Il démontre que ses mises en garde répétées, chaque jour plus pressantes, contre les dangers du nationalisme et de la violence sont tout sauf infondées. La peur peut être bonne conseillère, mais si le secrétaire général ne réussit pas vite à reprendre l'initiative politique comme il compte essayer de le faire au prochain plénum (le Monde du 16 janvier), ce sont son autorité et sa crédibilité qui seront en danger.

Ce mardi matin, la *Russie soviétique*, organe des conservateurs, prenait longuement la défense de l'armée, « force neutre, stabilisatrice » dont les hommes sont attaqués « de l'ombre », écrivait en « une » le quotidien avant de conclure : « Les gens attendent des mesures socio-politiques radicales. Et les militaires aussi. »

Lundi, tandis que se poursuivaient les pogroms de Bakou, dans d'autres villes d'Azerbaïdjan organisées des meetings anti-arméniens — ces sortes de meetings qui avaient donné le signal des premiers pogroms de la capitale. A Goumra, (ex-Kirovabad), le rassemblement s'est terminé par l'attaque de l'école supérieure d'agriculture où ont été volés

80 mitraillettes, 2 mitraillasses, 1 lance-roquette et 27 balloons destinés à l'entraînement militaire des étudiants.

Le bilan officiel des pogroms de Bakou se monte maintenant à trente-quatre morts. Six cent soixante Arméniens ont été évacués lundi de la capitale azerbaïdjanaise — par bateau, car la route de l'aéroport n'était pas jugée sûre. Dans Trous, l'organe des syndicats, on lit : « Le nuit a été aussi terrible que la précédente. A nouveau brûlaient les feux des pogroms. A nouveau coulait le sang des innocents. Sous nos yeux, des soldats ont sauvé une femme que des jeunes gens entraînaient dans une cour. A vingt mètres de là, traînaient dans une décharge, telles d'atroces poupées noires, deux cadavres calcinés. On a aussi brûlé des gens sur la place de la gare (...). Oui, il s'est trouvé, parmi les miliciens de la ville, des hommes restés fidèles à leur devoir (...). Ils ont sauvé des Arméniens et certains représentants du Front populaire aussi. »

Certains ont sauvé, et d'autres... Bakou, c'est clair, est aux mains d'émoussés sanguinaires. Au nord du Haut-Karabakh, autour de la ville arménienne de Chamian, des milices azéris se sont emparées de deux véhicules blindés qu'il a fallu neutraliser, après deux jours, par intervention d'hélicoptères. Autour de chaque village, on creuse des tranchées. La progression des renforts envoyés depuis lundi est freinée par des manifestations de femmes et d'enfants qui se couchent sur les routes.

C'est la guerre. C'est le Liban et, à l'autre bout de l'URSS, dans cette Lituanie qui semble presque, en regard, si tranquille, le secrétaire général du Parti communiste local vient, après sa rupture avec Moscou, de se faire élire, par le Parlement, président de la République.

La Lituanie a ainsi plébiscité la scission de « ses » communistes. Ce n'est pas une mauvaise chose pour M. Gorbatchev, car cette élection garantit que les choses ne s'embolent pas à Vilnius. Pas trop vite.

BERNARD GUETTA

Manifestations arméniennes en France. — Une délégation d'Arméniens de France a été reçue lundi 15 janvier au ministère des affaires étrangères à l'issue d'une manifestation comptant plusieurs milliers de personnes. Des représentants du Comité Urgence Arménien, créé dimanche, ont remis une lettre à M. Roland Dumas demandant l'intervention de la France auprès des autorités soviétiques et des instances internationales, selon un porte-parole du Quai d'Orsay.

A Marseille, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées lundi devant le consulat d'URSS. Les manifestants, pour la plupart sympathisants de l'Union pour l'autonomie de l'Arménie (UAA), ont scandé des slogans hostiles au gouvernement soviétique. « Si nous ne sommes pas un Etat indépendant, alors il faut que le pouvoir central nous protège », a déclaré à Renter Farouk Abikian, président en exil de l'UAA, venu apporter son appui aux Arméniens de Marseille. — (AFP, Reuter.)

## Deux ans de conflit

1988

Février. — Premières manifestations des Arméniens dans le Haut-Karabakh pour leur rattachement à l'Arménie, manifestations de masse à Erevan.

28-29 février. — Pogroms de Soumgaït en Azerbaïdjan : trente-deux Arméniens tués. L'armée de déploie.

23 mars. — Le Kremlin rejette les revendications des Arméniens, qui poursuivent grèves et manifestations.

15-17 juin. — Les parlements arméniens et azerbaïdjanais votent des motions contradictoires sur le Haut-Karabakh.

28 juin. — M. Gorbatchev se prononce contre tout changement de frontières.

5-7 juillet. — Affrontements à l'aéroport d'Erevan entre manifestants et forces de l'ordre.

22 septembre. — Couvre-feu à Stepanakert, au Haut-Karabakh, à la suite de nouveaux affrontements inter-ethniques.

18 novembre. — Condamnation à mort à Moscou d'un des auteurs du pogrom de Soumgaït.

21 novembre. — Début des rassemblements de masse à Bakou, symétriques de ceux d'Erevan. Le 24 novembre, pogroms anti-Arméniens à Kirovabad. Les violences inter communautaires s'étendent, l'armée impose le couvre-feu en Azerbaïdjan et en Arménie début de l'exode croisé des populations.

7 décembre. — Séisme en Arménie. 25 000 morts. Le 10, arrestations à Erevan de membres du Comité Karabakh.

1989

12 janvier. — Le Haut-Karabakh est placé sous l'autorité d'un comité d'administration spéciale dépendant de Moscou.

28 février. — Reprise des manifestations à Erevan pour l'anniversaire du pogrom de Soumgaït.

3 mai. — Nouvelle grève générale des Arméniens à Stepanakert.

31 mai. — Libération des membres du Comité Karabakh. Manifestations à Erevan.

Août. — Le Front populaire d'Azerbaïdjan tient des meetings à Bakou, lance des grèves générales et le blocus des voies ferrées menant vers l'Arménie et le Haut-Karabakh. La guérilla se développe autour de cette région.

23 septembre. — Le Parlement azerbaïdjanais adopte une loi sur la souveraineté.

12 octobre. — Le Front populaire d'Azerbaïdjan, ligé, lève le blocus de l'Arménie après un vote du Parlement soviétique autorisant le recours éventuel à l'armée.

28 novembre. — Le Parlement soviétique dissout le comité d'administration spéciale du Haut-Karabakh. Relance des troubles.

1<sup>er</sup> décembre. — Le Parlement arménien vote le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie.

1990

Janvier. — Manifestations à la frontière soviéto-iranienne pour le libre passage en Azerbaïdjan du Sud. Violents heurts entre manifestants azéris et policiers à Jallabed.

11 janvier. — Occupation des bâtiments publics à Lénkoran, ville cédant azerbaïdjanaise.

12 janvier. — Un officier des troupes du ministère de l'Intérieur est tué dans le Haut-Karabakh.

13 janvier. — A Bakou, un meeting des nationalistes azéris tourne au pogrom anti-Arménien.

14 janvier. — De violents combats avec des armes de guerre font des « dizaines de victimes » arméniennes et azéris dans plusieurs villages au nord du Haut-Karabakh. Mobilisation des « détachements d'autodéfense » en Arménie.

15 janvier. — Evacuation de six cents Arméniens de Bakou, où les « pogroms » ont fait trente-quatre morts, selon le ministère soviétique de l'Intérieur. A Moscou, M. Gorbatchev réunit le Présidium du Soviet suprême.

## M. Mitterrand : le fédéralisme est la seule réponse au problème des minorités en Europe

Le sort des minorités en Europe ne peut se régler que dans le cadre du fédéralisme si l'on veut éviter des « conflits graves », a déclaré, à la télévision hongroise, le président François Mitterrand.

Dans une interview réalisée la semaine dernière et diffusée lundi soir 15 janvier, le chef de l'Etat, qui est attendu en visite à Budapest les 18 et 19 janvier, estime que « le fédéralisme, en tout cas la décentralisation, et certaines formes de décentralisation, sont les seules réponses à la souveraineté de l'Etat ».

« La fracture », de Pierre Verluise

### BIBLIOGRAPHIE

## « La Fracture », de Pierre Verluise

### Les deux cataclysmes arméniens

On ne compte plus les récits, journalistiques ou autres, consacrés au séisme qu'a éprouvé l'Arménie le 7 décembre 1988. La plupart de ces témoignages, rapportés à chaud, n'éclairent cependant qu'un aspect fragmentaire du désastre.

Pour éviter cet écueil, Pierre Verluise s'est livré à un véritable travail de synthèse, grâce aux témoignages recueillis auprès des secouristes et volontaires qui ont pris part aux opérations de sauvetage. L'ouvrage qu'il nous livre constitue donc un travail de réflexion sur les différents aspects du cataclysme et leurs conséquences sur l'avenir de l'Arménie.

L'agitation politique qui, depuis février 1988, mobilisait déjà — de façon quasi permanente — la population arménienne autour de l'affaire du Haut-Karabakh, avait profondément traumatisé les Arméniens, qui ont vécu le tremblement de terre et ses conséquences comme un second cataclysme s'ajoutant au véritable séisme politique déclenché par le refus de Moscou de prendre le parti d'Erevan contre les Azeris.

samment satisfaisante » au problème des minorités.

« Il n'y a pas d'autre marche, sinon vous verrez des antagonismes se développer, des conflits graves, peut-être des effusions de sang et un renouveau de nationalités qui s'exacerberont au travers de l'Europe tout entière avec un effet de contagion », a-t-il expliqué.

Il a également rappelé qu'il n'était pas question de remettre les frontières autrement qu'à l'amiable.

J. G.

La fracture, de Pierre Verluise, Stock, 228 p., 98 F.

### TCHÉCOSLOVAQUIE

## Ouverture des pourparlers sur le retrait des troupes soviétiques

Des pourparlers bilatéraux sur le retrait des quelque 80 000 soldats soviétiques stationnés en Tchécoslovaquie se sont ouverts, lundi 15 janvier, à Prague au niveau des vice-ministres des affaires étrangères.

Le traité de stationnement temporaire des troupes soviétiques, signé le 16 octobre 1968 à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées de cinq pays du pacte de Varsovie, est considéré comme « nul et non avenue » par les nouveaux dirigeants de Prague. Le 4 décembre dernier, l'intervention militaire d'il y a vingt ans, qualifiée d'« ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain », avait été condamnée par l'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et la RDA. Deux semaines plus tard, le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, et le premier ministre tchécoslovaque, M. Marian Calfa, étaient convenus qu'un accord « définitif » sur le départ des troupes pourrait être obtenu « dans le cadre d'un accord

multilatéral préparé aux négociations de Vienne » sur la réduction des armements conventionnels en Europe.

Pour le gouvernement de Prague, l'objectif final de ces négociations avec l'URSS est le retrait total des troupes soviétiques d'occupation, avec le maintien de quelques bases militaires sous contrôle tchécoslovaque. Dimanche 14 janvier à Olomouc, en Moravie, six mille personnes ont manifesté contre la présence des forces soviétiques et réclamé leur départ avant le 21 août, date du 22<sup>e</sup> anniversaire de l'écrasement du « printemps de Prague ».

Le pape sera invité officiellement en Tchécoslovaquie. — Une délégation du gouvernement de Prague se rendra, jeudi 18 janvier, à Rome pour inviter le pape Jean-Paul II à effectuer une visite officielle en Tchécoslovaquie. Dans son allocution du Nouvel An, le président Václav Havel avait exprimé le souhait d'accueillir le souverain pontife, si possible avant les élections libres, prévues en juin. — (AFP.)

## « La perestroïka a été mal engagée », estime M. Leonid Abalkine

Amsterdam. — M. Leonid Abalkine, vice-premier ministre soviétique chargé de la réforme économique, a jugé, lundi 15 janvier à Amsterdam, que la direction soviétique « avait commis énormément d'erreurs » dans la mise en place des réformes.

Les décisions relatives à la réforme économique « ont été prises à la va-vite sans consulter les experts », a déclaré M. Abalkine. « Personne n'est infallible, mais celui qui persiste dans l'erreur n'est pas en mesure de diriger un Etat », a-t-il remarqué, en évitant soigneusement de mettre en cause M. Mikhaïl Gorbatchev.

Il aurait fallu commencer par des mesures dans l'agriculture et dans l'industrie légère où des résultats auraient pu être obtenus rapidement et « un marché aurait pu être créé », a-t-il encore noté. « La réforme fiscale a été entamée trop tardivement, de même que la réforme du plan : il n'y a pas eu de changement dans la structure et la gestion des entreprises. »

Le responsable soviétique tenait une conférence de presse à son arrivée pour une visite privée d'une journée et demie aux Pays-Bas. — (AFP.)

## Les EXCEPTIONNELLES de Neubauer

Véhicules d'exposition ou de direction, ex-véhicules Automobiles PEUGEOT ou TT GARANTIE TOTALE DE 12 MOIS, PIÈCES ET M.O.



- 309 GTI mod. 89, gris graphite, 20 800 km
- 309 autom. mod. 89, direction assistée, LVE, beige métal, 13 700 km
- 405 Break SR L I mod. 89, gris métal, 15 400 km
- 405 MI 16 mod. 89, toit ouvrant, blanc, 22 850 km
- 405 MI 16 x4 mod. 90, toit ouvrant, gris métal, 11 600 km
- 505 GTI autom. mod. 89, jantes alliage, bleu métal, 13 800 km
- 505 Break GTI mod. 89, jantes alliage, blanc, 15 700 km

Appeler M. GRIMALDI ☎48.21.60.21 ou M. CASTAING ☎48.09.20.94

toujours plus avec la griffe

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Les mouvements se multiplient

Les attaques contre le PC

Le sociologue oues encourt cinq ans



# EUROPE

RDA : l'ancienne police politique en accusation

## Les mouvements de grève se multiplient

Malgré les garanties données par le gouvernement sur le démantèlement des services de sécurité, qui ont permis une reprise du dialogue avec l'opposition, l'impatience grandit dans la population. Des grèves d'avertissement ont éclaté, lundi 15 janvier, un peu partout en RDA, pour protester contre la lenteur des réformes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont cessé le travail pour des durées variant d'une demi-heure à deux heures dans des usines et des administrations à Berlin-Est et dans d'autres villes, surtout dans le Sud.

A Zwickau, les grévistes, selon l'agence est-allemande ADN, ont défilé devant la constitution d'une confédération allemande. A Gera, il s'agissait d'obtenir une démocratisation plus rapide. A Erfurt, plusieurs milliers de personnes des services hospitaliers ont défilé dans les rues pour protester contre la précarité de leurs conditions de travail. Ces grèves de travail avaient commencé la semaine dernière, mais les avaient alors seulement pour objectif d'obtenir la suppression des primes de licenciement versées aux agents de l'ex-STASI.

L'accroissement de la nervosité a connu son côté le plus spectaculaire avec le saccage du siège de

l'ancienne STASI à Berlin-Est. Mais à Cottbus, l'immeuble de la STASI a également été attaqué à coups de pierres par des manifestants. Ces incidents ont été qualifiés par l'un des leaders de l'opposition, le pasteur Eppelmann, du « réveil démocratique ». Cette « perfection » s'appuyait sur une abondance de personnel et de matériel ramené dans un Etat moderne. Le rapport présenté, lundi 15 janvier, devant la table ronde par le chargé de mission du gouvernement, M. Manfred Seuer, fait rétrospectivement froid dans le dos. La sécheresse des chiffres présentés recouvre la réalité d'un Etat policier qui ne reculait devant aucune dépense pour assurer le contrôle de la population.

Les effectifs permanents du ministère de la sécurité d'Etat comptaient 85 000 employés, mais aussi 109 000 « collaborateurs temporaires » autant de mouchards chargés d'écouter les conversations et de surveiller le comportement des gens du voisinage : 2 000 personnes étaient affectées aux écoutes téléphoniques, et 5 000 à l'espionnage du cour-

## La STASI : un Etat dans l'Etat

BERLIN-EST  
de notre envoyé spécial

« Le KGB est brutal, mais la STASI est parfaite », avait-on coutume de dire pour mettre en lumière l'efficacité remarquable de la police politique et de l'espionnage est-allemand. Cette « perfection » s'appuyait sur une abondance de personnel et de matériel ramené dans un Etat moderne. Le rapport présenté, lundi 15 janvier, devant la table ronde par le chargé de mission du gouvernement, M. Manfred Seuer, fait rétrospectivement froid dans le dos. La sécheresse des chiffres présentés recouvre la réalité d'un Etat policier qui ne reculait devant aucune dépense pour assurer le contrôle de la population.

Les effectifs permanents du ministère de la sécurité d'Etat comptaient 85 000 employés, mais aussi 109 000 « collaborateurs temporaires » autant de mouchards chargés d'écouter les conversations et de surveiller le comportement des gens du voisinage : 2 000 personnes étaient affectées aux écoutes téléphoniques, et 5 000 à l'espionnage du cour-

rier. L'arsenal de la STASI comptait plus de 120 000 revolvers, des milliers de pistolets mitrailleurs et même des canons anti-aériens. Tout ce monde-là vivait quasiment en circuit fermé, disposant de ses propres centres de vacances, de ses hôpitaux et d'un service médical.

Selon M. Manfred Seuer, c'est à partir de 1985, lorsque le ministre de la sécurité nationale, Erich Mielke — aujourd'hui emprisonné — a estimé que l'Etat est-allemand était en voie de déstabilisation, que la STASI est devenue « une institution de surveillance et de contrôle, couvrant d'un filet serré l'ensemble du territoire ». Ces révélations ont conduit le parquet général de la RDA à modifier les chefs d'accusation retenus contre M. Erich Mielke et Erich Mielke. Ces derniers sont maintenant accusés de haute trahison et non plus simplement d'abus de pouvoir et de corruption. M. Erich Mielke se trouve actuellement à l'hôpital de la Charité de Berlin-Est, où il vient de subir l'ablation d'une tumeur au rein.

L. R.

ROUMANIE

## La situation économique est catastrophique

Selon la plupart des économistes à Bucarest, la Roumanie risque de connaître une flambée d'inflation si l'ensemble de la population ne se remet pas au travail rapidement. Au cours du week-end, le premier ministre, M. Peter Roman, avait qualifié la situation économique de son pays de « catastrophique » et, selon un responsable du commerce roumain, la production industrielle a gravement chuté depuis la révolution. Les ouvriers sont apparemment davantage préoccupés par le débat politique, le renvoi des cadres de l'ancien régime et l'élection de nouveaux dirigeants que par le travail. Pour payer les salaires des employés de l'industrie dans les mois à venir, le gouvernement, ajoute-t-il, devra émettre des billets de banque sans contrepartie productive, ce qui aggraverait l'inflation.

M. Mihai Croitoru, directeur adjoint au ministère du commerce extérieur, a déclaré pour sa part, lundi 15 janvier, que d'après son bilan de la situation actuelle était une tâche « cauchemardesque », car les statistiques de la produc-

tion, tant industrielle qu'agricole, étaient systématiquement falsifiées du temps de Ceausescu. Les nouveaux responsables ont ainsi découvert que la production de céréales n'avait atteint que 18 millions de tonnes en 1989 alors qu'en novembre dernier, Nicolae Ceausescu avait cité le chiffre de 60 millions de tonnes. Pour satisfaire aux besoins des vingt-trois millions d'habitants du pays, le gouvernement veut maintenant donner la priorité à l'importation de produits alimentaires et de fourrage. — (Reuters.)

Procès de Nicolae Ceausescu. — Le procès du fils du dictateur commencera cette semaine, a déclaré lundi 15 janvier le procureur général de Roumanie, M. Gheorghe Robu. D'autres membres de la famille Ceausescu, ainsi que « d'anciens dirigeants politiques et de l'administration, et des centaines de terroristes » (non donnés aux agents de la Securitate) seront également traduits devant les tribunaux. — (AFP.)

BULGARIE : un vote du Parlement

## Nouvelles mesures d'amnistie et rétablissement des droits des nationaux de souche turque

Le Parlement bulgare a créé un climat favorable à la table ronde gouvernement-opposition sur les problèmes de fond du pays, qui devait s'ouvrir mardi 16 janvier à Sofia, en votant la veille une nouvelle série d'amnisties et une déclaration qui rétablit les droits des Bulgares de souche turque.

Lundi matin, les députés avaient aussi émis le pas à la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la RDA et la Pologne en abolissant le rôle dirigeant du Parti communiste (nos dernières éditions datées du 16 janvier). En revanche, ils avaient refusé de voter de prendre une décision sur le caractère « socialiste » de l'Etat bulgare « avec la classe ouvrière en tête », comme le stipule l'article premier de la Constitution. Les députés ont créé un « groupe de contact » entre le Parti communiste, le Parti agrarien et des députés indépendants pour formuler des propositions à ce sujet.

Les nouvelles mesures d'amnistie concernent plus de quarante personnes poursuivies parce qu'elles refusaient d'adopter les noms bulgares et continuèrent sous un autre prétexte, ainsi que des centaines de condamnés de droit commun. Des milliers d'autres bénéficieront des remises de peine.

D'autre part, M. Andrei Loukanov, président de la commission sur les déformations dans la vie sociale

et économique du pays sous l'ancienne direction de M. Jivkov, a annoncé que le rapport sur les infractions commises par ce dernier et sa famille sera publié dans les prochains jours.

Sur proposition de la commission de M. Loukanov, le Parlement a aussi annulé la loi sur l'abolition du Parti agrarien d'opposition Nikola Petko (du nom de son ancien dirigeant). Les députés ont voté la réhabilitation de la direction de ce Parti agrarien et celle des dirigeants du Parti social-démocrate jugés et emprisonnés en 1948. — (AFP.)

## M. Pierre Brochand ambassadeur à Budapest

M. Pierre Brochand a été nommé ambassadeur à Budapest en remplacement de M. Malchenko, qui a pris sa retraite.

(Né en 1941, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Brochand a été en poste à Saigon (1971-1973), puis à Bangkok (1973-1979). Il a été ensuite consul général à San Francisco (1979-1982), puis sous-directeur d'Asie et Océanie à l'administration centrale (1982-1985). Il était représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations unies à New-York depuis décembre 1985.)

## Les attaques contre le PC

Suite de la première page

Les occupants habituels des lieux étaient partis depuis 15 heures. Pour beaucoup d'entre eux, c'était leur dernier jour de travail, le gouvernement ayant décidé de les réaffecter ailleurs.

La situation a été jugée suffisamment dramatique pour que la télévision est-allemande, vers 18 heures, arrête ses émissions et lance un appel au calme à la population, adjurant les manifestants de « ne pas mettre en danger une démocratie en train de naître ». Les membres de la table ronde, gouvernement et opposition, ont interrompu leurs travaux, qui avaient repris le matin, et se sont rendus sur place pour tenter de rétablir le calme. Le premier ministre, M. Hans Modrow, était également là pour inciter les manifestants à quitter les lieux. Vers 23 h 30, les derniers occupants abandonnaient le terrain, après avoir bien saccagé, sans que la police soit obligée d'intervenir.

Tout au long de cette soirée, on a pu mesurer le fossé qui s'agrandit entre les tenants de la non-violence — « On ne passe pas ces manifestations pacifiques avec les bougies ? », se lamentait une jeune fille, effrayée par ces débordements — et ceux qui, principalement des jeunes des milieux populaires, voulaient donner libre cours à

leur colère et à leur envie de détruire tout ce qui évoque l'oppression exercée par le régime déchu. L'alcool qui circulait en abondance dans les rangs, enflammait encore plus les passions. Les portraits d'Erich Honecker et de Leonid Brejnev découverts sur place étaient pié-



tinés et passés par les fenêtres, sous les acclamations de la foule. Des banderoles s'élevaient aux membres de l'ex-police secrète « Bon voyage vers la Sibérie », et d'autres demandaient que l'on

cesse immédiatement de verser leur salaire aux policiers licenciés. D'autres encore, assimilaient cette STASI hantée à la Gestapo, à la Securitate roumaine, tout ce monde-là étant qualifié de « Succursales de sang ».

## Le dialogue se poursuit

Contrastant avec la détente qui se manifestait au sommet entre le gouvernement et l'opposition, la venue, non prévue, de M. Hans Modrow, lundi matin à la table

ronde, a été saluée par tous les porte-parole de l'opposition. Le principal point d'accrochage de ces dernières semaines, l'avenir de la police politique, a été supprimé avec la constitution d'une commission tripartite (gouvernement-opposition-gouvernement), chargée de superviser la dissolution de la STASI et l'attribution de son patrimoine à des institutions « socialement utiles ». « La venue du premier ministre a révalué la table ronde, faisant d'elle la seconde instance de contrôle de l'activité gouverne-

mentale », a estimé M. Ibrahim Botheim, porte-parole du Parti social-démocrate. M. Modrow, qui n'a pas caché son inquiétude devant le tour pris par les événements — menace de grève générale, poursuite des départs massifs — le Ouest au rythme de 1 500 par jour en moyenne, — a souhaité que les membres de la table ronde l'aident à définir des propositions pour se rencontrer, au début du mois prochain à Bonn, avec le chancelier Kohl. Il sera accompagné par des représentants des mouvements d'opposition qui, selon M. Botheim, devront être considérés comme « des membres à part entière de la délégation conduite par M. Hans Modrow ».

La table ronde n'a pu, en revanche, se mettre d'accord sur le projet de loi électorale proposé par le gouvernement. Des groupements comme le Nouveau forum, ou le Mouvement indépendant des femmes voudraient voir les « mouvements civi-

LUC ROSENZWEIG

TURQUIE : pour avoir évoqué l'indépendance du Kurdistan

## Une sociologue ouest-allemande encourt cinq ans de prison

ANKARA  
Correspondance

Une sociologue ouest-allemande, venue en Turquie pour écrire un livre sur les Kurdes, a appris à ses dépens que les limites de la loi sont vite franchies lorsque l'on touche au sujet tabou des minorités ethniques de ce pays.

Le 29 décembre, quelques jours seulement après son arrivée, Hella Schlumberger, chargée de cours à la Sorbonne et travaillant pour le CNRS (Centre national de la recherche scientifique), a visité la réserve ornithologique de Birecik sur les rives de l'Euphrate. Apparemment inspirée par la vue des oiseaux enfreints dans les volières, elle aurait écrit dans le registre des visiteurs : « A bas les cages, laissez vivre le Kurdistan indépendant en égalité avec la Turquie libre ». Arrêtée le 10 janvier sur la base de cette inscription, elle a comparu deux jours plus tard devant le tribunal de sécurité de Diyarbakir, qui l'a formellement accusée de propagande séparatiste. Selon l'article 142, paragraphe 3, du code

pénal turc, ces charges peuvent entraîner une peine allant jusqu'à cinq ans de prison.

Malgré l'intervention personnelle de M. Hans Dietrich Genscher auprès du vice-premier ministre turc Ali Bozer, M<sup>me</sup> Schlumberger, âgée de quarante-sept ans, était toujours détenue lundi soir. « Le ministère des affaires étrangères et celui de la justice semblent avoir des opinions divergentes sur la manière de traiter ce cas », a déclaré un interlocuteur à l'ambassade d'Allemagne.

« Ma cliente n'est pas très contente. Elle est détenue dans une cellule bondée de la prison de Diyarbakir en compagnie de criminels de droit commun et de prostituées », a déclaré son avocat, M<sup>re</sup> Fethi Gümüls, lors d'une entree téléphonique. Il a ajouté que M<sup>me</sup> Schlumberger serait probablement jugée dans les jours à venir et qu'il espérait obtenir son acquittement, faute de preuves.

NICOLE POPE

IRLANDE DU NORD

## Londres rejette des demandes d'éclaircissement à la suite d'une bavure

Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a refusé lundi 15 janvier de répondre devant la Chambre des communes aux demandes d'éclaircissement de l'opposition sur les circonstances de la mort de trois délinquants tués sans sommation par un commando de l'armée britannique (le Monde du 16 janvier). Invocant des « raisons opérationnelles », M. Brooke a simplement dit que la version très succincte présentée par la police et à assuré que celle-ci « enquêtait rigoureusement ». Les soldats britanniques incriminés ont tué samedi trois jeunes gens qui commettaient un hold-up, uniquement armés de jouets en plastique. — (AFP.)

## POUR UN CAMBODGE LIBRE

Le Cambodge est devenu le champ clos d'une confrontation entre deux blocs communistes : d'un côté, les Khmers rouges soutenus par la Chine, et de l'autre, le régime de Phnom-Penh soutenu par le Vietnam et l'Union Soviétique.

Ce conflit apparaît d'autant plus paradoxal que le système marxiste est en train de se désintégrer en Europe et que de nombreux peuples commencent à s'affranchir de la tutelle communiste. Il apparaît clairement qu'il s'agit d'une guerre imposée par des puissances rivales au peuple cambodgien qui, s'il était consulté au moyen d'élections libres et démocratiques, rejeterait toute forme d'assujettissement et choisirait la voie de la liberté et de l'indépendance nationale.

Dans ce contexte particulier, les aspirations du peuple khmer sont incarnées par la résistance cambodgienne non communiste dirigée par le prince Norodom Sihanouk et l'ancien premier ministre Son Sann. Davantage soutenue par les pays occidentaux, elle pourrait s'affirmer comme une force pleinement autonome.

Les principaux dirigeants du régime installé à Phnom-Penh par l'armée vietnamienne sont eux-mêmes des Khmers rouges. Ils ont participé aux massacres perpétrés par les partisans de Pol Pot, dont ils ne se sont séparés que pour dévancer les purges qui menaçaient de les éliminer. Derrière un léger vernis qui tente de dissimuler, leur philosophie et leur méthode restent fondamentalement totalitaires et répressives, et elles ont été dénoncées par Amnesty International.

Ce serait folie que de miser sur Hun Sen pour éviter Pol Pot.

Le peuple cambodgien ne peut pas et le monde libre ne doit pas se résigner à une alternative entre deux despotismes. Au-delà du soutien militaire des mouvements de résistance non communistes ont besoin dans l'immédiat, l'Occident peut apporter son appui politique à la restauration de la paix et de la démocratie au Cambodge en faisant pression sur les deux blocs communistes pour qu'ils desserrent parallèlement leur étreinte sur le Cambodge et acceptent un règlement négocié devant déboucher sur des élections libres. Le respect de ce règlement doit être garanti par une intervention des Nations unies.

## DÉPUTÉS FRANÇAIS AYANT DÉJÀ SIGNÉ CET APPEL

G. MESMIN, R. BACHELOT, J. BEGAULT, B. BOURG-BROC, J. BROCARD, A. BROCHARD, G. CHASSEGUIET, D. COLIN, J.-M. DOUSSET, M. DOUSSET, A. DURAND, C. BRAMANN, H. FAICO, E. FREDERIC-DUPONT, J.-P. FOUCHER, C. GAGNIOT, J. GODFRAIN, F.-M. GONNOT, E. HUBERT, D. JACQUAT, F. LÉGRAS, A. LÉGRAS, P. LEQUILLER, M. UGOT, G. LONGUET, A. MADEIN, C.-G. MARQUIS, P. MICHAUX, A. MOYNE-BRESSAND, M. PECHUAT, J.-P. PHILBERT, J.-L. PIEL, SETUNGUE, G. DE ROBIEN, P.-L. TRIVAILLON, P. VASSEUR, J.-P. VIRAPOULLE, A. ZIEBER, F. LÉOTARD, P. DEVEDIAN, C. GAILLARD.

Merci d'envoyer signatures et soutiens à :  
CAMBODGE LIBRE, 8, rue Verderet, 75016 Paris

Réunion d'information : vendredi 2 février 1990 à 18 heures  
au Centre Chailot-Galliera, 28, av. George-V, 75008 Paris.

nitraillottes, 2 mitrailleuses, co-roquette et 27 balloons, nées à l'entraînement militaire tudes.

bilan officiel des pogroms de la semaine dernière à te- quatre morts. Six cent onze Arméniens ont été évacués de la capitale azerbaïdjanaise ar bateau, car la route de sport n'était pas jugée sûre. s Troad, l'organe des syndi- on lit : « La nuit a été aussi ble que la précédente. A nou- u brûlaient les feux des roma. A nouveau coulent le g des innocents. Sous nos yeux, soldats ont sauvé une femme des jeunes gens entraînés à une cour. A vingt mètres de l'entraînement dans une décharge, se d'air des poubelles noires, et cadavres calcinés. On a aussi le des gens sur la place de e (...). Oui, il s'est troué, ml les miliciens de la ville, des mmes restés fidèles à leur voir (...). Ils ont sauvé des méments et certains représen- ta du Front populaire aussi. » Certains ont sauvé, et d'autres, kou, c'est clair, est aux mains sanctions sanglantes. Au nord Haut-Karabakh, autour de la le arménienne de Chaouian, des ilices azéries se sont emparées de ux véhicules blindés qu'il a fallu atraiter, après deux jours, par servention d'hélicoptères. Autour : chaque village, on creuse des anchées. La progression des rears envoyés depuis lundi est frée par des manifestations de mmes et d'enfants qui se cou- bent sur les routes.

C'est la guerre. C'est le Liban et, l'autre bout de l'URSS, dans erte Lituanie qui semble presque, n regard, si tranquille, le secrétaire général du Parti communiste ocal vient, après sa rupture avec Moscou, de se faire élire, par le Parlement, président de la République.

La Lituanie a ainsi plébiscité la scission de « ses » communistes. Ce n'est pas une mauvaise chose pour M. Gorbachev, car cette élection garantit que les choses ne s'em- bleront pas à Vilnius. Pas trop vite. BERNARD GUETTA

Manifestations arméniennes à France. — Une délégation d'Arméniens de France a été reçue lundi 15 janvier au ministère des affaires étrangères à l'issue d'une manifestation comptant plusieurs milliers de personnes. Des représentants du Comité Urgence-Arménie, créé dimanche, ont remis une lettre à M. Roland Dumas demandant l'intervention de la France auprès des autorités soviétiques et des instances internationales, selon un porte-parole du Quai d'Orsay.

A Marseille, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées lundi devant le consulat d'URSS. Les manifestants, pour la plupart sympathisants de l'Union pour l'autonomie de l'Arménie (UAA), ont scandé des slogans hostiles au gouvernement soviétique. « Si nous ne sommes pas un Etat indépendant, alors il faut que le pouvoir central nous protège », a déclaré à Reuter Parourit Avetisyan, président en exil de l'UAA, venu apporter son appui aux Arméniens de Marseille. — (AFP, Reuter.)

« La perestroïka a été mal engagée », estime M. Leonid Abalkine

Amsterdam. — M. Leonid Abalkine, vice-premier ministre soviétique chargé de la réforme économique, a jugé, lundi 15 janvier à Amsterdam, que la direction soviétique « avait commis énormément d'erreurs, aussi bien stratégiques que tactiques » dans la mise en place des réformes.

Les décisions relatives à la réforme économique « ont été prises à la va-vite sans consulter les experts », a déclaré M. Abalkine. « Personne n'est persisté dans l'erreur n'est pas en mesure de diriger un Etat », a-t-il remarqué, en évitant soigneusement de mettre en cause M. Mikhaïl Gorbatchev.

Il aurait fallu commencer par des mesures dans l'agriculture et dans l'industrie légère où des résultats auraient pu être obtenus rapidement et « un marché avait pu être créé », a-t-il encore noté. La réforme fiscale a été critiquée trop tardivement, de même que la réforme du plan : il n'y a pas eu de changement dans la structure et la gestion des entreprises.

Le responsable soviétique tenait une conférence de presse à son arrivée pour une visite privée d'une journée et demie aux Pays-Bas. — (AFP.)



## EUROPE

## Les derniers bastions du marxisme-léninisme

Suite de la première page

Dans le passé, on a fini par apprendre, malgré l'imperméabilité du système, que les craintes du gouvernement albanais à cet égard avaient à plusieurs reprises donné lieu à de terribles vagues de répression, toutes proportions gardées, dans un pays d'à peine plus de 3 millions d'âmes. Amnesty International s'en est souvent fait l'écho sans pouvoir apporter d'indications précises.

« Les événements récents en Europe de l'Est ont encouragé certaines forces anti-albanaises bien connues à reprendre leur campagne de calomnies contre notre pays. Mais elles n'arriveront pas à nous faire du tort. Nous n'avons jamais permis et ne permettrons jamais à personne de nous dicter nos lois et nos normes. » C'est ce qu'a déclaré, le 1<sup>er</sup> janvier, M. Ramiz Alia, en adressant à la nation ses vœux de Nouvel An... Cette intransigence et cette volonté de continuité réaffirmées tempèrent considérablement l'espoir d'évolution qu'avait un peu laissé planer M. Alia, en 1985, à la mort de son prédécesseur, Enver Hodja, « bien-aimé » fondateur de la République populaire socialiste d'Albanie. À l'exception de certains assoupissements dans le domaine des relations extérieures, l'« ouverture »

— mot que les dirigeants albanais préfèrent éviter — se fait attendre, et il semble même qu'il faille constater un raidissement du régime ces derniers mois. Est-ce la peur de la contagion ?

## « Dictature du prolétariat »

Lors du huitième plénum du comité central, en septembre 1989, M. Alia a donné l'impression de revenir aux valeurs, les plus sûres à ses yeux, d'un stalinisme de stricte observance. « L'arrogance de la bourgeoisie et de l'impérialisme est soutenue, a-t-il dit, par la trahison révisionniste, laquetterie — avec la perestroïka de Gorbatchev et la vague actuelle de réformes contre-révolutionnaires — même à son achèvement le processus qui a complètement conduit la société soviétique et celle des pays de l'Est sur les rails du capitalisme. Gorbatchev et ses gens n'ont pas seulement renié Staline et les premiers succès remportés par le socialisme, ils n'hésitent pas à critiquer Lénine et la révolution d'Octobre. » Et M. Alia d'ajouter : « Notre parti et le camarade Enver Hodja ont dénoncé le révisionnisme moderne et ils ont averti le mouvement communiste de ce danger dès l'apparition de ses symptômes. Le temps a montré que

[leurs] prévisions étaient bien fondées. »

Pourquoi donc changer quand on pense avoir toujours eu raison ? Toutefois, M. Alia, qui a accédé au pouvoir à cinquante-neuf ans avec une équipe sensiblement jeune, juge souhaitable de « perfectionner la démocratie socialiste », dénonce les « bureaucraties », estime possible de nommer à des postes importants (ministres, chefs militaires ou diplomates) des non-communistes et prône la « confrontation des idées », en fustigeant ceux qui confondent « unité » avec « unanimité ». Mais il n'en rappelle pas moins qu'il « est fondamentalement de faire progresser le socialisme et de barrer la route à tout ce qui peut entraîner sa déformation », en précisant bien, au cas où il y aurait un doute : « Comme nous ne permettrons pas d'ouvrir la voie à un retour à la propriété privée, nous ne permettrons jamais l'affaiblissement de la propriété socialiste commune (ici celui de la dictature du prolétariat ; comme nous ne partagerons jamais le pouvoir avec aucune autre force anti-populaire, nous ne renoncerons jamais au rôle dirigeant de notre parti au nom du soi-disant pluralisme. »

Quelques mois auparavant, en février 1989, M. Alia avait

annoncé le remplacement de plusieurs ministres et chefs de file du parti en soulignant « les faiblesses et la carence » de certains éléments de la direction du pays, ainsi que le besoin de « contrôler davantage » celui-ci. Aven de difficultés, dissensions internes, reprise en main après une brève et très prudente tentative de pragmatisme ? Les voies de la dictature albanaise sont impénétrables.

## Le plus pauvre d'Europe

L'histoire de ce pays sous-développé aide à comprendre l'existence d'un régime de fer qui survit en vase clos et en retrait de l'Europe.

L'Albanie n'a jamais eu l'expérience de la démocratie, pas même celle du jeu politique restreint auquel on parvient à se livrer dans quelques partis communistes. Le PC albanais n'a connu que de brutales et plus ou moins secrètes épurations qui laissent des traces blanches sur les murs des musées, là où ont été enlevés les portraits des dirigeants déchu, tel celui d'un premier ministre, Mehmet Shehu, dont la disparition en 1981 devait être présentée comme un « suicide ».

Après quatre siècles et demi de domination ottomane, l'Alba-

nie avait subi l'occupation italienne durant la première guerre mondiale, et quand, en 1925, la République fut proclamée, le président se fit roi, trois ans plus tard, sous le nom de Zog I<sup>er</sup>. En 1939, nouvelle occupation par l'Italie, fasciste cette fois, puis par l'Allemagne nazie en 1943. L'Albanie s'est, en grande partie, libérée elle-même, ce qui a donné pour longtemps une certaine légitimité au pouvoir des communistes. Ceux-ci, liés aux partisans yougoslaves, n'ont guère eu de mal à s'imposer dans la résistance puis à la tête d'un nouvel Etat (victoire du Front démocratique d'Enver Hodja, en 1945, avec 98 % des voix), qui devint République populaire en 1946. Cette lutte contre l'envahisseur explique la « fierté », invoquée sans relâche par les communistes, d'une indépendance chèrement acquise mais aussi maintenue coûte que coûte, avec une jalousie farouche, jusqu'à nos jours.

De rupture en rupture, avec la Yougoslavie en 1948, avec l'URSS en 1961 et avec la Chine en 1978, l'Albanie est demeurée, certes, très indépendante, mais aussi, en se privant de ses principaux partenaires, très pauvre... Le pays, aujourd'hui, le plus pauvre d'Europe !

Les difficultés économiques sont désormais — partiellement — reconnues par les autorités de Tirana. « Mauvaise gestion et incompetence » sont parfois ouvertement critiquées, tandis que M. Alia parle lui-même d'« imperfections » dans la réalisation des objectifs du plan. Relancé en février 1989, le projet dit de « rotation des cadres » n'a pas donné les résultats escomptés. Il n'est pas surprenant que l'Albanie s'abstienne de publier des données en chiffres absolus et se contente d'indiquer des pourcentages.

## Une immense pénurie

L'agriculture, souvent archaïque, occupe toujours près des deux tiers de la population. Après la mort d'Enver Hodja, on a poursuivi la collectivisation en étatisant des coopératives. L'approvisionnement en produits alimentaires reste préoccupant. L'Albanie possède des ressources minières non négligeables : elle est le troisième producteur mondial de chrome, et des gisements de pétrole assurent ses besoins, qui, il est vrai, sont limités, puisqu'on voit sur les routes presque autant de chars à bœufs que de tracteurs ou de camions (les voitures individuelles sont réservées aux sociétés d'Etat et à la nomenklatura). Mais les industries de transformation sont sombres et désuètes. En règle générale, l'Albanie manque cruellement de pièces de rechange pour les équipements que lui avaient fournis l'URSS et la Chine avant la rupture. Le « pays des aigles » souffre d'une immense pénurie, à la mesure de ses principes d'indépendance et d'autarcie extrêmes. La Constitution interdisant tout emprunt à l'étranger et la création d'entreprises mixtes, les échanges sont basés essentiellement sur le troc. Des accommodements pour permettre au moins des dispositifs plus souples de « compensations » sont devenus inévitables.

Comme la Roumanie des dernières années de Ceausescu, l'Albanie peut se vanter de n'avoir pas de dette extérieure, mais cette fierté a son prix, exorbitant, celui du sous-développement. Avant même la mort d'Enver Hodja, les dirigeants avaient commencé à tirer les leçons de la situation et à chercher des remèdes. C'est ainsi que s'est dessinée une politique trop vite qualifiée d'« ouverture » à l'étranger, alors qu'elle avait surtout pour but de normaliser des rapports avec des pays capitalistes ou socialistes honnis, mais susceptibles de donner un nouveau souffle à l'économie albanaise. C'est ainsi que des relations officielles ont été instaurées en 1987 avec la RFA, précédemment dénoncée comme « revancharde », mais le rythme des opérations de modernisation auxquelles concourent des sociétés occidentales s'est ralenti en 1989. Avec la Yougoslavie et la Grèce, les relations se sont aussi améliorées et les frontières ont été entrouvertes. L'Albanie a participé à une conférence des pays balkaniques, mais celle-ci est restée sans lendemain étant donné



une nouvelle détérioration à propos des Albanais du Kosovo, « de plus en plus opprimés par les Serbes », dit-on à Tirana.

Est-ce qu'un nouveau durcissement se confirme ? Une toute récente déclaration de M. Alia rendrait à le laisser croire : « Peut-être le fait que nos activités économiques et politiques avec l'étranger vont croissant (...) crée chez certains de nos camarades l'illusion que l'encerclement impérialiste et révisionniste s'est quelque peu desserré. C'est là une vue très nocive. Notre parti ne doit jamais permettre qu'une pareille psychose s'installe parmi nous. » Les dirigeants albanais semblent quasiment prêts à revenir à la politique de la « forteresse assiégée » chère à Hodja, qui avait fait construire autant de bunkers que d'habitants pour prévenir le risque d'une invasion soviétique ou américaine. Et voilà que ces jours-ci on parle à Tirana d'un complot anti-albanais fomenté au sommet de Malte par MM. Bush et Gorbatchev !

Combien de temps encore le régime albanais pourra-t-il entretenir une paranoïa aussi manifeste dans un fier isolement qui n'a rien de splendide et tout de dénuement. Bien sûr, la Segurimi veille. Mais cette police politique, dont la sinistre réputation est digne de celle de la Securitate roumaine, vient d'être sévèrement critiquée dans un roman publié à Tirana et loué par le célèbre écrivain Ismail Kadare, dont les prudentes incartades ont été jusqu'à présent tolérées par le pouvoir. Oubli de la censure ou signe d'une contestation à l'intérieur même de la nomenklatura ?

Dans un tel pays, il ne peut guère se former d'opposition en dehors du parti tout-puissant — on l'a vu à Bucarest. Les mouvements en exil paraissent faibles, et le plus bruyant actuellement est celui, monarchiste, animé par le fils du roi Zog, le prince Leka, qui vit (revolver à la ceinture) en Afrique du Sud... Une agitation mettant en péril le régime ne pourrait se développer, selon les observateurs les plus avertis (ce qui est relatif), qu'avec une aggravation soudaine de la crise économique et l'éventuelle complicité de dirigeants convaincus de la décomposition du système — un schéma relevé aussi en Roumanie.

## Un renouveau de l'islam

Autre facteur de contestation possible : un certain renouveau de l'islam dans un pays qui compte encore près de 70 % d'habitants d'origine musulmane malgré l'interdiction absolue de tout culte (le Monde du 13 avril 1989). D'autre part, la multiplication des contacts avec la Grèce semble avoir réveillé les sentiments religieux de la communauté orthodoxe (20 %).

Enfin, même si les frontières sont à peine entrouvertes pour les étrangers (20 000 touristes, acceptés uniquement en groupes organisés, en 1989) et si les Albanais continuent d'appréhender de leur parler, le pays ne peut plus ignorer un monde extérieur qui l'attire, surtout quand il se passe tant d'événements en Europe. Car, depuis deux ans, l'écoute des radios étrangères et le bricolage des antennes de télévision pour capter les chaînes italiennes, yougoslaves ou grecques ne sont plus réprimés. Une brusque marche arrière du pouvoir politique est une éventualité qui ne saurait être écartée. Mais le grand renfermement de tout un pays n'est plus dans le domaine du possible.

FRANCIS CORNU  
DEMANINCuba : « castroïka »  
contre vents et marées

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## COMMUNIQUÉ D'EUROTUNNEL

du 11 janvier 1990

## LE PROJET POURSUIT SA PROGRESSION

Eurotunnel annonce la conclusion d'un accord avec Transmanche Link (TML). Cet accord a été présenté aux Banques-Agents, qui l'ont soumis au Syndicat bancaire, après en avoir discuté avec les Représentants du Syndicat (Instructing Banks) à Londres le 9 janvier dernier.

Sur la base de cet accord, les Banques-Agents du projet ont demandé au Syndicat bancaire de confirmer leur moratoire pour permettre à Eurotunnel d'effectuer un nouveau tirage sur les 50 milliards de francs de prêts déjà en place, parallèlement à la mise sur pied d'un nouveau financement.

Les discussions prolongées menées depuis septembre 1989 entre la direction d'Eurotunnel, TML et ses actionnaires ainsi qu'avec les banques, ont abouti à une série de conclusions, dont les principales sont les suivantes :

— TML a accepté de participer sans limite au partage des coûts des travaux de forage supérieurs au prix-objectif révisé.

— Selon l'expertise indépendante réalisée par le Maître d'Œuvre, le coût des travaux à forfait (les terminaux et les équipements fixes) est resté pour l'essentiel aux niveaux du contrat d'origine.

— TML et Eurotunnel se sont mis d'accord sur un effort commun de réduction des coûts, sans atteinte à la sécurité des passagers, portant notamment sur les équipements fixes et le matériel roulant, ainsi que sur les frais généraux et les coûts indirects. Il en est résulté un accord sur la réduction de la vitesse maximum des navettes à 130 km/h, sans conséquence sur les temps de trajet, la capacité du système et les revenus.

— TML et Eurotunnel ont confirmé le 15 juin 1993 comme la date-objectif d'achèvement.

Les points de l'accord avec TML sont les suivants :

1) le prix-objectif sera ajusté d'un montant prévisionnel de 12,9 milliards de francs à 15,8 milliards de francs (en prix 1989). La commission restera fixée à 12,36 % du prix-objectif.

2) Au-delà de ce prix-objectif, TML supportera 30 % des dépassements de coût pour les tunnels sans aucune limite, et sans aucune commission supplémentaire.

3) La commission de 11,5 % sur les coûts réels des fournitures (matériel roulant) sera plafonnée à un maximum de 600 millions de francs (prix 1989), à compter d'une dernière estimation de 730 millions de francs.

4) Il est prévu également de créer ou de réaménager de nouvelles échéances intermédiaires pour inciter TML à respecter ou devancer légèrement le programme du projet récemment révisé par Eurotunnel, et à gagner ainsi des bonus à concurrence de 200 millions de francs, alors que TML encourra entre 150 et 200 millions de francs de pénalités en cas de retard de quelques semaines.

Sur la base des estimations d'Eurotunnel de septembre dernier et en tenant compte du programme de réduction décidé à ce jour, ces négociations et le Rapport d'expertise du Maître d'Œuvre indépendant vont se traduire par une augmentation du coût global en francs courants de 70 milliards de francs à 72 milliards de francs maximum (y compris les imprévus du Projet) — avec une réduction significative des risques de dépassement de ce niveau de coût. L'estimation réactualisée en cours sera revue par le Maître d'Œuvre et le Conseil Technique des banques. Elle sera publiée en même temps que le rapport annuel en avril.

Au cours des prochains mois, Eurotunnel doit mettre au point un accord précis avec les banques sur les modalités de l'augmentation nécessaire des crédits bancaires (y compris une marge pour les imprévus extérieurs au Projet). L'entrée en vigueur de cet accord sera liée à la réalisation par Eurotunnel d'ici la fin de l'année d'une nouvelle augmentation de capital ou de quasi-capital, représentant probablement 25 % du financement supplémentaire total.

Le Conseil d'Eurotunnel estime

que le projet demeure solide, que le Syndicat devrait donner son accord, et qu'il sera possible de mettre sur pied le financement complémentaire et l'augmentation de capital, pour assurer l'achèvement à la date-objectif du 15 juin 1993.

D'ici là une attention particulière sera portée à la maîtrise des coûts et, si possible, à leur réduction. Eurotunnel est en train de réduire de 25 % son équipe de supervision du projet dans le cadre d'une série de modifications destinées à affiner sa gestion du contrat.

Commentant l'issue de ces négociations, les co-présidents d'Eurotunnel, Messieurs André Bénard et Alastair Morton, ont déclaré que ces mois de discussions ont été délicats et ardues, mais que tout compte fait ils étaient satisfaits de l'accord :

« De nombreux partenaires participent à ce gigantesque Projet, et plusieurs d'entre eux ont dû faire des concessions, mais on ne doit à aucun moment oublier que TML a été le moteur de ce Projet devant les deux gouvernements, avec les Banques-chefs de file en 1985 ; que TML a négocié le contrat de construction en 1986, pour la conception, la réalisation et la livraison clés en main du Projet ; que TML a négocié ce contrat avec Eurotunnel à une époque où Eurotunnel était encore sous le contrôle des dix constructeurs regroupés dans TML, et que c'est cet Eurotunnel sous contrôle de TML qui a mis au point le Prospectus pour la 1<sup>re</sup> augmentation de capital ouverte à des investisseurs extérieurs d'un montant de 2 milliards de francs, en octobre 1986. Il n'est pas surprenant que, dans ces circonstances, les négociations aient été ardues, mais la durée des négociations ne doit pas faire oublier la coopération constante entre les équipes d'Eurotunnel et les actionnaires de TML, et l'important progrès des travaux ».

## PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS DU PROJET

Le 19 décembre 1989, on a annoncé que la Commission Intergouvernementale entérine le principe de la non-ségrégation des véhicules et de leurs passa-

gers, pour les voitures et les cars embarqués à bord des navettes. Eurotunnel a toujours estimé que cette méthode servait au mieux les intérêts des passagers. Un programme de recherche et d'expériences mené pendant trois ans en a persuadé la Commission Intergouvernementale et le Comité de Sécurité franco-anglais indépendant. Eurotunnel lancera rapidement un nouveau programme d'information du public sur le fonctionnement du tunnel et son système de transport.

Eurotunnel a enfin annoncé dernièrement, avec satisfaction, que 50 kilomètres, toutes sections confondues, avaient été réalisés par TML dans les trois tunnels entre les terminaux de Calais et les terminaux de Folkestone, soit un tiers des 150 kilomètres à réaliser au total. C'est une étape stimulante et l'on songe que 43 kilomètres ont été réalisés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Deux des trois tunnels sous-terre côté français ont été achevés (3,2 km chacun entre la côte et le terminal) ainsi que l'un des tunnels sous-terre côté anglais (8,2 km). Le tunnel de service souterrain est aujourd'hui achevé sur deux-tiers, soit 34,1 km (entre les terminaux de Coquelles et de Cheriton — ce chiffre inclut les ouvrages de Castle Hill). Les délais sont respectés et la jonction finale est prévue pour décembre 1990. Après un démarrage difficile, les tunnels ferroviaires souterrains côté français progressent bien, avec 9 à 14 semaines d'avance sur leur planning, alors que les tunnels ferroviaires souterrains côté britannique commencent tout juste à enregistrer une progression correcte et sont 3 à 4 mois en retard sur leur planning.

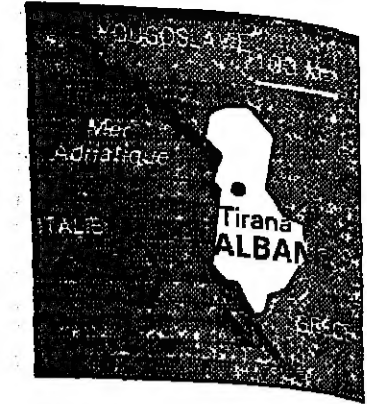
La jonction sera réalisée à un ou deux kilomètres plus près que prévu du littoral britannique, pour compenser une partie de ce retard.

Les co-présidents ont rappelé que dans leur communiqué du 30 novembre 1988, ils mettaient en avant l'importance pour le programme d'avancement des travaux des tunnels de circulation en 1989 et des commandes des équipements fixes et du matériel roulant. Cette déclaration est toujours valable pour 1990.

Si vous souhaitez recevoir une Note d'Information détaillée, il vous suffit d'écrire à R.F.C., 120 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.



ne



une nouvelle détérioration à propos des Albanais du Kosovo, « de plus en plus opprimés par les Serbes », dit-on à Tirana.

Est-ce qu'un nouveau durcissement se confirme ? Une toute récente déclaration de M. Ali tendrait à le laisser croire : « Peut-être le fait que nos activités économiques et politiques avec l'étranger vont croissant (...) crée chez certains de nos camarades l'illusion que l'encerclement impérialiste et révisionniste s'est quelque peu dessiné. C'est là une vue très nocive. Notre parti ne doit jamais permettre qu'une pareille psychose s'installe parmi nous. » Les dirigeants albanais semblent quasiment prêts à revenir à la politique de la « forteresse assiégée », chère à Hoxha, qui avait fait construire autant de bunkers que d'habitants pour prévenir le risque d'une invasion soviétique ou américaine. Et voilà que ces jours-ci on parle à Tirana d'un complot anti-albanais fomenté au sommet de Malte par MM. Bush et Gorbatchev !

Combien de temps encore le régime albanais pourra-t-il entretenir une pareille aussi manifeste dans un fier isolement qui n'a rien de splendide et tout du dénuement. Bien sûr, la Segrima veille. Mais cette police politique, dont la sinistre réputation est digne de celle de la Securitate roumaine, vient d'être sévèrement critiquée dans un roman publié à Tirana et loué par le célèbre écrivain Ismail Kadare, dont les prudentes incartades ont été jusqu'à présent tolérées par le pouvoir. Oubli de la censure ou signe d'une contestation à l'intérieur même de la nomenclature ?

Dans un tel pays, il ne peut guère se former d'opposition en dehors du parti tout-puissant - on l'a vu à Bucarest. Les mouvements en exil paraissent faibles, et le plus bruyant actuellement est celui, monarchiste, animé par le fils du roi Zog, le prince Leka, qui vit (revolver à la ceinture) en Afrique du Sud. Une agitation mettant en péril le régime ne pourrait se développer, selon les observateurs les plus avisés, que si elle est relayée par une aggravation soudaine de la crise économique et l'éventuelle complicité de dirigeants convaincus de la décomposition du système - un schéma relevé aussi en Roumanie.

#### Un renouveau de l'islam

Autre facteur de contestation possible : un certain renouveau de l'islam dans un pays qui compte encore près de 70 % d'habitants d'origine musulmane malgré l'interdiction absolue de tout culte (Le Monde du 13 avril 1989). D'autre part, la multiplication des contacts avec la Grèce semble avoir ravivé les sentiments religieux de la communauté orthodoxe (20 %).

Enfin, même si les frontières sont à peine entrouvertes pour les étrangers (20.000 touristes acceptés uniquement en groupes organisés, en 1989) et si les Albanais continuent d'appréhender de leur pays, le pays ne peut plus ignorer un monde extérieur qui l'entoure, surtout quand il se passe tant d'événements en Europe. Car, depuis deux ans, l'écoute des radios étrangères et le bricolage des antennes de télévision pour capter les chaînes grecques, yougoslaves ou croates ne sont plus réprimés. Une ligne que marche arrière du pouvoir politique est une éventualité qui ne saurait être écartée. Mais le grand renfermement de tout un pays n'est plus dans le domaine du possible.

FRANCIS COMTE

DEMAIN

Cuba : « castroré » contre vents et marées



La décision vient d'être prise. Un jury international de journalistes spécialisés a élu la nouvelle gamme de poids lourds Mercedes-Benz «Camion de l'année 1990». Cette distinction

puissants et économiques particulièrement non polluants permettant une vitesse moyenne élevée sur des parcours difficiles. Le jury a aussi reconnu la très grande fiabilité technique

## Le Camion de l'année 1990 une solide contribution à l'Europe

de nos camions à la maintenance et à l'immobilisation réduites au profit d'une meilleure rentabilité

s'inscrit parfaitement dans l'évolution décisive du transport routier européen et récompense l'avance technologique de la marque. Nous sommes fiers d'avoir abouti après des années de recherche et de développement à la gamme de véhicules la plus efficace que nous ayons produite à ce jour: des poids lourds aux moteurs

pour votre entreprise. L'ensemble des qualités de nos poids lourds, renforcé par 2.700 points de service en Europe vous assure une rentabilité optimale afin de remporter demain les marchés de plus en plus concurrentiels.

Plus on voit loin, plus on voit Mercedes.



Mercedes-Benz  
Véhicules industriels



## AFRIQUE

## SOMALIE : les aléas de l'aide aux réfugiés

La distribution de nourriture par le Haut commissariat des Nations Unies se heurte à de nombreuses difficultés. Et l'armée se sert largement au passage

ZELA

(nord de la Somalie)  
de notre envoyée spéciale

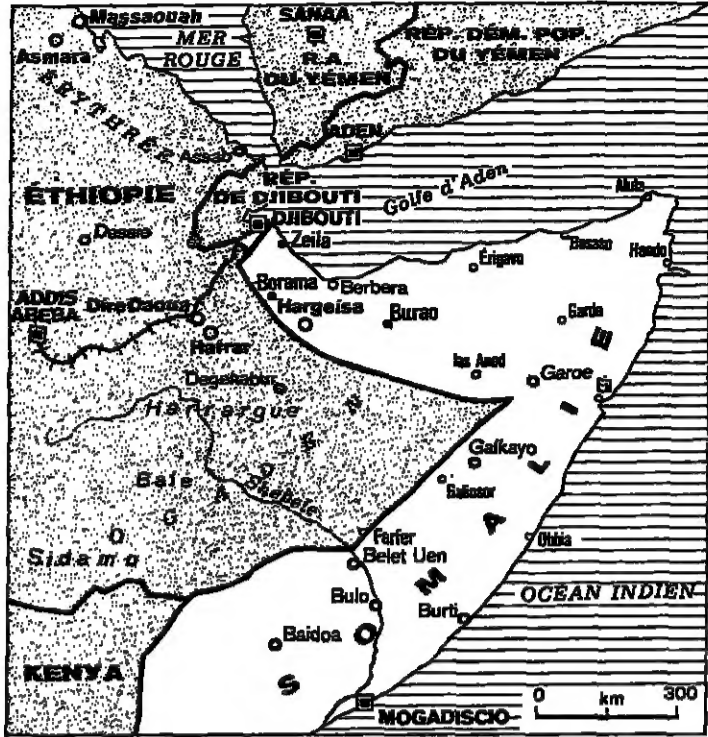
Abdi Musa et Mira Jimale sont formels : « Sept camions du HCR (le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) sont arrivés le 27 décembre à Hargeisa. Ce qu'ils contiennent ? De la farine de blé et du riz. Le convoi venait, précisément, du port de Berbera. Quant à la nourriture, il y a peu de chances pour que les réfugiés - auxquels elle était théoriquement destinée - en voient un jour la couleur : « Comme d'habitude, tout le chargement a été confisqué par l'armée gouvernementale. »

L'arrivée de ces « sept camions du HCR » aura de quoi surprendre, car le HCR a cessé de fonctionner son programme d'assistance dans le nord. Le gouvernement somalien avait été officiellement informé de cette décision fin août 1989. Moins de trois mois plus tard, ce qui aurait dû être le dernier convoi du HCR, quittait Berbera en direction des camps de réfugiés (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre).

L'affaire des « camions d'Hargeisa » risque fort de jeter le doute : les déclarations de principe du HCR seraient donc restées lettre morte ? s'étonnera-t-on. Et l'aide alimentaire ne servirait qu'à nourrir en sous-main une armée somalienne dont les performances en matière de violations des droits de l'homme sont connues dans le monde entier ?

Les responsables du HCR en poste à Mogadiscio ne démentent qu'à moitié. Les Nations unies n'auraient rien à voir, selon eux, avec la nourriture arrivée à Hargeisa. Mais ils admettent que le gouvernement somalien « utilise » les « camions donnés par le HCR » pour acheminer de la nourriture « journalière par des pays du Golfe ». Cette nourriture serait destinée « aux populations déplacées ».

Quant à la suspension de son propre programme, il n'en est pas question - du moins pour le moment. De nouveaux stocks de nourriture, collectés par le HCR et le programme alimentaire mondial (PAM), mis en place dans le cadre d'un « programme d'urgence », devraient approvisionner le nord de la Somalie « pour une période de



six mois ». De quoi alimenter aussi... bien des polémiques.

## Armes israéliennes

Le docteur Mahmoud n'avait, au départ, aucun préjugé défavorable qu'à moitié. Les Nations unies g'auraient rien à voir, selon eux, avec la nourriture arrivée à Hargeisa. Mais ils admettent que le gouvernement somalien « utilise » les « camions donnés par le HCR » pour acheminer de la nourriture « journalière par des pays du Golfe ». Cette nourriture serait destinée « aux populations déplacées ».

la bataille d'Hargeisa, il y en a eu jusqu'à deux mille », assure-t-il.

La proximité de l'Éthiopie constitue, pour les civils aussi bien que pour les maquisards du MNS, une source de ravitaillement fantastique. La frontière n'étant pas fermée, les navettes sont incessantes. À pied, à dos d'âne, en camion, on va, on troque et on trafique à longueur de journée. Tout passe, tout s'échange, tout se vend : les chameaux, les informations, les bidons d'huile du PAM, sans oublier... les armes.

« Évidemment, il n'y a pas de contrats en bonne et due forme, cela se fait sous le manteau », explique un moudjahidin. Généralement, on rachète les armes et les munitions aux officiers éthiopiens, qui camouflaient ces « détournements ». « Chacun y trouve son compte : ils nous font plutôt de bons prix... », soutient le maquisard, non sans certaines fiertés. Bien qu'officiellement le MNS ne s'approvisionne en armes que grâce au butin « récupéré chez l'ennemi », ces petits « extras » venus d'Éthiopie sont un secret de Polichinelle.

Lors du voyage vers Hargeisa, alors que notre camion faisait

escale dans un oued, une douzaine de fusils flambant neufs sont venus s'ajouter à notre chargement de riz : « Ce sont des Thomson, des armes américaines... souffla un maquisard. Elles viennent d'Israël, c'est pour cela qu'elles sont neuves. » L'hypothèse est plausible. Le régime éthiopien, à qui l'aide militaire soviétique et est-allemande commence à faire défaut, cherche aujourd'hui d'autres soutiens. La Corée et, surtout, Israël - avec qui Addis-Abeba vient de renouer ses liens diplomatiques - sont les pays les plus souvent cités. De source diplomatique, on certifie la présence, à la mi-décembre, de deux cents conseillers militaires israéliens en Éthiopie.

## Les « tontines de l'exil »

En dehors de l'Éthiopie, l'autre voie de passage par laquelle s'écoulent les « dons de la population » est par là que débarquent, par barques entières, les cartons de cigarettes - dont les moudjahidins font une consommation effrénée - et les sacs de riz, l'ordinaire de la gastronomie maquisarde. On y ajoute parfois un peu de chameau bouilli.

Dans les « zones libérées » - 97 % du nord de la Somalie, selon les dirigeants du MNS - les troupes ont fait leur réapprovisionnement : chèvres, moutons, zébus et chameaux paissent désormais paisiblement. Certains bataillons du mouvement possèdent leur propre cheptel : ce qu'on baptise officiellement les « dons de la population ». Mais généralement le produit des razzias effectuées chez les nomades du clan Gadaboursi, accusés de « collaborer » avec le régime du président Siyad Barre.

Mais l'essentiel du soutien matériel et financier dont bénéficie le MNS provient des cotisations volontaires que verse, sans discontinuer, la diaspora somalienne. « En moyenne, on donne 20 % de notre revenu. Parfois, c'est beaucoup plus », précise un homme d'affaires issak. Ces « tontines de l'exil » suffisent, en tout cas, pour soigner, habiller et chauffer à peu près convenablement les trente mille combattants supposés du MNS. Quel autre mouvement de guérilla peut se targuer d'un tel élan de solidarité ?

CATHERINE SIMON

## AFRIQUE DU SUD

## Les différents courants de l'ANC sont à la recherche d'une ligne commune

Les événements d'Europe de l'Est, la grande remise en question du marxisme, ont-ils déjà des conséquences en Afrique du Sud avec un infléchissement de la ligne du Congrès national africain (ANC), l'organisation nationaliste noire dont les sympathies allaient plutôt vers ce camp-là jusqu'à une époque récente ?

L'air du temps, la perspective d'un soutien beaucoup moins actif que naguère de la part d'un camp socialiste en pleine décomposition, ne peuvent manquer de peser sur les débats qui devaient commencer mardi 16 janvier à Lusaka entre les exilés de l'ANC et quelques-uns de ses vétérans, dont la libération fut, le 15 octobre 1989, un des gestes de bonne volonté décidés par le président De Klerk.

M. Joe Slovo, chef du Parti communiste d'Afrique du Sud et membre du Comité de l'exécutif de l'ANC, a décrit comme une « joyeuse pagaille », rapporte l'AFP, les retrouvailles, lundi, entre les membres de l'état-major nationaliste basés en Zambie et des hommes tels que Walter Sisulu, soixante-dix sept ans, ancien secrétaire général du mouvement, relâché, avec quelques autres, après vingt-six ans de prison. Ces vétérans, qui avaient adopté après leur élargissement des positions plutôt modérées encore que parfois ambiguës, doivent définir avec leurs compagnons de lutte une attitude commune quant à d'éventuelles négociations avec M. De Klerk. Cela en prélude à un sommet des pays dits de la « ligne de front » qui réunira le 22 janvier, toujours à Lusaka, l'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Alors que le président de l'ANC, M. Olivier Tambo, poursuit en Suède un traitement contre une maladie qui semble devoir lui interdire durablement d'exercer réellement ses fonctions, la délicate question de l'insertion des anciens détenus dans l'appareil du mouvement n'est en principe pas à l'ordre du jour avant des élections lors d'une conférence consultative prévue pour plus tard. Mais, en dehors des questions d'organisation, il y a celle des personnes et de leurs idées, et ce débat-là ne pourra être longtemps esquivé.

Le Foreign Office vient de renforcer la position de M. Sisulu et de ses amis modérés en annonçant que son secrétaire, M. Douglas

Hurd, était disposé à le recevoir à l'occasion de la tournée qu'il veut faire en Europe après son séjour à Lusaka. Même à Londres, le boycottage de « l'organisation terroriste » va cesser au profit d'un dialogue que ne refuse plus Pretoria.

## Conservateur

## une économie libérale

Par conviction idéologique et, sans doute, pour conserver leur place au soleil, les durs du mouvement n'ont évidemment pas dit leur dernier mot. Le « chef d'état-major » de la branche armée de l'ANC, M. Chris Hani, a revendiqué récemment un attentat qui a tué trois policiers en décembre dans la région de Port-Elizabeth. Alors que M. De Klerk adopte une attitude plus floue sur l'ancienne exigence gouvernementale de la réconciliation préalable à la violence de la part des nationalistes, de telles actions ne peuvent qu'apparaître comme une provocation.

Il est sans doute difficile pour l'ANC de faire des choix clairs et définitifs avant la libération de M. Nelson Mandela, mais - et cela s'apparente au cercle vicieux - Pretoria semble attendre un geste des nationalistes avant de rendre sa liberté complète à leur chef historique. Dans sa résidence surveillée, celui-ci a-t-il entamé un examen de conscience radical ? A en croire la presse de Johannesburg, il vient de déclarer à un de ses amis, M. Richard Maponya, personnalité noire du monde économique, que l'Afrique du Sud devait conserver son économie libérale et qu'il était « résolu pour un système de libre entreprise ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## TUNISIE

## Le conseil islamique condamne le Coran en bande dessinée

TUNIS

de notre correspondant

Le Coran en bande dessinée du Tunisien Youssef Seddik, dont les premiers volumes viennent d'être édités à Paris (le Monde daté 7-8 janvier), a été condamné par le conseil islamique supérieur de Tunisie, qui considère l'ouvrage comme « une œuvre impie » et « une ignominie ».

Dans le « Point de vue » qu'il a publié lundi 15 janvier, le Conseil islamique considère que « l'illustration des enseignements du Saint-Coran par des images profanes constitue un sacrilège et une hérésie ». C'est pourquoi, à l'unanimité de ses membres, il déclare que la publication et la diffusion de « cette œuvre impie » sont à proscrire « à l'instar comme à l'extrême du monde musulman ». Il recommande aux institutions islamiques et aux maisons d'édition, de distribution et de diffusion, d'agir efficacement pour empêcher la répétition de tels actes, afin de préserver l'inviolabilité du sacré en Islam ».

Les membres du Conseil islamique, créés il y a environ deux ans, ont été désignés par le pouvoir. Parmi eux, on note la présence de théologiens, du secrétaire général du mouvement islamique Ernahdha, M. Abdel-frah Mourou, et de personnalités religieuses dont certaines sont connues pour avoir des sympathies avec ce mouvement ou, en tout cas, pour adhérer à quelques-unes des idées qu'il prône.

M. D.

## PROCHE-ORIENT

## La Syrie tente de s'adapter à la nouvelle modération soviétique au Proche-Orient

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Si le vent du changement qui balait l'Europe de l'Est n'a pas soufflé sur la Syrie, les évolutions en cours mobilisent néanmoins les cercles dirigeants syriens. La presse se fait largement l'écho de la nécessité pour le monde arabe, et donc pour la Syrie, de s'adapter à la nouvelle situation internationale.

C'est dans ce contexte qu'on explique à Damas la récente reprise des relations diplomatiques avec l'Égypte « qui répond, écrit récemment Al Saoura, à l'appel du panarabisme dans ces temps difficiles ». « Nous et les Égyptiens, dit-on de source officielle, croyons que les Arabes doivent s'unir, consolider leur coopération économique et travailler ensemble pour accentuer la pression sur Israël, afin qu'il se retire des territoires occupés et accepte la conférence internationale de paix. »

Le traité de paix israélo-égyptien, la présence d'une ambassade de l'État hébreu au Caire, sont devenus des évidences secondaires, face à ce que l'on qualifie à Damas de « relations historiques entre les peuples syrien et égyptien, qui ne se sont jamais interrompues » malgré les aléas de l'histoire. « Les relations syro-égyptiennes rappellent-on ici ont toujours été la pierre angulaire de

la force arabe et de la stabilité de la région. »

Préparé de longue date, ce rapprochement, qui bénéficie aux deux capitales, devient d'autant plus nécessaire pour Damas que, dans un environnement régional difficile, à l'écart de tous les regroupements arabes et, surtout, du fait de la distance prise par le grand allié soviétique, la Syrie se devait de revoir ses alliances, en particulier au sein du monde arabe.

Qu'un haut responsable syrien souligne que « l'Égypte et la Syrie plus encore que les autres pays appuient les actions de la Ligue arabe, cadre naturel pour coordonner les efforts arabes », n'est pas sans importance au moment où l'Égypte cherche à retrouver toute son influence au sein de la Ligue et à obtenir le transfert de Tunis au Caire du siège de l'organisation. Sur ce point, le président Moubarak peut sans doute compter sur l'appui de Damas. Les Syriens lancent ainsi une pierre dans le jardin du Conseil de coopération arabe. Ce regroupement, créé à l'initiative de l'Irak, et qui comprend l'Égypte, la Jordanie et le Yémen du nord, a toujours été considéré en Syrie comme une machine de guerre contre Damas.

## L'amélioration des relations avec l'OLP

Le rapprochement avec l'Égypte, souligne-t-on ici, ne signifie pas l'abandon de la position syrienne quant au règlement du

conflit du Proche-Orient, position fondée sur le refus de toute solution séparée et sur un appel à une conférence internationale. Mais ce sera « peut-être un élément positif » dans l'amélioration des relations avec l'OLP. Depuis plusieurs mois déjà, les médias syriens ne critiquent plus M. Arafat et, par exemple, le déploiement des troupes du Fatah du Liban du Sud entre les combattants chiites pro-syriens d'Amal et pro-iraniens du Hezbollah n'a provoqué aucun commentaire de la presse syrienne.

Les rencontres entre le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk Charaf, et M. Farouk Kaddoumi, le chef de la diplomatie palestinienne, sont devenues choses courantes. Sans doute est-il illusoire de croire à une réconciliation sincère entre MM. Assad et Arafat (ils s'étaient entretenus à Casablanca en mai dernier). Mais, tôt ou tard, un réchauffement des relations entre la Syrie et la centrale palestinienne est probable.

Les difficultés actuelles du processus de paix entre les États-Unis, l'Égypte, l'OLP et Israël alimentent l'argumentation de Damas. Comme l'affirme un officiel, « Notre conviction est que ce processus ne mènera à rien et, jour après jour, nous en avons la preuve. Shamir (le premier ministre israélien) ne concédait rien ». La Syrie, sur ce point fondamental, tentera d'influencer l'Égypte.

Ce recentrage de la politique arabe de la Syrie répond aussi au fait que de nombreux pays de l'Est se rapprochent d'Israël, laissant la Syrie plus vulnérable.

« Ces rapprochements, observe toutefois un responsable syrien, devraient contribuer à faire monter la pression sur Israël. Le désir de changement, l'aspiration à la liberté en Europe de l'Est sont incompatibles avec l'occupation pratiquée par Israël. Renouer des relations ne veut pas dire que ces pays acceptent l'occupation des terres arabes. »

À propos de l'afflux des juifs soviétiques en Israël, un haut responsable se contente d'observer : « Comment peut-on défendre le droit d'immigration pour des gens qui ont une patrie et une nationalité quand on refuse le droit au retour des Palestiniens ? ». Il n'empêche, la détente entre les deux grands, gèle le traditionnel jeu de bascule syrien entre Moscou et Washington.

## L'avertissement de Moscou

Les déclarations soviétiques sur la nécessité de substituer à la recherche de la parité stratégique avec Israël celle d'une solution pacifique des conflits ou sur la nécessité pour Damas de payer en devises ses armements les plus sophistiqués sont d'incontestables avertissements à la Syrie. Ils ne veulent toutefois pas dire que Moscou, qui a encore livré récemment à Damas des MIG-29 et les premiers éléments d'une commande de chasseurs-bombardiers SU-24, soit prêt à lâcher son allié syrien.

« Nous n'avons pas de conflit avec l'Union soviétique, simple-

ment il y a une nouvelle approche pour résoudre les problèmes », affirme à ce sujet un haut responsable. Cette nouvelle approche exclut un soutien inconditionnel de Moscou à Damas et oblige les dirigeants syriens à repenser leur politique étrangère.

La détente américano-soviétique jouée au Liban, où Moscou a, à plusieurs reprises, conseillé la prudence à Damas. La crise libanaise illustre la difficulté pour la Syrie à faire admettre son point de vue. Si l'accord de Taëf fut un succès pour Damas, l'impasse actuelle risque de conduire à l'échec. Certes, dit-on officiellement, « l'application de l'accord de Taëf ne relève pas de la seule responsabilité de la Syrie ».

On déplore le fait que « le comité tripartite arabe [Arabie saoudite, Algérie, Maroc] et la communauté internationale dans son ensemble n'insistent pas assez pour sa mise en œuvre » et que « la situation actuelle au Liban n'est pas dans l'intérêt de la stabilité régionale ni la politique d'Aoun dans celui des chrétiens ». Il n'empêche que Damas risque d'être réduit à l'impuissance dans un pays qui était jusqu'alors sa « chasse gardée ».

Réaliste avant tout, le président Assad, qui pourrait se rendre prochainement à Moscou, a certainement pris acte des changements en cours. A sa manière, il cherchera à y adapter son pays sans à-coups brutaux.

FRANÇOISE CHEPAUX

## PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-SulpiceHISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS  
REGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

- réalisé 4

- contrib



U SUD

## Présidents de l'ANC une ligne commune

lourd, était disposé à le recevoir à l'occasion de la tournée qu'il veut faire en Europe après son séjour à Osaka. Même à Londres, le boycottage de « l'organisation terroriste » va cesser au profit d'un dialogue que ne refuse plus Pretoria.

### Conservateur

une économie libérale

Par conviction idéologique et, sans doute, pour conserver leur place au soleil, les durs du mouvement n'ont évidemment pas dit leur dernier mot. Le « chef d'état-major » de la branche armée de l'ANC, M. Chris Hani, a revendiqué récemment un attentat qui a tué trois policiers en décembre dans la région de Port-Elizabeth. Alors que M. De Klerk adopte une attitude plus floue sur l'ancienne exigence gouvernementale de la renonciation préalable à la violence de la part des nationalistes, de telles actions ne peuvent qu'apparaître comme une provocation.

Il est sans doute difficile pour l'ANC de faire des choix clairs et définitifs avant la libération de M. Nelson Mandela, mais — et cela s'apparente au cercle vicieux — Pretoria semble attendre un geste des nationalistes avant de rendre sa liberté complète à leur chef historique. Dans sa résidence surveillée, celui-ci a-t-il eu un examen de conscience radical ? A en croire la presse de Johannesburg, il vient de déclarer à un de ses amis, M. Richard Maponya, personnalité noire du monde économique, que l'Afrique du Sud devait conserver son économie libérale et qu'il était « résolu pour un système de libre entreprise ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

### TUNISIE

## Le conseil islamique condamne le Coran en bande dessinée

TUNIS

de notre correspondant

Le Coran en bande dessinée du Tunisien Youssef Sedki dont les premiers volumes viennent d'être édités à Paris (Le Monde daté 7-8 janvier), a été condamné par le conseil islamique supérieur de Tunisie, qui considère l'ouvrage comme « une œuvre impie » et « une ignominie ».

Dans le « Point de vue » qu'il a publié lundi 15 janvier, le Conseil islamique considère que « l'illustration des enseignements du Saint-Coran par des images profanes constitue un sacrilège et une hérésie ». C'est pourquoi, à l'unanimité de ses membres, il déclare que la publication et la diffusion de « cette œuvre impie » sont à proscrire « à l'intérieur comme à l'extérieur du monde musulman ». Il recommande aux institutions islamiques et aux maisons d'édition, de distribution et de diffusion « d'agir efficacement pour parer à la répétition de tels actes afin de préserver l'inviolabilité du sacré en Islam ».

Les membres du Conseil islamique, mais il y a environ deux ans, ont été désignés par le pouvoir. Parmi eux, on note la présence de théologues, du secrétaire général du mouvement islamique Ennahdha, M. Abdel-fatah Mourou, et de personnalités religieuses dont certaines sont connues pour avoir des sympathies avec ce mouvement ou, en tout cas pour adhérer à quelques-unes des idées qu'il prône.

M. D.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

11, rue de la Harpe, 75001 Paris  
Métro : Saint-Paul

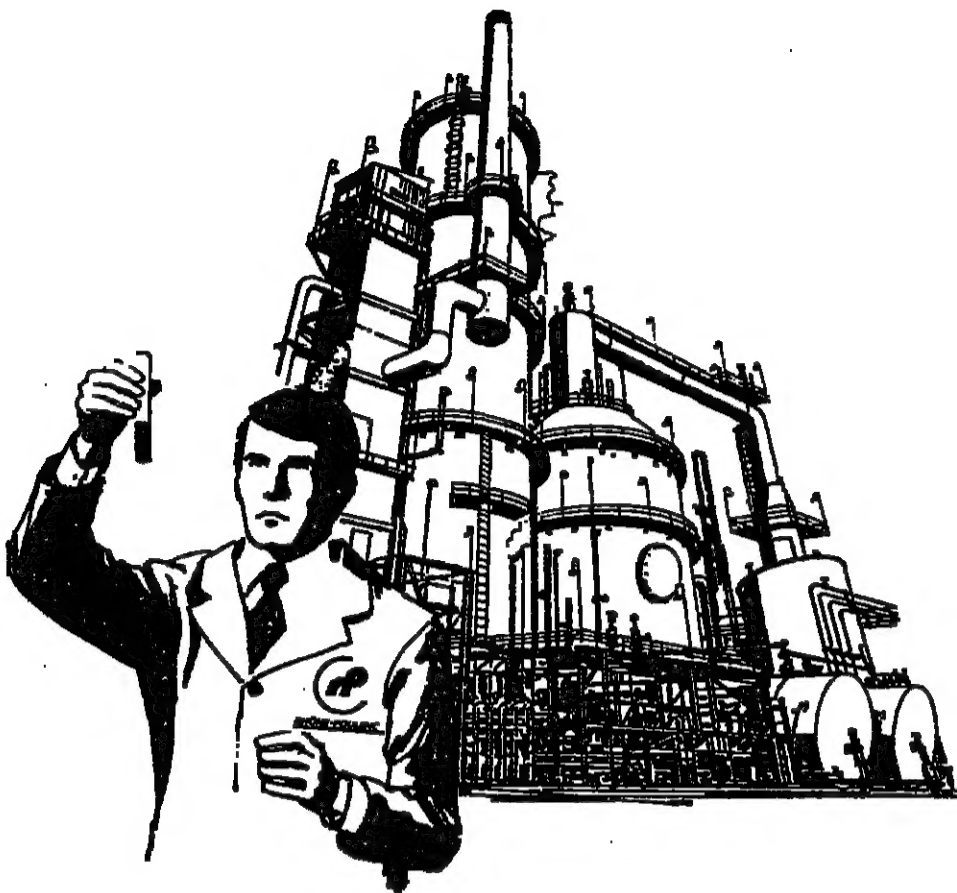
HISTOIRE, ART, LITTÉRATURE  
ARCHITECTURE, ÉCONOMIE  
GÉOGRAPHIE, SCIENCES

La collection « Les grands auteurs »

Catalogue N° 1000

En vente partout

# BIENVENUE DANS UN MONDE DE PROGRES, DE SUCCES, D'AVENIR.



- En 1989,  
Rhône-Poulenc a, en France,
- réalisé 4,5 milliards de francs d'investissements industriels,
  - consacré 3 milliards à la recherche,
  - contribué, pour un solde positif de 16 milliards de francs, à la balance commerciale française.

RHÔNE-POULENC MARQUE DES POINTS POUR LA FRANCE

 **RHÔNE-POULENC**



## POLITIQUE

Les projets du ministre du travail

## M. Soisson veut prendre une initiative pour constituer « un pôle centriste »

Ministre de l'ouverture, M. Jean-Pierre Soisson veut justifier ce titre en 1990. A la demande du président de la République, il va prendre une « initiative » pour constituer un « pôle centriste » au sein de la majorité présidentielle. Mais il ne la rendra publique qu'après en avoir discuté avec les partenaires sociaux. Le ministre du travail, en effet, ne tient pas à gâcher un capital de confiance dont il aura encore besoin pour les projets qu'il abordera dans l'année.

Volontiers discret, ayant choisi d'ouvrir « à la marge », selon une expression qu'il affectionne (le Monde du 31 décembre 1988), M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, s'apprête à prendre un risque politique important. Le premier qui le mettrait à découvert depuis qu'il a choisi en 1988, lui le barbare, de rejoindre le gouvernement de M. Michel Rocard. Il devrait en effet annoncer prochainement ce qu'il nomme « une initiative » qui permettrait, avec de bonnes chances de succès, pense-t-il, de doter la majorité présidentielle d'un « pôle centriste ». Autant dire qu'il ne croit guère aux chances de succès des tentatives précédentes et même plus récentes faites de concert par le MRG et l'Association des démocrates (aux travaux de laquelle il participe).

Cet objectif lui a été expressément confié par le président de la République. Celui-ci, qui ne se résout pas « au suicide du PS », imaginerait volontiers, assure M. Soisson, de constituer un centre capable d'épauler un centre-gauche. Le chef de l'Etat « ne

peut pas assister sans rien faire au spectacle d'un PS dévot », et se rappelle trop bien, et pour cause, des conséquences du « suicide de la majorité présidentielle » entre 1978 et 1981, dont le candidat Mitterrand avait à l'époque tiré profit. Il serait temps, pour éviter semblable mésaventure, de mettre fin aux déchirements internes et, surtout, d'élaborer une stratégie qui viendrait en compenser les effets.

Dans cette optique, la création d'un « pôle centriste » ne serait pas une simple péripétie politique, comme il y en eut plusieurs par le passé, mais une opération décisive. Selon l'interprétation de M. Soisson, elle préfigurerait l'apparition d'un réajustement entre un courant que le ministre du travail serait appelé à représenter, et un PS assagi, encore partagé entre MM. Rocard et Fabius, ce dernier bénéficiant d'une préférence présidentielle, voire plus. « Je suis persuadé que le choix est déjà fait », prétend-il.

## Un savoir-faire acuminé

Quoi qu'il en soit, ce « projet politique » qui devient le sien oblige M. Soisson à sortir de sa réserve et à croire en une destinée qu'il évoque encore timidement. Ce projet vient, en quelque sorte, récompenser des résultats obtenus sans éclat, pour la loi sur les licenciements économiques, celle sur la lutte contre l'exclusion ou le dossier du travail temporaire, tous régis sans que les partenaires sociaux aient réellement eu à s'en plaindre. « Le président croyait à l'origine que j'allais me planter et il a récemment reconnu que j'avais réussi », dit-il pour résouler. Ce qu'il appelle son « projet », en fait le virage de sa carrière, dépend des réactions de ceux qui ont fait sa réputation présente.

En emportant des votes à l'Assemblée nationale ou au Sénat, dans des circonstances parfois délicates, il a fait la démonstration de son savoir-faire acuminé et de sa bonne connaissance des élus. Un exercice dans lequel il excelle, qui le ravit et qui lui servira pour accomplir sa tâche. D'ailleurs, M. Soisson souligne que son expérience parlementaire, avait été fort utile quand il avait participé, il y a douze ans, à la création de l'UDF.

Mais, méfiant par les réactions qui avaient accompagné son entrée dans un gouvernement socialiste, dont il s'expliquera dans un livre qu'il vient d'achever, M. Soisson prendra des précautions. « J'ai mal vécu toute cette période au début, et c'est pourquoi j'ai ensuite été si silencieux », dit-il. Avec le recul, il explique ainsi qu'il a privilégié son travail de ministre en adoptant un profil volontairement bas, de dossier traité en pièce jointe, lui a valu le respect de ses interlocuteurs syndicaux ou patronaux. Dictée par les circonstances, et servie par une inclination personnelle, « la méthode » qu'il revendique s'est traduite par un parcours sans faute majeure.

Dès lors, et au moment de lancer une autre phase plus politique de son action, le ministre d'Auxerre tient à agir avec précaution à l'égard de ses partenaires sociaux qui sont aujourd'hui devenus ses meilleurs référents. « Je ne veux pas les décevoir », prévient-il, et je les consulterai. « Je ne veux pas perdre la capital confiance dont je dispose auprès d'eux et l'entente qu'ils gardent leur ministre du travail », ajoute-t-il, sans aller toutefois jusqu'à parler d'un droit de veto opposable à la volonté de l'Etat. Ce qu'il appelle son « projet », en fait le virage de sa carrière, dépend des réactions de ceux qui ont fait sa réputation présente.

ALAIN LEBEAUBE

La contestation au sein du PCF

## « L'Humanité » ne prend pas de sanction contre Bernard Frédéric

De Jean-Pierre Gaudard (1) à Jean-Pierre Vaudon (2) en passant par Michel Cardoze (3) et Michel Naudy (4) sans oublier Robert Crémieux (5) et d'autres encore, l'Humanité a épuisé une cohorte de journalistes au cours de la dernière décennie. Départs volontaires, licenciements politiques et ruptures avec le PCF se sont multipliés, privant ainsi le titre phare de la presse communiste de professionnels, remplacés par des militants. Lieu privilégié à l'intersection de l'appareil intérieur et du monde extérieur, « l'Huma » cristallise, d'une certaine façon, chaque crise du parti. Du « vote révolutionnaire » à droite en 1981 à l'effondrement des régimes communistes à l'Est en 1989, qui aourdit le climat de la rédaction, l'organe central vit douloureusement l'effritement de ce qu'il considère comme la poursuite de l'idéal de Jaurès.

## « Ils n'ont pas les moyens de le vider »

La dernière forme de ce malaise qui tourmente le parti depuis dix ans est la décision de Bernard Frédéric, un des deux correspondants de l'Humanité à Moscou, de proposer au Monde un point de vue, publié dans nos éditions du 13 janvier (6), demandant un « débat public, ouvert, vrai » au sein du PCF et dénonçant la « guerre civile » interne voulue par la direction. Cela lui vaudra-t-il le même sort qu'à tous ses confrères communistes qui, un jour ou l'autre, ont émis un doute ou remis en cause une partie du dogme ? La lecture de l'Humanité du 16 janvier laisse penser que cela ne sera pas le cas.

Dans un style très administratif et juridique, le quotidien annonce que « cette violation des règles élémentaires de travail, qu'aucun autre journal n'accepterait, n'a pas amené la direction de l'Humanité à prendre une sanction, visiblement souhaitée par Bernard Frédéric et tous ceux qui, comme lui, veulent accélérer l'idée que la direction du PCF ferait régner un climat de « guerre civile ». La direction demande donc à ce « journaliste rétribué par l'Humanité » d'appliquer « ce que l'on appelle dans la profession l'orientation éditoriale du journal », ce qui implique le respect de la politique de l'organe central du PCF.

Cette décision a été annoncée à la rédaction, lundi 15 janvier, par Claude Cabanes au cours de la réunion quotidienne de 14 h 30. Le rédacteur en chef a parlé de faute grave méritant une sanction que la direction serait en droit de prendre mais qu'elle ne prendra pas car elle serait ressentie et exploitée comme une mesure politique. Bernard Frédéric continuait à soutenir la peres-

troika et Gorbatchev, a-t-il indiqué, l'affaire est close. Explication beaucoup plus prosaïque d'un journaliste maison : « Ils n'ont pas les moyens de le vider ». En tout état de cause, contrairement à l'affirmation de l'Humanité, une interdiction de signature, signifiée, dimanche, au correspondant à Moscou, Explication donnée par Claude Cabanes à la rédaction : les lecteurs n'auraient pas compris que la signature de Bernard Frédéric figure dans le Monde publié vendredi et dans l'Humanité de samedi.

Cette mansuétude, qui marque un recul, n'a pas été unanimement appréciée. Un jeune rédacteur disant parler au nom de sa rubrique, « Economie et luttes », dont il est l'adjoint a fait part de son « indignation » après les propos de Bernard Frédéric. Un autre, plus chevronné, confie qu'il aurait fallu être « plus ferme ». Il semble pourtant que cette attitude directoriale ait été généralement bien accueillie dans une rédaction dont les journalistes, selon l'un d'entre eux, « s'observent et s'épient », alors qu'un autre préfère parler de « climat pesant », à l'image de ce qui se passe dans le parti ». Le passage à Moscou de Roland Leroy, directeur du journal, n'est peut-être pas étranger à cette souplesse...

O. B.

(1) Les Orphelins du PC, chez Belfond (1986), 284 pages, 98 F.

(2) Il a publié une enquête sur le Goulag, qui a fait l'objet de la couverture de l'Express en septembre dernier, et d'un reportage sur TF 1.

(3) Nouveau Voyage à l'intérieur du Parti communiste, chez Fayard (1986), 300 pages, 85 F.

(4) PCF, le suicide chez Albin Michel (1986), 214 pages, 59 F.

(5) Ancien rédacteur en chef adjoint de l'Humanité-Dimanche.

(6) Comme cela était indiqué clairement par l'auteur en post-scriptum du point de vue n'a pas été proposé à l'Humanité.

« Rénovateurs » et « reconstruc-tionnistes » communistes engagés un « processus de convergences ». Dans un communiqué commun publié lundi 15 janvier, le Mouvement des Renouveaux communistes (MRC) et l'association ARIAS qui regroupe les « reconstruc-tionnistes » du PCF considèrent que « le moment est venu d'engager un processus de convergences des différentes composantes issues de la crise structurelle du communisme français ». Se prononçant pour « la construction de la maison commune des communistes français » qui sera, selon eux, « obligatoirement pluraliste », ces dissidents tiendront un « meeting-débat » à Paris dans les prochaines semaines.

La préparation du congrès du PS

## Négociations parmi les ex-mitterrandistes

Les responsables des différentes motions qui vont être soumises au vote des militants socialistes s'affairaient, jusqu'au mercredi 17 janvier, pour réunir les cinq cents signatures qu'ils doivent faire figurer au bas de leur texte. Les engagements pris au moment du dépôt des contributions, à l'automne dernier, devaient être confirmés, ce qui ne soulevait guère de difficultés. D'autres élus ou responsables, qui n'avaient pas pris parti à l'automne, sont sollicités. Enfin, ceux qui avaient soutenu la démarche de M. Louis Mermaz doivent se rallier à la motion que le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale signe avec MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin, et celle de M. Laurent Fabius. Devaient être établies, aussi, les listes de candidats au futur comité directeur, liées aux motions.

L'accord entre les jospino-mauroyistes et les mermazistes s'est fait sur la base d'un score estimé de 33 % des mandats, qui, compte tenu des sièges supplémentaires dus à la « barre » des 5 %, donnerait à cette motion quarante-trois places au comité directeur. Celles-ci seraient alors réparties dans la proportion de 54 % pour M. Jospin et ses amis, 24 % pour M. Mauroy et les siens, 21 % pour M. Mermaz et ses compagnons, soit, respectivement, vingt-quatre, onze et neuf sièges. M. Jospin a accepté que M. Edith Cresson et M. Roland

Dumas figurent sur son propre contingent, bien qu'ils n'eussent pas signé sa contribution. La discussion a porté, aussi, sur le bureau exécutif et sur les fédérations. M. Mermaz amène avec lui plusieurs premiers secrétaires fédéraux, dont ceux de l'Indre et de l'Indre-et-Loire, proches de M. André Laignel, et celui des Alpes-Maritimes, M. Jean-Hugues Colonna, ancien député, proche de M. Pierre Joxe (lequel soutient M. Fabius). En outre, M. François Letzgas (Marne), qui hésitait, a décidé de les rejoindre.

Au total, la motion Mauroy-Mermaz-Jospin pouvait compter, mardi, sur l'appui de quarante-deux dirigeants de fédération, contre un peu plus de trente pour les fabusiens. Ceux-ci bénéficient, en revanche, du soutien d'un nombre de parlementaires supérieur à celui de leurs concurrents, le ralliement des mermaziens ou l'engagement de ceux qui n'avaient pas encore choisi leur camp leur ayant amené, notamment, les députés Gilbert Mitterrand (Gironde), Jacques Santrot (Vienne), Jean Giovannelli (Morbihan), Joseph Courmelon (Finistère), Jean-Louis Dumont (Meuse) et M. François Louisy, sénateur de la Guadeloupe.

Les discussions entre mauroyistes et jospinistes, avant que M. Mermaz et ses compagnons ne les rejoignent, avaient mis en présence deux représentants de M. Jospin - MM. Daniel Vailant, membre du secrétariat

national du PS, chargé des fédérations, et Pierre Shapira, conseiller au cabinet du ministre de l'Éducation nationale, - le directeur du cabinet de M. Mauroy, M. Gérard Welter, et le chef du cabinet de M. Michel Delebarre, M. Gilles Bardoux. Que le ministre de l'Équipement, qui avait longtemps fait figure de « dauphin » de M. Mauroy, ait jugé utile de se faire représenter personnellement à cette négociation confirme qu'il entend agir de façon autonome par rapport au maire de Lille.

P. J.

□ M. Lionel Jospin : halte aux critiques contre M. Pierre Mauroy. - M. Lionel Jospin menace, dans une interview au mensuel Passages en vente le 19 janvier, de rappeler « le jeu et le bilan de chacun », au congrès du PS à Rennes, qu'il continuait à concevoir les critiques sur la direction du parti. « Pourquoi Mauroy serait-il le seul vers lequel on ferait converger les critiques ? » demande le ministre de l'Éducation nationale, qui coïncide avec le premier secrétaire du PS une motion pour le congrès. « Pourquoi ce tir unilatéral ? (...) Après tout, pourquoi ne critique-t-on pas le président de l'Assemblée nationale, le ministre de l'Économie... »

Corse :

## M. Joxe promet des poursuites

À l'occasion de la présentation de ses vœux à la presse, M. Pierre Joxe a réagi, lundi 15 janvier, au dernier attentat contre une cible immobilière commis en Corse par l'ex-FLNC (le Monde du 16 janvier). « Une nouvelle fois », a affirmé le ministre de l'Intérieur, alors que la Corse dans son immense majorité refuse la violence, un certain nombre de gens ont placé leur acie sous ce signe. C'est une mauvaise chose pour la Corse, c'est une mauvaise chose pour les criminels qui vont être poursuivis, naturellement, et déferés devant la justice lorsqu'ils seront interpellés.

De son côté, M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a demandé au premier ministre, dans une question écrite, « quelles conséquences » il entend tirer des récents événements en Corse.

M. Pons écrit notamment : « L'ex-FLNC, auquel la loi d'amnistie a permis de reconstruire ses réseaux, fait périodiquement la démonstration que, selon sa propre formule, « il frappe où et quand il veut ». M. Pons souligne qu'il s'agit d'un problème dans l'histoire de la République que l'Etat soit à ce point marqué et son autorité bafouée, en France métropolitaine, dans l'indifférence des pouvoirs publics ».

Nouvelle-Calédonie

## L'Union calédonienne prépare le congrès du FLNKS

NOUMÉA

de notre correspondant

L'Union calédonienne, la principale composante du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), a décidé, lors de son comité directeur du samedi 13 janvier, de présenter plusieurs candidats à la présidence du Front. L'élection doit avoir lieu lors du congrès des 20 et 21 janvier. Les noms proposés par l'UC pour ce poste ne seront rendus publics qu'au dernier moment pour « des raisons de sécurité ». Durant les débats, cette crainte de l'assassinat politique avait poussé certains militants à proposer une direction collégiale, solution qui a finalement été repoussée pour des raisons d'efficacité.

Les assassins de Jean-Marie Tjibaou, le précédent président du FLNKS, et du numéro deux du parti, Yewen Yewen, ont pesé sur les débats du comité directeur. M. François Burck, le président de l'Union calédonienne, a réaffirmé la thèse du complot,

rejetant celle de l'acte de folie d'un seul individu. Les dirigeants de l'Union calédonienne souhaitent que ce problème soit débattu lors du prochain congrès du FLNKS dans « un souci de clarification ». Le comité directeur a refusé le retour, au sein du FLNKS, du Front de libération kanak (FULK), le seul groupe de pression signataire de la charte du Front à avoir refusé les accords Matignon.

« Nous ne pouvons plus travailler ensemble », a affirmé M. François Burck, qui évoque un « différend stratégique » avec ce petit parti qui n'avait pas condamné les assassinats des deux leaders indépendantistes. Il demande au FULK de s'expliquer sur son mot d'ordre d'« indépendance immédiate ».

Les autres groupes de pression toujours membres du front indépendantiste sans président des accords Matignon semblent, eux, favorables à une réintégration du FULK. Cette question est centrale pour l'unité du Front déjà entamée par le départ du syndicat indépendantiste USTKE. (Intérim.)



(Publié)

## LE PLUS INDEPENDANT PASSE A L'OUEST

Parce qu'un bon conseil exige malgré tout un minimum d'objectivité, AB MEDIA se félicite d'une structure totalement indépendante de tout groupe publicitaire. De même que nous avons choisi notre indépendance, notre volonté a toujours été de nous allier les meilleures compétences dans chacun des domaines sur lesquels nous intervenons. AB MEDIA, c'est aujourd'hui un groupe spécialisé dans le conseil et l'achat d'espaces qui réunit plusieurs entités : - AB MEDIA, la structure mère, assure la fonction de conseil et d'achat d'espaces presse, affichage, radio et cinéma. - ABTV remplit ce rôle pour la télévision. - AB SPONSORS, la dernière née, prend en charge le conseil et le montage d'opérations spéciales sur tous médias. Aujourd'hui, AB MEDIA déménage et s'installe encore plus à l'ouest, à Boulogne, au 31, rue des Longs-Prés. Agences, Annonceurs, contactez-nous en appelant dès à présent Hervé Blandin au 49.10.99.77.



CONSEIL EN MEDIA &amp; EN ACHAT D'ESPACE

L'ADMINISTRATION FRANÇAISE AU DOIGT ET A L'ŒIL 3616

LE REPERTOIRE DE L'ADMINISTRATION MIS A JOUR EN PERMANENCE

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

ADULTES - ETUDIANTS - JEUNES

ANGLAIS-ALLEMAND

UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Maitrisez l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council. OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.

OISE LANGUAGE TRAINING

OISE HOUSE, 2000 Lane - Oxford (England) tél. 01865 249 218 membre de ARELS-FELCO 21, rue Théophraste-Boussod - 75015 Paris - Agence par TUNOSOL

Tél. (1) 45 33 13 02

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE



# POLITIQUE

Les débats au RPR

## Un entretien avec M. Charles Pasqua

Suite de la première page

besoin d'un leader charismatique. Il a besoin d'être conduit.

— Depuis un an et demi, Jacques Chirac et Alain Juppé souhaitent faire évoluer votre mouvement et le conseil national a admis à l'unanimité l'existence de courants de sensibilités diverses.

— Il faut une transformation beaucoup plus radicale.

— Qu'entendez-vous par transformation radicale ?

— Il faut imaginer un autre type de mouvement politique. 50 % des électeurs ne se dérangent plus pour voter. Donc c'est une menace directe sur la démocratie. D'une manière générale, la classe politique n'intéresse plus les citoyens. Les élections législatives partielles, à Dreux et à Marseille, ont montré une poussée du Front national. Si nous avons, d'une part, nos idées qui ont été récupérées en partie par Mitterrand, d'autre part, nos électeurs qui fient le camp vers le Front national, dans quelle situation nous trouvons-nous ?

— Mais Jacques Chirac, au cours de la réunion des secrétaires fédéraux, a estimé que la motion que vous aviez préparée avec M. Séguin n'était pas contradictoire avec ce qu'il pense et il vous propose d'en faire la synthèse avec sa motion ?

— Mais ce n'est pas possible ! Nous proposons, nous, de créer un nouveau rassemblement pour la France. Nous sommes en désaccord sur la ligne politique à suivre : ça mérite un débat de fond, un débat sérieux ! Que propose le secrétaire général dans la motion de synthèse ? Une analyse qui dit : tout va bien, nous avons connu des difficultés mais elles sont derrière nous. Très bien, merci, M. Juppé ! Et, pour le moment, nous avons choisi l'union de l'opposition et voilà nos propositions de gouvernement.

Rassemblement un borgne et un paralysique !

— La direction nationale actuelle du RPR privilégie avant tout l'union de l'opposition ; ce n'est pas en rassemblant un borgne et un paralysique qu'on fait un champion de cross ! L'union, il faut la faire par les primaires ; tant que nous n'aurons pas résolu ce problème des primaires présidentielles, tant que nous n'aurons pas trouvé un système pour choisir ensemble un candidat, nous n'aurons rien réglé ; mais, en ce qui nous concerne, le moment est venu de nous transformer.

— Étant-il nécessaire de procéder comme vous l'avez fait, c'est-à-dire d'employer l'arme absolue, pour convaincre M. Chirac de changer ?

— C'est une bonne question. Mais, si j'ai choisi cette démarche, c'est parce que les autres démarches n'ont pas abouti.

— Depuis quand doutez-vous des capacités de M. Chirac à changer ?

— Je ne doute pas des capacités de M. Chirac ni de sa volonté. J'ai trouvé tout à fait normal qu'au lendemain de l'élection présidentielle perdue il observe un temps de silence. Mais, ensuite, ce silence se prolongeait trop longtemps, cela posait problème. Parce que, le mouvement étant ce qu'il est, il a

— Pour qu'il puisse être candidat et qu'il ait une chance d'être élu, il faut qu'il ait un message original à délivrer. Si nous nous fondons dans l'opposition, si nous avons les mêmes idées sur tout, en fonction de quoi sera-t-il candidat ? Qu'est-ce qui justifiera cette candidature plutôt que celles de M. Giscard d'Estaing ou de M. Létard, ou de M. Méhaignerie, ou de je ne sais qui ? Nous ne sommes pas une composante du mouvement libéral. Nous sommes autre chose.

Cela ne résoudra rien

— Pour vous, M. Chirac ne peut être candidat à l'élection présidentielle que s'il remplit certaines conditions. Lesquelles ?

— Ce n'est un mystère pour personne que j'ai toujours conseillé à M. Chirac de quitter la présidence du RPR. Je crois d'ailleurs que, s'il n'avait pas été président du RPR quand il était premier ministre, ça aurait mieux valu. Cela nous aurait évité notamment les accusations contre l'Etat RPR. Je crois que, s'il avait compris où était son intérêt, il aurait dû le faire.

L'élection présidentielle, c'est le contact entre un homme et le peuple. Là aussi, il y a deux approches. Certains ont dit : Jacques Chirac a été battu, c'est épuisant, c'est un drame dont il ne se relèvera jamais. Moi, j'ai dit : au deuxième tour, quand ils ont été mis en demeure de choisir, 46 % des Français ont préféré Jacques Chirac. Donc il ne faut pas se précipiter à le faire à 5 % qui manquent. Mais il ne pourra pas le faire s'il reste enclavé à la tête d'un parti où il est forcément appelé à s'occuper des élections cantonales, municipales, etc. Maintenant, il a décidé d'être candidat à la présidence du RPR. Très bien, il sera brillamment réélu. Tout le monde votera pour lui, nous les premiers. Mais cela ne résoudra rien.

— Prenons les différences qui vous séparent de M. Séguin : il a été favorable aux courants, alors que vous avez condamné cette réforme.

— J'ai toujours considéré qu'il était inutile de créer des courants pour avoir une expression pluraliste. On peut parfaitement avoir des opinions différentes sur quelques sujets sans pour autant s'organiser en courant. J'avais toujours pensé que la création de courants ne pouvait se justifier — c'était d'ailleurs la démarche de Séguin — que si, partant du RPR, nous débouchions sur un mouvement nouveau et élargi. Il est bien évident que, si, dans ce mouvement, viennent des gens de sensibilités différentes, la création d'un courant peut se justifier.

— M. Séguin, lorsque l'opération des renouvellements s'est déroulée au printemps dernier, a été favorable à la constitution d'un parti unique de l'opposition.

— Moi, j'y étais formellement opposé. M. Séguin partage aujourd'hui mon analyse.

— M. Séguin a participé à l'opération dite des renouvellements. Vous y avez été hostile.

— Je n'ai pas été hostile à l'opération dite des renouvellements. J'ai été hostile à l'opération conduite au nom de la réno-

vation, dans laquelle je voyais une tentative de la part de certains dirigeants de l'UDF pour faire éclater le RPR. C'est la raison pour laquelle je me suis opposé avec force à cette opération. Dans le même temps, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour que les renouvellements ne quittent pas le mouvement. S'il n'y a pas eu de rupture à l'époque entre eux et Jacques Chirac, c'est notamment parce que, lors d'une réunion rue de Lille, j'ai pesé de tout mon poids pour qu'on comprenne leur point de vue et qu'on décide de consacrer une journée à la réflexion ensemble.

— Précisément, au sujet de l'immigration, M. Séguin considère que nous sommes tous, comme il le dit, plus ou moins des immigrés, alors que vous parlez de trop-plein d'immigrés.

— C'est la politique que préconise aujourd'hui le président de la République.

— On a eu l'impression à ce moment-là que vous faisiez un clin d'œil aux électeurs de l'extrême droite.

— Ce n'est pas du tout le problème. Si on voulait bien se reporter à l'allocation que j'avais prononcée en 1984 au conseil national du RPR et si on m'avait suivi nous aurions probablement évité la montée du Front national. Je disais qu'il appartenait aux pouvoirs publics de décider par eux-mêmes du nombre d'immigrés que la France peut accepter sur son territoire.

— Mais cette déclaration de 1984, vous avez eu l'occasion de la mettre en application lorsque vous étiez au gouvernement.

— J'ai mis en application la partie de cette déclaration qui était de ma responsabilité, c'est-à-dire le contrôle des conditions d'entrée et de séjour des immigrés en France. (...)

— Je dis aussi que nous avons intérêt à la stabilité politique des pays d'Afrique francophone et des pays du Maghreb et leur développement économique nous devrions investir beaucoup plus dans nos actions de coopération en direction de ces pays.

— Dernier point. M. Séguin souhaite que M. Chirac quitte la présidence du RPR et il souhaite également qu'il quitte la mairie de Paris. Êtes-vous d'accord ?

— Les souhaits de M. Séguin et les miens n'ont pas beaucoup d'importance. Ces choses dépendent directement de la décision de M. Jacques Chirac. Je n'ai pas de conseils à lui donner. De toute façon, si j'en avais un, je lui conseillerais de quitter la présidence du RPR en réfléchissant au type d'organisation qu'il faut mettre en place, mais sûrement pas de quitter la mairie de Paris. Je crois que c'est à Paris que Jacques Chirac a donné la mesure de ce qu'il pouvait faire, de ce qu'il était capable de faire.

— Maintenant, il arrive à son troisième mandat, il est beaucoup plus détendu. Il devrait disposer de beaucoup plus de temps pour se consacrer à autre chose, et autre chose, c'est la réflexion, le tour du monde, rencontrer non seulement ceux qui, ailleurs, dirigent la politique, mais ceux qui réfléchissent à ce que sera l'économie dans dix ans, etc.

— Vos avez dit en quittant la réunion des secrétaires fédéraux : j'irai jusqu'au bout... Qu'est-ce que cela veut dire ?

— Pas que j'irai jusqu'au bout. J'ai dit : rendez-vous aux assises.

— Cela veut dire que votre motion sera soumise au vote des assises.

— Ah oui ! Absolument.

— Si notre motion l'emporte — c'est-à-dire si elle fait plus de voix que toutes les autres motions — que se passera-t-il ?

— Comme M. Chirac est un démocrate, si notre motion l'emporte, eh bien, il lui appartient d'assumer la transformation du mouvement.

— Comment un président élu, M. Chirac, pourra-t-il faire la politique de ceux qui auront été ses concurrents ?

— C'est bien pour cela qu'il aurait mieux valu qu'il ne s'investisse pas dans cette affaire.

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON



## M. Chirac s'adresse de « coeur à coeur » aux militants

M. Jacques Chirac, président du RPR, s'est adressé de « coeur à coeur » aux militants RPR pour leur demander, dans une lettre datée du 12 janvier et rendue publique lundi 15, « d'approuver » le projet qu'il soutiendra aux assises du 11 février et « d'engager ainsi le Rassemblement sur les chemins de la reconquête ».

Le maire de Paris, qui a réaffirmé qu'il serait de nouveau candidat à la présidence du RPR, écrit dans cette lettre qu'il a « tout fait, depuis des mois, avec Alain Juppé », pour qu'aux assises le RPR « puisse montrer sa force, son unité et son imagination ». Faisant référence à la polémique qui oppose la direction du RPR à M. Charles Pasqua et à M. Philippe Séguin, il déclare : « Il se trouve néanmoins que vous avez, à trancher un débat qui vient d'apparaître brutalement au grand jour ».

Selon M. Chirac, le texte de M. Pasqua et Séguin, « n'appelle de ma part aucune critique et n'est pas, dans son esprit et son ambition, différent de la motion de synthèse rédigée par les instances du mouvement ». « En revanche, il a été présenté dans le cadre d'une critique très vive des dirigeants du mouvement accusés d'« incapacité ». Il ne s'agit donc plus d'une contribution à la réflexion du RPR, mais d'une motion de censure contre ses responsables », écrit-il.

« Et qui pourrait imaginer que

## M. Briant (CNI) : « l'opposition doit arrêter de s'entre-déchirer »

M. Yvon Briant, président du CNI, a déclaré lundi 15 janvier qu'il redoutait que « les querelles au RPR ne laissent des traces ». Il a estimé que « l'opposition doit arrêter de s'entre-déchirer » car « les Français, déjà fatigués par les jeux de la politique, pourraient s'en détourner ».

« Je ne comprends pas la démarche, avancée de Pasqua et Séguin », a dit M. Briant lors d'une conférence de presse faisant suite au comité directeur du 13 janvier. « Le retour aux sources du gaullisme qu'ils proposent constitue un programme assez peu mobilisateur et voué à l'échec », a-t-il déclaré.

Hervé de Charette estime que l'opposition est « bloquée ». — M. Hervé de Charette (UDF), délégué général des clubs Perspectives et Réalités a estimé, lundi 15 janvier, au cours d'un point de presse que l'opposition était une « organisation artificielle qui ne correspond plus à une réalité politique et qui ferme la porte aux débats de fond ». Il a ajouté que l'UDF, comme le RPR, ont perdu « leur véritable légitimité » et que « l'opposition est bloquée non seu-

lement par ses structures mais aussi par ses rivalités internes ». M. de Charette a ajouté que la solution des problèmes du RPR ne se trouve pas au RPR mais plus que celle des problèmes de l'UDF ne se trouve à l'UDF. Il faut faire l'unité, ouvrir les débats et être tolérants car l'unité ne peut se faire dans l'alignement mais dans la diversité. M. de Charette a réitéré sa proposition de mise sur pied d'un « Conseil national de l'opposition ».

VENTE à l'adjudication, Palais de Justice PARIS, LUNDI 29 JANVIER 1990, à 14 h UN LOGEMENT de 2 PCES 2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1











## SOCIÉTÉ

Le mouvement des internes et des chefs de clinique

## La grève dans les hôpitaux publics s'étend à la province

Suivi depuis le 10 janvier à Paris, le mouvement de grève des internes et des chefs de clinique des hôpitaux publics s'est étendu, lundi 15 janvier, à la plupart des hôpitaux de province. En région parisienne, cette grève est suivie, selon l'Assistance publique de Paris, par 85 % des internes et 73 % des chefs de clinique. 35 % des internes en pharmacie et 25 % des internes en médecine générale ont également cessé de travailler. En province, le mouvement est également très suivi. De source syndicale, on enregistre 70 % de grévistes à Caen, Le Mans et Rouen, 80 % à Rennes et plus de 90 % à Angers, Nantes et Tours. A Marseille, selon l'Assistance publique, 80 % des internes ont cessé le travail et à Lyon, selon la direction des hospices civils, le mouvement est suivi par 62 % des internes et 67 % des chefs de clinique.

Réunie à Paris dans la soirée de lundi, l'assemblée générale des grévistes parisiens a décidé « de reporter à jeudi 18 janvier le vote d'une grève des urgences ».

Organisée le lundi 15 janvier en fin d'après-midi à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, l'assemblée générale des grévistes a permis de faire le bilan des entrées dans les hôpitaux aujourd'hui, mardi 16 janvier, avec le même avec M. Maurice Derlin, directeur de la CNAM et M. Claude Evin, ministre de la Santé. Le premier n'a donné qu'un accord de principe aux revendications concernant l'accès au secteur II, en attendant de discuter directement avec les trois syndicats officiellement représentatifs des médecins (CSMF, FMF et MGP). Le ministre de la Santé s'est déclaré prêt à faire des propositions concrètes. Mais, toute la nuit, ses

conseillers techniques ont travaillé avec les médecins sans aucun résultat tangible. Quant aux problèmes de l'installation dans des locaux professionnels, les syndicats en discutent aujourd'hui, mardi 16 janvier, avec le ministre du logement. Ancienne des revendications n'ayant été satisfaites, les grévistes ont donc voté à main levée, et sans hésitation aucune, la reconduction de la grève des soins jusqu'à jeudi prochain.

A propos de la grève des urgences, le débat fut plus houleux. Certains, accusant le gouvernement de se lancer dans une guerre des nerfs, étaient prêts à durcir le mouvement dès

mardi, à partir de midi. L'assemblée a toutefois finalement voté le report de cet ultimatum jusqu'à jeudi. « La grève totale est une carte maîtresse qu'il ne faut pas jouer trop vite », a-t-on expliqué. Elle a déjà servi à obtenir l'ouverture des négociations, attendus les résultats pour l'utiliser s'il y a lieu. « Plus pragmatiquement, les médecins savent bien qu'une telle mesure fort peu populaire ne s'improvise pas, les malades ne devant pas en pâtir. Il faut donc sensibiliser praticiens et hospitaliers et chefs de service et s'assurer qu'ils prendront la relève au moment voulu. »

Plus épaisse et pas tout à fait réglée, la question du rétablissement

du DP (droit promotionnel), supprimé il y a dix ans. Le DP autorise à dépasser les tarifs conventionnels tout en restant dans le secteur I, c'est-à-dire avec des charges sociales minimales. Qui bénéficierait de cette mesure ? Avant tout les chefs de clinique, qui ont suivi la formation la plus longue au sein de l'hôpital public et qui voient dans cet aménagement du secteur I une réponse à leur haute qualification. Beaucoup s'en contenteraient. Il en va différemment des internes et des futurs généralistes. Moins spécialisés que les chefs de clinique, ils craignent de se voir refuser ce privilège. Certains suspectent ouvertement leurs aînés d'abandon-

ner la grève sans négocier le secteur II si on leur accorde ce droit promotionnel.

Pour calmer les esprits, les représentants du syndicat des internes ont dû assurer qu'aucun DP ne serait discuté sans la réouverture préalable du secteur II accessible à tous. On a également envisagé l'établissement d'un DP en faveur des internes après quatre ans d'installation, ainsi qu'aux généralistes après huit ans. Mais internes et chefs de clinique ont tenu à ne pas envenimer ce débat, par crainte d'offrir au gouvernement une occasion de diviser le mouvement. Et donc de l'affaiblir.

JULIETTE NOUËL

## Le gouvernement face au malaise des professions de santé

Par touches successives, le gouvernement a entamé, ces derniers mois, une réforme des modes de rémunération de plusieurs professions médicales. Cet exercice, qui constitue une des réponses au dérapage des dépenses de santé, remet en cause des situations acquises et suscite de vives réactions catégorielles sur un terrain particulièrement sensible : celui de la santé.

Les biologistes se sont vu imposer une nouvelle nomenclature et la marge bénéficiaire des pharmaciens a été remodelée. Alors que l'éventualité d'un « gel » du secteur à honoraires libres est à l'origine de la grève des internes et des chefs de clinique, une partie des tarifs conventionnels des médecins libéraux pourraient à l'avenir évoluer en fonction de certaines économies réalisées par l'assurance-maladie. Pour les pouvoirs publics, ces modifications visent à « adapter la rémunération des professions médicales aux évolutions techniques et économiques », afin de contribuer à une modération des dépenses de santé. Un impératif « gestionnaire » qui permet aussi au gouvernement d'illustrer sa volonté d'atténuer l'évolution inégalitaire observée ces dernières années entre les revenus des salariés et ceux des non-salariés. Une réponse à ceux qui discernent un « déficit social » dans l'action du premier ministre.

L'envoi des dépenses de santé est une réalité parfaitement connue. En un an, l'assurance-maladie a subi une augmentation de 17 % des prescriptions et de 10 % des honoraires. De novembre 1988 à novembre 1989, la progression annuelle globale de ses remboursements atteint 10,6 % (contre + 8,8 % pour 1988). Or l'écart observé entre les dépenses de santé et la croissance économique n'est pas neutre. Non seulement ce différentiel est difficilement supportable par la Sécurité sociale, mais il menace, à terme, l'ensemble du système de protection sociale.

Certes, on ne saurait fixer arbitrairement ces dépenses ou même les faire évoluer parallèlement à la richesse nationale. Leur essor repose en effet sur plusieurs tendances lourdes : l'évolution du mode de vie des Français, le vieillissement démographique et le coût croissant du progrès médical. En revanche, si on laisse filer les dépenses, ce sont les remboursements qu'il faudra réduire, car il n'est pas question d'augmenter les prélèvements obligatoires à due concurrence. Du reste, vient de rappeler le CREDES, la prise en

charge de l'ensemble des dépenses de santé par la Sécurité sociale est passée de 74,3 % en 1980 à 70,7 % en 1988.

« Les professions de santé doivent collectivement accepter de prendre en compte l'impératif de maîtrise des coûts », souligne un conseiller du premier ministre, qui met en garde contre tout amalgame entre qualité de la médecine et croissance des dépenses. Plus abrupt, M. Claude Evin, ministre de la Santé, affirme que « les médecins ont davantage intérêt à être conventionnés par la Sécurité sociale que des sociétés d'assurances ».

Avec un taux de progression annuel de 4 % de ses effectifs, le corps médical éprouve quelques réticences à entendre un tel discours. Les internes et les chefs de clinique ne s'alarment-ils pas des difficultés — voire de l'impossibilité — de choisir à l'avenir un secteur à honoraires libres... qui semble avoir ses beaux jours derrière lui ?

## Une décision mal accueillie

M. Jacques Monnot, président du Centre national des professions de santé (CNPS), refuse toute analyse tendant à « établir un lien automatique entre dépenses de santé et assurance-maladie ». « Il est naturel que les premières progressent plus vite que les remboursements de la seconde. Si l'on superpose les deux, on va vers le rationnement des soins », ajoute-t-il. Aussi, M. Monnot ne cache pas son inquiétude, et dénonce en outre certaines « agitations » d'un gouvernement qui lui paraît animé de motivations « idéologiques ».

Le président du CNPS cite notamment « la réforme sans concertation » de la nomenclature des actes de biologie. Il est vrai que cette profession a fort mal accueilli la décision des pouvoirs publics qui aboutit à réduire de 1,2 milliard de francs en année pleine le chiffre d'affaires des biologistes, qui, depuis plusieurs années, progressaient de 15 %. Explication : le progrès technique permet désormais aux laboratoires d'utiliser des « automates », qui peuvent réaliser simultanément plusieurs analyses. Cependant, les biologistes nouvellement installés et lourdement endettés se trouvent dans une situation difficile.

En revanche, M. Monnot se félicite de la concertation qui a accom-

pagné la modification de la tarification des pharmaciens d'officine. A compter du 1<sup>er</sup> mars, leur rémunération s'effectuera, selon un barème dégressif, avec une marge inversement proportionnelle au prix du médicament : de 44 % pour les produits inférieurs à 10 F à 8 % pour les produits supérieurs à 97 F. Alors que la réduction du taux de marge des pharmaciens avait, fin 1988, débouché sur un conflit ouvert, cette nouvelle procédure a été adoptée avec l'accord de la profession. Elle ne modifie guère la rémunération des officines, mais atténue les effets inflationnistes de l'ancienne formule : ce sont en effet les médicaments les plus chers dont la vente se développe le plus. A contrario, la suppression, « pour des raisons d'efficacité médicale », des remboursements de certaines préparations magistrales suscite quelques remous.

Avec les médecins libéraux, les relations ne sont pas non plus au beau fixe. En outre, les rapports difficiles entre l'Etat, l'assurance-maladie et les syndicats de médecins chargés de négocier la convention médicale ne facilitent rien. Si les partenaires sont d'accord pour limiter minimum le secteur à honoraires libres, afin de garantir le sacro-saint libre accès aux soins, ils sont incapables depuis plus de huit mois d'adopter une formule consensuelle. Quant au souhait du gouvernement de lier une partie des revalorisations tarifaires à l'évolution des dépenses de santé, il est jugé « inacceptable » par le CNPS.

« Nous sommes d'accord pour parvenir à un bon usage des soins permettant de ralentir la progression des dépenses. Mais il faut que les critères de choix soient médicaux, sinon c'est notre relation de confiance avec les patients qui serait rompue », propose M. Monnot. Au gouvernement, on assure partager ces principes, mais on souhaiterait que les syndicats de médecins « soient un peu plus fermes avec leur base » et « fassent prendre conscience au monde médical qu'à force de refuser l'autodiscipline il est en train de scier la branche sur laquelle il est assis ».

Toutefois, le premier ministre ne veut pas prendre « le risque de la brutalité d'un affrontement » avec les professions de santé. « On peut perdre un peu de temps — quelques années — à se comprendre », a-t-il déclaré le 11 janvier, devant le Forum de l'Expansion.

JEAN-MICHEL NORMAND

## La difficulté de s'installer à Paris

Dans leur défense de la médecine libérale, internes et chefs de clinique revendiquent, à côté de la liberté des honoraires, la possibilité d'ouvrir un cabinet où ils le souhaitent, sans autorisation préalable et sans compensation. Les règles qui régissent la transformation de locaux d'habitation en locaux à usage professionnel ou semi-professionnel ne touchent pas que les médecins, mais l'ensemble des professions libérales, et en particulier les avocats.

Lorsqu'un jeune médecin (ou un jeune avocat, ou un jeune conseil juridique, en fait tout membre d'une profession libérale) veut installer un cabinet dans une ville de plus de dix mille habitants ou dans l'agglomération parisienne, il lui faut obtenir, à titre personnel, une autorisation préfectorale préalable. La difficulté pour obtenir cette autorisation n'existe vraiment qu'à Paris, et spécialement dans le centre de la capitale (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements). Dans cette zone, pour obtenir la fameuse autorisation, il faut fournir une « compensation », c'est-à-dire offrir la transformation d'un local professionnel, industriel ou commercial en logement d'une surface au moins égale.

Dans les autres arrondissements, le préfet peut accorder des dérogations (sans compensation), « dans la limite de 40 mètres carrés par professionnel exerçant seul, plus 20 mètres carrés par professionnel suppléant ». Une circulaire, signée du directeur de la construction au ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le précise clairement.

A vrai dire, les membres des professions libérales n'ont connu une totale liberté d'installation que du 24 décembre 1986 (publication au Journal officiel de la loi Méhaignerie) au 8 juillet 1989 (publication au JO de la loi « Verrme-Mélandin »), dite aussi « loi Besson ». Depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale, le système des « compensations » pour la transformation de logements en locaux mixtes ou professionnels était la règle.

Lors de la discussion de la loi Méhaignerie au Parlement, l'adoption d'un amendement proposé par M. Jean Tiberi, député RPR et adjoint au maire de Paris chargé du logement, avait complètement libéré le système (article 57 de la loi), puisque les sociétés civiles professionnelles libérales, n'étaient plus soumises à ce système. La loi

Mélandin (art. 37) abrogeait cette faveur, en précisant cependant que ceux qui avaient bénéficié du texte précédent n'étaient pas à demander une autorisation, mais simplement à en faire la déclaration à la préfecture dans les trois mois.

## Mille logements par an

Au moment de la discussion de la loi Mélandin, les avocats étaient montés au créneau pour éviter que cette liberté ne soit remise en cause. En vain. Le flambeau est aujourd'hui repris par les médecins.

Depuis, les effets de cette libéralisation ont soulevé l'inquiétude. M. Méhaignerie lui-même n'avait guère manifesté d'enthousiasme au moment de l'adoption de l'amendement Tiberi et avait souhaité qu'on dresse un bilan rapide de ses conséquences.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, écrivait le 13 juin dernier au préfet de la région Île-de-France, M. Olivier Philip : « L'ampleur prise par les transformations de locaux à Paris et les dangers que ce phénomène fait courir à l'équilibre des fonctions dans les arrondissements de l'Ouest parisien m'a conduit à demander aux services municipaux d'adopter une attitude extrêmement restrictive dans l'examen des dossiers ».

On évalue en effet à 40 000 mètres carrés par an les surfaces transformées grâce à ce système, soit 1 000 logements. Il faut bien dire que, dans des arrondissements où le flambeau des loyers est déjà très fort, la libéralisation totale permet de les augmenter encore plus (les loyers professionnels sont une fois et demie à deux fois supérieurs aux loyers ordinaires).

L'application de la règle (pas de changement d'affectation sans dérogation préalable) doit cependant rester souple. Dans une interview au Quotidien du médecin du 18 janvier, M. Besson, ministre délégué au logement, précise en particulier que, pour certaines spécialités nécessitant l'emploi d'un appareillage volumineux, « il appartient bien évidemment au préfet d'apprécier au cas par cas et d'admettre les dépassements objectivement nécessaires dans les cas très particuliers qui le justifient ».

Il faut s'y faire : tout le monde ne peut pas se loger dans les beaux quartiers, et médecins et avocats sont soumis au sort commun.

JOSÉE DOYÈRE

M<sup>me</sup> Barzach accuse M. Evin de vouloir « flinguer » les médecins libéraux

M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ancien ministre RPR de la Santé, prend fait et cause, dans une interview publiée par le Quotidien de Paris du 15 janvier pour les chefs de clinique et internes des hôpitaux en grève. Elle estime que M. Claude Evin « considère que les libéraux sont tous des nantis qu'il convient de flinguer ». L'ancien ministre ajoute : « Vous savez bien comme moi que c'est le cas d'une minorité et que la majorité « rame »... et quelquefois après le SMIC ! » Selon M<sup>me</sup> Barzach, la grève est une « magnifique réponse à la rançonne de Claude Evin qui prétend que « si l'hôpital va mal, c'est parce que le privé va trop bien ». En fait, explique-t-elle, ni l'un ni l'autre ne vont bien, alors que leur complémentarité est la base, l'originalité du système de soins français en Europe et dans le monde ». « On aurait pu faire l'économie de cette crise, estime-t-elle encore. Ce n'est pas en tirant sur les médecins qu'on peut ensuite en appeler à leur sens de la responsabilité. »

## RELIGIONS

Réunis en congrès à Strasbourg

## Les cadres chrétiens réclament « une Europe solidaire des pays les plus pauvres »

STRASBOURG

de notre correspondant

Deux grandes célébrations eucharistiques, présidées dans ses deux plus vastes salles par quelque deux cents prêtres et plusieurs évêques : un symbole fort de la vitalité du congrès national du Mouvement des cadres chrétiens (MCC), qui y a réuni samedi 13 et dimanche 14 janvier près de trois mille personnes.

Autour du thème « Performance et solidarité, une Europe pour les hommes », vingt-deux assemblées partielles se sont interrogées sur « l'Europe partenaire des tiers-mondes », « l'Europe de l'Ouest face aux bouleversements de l'Est » ou se sont demandées « comment faire de nos enfants des

Européens performants et solidaires ? ».

Aux militants du MCC s'étaient ajoutés cinq cents « jeunes professionnels », les équipes de jeunes proches du mouvement, qui regroupent les futurs cadres à la sortie des grandes écoles. « Le MCC doit être ouvert à l'accueil réciproque des générations, ouvert à la diversité des initiatives, ouvert aux groupes de chrétiens qui, dans les autres pays d'Europe, partagent la même souci, la même recherche, la même volonté de coopérer à la mission de l'Eglise », a affirmé le nouveau responsable du mouvement, M. Xavier Gresset, élu en octobre 1989 et directeur des ressources humaines de Saint-Gobain international.

Pour répondre aux questions du MCC, un « plateau » très européen

avait été réuni : le directeur de la cellule de prospective de la Commission de la CEE, M. Jérôme Vignon, le directeur du département de sciences politiques de l'université de Nantes, M. Hugues Portelli, et M. Louis Emmen, président néerlandais du Centre de développement de l'OCDE.

C'est « une Europe solidaire à l'intérieur de ses frontières, solidaire dans les pays les plus pauvres », que souhaite le MCC et qu'a évoquée M. Gresset en clôture du congrès de Strasbourg : « La nécessaire construction d'une Europe forte ne saurait nous servir d'alibi pour mettre en veilleuse les vertus du partage et de la solidarité. L'Europe que nous voulons n'a pas pour nous la figure d'un égoïste d'autant mieux assuré qu'il s'exercerait désormais à douze. »

J. F.

## Le couvent d'Anbazine restera catholique

LIMOGES

de notre correspondant

Disputé entre l'Eglise catholique et le patriarche orthodoxe d'Antioche, le monastère cistercien d'Anbazine (Corrèze) restera aux catholiques. Ainsi vient d'en décider le bureau des cultes du Conseil d'Etat, qui avait été saisi par les diverses parties en cause.

Le conflit avait éclaté l'été dernier, après la décision de la majorité des religieux clarisses, installées dans ce couvent limousin depuis 1965, de rompre avec le Vatican et de rallier l'Eglise orthodoxe (le Monde du 16 novembre 1989). Le problème était dès lors de savoir si les bâtiments appartenant à ses occupantes ou dissuadées ou à l'ordre religieux auquel celles-ci avaient adhéré avant la rupture. Le Conseil d'Etat ayant opté pour le second terrain de l'alternative, les religieuses orthodoxes vont donc maintenant devoir évacuer les lieux.

G. C.

## DÉFENSE

A Bordeaux

## Un Mirage-2000 destiné à Abou Dhabi s'écrase au décollage

Un avion de combat Mirage-2000 destiné aux forces armées de l'émirat d'Abou Dhabi, s'est écrasé au décollage, lundi 15 janvier, à Bordeaux-Mérignac, d'où il venait de quitter les usines de son constructeur, le groupe Dassault. Le pilote, un aviateur du pays client, est mort dans l'accident.

L'appareil faisait partie de deux détachements, de sept avions au total, qui allaient être livrés à Abou Dhabi, qui a commandé trente-six Mirage-2000 de défense aérienne. Déjà, dix exemplaires ont été précédemment livrés à cet émirat du Golfe. Le pilote tué n'en était pas à son premier

convoi de Mirage vers son pays. On ignore encore les causes de cet accident, qui est survenu en bout de piste d'envol.

Abou Dhabi avait réglé, l'été dernier, son contentieux avec le constructeur, dû au fait que selon le client considérablement les avions produits par Dassault ne correspondaient pas aux conditions du contrat. En particulier, l'émirat souhaitait que ses Mirage soient capables d'emporter, à la place des équipements français de Matra, un armement de conception américaine et italienne.

LEATRE

MUSIQUE

Les rideaux blancs

M. de

ATHER

LES INCERTITUDES

CREBILLON FILS

GENE CHAUF. P. MANUEL

47.42.07



## province

ner la grève sans négocier le secteur II si on leur accorde ce droit promotionnel.

Pour calmer les esprits, les représentants du syndicat des internes ont dû assurer qu'aucun DP ne serait discuté sans la réouverture préalable de secteur II accessible à tous. On a également envisagé l'établissement d'un DP en faveur des internes après quatre ans d'installation, ainsi qu'aux généralistes après huit ans. Mais internes et chefs de clinique ont tenu à ne pas envenimer ce débat, par crainte d'offrir au gouvernement une occasion de diviser le mouvement. Et donc de l'affaiblir.

JULIETTE NOEL

## s'installer à Paris

Malandain (art. 37) abrogeait cette faveur, en précisant cependant que ceux qui avaient bénéficié du texte précédent n'avaient pas à demander une autoconcession, mais simplement à en faire la déclaration à la préfecture dans les trois mois.

## Mille logements par an

Au moment de la discussion de la loi Malandain, les avocats étaient montés au créneau pour éviter que cette liberté ne soit remise en cause. En vain. Le flambou est aujourd'hui repris par les médecins.

Depuis, les effets de cette libéralisation ont soulevé l'inquiétude. M. Malandain lui-même n'avait guère manifesté d'enthousiasme au moment de l'adoption de l'amendement Tibéri et avait souligné qu'on dressait un bilan rapide de ses conséquences.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, écrivait le 13 juin dernier au préfet de la région Île-de-France, M. Olivier Philip : « L'ampleur prise par les transformations de locaux à Paris et les dangers que ce phénomène fait courir à l'équilibre des fonctions dans les arrondissements de l'Ouest parisien m'a conduit à demander aux services municipaux d'adopter une attitude extrêmement restrictive dans l'examen des dossiers. »

On évalue en effet à 40 000 mètres carrés par an les surfaces transformées grâce à ce système. Soit 1 000 logements. Il faut bien dire que dans des arrondissements où la flambée des loyers est déjà très forte, la libéralisation totale permet de les augmenter encore plus. Les loyers professionnels sont une fois et demie à deux fois supérieurs aux loyers ordinaires.

L'application de la règle (pas de changement d'affectation sans désignation préalable) doit cependant rester souple. Dans une interview au *Quotidien* du médecin du 18 janvier, M. Besson, ministre délégué au logement, précise en particulier que, pour certaines spécialités nécessitant l'emploi d'un appareillage volumineux, « il appartient bien évidemment au préfet d'apprécier au cas par cas et d'admettre les dépassements nécessaires dans les cas très particuliers qui le justifient ». Il faut s'y faire : tout le monde ne peut pas se loger dans les beaux quartiers, et médecins et avocats sont soumis au sort commun.

JOSEF DOYÈRE

## A Bordeaux

## destiné à Abou Dhabi se au décollage

Le 2000 "Mirage" aura été le dernier avion de chasse à décoller de la piste d'envol.

Abou Dhabi avait réglé l'achat de son contingent avec le constructeur, du fait que celui-ci avait été considéré que les avions livrés par Dassault ne correspondaient pas aux conditions de combat. En particulier, l'armement souhaité par le client n'était pas compatible avec la place des équipements français. Mais, un armement de conception américaine et italienne.

## Le quart-monde sur scène

Marcel Bozonnet, dirige des jeunes comédiens dans « Scènes de la grande pauvreté » d'après un livre de Sylvie Péju.

Roi chez Claudel, valet chez Congreve, secrétaire d'Etat chez Goethe, bientôt pape dans *la Vie de Galilée* de Brecht qu'Antoine Vitez monte à la Comédie Française : Seul le Français, dit Marcel Bozonnet, peut permettre à un comédien de jouer une telle palette de rôles au cours d'une seule saison. Il en est conscient depuis 1986. Un statut confortable, un bel et incessant apprentissage du métier affirme-t-il. Mais depuis toujours, ce comédien formé à l'école de la décentralisation aime mener parallèlement d'autres aventures.

Il a tourné l'été dernier *la Déchéance* avec Benoît Jacquot. Il fut le directeur de théâtre dansant et délicieusement trouble du *Public de Lorraine*, spectacle inaugural de Jorge Lavelli au Théâtre de la Colline. Il a créé un festival dans sa ville natale, Semur-en-Auxois, et l'a dirigé pendant sept ans. Aujourd'hui, le théâtre de Semur est restauré, le festival vit sa vie, et Marcel Bozonnet est passé à autre chose.

Un jour, par hasard, dans une librairie, un titre a retenu son regard : *Scènes de la grande pauvreté*. Il a acheté le livre de Sylvie Péju, (1), une sorte de saga avec autant de romances, d'écritures, de mauvais coups et d'amours familiaux, possédant que dans *Dolce*. Mais la vie de Mémère, Bébert, Gilette, Bozo et les autres se déroule entre alcool, drogue, compures de courant et prison, dans une cité de transit.



Claude Perron dans « Scènes de la grande pauvreté » mise en scène par Marcel Bozonnet.

où Sylvie Péju, alors journaliste à *Libération* avait enquêté pendant plusieurs années.

Un des ses anciens élèves de la rue Blanche a signalé que le premier festival placé sous l'égide de Médecins du monde à Nantes cherchait un sujet théâtral proche de la

réalité, bien connue de l'association. Il a tout de suite pensé à ces *Scènes de la grande pauvreté*. Il a réuni onze jeunes comédiens, anciens élèves pour la plupart, et le spectacle a été créé à Nantes en juillet 1989. Le festival a fait faillite, personne n'a été payé. Pour la reprise à Gennévilliers, Marcel

Bozonnet s'est glissé dans la peau de l'homme à tout faire, un rôle qu'il avait abandonné : gestion, direction artistique, recherche de subventions.

« On ne voit pas l'horreur, on entend le cri », Marcel Bozonnet a pensé à cette phrase du peintre

Francis Bacon en travaillant *Scènes de la grande pauvreté*. Il a voulu, en évitant tout réalisme, déjouer l'écueil du pathos, du misérabilisme et laisser la tristesse contenue dans la langue parler d'elle-même. Chaque élément du spectacle est théâtralisé au maximum. Caroline Marcadé a choré-

graphié le chaos physique, l'énergie de ces corps habités par le désir de violence, de sexe, d'alcool. Les décorateurs, Katia Oudot et Philip Corbeyn, ont dessiné une sorte d'immense piscine carrée peu profonde, au fond orangé et tout se joue dans l'eau, à mi-jambe. Chaises, assiettes, télévision, en plastique coloré ont un petit côté design bon marché qui ne fonctionne pas avec le propos.

Rien ne colle et les comédiens, malgré des silhouettes bien vues, ont du mal à porter le fardeau et le rythme de cette langue brouillée d'où le sordide déborde de toutes parts : sordide de la vie, avec ses faits bruts, sordide de l'âme aussi, car les pauvres de Sylvie Péju nous font grâce de leur dignité, une idée de riche, dit-elle. Les dialogues sont quasi inaudibles. Seuls parfois, les monologues atteignent une force, car on y entend un destin y charrier ses sorciers. La musique, encore, d'Enrico Macias ou d'Olivier Messiaen, aide acteurs et spectateurs à sortir la tête de l'eau. Cette aventure, certes généreuse, ambitieuse au sens noble du mot, prouve cependant qu'on ne fait pas théâtre de tout, surtout pas de la vie à l'état brut, pauvre ou riche.

DOLE QUIROT

(1) Ed du Seuil, 1985.

► Jusqu'au 11 février. Théâtre de Gennévilliers. Tél. 47-93-26-30.

## MUSIQUE

## Les rideaux blancs de la mélancolie

Un « Eugène Onéguine » poétique et digne par le Maly de Leningrad

Deuxième spectacle venu du Maly au Théâtre des Champs-Élysées, *Eugène Onéguine*, de Tchaïkovski, refait, comme Boris (le Monde du 14 janvier), l'écclésiologie de la troupe comme des équipes techniques et artistiques. Mais on est d'abord sensible à l'atmosphère prenante de ce drame romantique, décoré avec des moyens si ingénieux et poétiques par Scriabine Pastoukh : des rideaux de coton transparent qui prennent des formes sans cesse renouvelées pour imager des bosquets, la chambre de Tatiana, une forêt, le grand salon des Larins (en largeur) ou celui des Grémine (en profondeur), et la salle de bal avec ses colonnes autour desquelles tournoient les couples ravissants de la polonaise. Une féerie de décors qui s'accorde avec la délicatesse et la mélancolie de la musique. Et dans la scène déchirante du duel, à l'aube, le blanc n'est-il pas aussi une couleur de deuil ?

Ici encore le metteur en scène Stanislav Gaudassinski dispose de merveilleux ses groupes de paysans, d'invités ou de danseurs, qui évoluent avec naturel tout en suivant au plus près le cours de l'action et la moindre suggestion du texte de Pouchkine, comme le surtitrage si opportun nous permet de le constater.

Dans un spectacle de troupe si parfaitement codifié, les performances personnelles des artistes peuvent paraître un peu neutralisées par la haute tenue de l'ensemble. Le style, le lyrisme, le sens de l'œuvre, sont en tout état de cause respectés, exaltés.

Pourtant la belle Tatiana sage et sérieuse de L. Tchernykh, admirable de pudeur et de renoncement, voix très pure, ferme et diaphane, ne peut nous faire sentir, comme la Vichnevskaïa d'il y a vingt ans, le tempérament de feu, l'audace des timides et des grandes amoureuses qui lui ont permis de commettre un acte aussi incroyable que sa lettre à Onéguine.

Mais peut-être l'Onéguine d'Alexandre Nenadovski n'est-il pas non plus homme à faire sortir

de ses gonds une honnête femme... Impeccable baryton, excellent style, éducation soignée, mais goût de vibration intime. La scène finale reste très en deçà de l'émotion qui gorgé la musique.

En revanche, Lenski est fort bien distribué en Nicolai Ostrovski, jeune coq pas très sûr de lui et qui pousse sa voix pour s'affirmer, comme il lance son défi devant tout le monde, avant de s'abandonner à son destin en un dernier air où son timbre comme apaisé et son style dépouillé nous touchent profondément.

Dans cet ensemble très homogène, distinguons symboliquement la Nourrice (M. Kouznetsova), à la voix et au jeu exquis, tout parfumés de la Russie campagnarde, comme les motifs populaires que lui confie Tchaïkovski, pour un cin d'oeil, peut-être, à Moussorgski. Un coup de chapeau spécial au chorégraphe (Dolgouchine), au chef des cocars (Travkine) et à l'orchestre, très dramatique, mais qui n'a pas retrouvé sous la direction de Ionas Aleksa, toute sa richesse sonore et sa subtilité.

JACQUES LONCHAMPT  
► Théâtre des Champs-Élysées. Tél. : 47-20-36-37. Prochaines représentations les 20, 24 et 28 janvier (19 h 30).

► M. Rocard aux rencontres « Afrique en création ». — Un forum d'artistes africains et européens, le premier de la sorte organisé à une grande échelle en trente ans de coopération entre la France et l'Afrique, a été ouvert lundi 15 janvier au palais de Chaillot à Paris en présence du premier ministre Michel Rocard, qui a exalté le rôle de la culture comme ressort du développement. « Ce qu'on appelle le développement est d'abord culturel et la culture est à l'origine du développement », a déclaré M. Rocard à plusieurs centaines de participants venus de tous les pays francophones d'Afrique, ainsi que d'Angola et du Nigeria.

## Pirandello



La Volupté d'Etre Honnête  
FLEUR A LA BOUCHE  
CÉDRATS DE SICILE. CECÉ.

COMEDIE DE CAEN

9 Janvier au 1<sup>er</sup> Février  
Théâtre d'Harcourt - Tél. 31 95 05 00

IL EST TRES RARE QU'UN

HOMME N'ESSAYE PAS,

COM

D'IRAI

D'ÉCHAPPER A LA

CONDITION HUMAINE.

ETRE PLUS QU'HOMME :

ETRE

CHIM

ME DIREZ-VOUS, MAIS

VOILA BIEN CE QUI

NOUS OBSÈDE, MALRA X

POLYEUCTE

DE CORNEILLE

MISE EN SCÈNE : FRANÇOIS RAVAILLAC

THEATRE

DE GENNEVILLIERS

DU 9 JANVIER AU 11 FÉVRIER

Café de la Plage  
LES BLUES BEL BOYS  
Street Jazz Band  
Tous les MERCREDIS  
à partir de 21h 30  
59, rue de Charonne Paris 11<sup>e</sup>

DIMANCHE 15 h 30 et 18 h 30  
TH. ANTOINE LOC. 42.98.77.71  
MELINA BOVINE ET DANIEL BARRÉ PRÉSENTENT  
EN RAISON DU TRIOMPHE  
DU 10 JANVIER AU 3 FÉVRIER  
Le Bal de N'DINGA  
TCHICAYA U TAM'SI  
GABRIEL GARRAN

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS  
LOC. 48.74.47.36/48.74.42.52 en agence  
JACQUES DUFILO  
LE GARDIEN  
de HAROLD PINTER  
Texte français ERIC KARANÉ  
Mise en scène GEORGES WILSON  
avec R.M. ESCOURDOUX et J.P. KALVEN  
Jusqu'à nouvel avis  
représentations en régulier, 20 h 45

OPERA DE PARIS GARNIER  
COMPAGNIE INVITÉE  
**THE PAUL TAYLOR DANCE COMPANY**  
23, 25, 27 (m et s) janvier 1990  
BRANDENBURGS (1988)  
DANBURY MIX (1988)  
ARDEN COURT (1981)  
24, 26, 28 (m) janvier 1990  
SYZYGY (1987)  
POLARIS (1976)  
LE SACRE DU PRINTEMPS  
- THE REHEARSAL (1980)  
Orchestre de l'Opéra de Paris  
Direction : Donald York  
CHOREGRAPHIES : PAUL TAYLOR  
Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et  
aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier  
Tarifs : soirée de 30 à 200 F, matinée de 20 à 150 F

ATHÈNE  
LES INCERTITUDES DU DESIR  
CRÉBILLON FILS / GILLES GLEIZES  
Avec  
DENISE CHALEM EMMANUELLE GRANGE BENOÎT VALLES  
47.42.61.27







# SCIENCES • MEDECINE

## Engendrer après la mort

Pour la deuxième fois en France, une veuve en appelle à la justice pour récupérer le sperme congelé de son mari. Or, celui-ci est mort du sida...



Le 1<sup>er</sup> août 1984, le tribunal de grande instance de Créteil ordonnait la restitution à M<sup>me</sup> Corinne Parpaloux, vingt-deux ans, des paillettes de sperme de son mari décédé.

Cela sera dans quelques mois, devant le tribunal de grande instance d'une ville du Sud-Ouest, une grande première médicale : une veuve en appelle à la justice pour récupérer le sperme congelé de son mari décédé. Et, aux difficultés juridiques - les CECOS (Centres d'étude et de conservation du sperme) refusent de restituer le sperme aux veuves qui en font la demande, - s'ajoute ici le fait que l'homme est mort du sida.

Tout est donc réuni pour faire de cette affaire un imbroglio éthique, médical et judiciaire sans précédent. Elle vient aussi, à sa manière, témoigner de l'inquiétude juridique actuelle, conséquence de l'absence de toute législation dans le champ de la bioéthique et de la diffusion continue des techniques de procréation médicalement assistée que les pouvoirs publics ne semblent pas véritablement soucieux d'endiguer. (Voir encadré.)

L'affaire commence le 10 septembre 1983 lorsque on procède à l'ablation chez M. G. (son épouse souhaite aujourd'hui conserver l'anonymat) d'un testicule pour lequel on suspecte une lésion cancéreuse. Les examens anatomopathologiques ayant confirmé l'hypothèse, début octobre, le patient décide, début octobre, de procéder à un dépôt de sperme auprès du CECOS de la région. Les CECOS ont en effet développé depuis une dizaine d'années la pratique de l'autocconservation par congélation de sperme pour les personnes qui sont amenées à suivre un traitement anticancéreux dont les effets stérilisants sont parfaitement connus.

Quelques semaines plus tard, M. G. subit une seconde intervention au cours de laquelle il reçoit plusieurs flacons de sang. Deux ans plus tard - en juin 1987 - il découvre qu'il est séropositif. Inquiet des conséquences de cet état, pour son dépôt de sperme, il interroge ses médecins.

En janvier 1988, on lui répond que rien, en l'état actuel de la technique, ne permet de dire si un sperme conservé par congélation peut, ou non, être vecteur de l'infection. On lui conseille aussi, après analyse du dossier par la commission d'éthique de la fédération des CECOS, d'attendre quelque temps - deux ans - délai durant lequel, espère-t-on, une méthode pourra être mise au point pour « désinfecter » un sperme potentiellement contaminé. On lui précise, enfin, qu'en toute hypothèse l'utilisation de son sperme en l'état représenterait « un risque non négligeable » vis-à-vis de son épouse mais aussi vis-à-vis de l'enfant qui pourrait être ainsi conçu.

M. G. devait décider du sida en juillet dernier. Quelques jours après sa mort, sa veuve effectuait

une démarche auprès de M<sup>me</sup> Dominique Labbé, avocat au barreau de Paris, pour obtenir la restitution des paillettes. L'huisier déposé près du CECOS concerné se vit alors opposer qu'une telle restitution ne pouvait être envisagée compte tenu du décès de celui qui avait effectué le dépôt. M<sup>me</sup> G. maintenant formellement informée de la situation, devait être jugée dans quelques mois.

Si l'on met à part les difficultés soulevées par le sida, ce douloureux conflit n'est pas sans rappeler celui qui, en août 1984, avait opposé M<sup>me</sup> Corinne Parpaloux à la Fédération française des CECOS. Il s'agissait, là aussi, d'un dépôt de sperme à la suite d'un cancer du testicule et d'une veuve souhaitant, coûte que coûte, une insémination artificielle post-mortem (le Monde des 29 juin et 3 août 1984). L'affaire fut jugée le 1<sup>er</sup> août par le tribunal de grande instance de Créteil qui ordonna alors au CECOS du Kremlin-Bicêtre de restituer à M<sup>me</sup> Parpaloux, vingt-trois ans, les paillettes de sperme de son mari décédé en décembre 1983.

Présidé par M. Albert Daussey, le tribunal avait pris garde de fixer d'étroites limites au problème qui lui était posé, refusant notamment d'aborder la question de l'insémination post-mortem - qui restait, selon lui, « du seul domaine de la conscience de la veuve et de celle de son médecin » - comme celle de la filiation de l'enfant à naître, se bornant à la restitution des paillettes.

Définissant le sperme non pas comme une chose pouvant être objet de commerce mais comme « une sécrétion contenant le

germe de la vie et destinée à la procréation d'un être humain », le tribunal avait alors estimé que le contrat passé entre déposant et CECOS imposait à ce dernier l'obligation « de conservation et de restitution au donneur ou de remise à celle à qui le sperme était destiné ».

La Fédération française des CECOS ayant décidé de ne pas faire appel, le sperme lui fut remis à la veuve, mais aucune des trois inséminations effectuées ensuite avec les paillettes ne fut suivie de gestation.

Afin de prévenir d'autres conflits similaires, les CECOS décidèrent, après le jugement de Créteil, de faire signer aux hommes souhaitant une autocconservation un texte dans lequel il est précisé que la restitution des paillettes ne pourra être faite qu'à « un dépositaire présent ou consentant ».

« Notre position est claire et n'a nullement varié », explique le professeur Jacques Lanac, président de la Fédération des CECOS. Le dépôt de sperme est effectué par un homme qui nous demande de le conserver. Lui seul peut décider du fait de le reprendre. Nous comprenons les raisons qui peuvent conduire une veuve, souvent accompagnée de sa belle-famille, à demander la restitution, mais les règles éthiques que nous nous sommes fixées, et que l'on peut critiquer, nous interdisent d'y répondre de manière favorable. Nous nous interdirons aussi de détruire ce sperme après le décès de l'homme parce qu'il n'y a, fort

malheureusement, pas de loi en la matière et que l'on pourrait, si nous le faisons, toujours nous accuser d'abus de pouvoir médical. Sur le fond, l'absence de loi conduit à l'effacement du droit et de notre déontologie. » Pour M<sup>me</sup> Labbé, qui travaille sur ces questions au sein du Parti socialiste, deux problèmes sont posés : celui de la valeur du document signé par M. G., mais aussi, si celle-ci était reconnue, celui de son caractère irrévocable. Pour ajouter à sa complexité, le dossier contient le texte d'un médecin légiste, expert national, qui, après avoir examiné le malade quelques semaines avant sa mort, certifie qu'il a exprimé « son vœu de ne pas vouloir de revenir sur le document signé en 1983 ».

L'autre particularité de cette affaire concerne évidemment le problème du sida. Une question d'autant plus difficile que la date de la contamination semble ne pas être connue. M. G. était-il séropositif au moment du dépôt de sperme ? Ne l'est-il, au contraire, devenu qu'ensuite, après la transfusion sanguine de la fin du mois d'octobre 1983 alors même qu'à cette période le dépistage systématique des donneurs était en place ?

« On objectera bien sûr l'intérêt de la femme », explique M<sup>me</sup> Labbé. Or, au nom de quelle règle juridique ou morale pourrait-on interdire de disposer librement de son corps ? Quant à l'intérêt de l'enfant à naître, il convient de rappeler que la loi protège que l'enfant vivant et viable. » M<sup>me</sup> Catherine Paley-Vincent, qui assure la défense des CECOS,

rappelle que, contrairement à ce que l'on avait craint à l'issue de l'affaire Parpaloux, il n'y a pas eu recrudescence des demandes d'insémination post-mortem. On n'en recense qu'une dizaine dont aucune n'a pris de dimension judiciaire.

« Sans revenir sur les règles éthiques que se sont fixées les CECOS, explique-t-elle, il faut

savoir que le projet d'enfant est susceptible de variation avec le temps. On sait aussi que le mariage est dissous par la mort comme par le divorce. Quelle serait l'attitude d'un tribunal devant une femme réclamant le sperme de l'homme dont elle aurait divorcé ? »

JEAN-YVES NAU

### Procréation agréée

Les activités de PMA (procréation médicalement assistée) vont-elles faire en France l'objet d'une réglementation effective ? Inquiets de la diffusion extrêmement rapide de ces nouveaux traitements de la stérilité et conscients des conséquences éthiques et économiques de ce phénomène, les pouvoirs publics avaient, par voie de décret, mis en place un système d'agrément et de contrôle censé devoir pallier les risques de dérives.

Créée par Michèle Barzach, alors ministre de la santé, la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction avait en 1988 examiné près de quatre cents dossiers. Après publication d'un arrêté précisant qu'un centre de PMA devait correspondre à cent vingt-cinq mille femmes en âge de procréer, le ministre de la santé avait retenu une liste de soixante-quatorze équipes publiques et privées agréées.

Une décision qui avait provoqué de très vives critiques dans le corps médical spécialisé. Or, un an plus tard, tout se passe comme si cette liste n'avait jamais été publiée.

Plusieurs dizaines de centres privés, non agréés, ont depuis engagé des actions devant les tribunaux administratifs, et dans plusieurs cas des « sursis à exécution » ont été accordés, le ministre décidant alors de faire appel de la décision.

On a ainsi progressivement évolué vers une situation totalement anarchique où, en pratique, chacun peut créer sa structure de PMA avec les risques que comporte pour les couples stériles la mise en œuvre de ces pratiques par des équipes n'ayant jamais fait la preuve de leur compétence. Dans le même

temps, plusieurs membres de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction ne cachent plus leur très vif mécontentement.

« Non seulement les agréments des centres de PMA ne sont pas respectés, mais les listes des agréments pour les laboratoires de fécondation in vitro et pour les banques de sperme n'ont jamais été publiées », confie-t-ils. Rien n'est fait pour mettre un terme aux incohérences administratives auxquelles nous devons faire face, et nos propositions pour l'enseignement de la médecine de reproduction restent totalement lettre morte. »

On ne conteste pas au ministère de la santé l'urgence d'une « mise au point ». Si la recherche d'un accord (l'établissement de convention entre une équipe agréée et d'autres) est toujours souhaitée, on indique aussi qu'une circulaire ministérielle devrait être prochainement adressée à l'ensemble des préfets et des directions départementales de l'action sanitaire et sociale.

Après accord du ministère des finances quant au remboursement des actes de biologie (à hauteur de quatre tentatives de procréation par couple), ce texte devrait notamment préciser la conduite à tenir en cas de poursuite de leur activité par des équipes non autorisées. Le problème pourrait alors rapidement se poser pour certains établissements privés dont les activités de PMA ne seraient plus prises en charge par la Sécurité sociale et où la responsabilité des médecins serait personnellement engagée.

J.-Y. N.

## Surgénérateurs-poubelles

Superphénix et ses semblables permettront-ils un jour d'éliminer les déchets nucléaires à vie longue ?

VOUES aux géonies par les écologistes, les surgénérateurs pourraient peut-être contribuer à sauvegarder l'environnement en brûlant les déchets nucléaires à vie longue (ou « actinides »), qui restent dangereux pendant plusieurs milliers ou même millions d'années. Les Américains y songent et les Japonais tentent d'entraîner les pays de l'OCDE dans un ambitieux programme de recherche à ce sujet. Les experts en gestion des déchets, en revanche, sont sceptiques. L'idée est en tout cas séduisante.

Les actinides (neptunium, américium, curium) ne représentent qu'une faible proportion des déchets nucléaires. Le combustible irradié sortant des centrales n'en contient que 700 grammes par tonne, et sur les 850 000 tonnes de déchets qui, à la fin du siècle, auront été accumulés depuis les débuts de l'ère nucléaire, 48 000 tonnes seulement en comporteront des quantités significatives. Mais ces substances, proches du plutonium, n'en sont pas moins extrêmement encombrantes ; la demi-vie du neptunium, c'est-à-dire le temps nécessaire pour que

sa radioactivité diminue de moitié, est de deux millions d'années, celle de l'américium quatre cent cinquante ans. Or les normes de sûreté veulent que l'on attende dix demi-vies avant de considérer une substance radioactive comme inoffensive !

S'en débarrasser définitivement serait, évidemment, une solution plus élégante que le stockage en profondeur, cadeau empoisonné aux générations futures. On a envisagé de les envoyer dans le soleil à l'aide de fusées. Dangereux en cas d'échec au lancement. Au laboratoire national d'Argonne, près de Chicago, aux États-Unis, des recherches financées par le « Department of Energy » (DOE), sont en cours pour démontrer la possibilité de « brûler » les actinides avec le combustible dans des surgénérateurs de nouvelle génération. Il s'agit, en réalité, de « transmutation », plutôt que d'incinération : les actinides sont, en fait, transformés en éléments radioactifs à plus courte vie sous l'effet du bombardement neutronique. Les Américains sont particulièrement ambitieux, puisque leur programme, intitulé IFR (Integral Fast Breeder) vise à la mise au point de sites complètement auto-

nomes. Un tel ensemble comporterait neuf petits réacteurs à neutrons rapides de 120 mégawatts chacun (de type « Prism » actuellement en cours de mise au point), une unité pour le retraitement, et une autre pour la fabrication du combustible, le tout s'autoalimentant et fonctionnant donc en circuit fermé. Le « programme Omega » japonais est, en revanche, plus large et plus fondamental. La transmutation des actinides ne représenterait qu'une partie d'un ensemble de recherches à long terme portant sur le combustible nucléaire mené, espère-t-on à Tokyo, en collaboration avec les autres pays de l'OCDE.

Toujours des traces dans les déchets

Sur le papier, la destruction des actinides par bombardement neutronique ne pose pas de problème majeur, et les Américains et les Japonais ne sont pas les premiers à y avoir pensé. Français et Européens ont mené des études exhaustives sur le sujet, dans des réacteurs « classiques », des surgénérateurs (des expériences ont eu lieu sur Phénix, à Marcoule),

et aussi à l'aide d'accélérateurs de particules. « Les accélérateurs cassent les noyaux des actinides et permettent d'obtenir des éléments stables ou à courte vie beaucoup plus rapidement que les réacteurs », explique un ingénieur du CEA. Mais la faible surface du faisceau (quelques centimètres carrés) rend leur utilisation difficile à l'échelle industrielle. » Les surgénérateurs sont efficaces eux aussi, plus en tout cas que les réacteurs à eau légère (équipant la plupart des centrales françaises) qui peuvent, au mieux, diminuer autant d'actinides qu'ils en produisent.

Tout irait pour le mieux, donc, si les actinides se laissaient séparer facilement des autres éléments qui composent les combustibles irradiés. Malheureusement, c'est loin d'être le cas. L'atelier « haute activité oxyde » de l'usine de retraitement de La Hague pourrait, en théorie, « sortir » 60 à 95 % du neptunium avec le plutonium et l'uranium des combustibles irradiés. Mais pour l'américium et le curium, très proches chimiquement des autres produits de fission, cela est beaucoup plus difficile. La commission Castaing, chargée par le gouvernement d'une étude sur le

retraitement des combustibles irradiés et la gestion des déchets nucléaires, souhaitait dans son rapport, publié en décembre 1982, que des recherches soient menées pour un « retraitement poussé » avec séparation des actinides.

« Les études faites depuis ont été plutôt négatives », affirme M. Jacques Bouchard, directeur délégué pour la mission nucléaire du CEA. Si l'on met en balance l'augmentation des coûts, et celle des petits risques qu'entraîneraient les manipulations supplémentaires, l'intérêt de l'entreprise n'est pas évident. D'autant plus qu'il resterait toujours des traces d'actinides dans les déchets, et que le problème du stockage ne serait donc pas vraiment résolu. »

Les chercheurs américains du laboratoire d'Argonne tentent de surmonter le problème en travaillant à la mise au point d'un nouveau combustible. Composé non plus d'oxydes d'uranium et de plutonium, mais d'alliage métallique (uranium-plutonium-zirconium), il est beaucoup plus simple à retraiter, et les actinides se regroupent naturellement avec les éléments réutilisables et non avec les produits de fission qui sont

des déchets. Hélas, souligne M. Bouchard, le combustible métallique a un point de fusion beaucoup plus bas que l'oxyde, et cela risque d'avoir des conséquences gênantes pour la sûreté du réacteur. « Cela dit, nous suivons les travaux américains avec attention et nous sommes très curieux de voir comment ils aboutiront. »

En revanche, l'offre japonaise de collaboration sur le programme Omega « a été accueillie poliment mais sans enthousiasme », affirme un expert international. En fait, ajoute-t-il, « à l'exception du Japonais, tous les spécialistes de la gestion des déchets sont convaincus aujourd'hui que l'enlèvement profond constitue la solution la meilleure et la plus sûre ». Et d'exprimer un vilain soupçon : les programmes japonais et américain ne seraient rien d'autre qu'une tentative désespérée pour regagner la confiance perdue du public pour le nucléaire, et éviter la dispersion des équipes de chercheurs. C'est sans doute partiellement vrai. Mais la « veille technologique » que M. Bouchard avoue pratiquer auprès des Américains montre que tout espoir n'est peut-être pas perdu.

JEAN-PAUL DUFOUR

### Invalides

Plans-reliefs  
Emble des bâtiments

ion du paysage et des cultures) Une série d'événements - scénaria à l'audiovisuel, gage d'une indispensable modernité : le siège de Namur comme si vous y étiez, une visite musicale du Mont-Saint-Michel et une plongée dans les entrailles du château-trompette de Bordeaux.

« Louvre de la défense »

Mais au-delà du musée des plans-reliefs, c'est tout l'avenir de l'hôtel des Invalides qui se pose alors que la restauration d'une grande partie des bâtiments est achevée (détail du dôme, consolidation des toitures, excavation des douves du côté de l'avenue de Tourville et du boulevard des Invalides, destruction des baraquements parasites et aménagement des jardins au sud).

La première vocation du chef-d'œuvre de Libéral Bruant et de Jules Hardouin-Mansart était hospitalière. Elle demeure : l'établissement qui accueille les grands blessés a été récemment modernisé. La chapelle est devenue, très tôt, une sorte de Panthéon pour les militaires, de Turenne à Napoléon en passant par tous les maréchaux de France et de Navarre. Cette affectation est encore à l'ordre du jour. Mais différents services du ministère de M. Chevènement occupent encore un bon tiers du quadrilatère que certains verront volontiers transformer en « Louvre de la défense ».

Il est vrai qu'un projet d'extension du musée de l'armée est étudié au ministère. Un rapport a été demandé, selon le *Canard enchaîné* à Antoine Lefebvre qui préconise la création d'un grand musée de l'histoire de France. Mais l'administration militaire ne l'entend pas toujours de cette oreille.

Le SGGN (secrétariat général de la défense nationale), qui dépend du premier ministre, a d'ailleurs entrepris de gros travaux souterrains du côté de l'avenue de Latour-Maubourg. Il serait néanmoins logique que ces bâtiments prestigieux renouent définitivement à la piscine livrée administrative qui orne encore certains de ses interminables couloirs. Pour devenir un lieu de mémoire.

EMMANUEL DE ROUX

Fort du littoral, hôtel des Invalides. Jusqu'au 30 avril.

Politique de santé  
Grèves à l'hôpital  
Convention médicale

ROCARD  
ette semaine  
act Médecin.  
aire des médecins  
47.75.30.62

Pour la première fois en France pendant trois jours à la Grande Halle 200 artistes d'Allemagne de l'est chaque soir un grand débat avec les personnalités de la République



# Semences en suspens

Par leurs performances, les variétés de maïs hybrides se sont imposées dans le monde entier. Mais la raison génétique de leur supériorité reste mal connue

L'ÉTÉ dernier, le groupe Linagrain et l'organisme national de recherche scientifique australien (CSIRO) ont conjointement une entreprise de biotechnologies (le Monde du 5 août 1989). Principal objectif du semencier français : exploiter une technique génétique, mise au point par des biologistes australiens, afin d'améliorer la production de semences hybrides.

Ily a trois mois à peine, la société belge Plant Genetic Systems, spécialisée dans les biotechnologies végétales, annonçait, à son tour, la mise au point d'un nouveau système de production de variétés hybrides (le Monde du 27 octobre 1989). Et cette surchaleur technologique, sans nul doute, ne fait que commencer. Parce qu'elle permettrait de réunir les caractéristiques génétiques les plus intéressantes de deux lignées parentales, et de produire ainsi des variétés plus vigoureuses et de meilleur rendement, les variétés hybrides sont devenues, désormais, l'objectif numéro un de tous les grands semenciers.

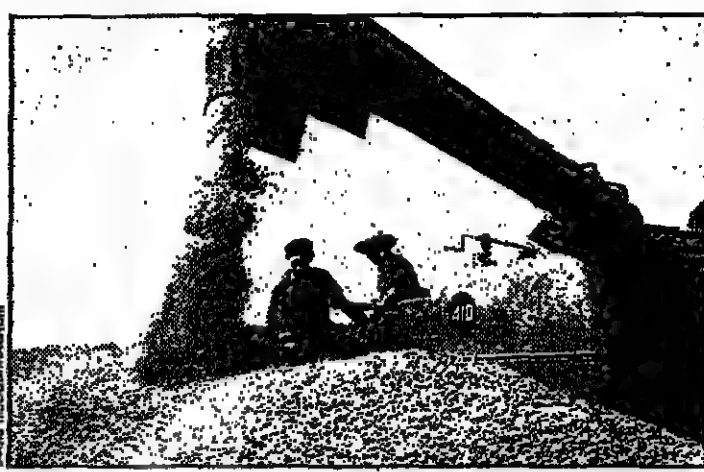
La « révolution du maïs », née dans les années 30 aux États-Unis sous l'impulsion des sélectionneurs, a ainsi fini par gagner le monde entier : aujourd'hui, tous les maïs commercialisés dans les pays industrialisés sont issus de semences hybrides. Un fabuleux marché, que se partagent quelques dizaines de groupes industriels (l'américain Pioneer en tête), détenteurs exclusifs des semences miraculeuses. Les plantes hybrides auxquelles elles donnent naissance ne pouvant en effet se reproduire spontanément sans perdre une partie de leur valeur, l'agriculteur n'a plus la ressource, comme il le faisait autrefois, de mettre une partie de sa récolte de côté pour en faire ses semences de l'année suivante. Il doit, chaque année, les racheter.

S'il ne fait guère de doute que le maïs hybride, profitant d'un contexte agronomique en stagnation et de la « redécouverte » des lois de l'hérédité, s'est imposé au début du siècle pour des raisons économiques autant que sociales (voir ci-dessous l'article de Jean-Pierre Berlan), il paraît tout aussi difficile de nier, aujourd'hui, l'amélioration que ces semences ont apportée à la culture de cette céréale. Pourtant, un paradoxe demeure : plus d'un demi-siècle après la percée foudroyante des semences de maïs hybrides, alors même que l'on espère, grâce à elles, obtenir un jour des rendements moyens de 100, voire 200 quintaux par hectare (contre environ 70 en 1989), on ne sait toujours pas expliquer le phénomène au plan scientifique. D'où vient la supériorité des hybrides ? Aucun biologiste, aujourd'hui, ne peut répondre précisément à cette question.

## Dépression consanguine

On sait, en revanche, que le maïs est une plante « allogame », dont le mode de fécondation est essentiellement croisé (1). Chaque plant étant à la fois porteur des organes reproducteurs mâle et femelle, il est toutefois possible, sous contrôle, de féconder les ovules d'un épi par le pollen porté par le même pied. Mais après six ou sept générations obtenues de la sorte, les lignées se révèlent nettement plus chétives et médiocres que le plant de départ. De la même façon que, chez l'homme, les croisements consanguins tendent à donner naissance, avec une fréquence accrue, à des individus porteurs d'anomalies congénitales.

Au sein d'une espèce, un même gène peut, en effet, exister sous différentes formes, appelées « allèles ». Or, pour tout couple de gènes allèles, la proportion d'hétérozygotes diminue de moitié à chaque génération auto-



La révolution du maïs a fini par gagner le monde entier

condée (2). A terme, les deux allèles n'existent plus qu'à l'état homozygote. Appliquée à l'ensemble des gènes, l'autofécondation accroît ainsi la probabilité que des allèles déficients – ou simplement moins performants que d'autres – se retrouvent en deux exemplaires dans la descendance, entraînant finalement ce que l'on appelle la « dépression consanguine ».

A contrario, les performances augmentent lorsque la variété est non plus une lignée pure obtenue par autofécondation successive, mais un « hybride de première génération ». Les semences sont alors obtenues en croisant entre elles deux lignées de maïs possédant des qualités complémentaires. Taille plus grande, meilleure résistance aux maladies, plus fort rendement en grains : les plantes auxquelles ces semences donnent naissance présentent des caractères supérieurs à ceux des deux parents – phénomène qualifié par les agronomes de « vigueur hybride » ou d'« hétérosis ». Mais si l'on comprend aisément, à la lumière de la

génétique mendélienne, les inconvénients biologiques de l'« homozygote maximale », on s'explique moins, en revanche, l'avantage étonnant du « tout hétérozygote ». Car, chez les parents, les hybrides de maïs présentent indéniablement une santé florissante. Mais grâce à quels mécanismes ?

## La superdominance

Si l'on s'en tient aux lois de Mendel sur la dominance génétique, il est, certes, facile d'admettre que les plants de maïs hétérozygotes présentent de bonnes performances – et ce d'autant plus que les lignées parentales dont ils sont issus sont éloignées génétiquement. A moins d'être présents chez les deux parents, l'effet des gènes déficients, qui caractérisent, pour la plupart, un caractère récessif, ne se manifeste en effet pas chez les hybrides. Mais comment expliquer la supériorité de ces derniers sur les « bons » homozygotes, dans lesquels ces mêmes gènes déficients sont purement et simplement éli-

minés ? Pour expliquer ce paradoxe, les chercheurs invoquent un deuxième mécanisme : celui de la « superdominance », qui stipule, pour un gène donné, l'avantage de l'état hétérozygote. Le cas le plus célèbre étant celui, chez l'homme, de l'anémie falciforme dans les zones sensibles à la malaria, une maladie sanguine héréditaire due à la présence, dans les globules rouges, d'une hémoglobine anormale (3).

« On connaît aujourd'hui, chez les plantes, une bonne dizaine d'exemples de superdominance génétique », précise André Gallais, qui étudie, depuis plusieurs années, les variétés hybrides à l'unité de recherches en génétique végétale des plantes du Monclon (Gif-sur-Yvette). Et les travaux les plus récents tendent à montrer que ce mécanisme pourrait intervenir au niveau de certains processus biochimiques, comme la synthèse des protéines végétales. Mais le phénomène reste difficile à observer, plus encore à généraliser. « Et la situation se complique encore du fait, ajoute André Gallais, que les deux mécanismes – dominance et superdominance – coexistent nécessairement dans toutes les espèces ! » Un véritable casse-tête génétique, que seuls les nouveaux outils de la biologie moléculaire devraient permettre de résoudre – mais pas avant, sans doute, un certain nombre d'années.

Pour un économiste passionné comme Jean-Pierre Berlan, la situation paraît moins complexe. « Les gains de rendement qui justifient la technique des semences hybrides pourraient être obtenus sans doute plus rapidement par les méthodes traditionnelles, mais celles-ci s'offrent pas de protection au sélectionneur », affirme-t-il. Une opinion sans détours que ne partagent pas, dans l'ensemble, ses confrères biologistes-agronomes. Même si tous s'accordent à penser que les enjeux économiques sont largement prévus lors de la mise au point des semences de maïs hybrides, la plupart ne mettent pas en doute leur supé-

riorité agronomique. « Grâce à la sélection traditionnelle, on aurait, certes, continué d'améliorer la population de maïs, reconnaît André Gallais. Mais une population, même améliorée, est toujours constituée d'un mélange d'hybrides naturels. Et ses performances seront donc toujours inférieures à celles que l'on peut attendre du meilleur de ces hybrides... »

« On peut toujours rêver de fabriquer une lignée pure qui ne contiendrait que de bons gènes », reconnaît Pierre-Henri Gouyon, généticien au laboratoire d'évolution et systématique végétales d'Orsay. Mais quand on sait que les plantes de grande culture contiennent entre dix mille et trente mille gènes différents, un simple calcul statistique rend très rapidement cette probabilité à zéro... Quatre-vingts ans après leur « découverte » commerciale, et alors qu'elles se sont – du moins pour le maïs – imposées dans le monde entier, l'explication précise de la supériorité des variétés hybrides n'en reste pas moins à découvrir.

CATHERINE VINCENT

(1) Contrairement au blé, plante « autogame » se reproduisant préférentiellement par autofécondation. Ce qui explique qu'aucune variété hybride de blé, que soit le pays, n'a pu jusqu'à présent être cultivée à une échelle significative.

(2) Partant de deux allèles A et a, et selon les règles de la ségrégation mendélienne, les individus AA et aa donnent, en effet, des individus identiques à eux-mêmes, alors que les Aa donnent moitié de Aa, le reste étant Aa pour un quart de Aa et aa pour le dernier quart.

(3) Les sujets porteurs de deux gènes semblables sont soit normaux mais sensibles à la malaria, soit résistants, mais très anémisés. Seuls les individus portant des gènes différents présentent une certaine résistance à la malaria, sans pour autant être trop handicapés par l'anémie falciforme. Ils sont donc avantageux, pour ce caractère génétique, par rapport à ceux qui portent des gènes semblables.

## POINT DE VUE

# Le maïs aux grains d'or

UN grain – de blé, de maïs – se présente sous une double forme : c'est une source d'énergie et de protéines, et par conséquent une marchandise destinée à une consommation finale ; c'est aussi le support de l'hérédité, une semence – un « logiciel génétique ». On connaît les efforts considérables déployés par les concepteurs de logiciels informatiques pour en éviter le piratage.

Toute production biologique entraînant une multiplication gratuite du logiciel « génétique » et sa diffusion, la protection, en la matière, a pris longtemps des voies détournées et peu sûres. Jusqu'à ce que le maïs hybride, l'innovation-culte de la recherche agronomique, permette enfin ce « pliage » du fait variétal.

A l'heure où la généralisation de la production de semences hybrides à la plupart des espèces cultivées paraît possible grâce aux techniques du génie génétique, il est temps de se rendre compte, à travers son histoire, que ce pro-

grès ne doit rien à la philanthropie scientifique.

A partir de 1900, la « redécouverte » des lois de Mendel renouvelle l'intérêt pour le double phénomène de dépression consanguine et de récupération de la vigueur en croisement. Le maïs devient un outil de choix d'étude de la science de l'hérédité. L'échec de l'amélioration du maïs par les voies classiques conduisit en 1909 deux biologistes américains, East et Shull, à utiliser la vigueur hybride en faisant des hybrides à lignées pures.

## Une alliance secrète

Cette invention est « une source puissante de gains économiques », car l'agriculteur est forcé « chaque année de retourner à la combinaison originale ». Cette observation est bien comprise de son auditoire, composé de membres de l'Association américaine des sélectionneurs.

En 1909-1910, les deux biolo-

gistes se disputent à l'aveugle la priorité d'une découverte qui, en cas de succès, leur ouvre les portes du Panthéon scientifique. Shull a quelques semaines d'avance sur East et doit être crédité de l'idée-clé. Mais East réclame sa part : le D<sup>r</sup> Shull, dit-il, « n'a pas traité la partie théorique ». Lui-même offre un ensemble complet de la découverte à sa justification théorique. « Nous devons croire, écrit-il, que l'amphimixie (la reproduction sexuée) à deux fonctions, la première de recombinaison des caractères héréditaires et la seconde de stimulation au développement. » East formule quelques vagues conjectures sur les causes de cette stimulation : « ...des produits chimiques appartenant à différentes couches et entrant en réaction lorsqu'ils sont réunis... une action biologique semblable à l'ionisation ». La « théorie » d'East explique bien les deux phénomènes : la perte de vigueur pendant l'autofécondation et sa récupération en croisement. De plus,

si l'hybridité est en soi responsable de la vigueur, les hybrides deviennent la seule façon d'améliorer le maïs.

Shull s'abstient d'attribuer son rival. Pourtant, quelle cible ! Un double acte de foi suivi d'un postulat et de quelques conjectures gratuites ! Au contraire, à la fin de l'année 1910, il lui propose une alliance secrète (qu'il révélera en 1942) « pour éviter que des controverses personnelles sur la priorité n'empêchent les progrès du programme d'hybridation du maïs ». Les raisons en sont simples : attaquer la théorie d'East aurait sapé le fondement théorique d'une découverte dont Shull écrit qu'elle lui permet de « s'élever à lui-même un monument pour des travaux capables de soutenir la comparaison avec ce qui se fait de mieux à l'époque actuelle ».

D'autre part, une justification théorique puissante est d'autant plus nécessaire que l'invention s'oppose aux principes fondamentaux de la sélection, selon lesquels

il faut améliorer à partir des meilleurs, le semblable donnant le semblable.

Enfin, Shull peut d'autant moins s'agacer l'insalubrité de la théorie d'East qu'en novembre et décembre 1910 paraissent deux articles de biologistes britanniques (Bruce et Keeble et Pelling) qui montrent, théoriquement et expérimentalement, que le modèle mendélien de la dominance pourrait expliquer la perte de vigueur en consanguinité et de son regain en croisement. En décembre 1910, Shull, qui n'est son rival au rang de co-inventeur. Dès lors, les deux crocodiles de la génétique vont s'employer à veiller au silence leurs adversaires.

L'échec patent de l'amélioration du maïs venait alors, il est vrai, à l'appui de la théorie théorique d'East et Shull. Mais la biologie suppose singulièrement du maïs n'y était pour rien. On sélectionnait en effet les variétés pour la beauté des épis, jugés lors de concours immenses, populaires qui supposaient un lien entre beauté et rendement. Cette beauté, témoin de l'art de « parer le sang des souches », faisait vendre les semences primes, tandis que la faculté de produire efficacement, qui ne pouvait être testée qu'à posteriori, était très difficile à démontrer au fait du « bruit » environnemental. On sacrifiait donc l'utilité sociale, le rendement, à l'apparence, absente dans nos sociétés, du profit privé.

En privant le paysan de la possibilité de produire ses propres semences, l'invention des hybrides faisait coup double : elle résolvait définitivement le problème du profit privé et laissait espérer un gain de rendement du moment même où s'achevait la conquête de terres nouvelles.

## Les concours de beauté

En 1920, le ministre de l'agriculture, Henry Cantwell Wallace, lançait un programme massif d'amélioration du maïs par hybrides. Son fils Henry par Wallace, un producteur de semences de maïs, joua un rôle essentiel dans cette décision, qui suscitait l'hostilité quasi unanime des sélectionneurs de l'époque. Il fallut donc recruter un corps nouveau de « sélectionneurs-hybrides » parmi les élèves d'East à Harvard et d'Emmerson à Cornell (lui-même un élève d'East). Après une quinzaine d'années de travail acharné, les hybrides dépassaient

les variétés traditionnelles à pollinisation ouverte (qui n'étaient plus sélectionnées...) par une marge modeste (et vraisemblablement surévaluée) de 7 à 11 %. En tarissant la production de semences de ferme, les terribles sécheresses de 1934 et 1936, l'humidité et le froid de l'été 1933, assurèrent la percée foudroyante de l'innovation.

Dès 1926, Henry A. Wallace fonda la société Pioneer, actuellement la plus grande entreprise de semences du monde. Sa carrière politique ultérieure (ministre de l'Agriculture de Roosevelt au moment du New Deal, ministre du Commerce et vice-président des États-Unis) est bien connue.

Dès le début du siècle pourtant, l'alternative plus efficace, moins coûteuse de la sélection non hybride – sans profit privé – était ouverte. Les sélectionneurs, privés ou publics, savaient que la sélection pour la beauté était contreproductive du point de vue du rendement. Ils avaient montré que l'amélioration du maïs était possible si l'on ne tenait pas compte des critères des concours. Mais le clamer aurait signifié tarir la source de leurs bénéfices. De 1910 à 1913, Mosher, un conseiller agricole, compare systématiquement les rendements obtenus avec des semences de ferme, des semences primées lors des concours, et des semences commerciales. Les résultats sont dévastateurs : les semences de ferme sont très supérieures aux semences primées ou commerciales. Mosher montre que les souches supérieures de semences de ferme conservent leur supériorité d'une année à l'autre. Ces résultats seront publiés en 1962.

Pourquoi des résultats de travaux menés avec le plus grand soin et d'une importance aussi considérable sont-ils publiés avec cinquante ans de retard ? Laissons répondre Henry A. Wallace : « Il est aisé de comprendre, écrit-il en 1956, pourquoi une université d'agriculture en 1912, au moment où les concours de beauté et les juges de concours étaient au sommet des résultats qui auraient mis en cause, aussi peu soient-ils, de leur pouvoir et de leur popularité, ne souhaitait pas publier la valeur de ces concours de beauté ». Mutatis mutandis, est-il absurde de se demander si cette explication n'est pas valable pour cinquante ans ?

JEAN-PIERRE BERLAN, directeur de recherche INRA-CEDES Université Aix-Marseille II

<p><b>Le Monde</b></p> <p>Édité par la SARL Le Monde</p> <p>Dirigeant de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.</p> <p>Capital initial : 620 000 F</p> <p>Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M<sup>me</sup> Geneviève Benne-Méry, M. André Fontaine, gérant.</p> <p>Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration</p> <p>Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037</p> <p>Membres fondateurs sur les valeurs et index du Monde au (1) 42-47-89-81.</p>	<p><b>Le Monde</b></p> <p>RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-87-27 Télécopieur : (1) 45-23-06-81</p> <p><b>Le Monde</b></p> <p>TÉLÉMATIQUE Compagnie 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM</p> <p><b>Le Monde</b></p> <p>PUBLICITE</p> <p>5, rue de Montmartre, 75007 PARIS Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Tél. MONDPUB 206 136 F</p> <p>ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Taper LEMONDE code d'accès ABO</p>	<p>ADMINISTRATION : 11, RUE JEAN-MAZET 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-00 Télécopieur : (1) 49-60-30-10</p> <p>ABONNEMENTS 11, RUE JEAN-MAZET 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90</p> <table border="1"> <tr> <th>Mois</th> <th>FRANCE</th> <th>BOULG</th> <th>SUISSE</th> <th>AUTRES PAYS</th> </tr> <tr> <td>3 mois</td> <td>365 F</td> <td>399 F</td> <td>304 F</td> <td>780 F</td> </tr> <tr> <td>6 mois</td> <td>728 F</td> <td>762 F</td> <td>607 F</td> <td>1 480 F</td> </tr> <tr> <td>1 an</td> <td>1 380 F</td> <td>1 380 F</td> <td>1 080 F</td> <td>2 650 F</td> </tr> </table> <p>ÉTRANGER : par voie séparée tarif sur demande. Pour tous abonnés RENOUVELEZ LE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus</p> <p>SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70</p> <p>Changement d'adresse détaillée en propre nom : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.</p>	Mois	FRANCE	BOULG	SUISSE	AUTRES PAYS	3 mois	365 F	399 F	304 F	780 F	6 mois	728 F	762 F	607 F	1 480 F	1 an	1 380 F	1 380 F	1 080 F	2 650 F	<p><b>BULLETIN D'ABONNEMENT</b></p> <p>DURÉE CHOISIE</p> <p>3 mois <input type="checkbox"/></p> <p>6 mois <input type="checkbox"/></p> <p>1 an <input type="checkbox"/></p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Localité : _____</p> <p>Pays : _____</p> <p>Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales à l'imprimerie. 011 MOND</p>
Mois	FRANCE	BOULG	SUISSE	AUTRES PAYS																			
3 mois	365 F	399 F	304 F	780 F																			
6 mois	728 F	762 F	607 F	1 480 F																			
1 an	1 380 F	1 380 F	1 080 F	2 650 F																			

**STYLE**

NOUVELLE REVUE

134 700 F



SCIENCES • MEDECINE

# Malades alcooliques

Selon une étude réalisée dans la région parisienne, un quart des personnes consultant un généraliste consomment plus de vingt-huit verres de boissons alcoolisées par semaine

**E**n médecine, comme ailleurs, il y a le dit et le non-dit. L'avouable et l'inavouable. La plainte pour laquelle on consulte et le trouble que l'on garde soigneusement pour soi, à l'abri des questions indiscrètes du médecin. La consommation d'alcool est l'un de ces sujets que bien souvent les patients n'abordent pas spontanément. Le sujet tabou par excellence, comme s'il y avait quelque honte à admettre, devant un médecin, que l'on « boit » régulièrement. Et, faute de connaître le degré d'alcoolisation de leurs patients, les mé-

decins passent souvent à côté de troubles qui mériteraient pourtant quelque attention. La France ayant le triste privilège d'être le pays dont la consommation annuelle d'alcool pur par habitant âgé de plus de quinze ans est la plus élevée (13,3 litres contre 11,6 en Italie et 8 aux Etats-Unis), il était intéressant d'essayer de connaître la proportion de malades alcooliques consultant en médecine générale. A cette fin, une étude unique en son genre a été menée en mars dernier par dix-neuf médecins généralistes libéraux exerçant dans le nord de Paris et

dans les banlieues nord et nord-ouest (1) de la capitale. Elle consistait à interroger tous les hommes âgés de dix-huit ans et plus (au total huit cents cinquante-cinq personnes ont été examinées) et à déterminer l'importance de leur consommation d'alcool. A chaque fois leur était demandée la quantité de boissons alcoolisées consommées au cours des sept jours précédant la consultation. La valeur seuil fixée était qu'il était considéré comme consommateur « à haut risque » avoir été, au cours des sept jours, 28 verres par semaine. Ce chiffre arbitraire provient d'une étude

réalisée sous la direction de Georges Péquignot, publiée en 1978 dans l'*International Journal of Epidemiology*, selon laquelle le risque de cirrhose alcoolique est multiplié par quatre à partir d'une consommation hebdomadaire de 28 verres. Les conclusions de l'étude sont pour le moins inattendues puisqu'il apparaît qu'environ un quart (23,6 %) des hommes adultes venaient consulter, selon les critères retenus, des « malades alcooliques ». Il est évidemment impossible d'attribuer à cette étude une valeur représentative nationale. Cela dit,

le fait que la population étudiée soit exclusivement citadine et qu'en outre on y trouve une forte proportion de patients maghrébins (17 %), qui traditionnellement ne boivent pas, et un faible taux de chômeurs tendrait à prouver que ce chiffre, par rapport à une moyenne nationale théorique, est plutôt en-deçà de la réalité. On pourrait évidemment discuter le terme de « malade alcoolique » employé par les auteurs de l'étude, et il est permis de lui préférer l'expression « consommateur excessif » avec alcool-dépendance modérée employée par l'un des coordonnateurs de l'étude, le professeur

Bernard Rueff (service de traitement ambulatoire des malades alcooliques, hôpital Beaujon, Cligny). En clair, il s'agit de déterminer les patients qui ont ou auront des problèmes de santé liés à l'alcool. Il était évidemment intéressant de connaître le degré de fiabilité des examens biologiques pratiqués en vue de dépister une consommation excessive. Globalement, selon les auteurs de l'étude, « aucun ne permet d'affirmer l'alcoolisation chronique ». Seule, disent-ils, « la valeur prédictive de la gamma-glutamyl-transférase (gamma-GT), qui est de 84,9 %, semble avoir un certain intérêt ». C'est-à-dire qu'une personne ayant un taux de gamma-GT anormal a environ neuf fois plus de risques d'être un malade alcoolique.

23,6 % : on imagine les conséquences économiques, et donc politiques, d'un tel chiffre. Comme l'indiquent les auteurs de l'étude, « le coût exorbitant de cet alcoolisme doit inciter les pouvoirs publics et la Sécurité sociale à prendre des mesures de prévention secondaire ». C'est bien là, en effet, tout l'enjeu. « Il est possible, explique le professeur Rueff, de tirer profit de telles données. Deux études, l'une anglaise, l'autre suédoise, ont bien montré que, lorsque les médecins mettaient en garde leur patient « à risque » contre une consommation d'alcool excessive, on observait une diminution de l'absorption. Dans l'étude suédoise, les résultats étaient même significatifs en termes de journées d'hospitalisation et de survie à cinq ans. « Contrairement à ce que les médecins pensent, poursuit le professeur Rueff, une intervention de leur part à ce niveau de prévention secondaire n'est pas vaine. »

Dès cette année, une nouvelle étude de ce type devrait être entreprise dans diverses régions françaises. Par la suite, une étude contrôlée sera mise en route afin de déterminer, en France, l'impact d'un programme de prévention alcoolique mis en œuvre par les généralistes eux-mêmes. Au-delà du problème du dépistage des « malades alcooliques », qui, comme l'écrivent les auteurs de l'étude, « devrait inciter les généralistes à réfléchir régulièrement au lien possible entre le motif de la consultation et une consommation excessive d'alcool », cette étude souligne tout l'intérêt d'une recherche, en particulier épidémiologique, menée par les médecins généralistes. Chacun — médecin, patients, pouvoirs publics et Sécurité sociale — y trouverait son compte.

FRANCK NOUCHI

(1) Cette étude, publiée dans le *Revue du praticien* (N° 8), 8 janvier 1990, a été réalisée sous l'égide de la direction générale de la santé et de l'UNAFORMET par les docteurs D. Huet, S. Ruel, H. Leu, J. Brail et B. Leblanc (du collège des médecins généralistes enseignants de l'UER Xavier-Bichat).

## Tous proches cousins

La génétique et la biologie moléculaire ont révolutionné, depuis une quinzaine d'années, l'idée qu'on se faisait de l'origine de l'homme.

**A**u vu des fossiles, les paléontologues pensaient que la lignée humaine et celle de trois des singes anthropoïdes (chimpanzé, gorille, orang-outang) s'étaient séparées entre -40 et -25 millions d'années. Pour eux, il fallait un long temps pour que les os ou les dents de l'homme et des singes se soient tellement différenciés.

Dans les années 60, les Français Jean de Grouchy et Bernard Dutrillaux (INSERM et CNRS) ont montré que les chromosomes des hommes et des singes anthropoïdes actuels étaient presque semblables. Certes, l'homme a quarante-six chromosomes, le chimpanzé, le gorille et l'orang-outang, quarante-huit. En revanche, la forme des chromosomes est presque la même. Tout juste deux paires de chromosomes des chimpanzés, gorilles et orang-outangs se sont-elles soudées en une paire dans les chromosomes humains. En outre, les bandes, alternativement sombres et claires, qui strient les chromosomes dessinent les mêmes séquences chez l'un et chez les autres. Tout au plus ces séquences sont-elles arrangées un peu différemment les unes par rapport aux autres.

La séparation des lignées de l'homme et des trois singes anthropoïdes s'était donc faite beaucoup plus tard que l'on ne le croyait.

Dans les années 70, l'Américain Alan Wilson (université de Californie à Berkeley) a remarqué que l'ADN de l'homme et celui du chimpanzé sont extraordinairesment semblables par l'arrangement des séquences de leurs nucléotides. Or on sait qu'à long terme les changements de ces arrangements se font à un rythme

régulier (particulier pour une séquence donnée). La biologie moléculaire a donc montré que la séparation des lignées de l'homme et du chimpanzé était très récente : entre -7 et -5 millions d'années. Etant entendu que la lignée encore commune aux hommes et aux chimpanzés s'était séparée un peu plus tôt de celle qui a mené aux gorilles et aux orang-outangs.

Actuellement, l'accord s'est fait entre les paléontologues et les biologistes pour dater la séparation des deux lignées entre -10 et -5 millions d'années. Ce qui est compatible avec l'apparition en Afrique orientale, vers -7 millions d'années, des premiers australopitèques (même si ceux-ci ne sont pas encore des hommes) et avec la découverte récente, dans le nord de la Grèce, d'un singe vieux de 10 millions d'années, *Oreopithecus*, qui pourrait être un candidat au rang d'ancêtre des australopitèques (le Monde du 6 décembre).

Ce rapprochement de la séparation des lignées homme et chimpanzé n'a pas changé le schéma général de l'évolution humaine, même si certaines étapes de celle-ci ne font toujours pas l'unanimité de la communauté scientifique.

Vers -3 ou -2 millions d'années apparaît — toujours en Afrique orientale — le premier homme, *Homo habilis*, issu soit des australopitèques les plus anciens, soit, selon certains spécialistes, d'un ancêtre particulier qui reste à découvrir. Aux alentours de -1,6 million d'années, *Homo habilis* émerge *Homo erectus*, qui se répand dans tout l'Ancien Monde. L'existence d'*Homo erectus* jusque vers -500 000 ans ne soulève pas de discussions.

A partir de -500 000 ans, les opinions divergent sur la filiation d'*Homo sapiens neanderthalensis*, population qui a vécu de -60 000 à 35 000 ans, mais seulement en Europe et au Proche-Orient (Ouzbékistan compris), et celle d'*Homo sapiens sapiens*, c'est-à-dire l'homme moderne. Celui-ci apparaît au Proche-Orient et peut-être en Afrique il y a 100 000 ans, puis peuple peu à peu toute l'Eurasie, puis l'Australie et enfin l'Amérique.

### Une banque franco-suisse de données

Depuis 1960, des travaux ont été menés à l'université américaine Stanford par Luca Cavalli-Sforza, et depuis 1976 au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, puis à l'université de Genève par André Langaney, Alicia Sanchez-Mazas, Laurent Excoffier et Béatrice Pellegrini sur la génétique des groupes humains actuels. L'équipe franco-suisse a constitué une banque de données génétiques où sont rassemblées des informations concernant, selon les systèmes génétiques, 80 000 à 400 000 personnes vivant sur les cinq continents.

Ainsi a-t-elle confirmé à partir de 1988 ce que Neil Roychoudhury (université du Texas) avait proposé en 1974 en se fondant sur des données partielles. Sachant que tous les hommes actuels sont différents mais que les patrimoines génétiques considérés à l'échelle des populations actuelles sont relativement homogènes, les 5 milliards d'hommes peuplant en ce moment la Terre sont issus d'une seule population qui vivait il y a seulement une centaine de milliers d'années. Mais André Langaney, profes-

seur au Muséum, et Laurent Excoffier, professeur à l'université de Genève, insistent beaucoup sur un point fondamental. « Une population bien définie au sens génétique du terme ne vit pas forcément dans un seul endroit. Si les migrations et les mariages sont nombreux, rapides et continus, on peut n'avoir qu'une seule population disséminée sur une très vaste surface et même sur plusieurs continents. Cette unicité surprend moins lorsqu'on pense au fait que la population totale de la Terre, il y a 100 000 ans, ne devait guère compter que 8 à 10 millions d'individus. »

Une même population très disséminée sur un très vaste territoire peut comprendre des groupes très différenciés dans leur aspect par la taille, la couleur de la peau, les proportions corporelles, etc.

Tous les hommes actuels descendent donc d'une unique population pas tellement ancienne. Certes, l'espèce humaine comprend maintenant diverses populations, mais celles-ci sont, du point de vue de la génétique, encore très proches les unes des autres — ce qui permet de les reconnaître comme proches cousins.

Bien entendu, il y a des degrés divers dans ces cousinages. En général, deux populations sont d'autant plus différentes par la génétique qu'elles sont éloignées par la géographie. Selon ce principe, on peut, en quelque sorte, calculer le « lieu géographique » des populations actuelles, c'est-à-dire trouver la population qui est au carrefour des autres (1).

Les travaux très récents des généticiens ont montré que les populations actuelles qui sont sans doute les plus proches de celle dont nous sommes tous issus vivent en Afrique orientale, le

Proche-Orient et le sous-continent indien. Ce qui a permis à certains de parler d'une « Eve noire » comme de notre commune et unique ancêtre d'il y a 100 000 ans. C'est confondre un peu vite groupe génétique et individu.

Cependant, il n'est pas déraisonnable de penser que le groupe dont toute l'espèce humaine actuelle est sortie vivait effectivement dans ces régions. De là, ce noyau initial, plus ou moins dense, a diffusé vers le reste de l'Afrique et vers l'Eurasie. La découverte à Qafzeh (Israël), en 1988, par M. Bernard Vandermeersch, professeur à l'université de Bordeaux, d'un homme moderne qui vivait il y a environ 100 000 ans (le Monde du 24 février 1988) s'inscrit parfaitement dans cette théorie fondée sur la génétique.

En Europe et au Proche-Orient s'étaient développés les Néandertaliens, isolés du reste de l'espèce humaine par les avancées de la calotte glaciaire du Nord et celles des glaciers de montagne. Les *Homo sapiens sapiens* les ont remplacés peu à peu, arrivant en Europe occidentale vers 35 000 ans avant Jésus-Christ. Mais on ne peut expliquer pourquoi ni comment les *Homo sapiens neanderthalensis* ont disparu ou ont été absorbés. De même, on ne sait absolument pas ce que sont devenus les descendants des *Homo erectus* peuplant le reste de l'Ancien Monde lorsque les *Homo sapiens sapiens* les ont rejoints.

YVONNE REBEYROL

(1) On peut lire sur ce sujet le livre d'André Langaney, *Les Hommes, passé, présent et conditionnel*, Armand Colin, 1988.

## STYLE 25

### NOUVELLE RENAULT 25 TXI

Avec la Renault 25, huit soupapes, pour la première fois Renault propose une motorisation 12 soupapes. Une technologie nouvelle pour vous encore plus. Ici le style 25 : Cylindres 1995 cm<sup>3</sup> • Puissance max 140 ch • 102 kW ISO • De 0 à 100 km/h en 8,9 s • Projecteurs additionnels • Ordinateur de bord • Et en option climatisation ABS, autoradio, sièges à réglage mémoire, jantes en alliage • Consommation 6,8 l à 90 km/h, 10,4 l à 120 km/h • 11,3 l en ville. Renault 25 TXI, huit soupapes, pour un plaisir de conduite encore plus grand. Garantie anti-rustification 6 ans. 6 ans D.A.C. votre financement.

**RENAULT propose elf**

## MULTI-SOUPAPES

# 134 700 F.



## VIVRE LE STYLE RENAULT 25

RENAULT LES VOTRES A VIVRE

JEAN-PIERRE BERLAIN, directeur de recherche INRA-CRRI, université Aix-Marseille II



## SPORTS

## RAID-MARATHON : le douzième Paris-Dakar

## La fanfare de Moulinsart

Le douzième rallye Paris-Dakar a atteint l'Atlantique lundi 15 janvier. Le terme du voyage est en vue pour une troupe exténuée, qui, à défaut de remettre en cause le classement général, sombre dans la contestation.

## SAINT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Dans la ville rendue célèbre par la première liaison transatlantique réalisée par Mermoz le Dakar a installé son dernier bivouac. La belle cité a reçu, lundi 15 janvier, une armée en déroute, harassée par dix-huit jours de campagne, de progression « en terrain difficile ». Une troupe en désordre qui a oublié toutes les règles de la civilisation.

Voici un aéroport où la trentaine d'avions qui suivent la course se garent dans la plus parfaite pagaille. Une piste où les Pongas Magister de l'armée sénégalaise et leurs instructeurs français côtoient des Forker-27 dont les équipages font tourner les turbines pour assurer la climatisation de leur cabine. Dans la chaleur des moteurs courent des silhouettes chargées de sacs qui croisent des motos et des autos, dont personne ne peut affirmer si elles sont, ou non, encore inscrites en course.

Fin de partie. Chacun joue le morceau qu'il veut, à l'image d'une célèbre vignette d'Hergé contant les turpitudes de la fanfare de Moulinsart. L'anarchie règne sur le campement, mais elle n'est pas joyeuse. Ces hommes fatigués n'ont plus la force de se conduire comme des êtres civilisés ou ont perdu toute notion de savoir-vivre.

Les mécaniciens s'injurient, les « cantiniers » d'Africains servent les maigres rations avec encore plus de mépris que les autres jours, les concurrents ennemis ont perdu la belle amitié fraternelle des étapes précédentes. Bref, le camp sombre dans l'intolérance.

Ce douzième rallye Paris-Dakar est trop long. Tout le monde s'accorde sur ce point, mais personne ne fait d'efforts pour qu'il se termine sans heurts. Les rumeurs, les petites bassesses se multiplient, et l'atmosphère devient pesante. La victoire de l'équipe Peugeot, prévisible sinon assurée depuis les étapes libyennes, ne fait qu'augmenter la jalousie des autres équipes.

## Attendus au tournant

« Pour cette quatrième participation au rallye Paris-Dakar, on nous attendait au tournant », assure Jean Todt, le directeur de Peugeot Talbot Sport (PTS). Dans cette épreuve qu'il qualifie de « lancinante », il regrette le « manque de sympathie » dont beaucoup ont fait preuve envers ses équipages.

Jean Todt avoue avoir toujours eu la peur de perdre, car pour lui une course n'est jamais gagnée avant la ligne d'arrivée. « Le souvenir de l'attente à Néma m'a profondément marqué. Savoir que les meilleurs navigateurs du rallye ne parvenaient pas à trouver la bonne passe m'a inquiété et m'a rappelé que les voitures ne sont pas tout », dit-il.

Pour cet ancien coureur, la réussite d'une équipe est l'affaire de tous. « Les pilotes, mécaniciens embarqués dans des avions ou des véhicules, chauffeurs de camions et accompagnateurs à des titres divers, concourent au succès ».

Cet état d'esprit, cette ambiance, résultent de plusieurs années de pratique de la compétition, à l'indispos des adversaires des Lionnes de Sochaux. Ceux qui ne possédaient pas une structure semblable ont tenté de minimiser les réussites de Peugeot, voire de propager des informations souvent fausses.

« Nous ne sommes pas des ingrats et nous savons remercier

les organisateurs d'une épreuve qui nous a beaucoup appris », explique Jean Todt. Mais le directeur de PTS reconnaît en même temps qu'il n'est pas mécontent d'interrompre sa participation à une course où « les vainqueurs qui veulent nous manger sont trop nombreux ». Il comprend que la position de leader de son équipe gêne ses adversaires, mais n'apprécie pas que ces derniers utilisent à son encontre des procédés « diffamatoires ». « Nous quittons le Dakar avec l'espoir de rencontrer dans notre nouveau challenge, les sports-prototypes, une autre mentalité entre équipes ». Les voitures jaunes s'apprêtent à partir après avoir réalisé un triplé, une forme de révérence que « les belles étrangères » auraient souhaité éviter.

## BERNARD BOLLOCH

(Lire également, page 29, l'article de Jean-Claude DULUC.)

## Dix-septième étape

## Kays (Mali)-Saint-Louis (Sénégal)

838 km dont 200 de « spéciale »

● AUTOS. — 1. Cowan-Delferrier (GB-Bel, Mitsubishi), à 2 min 53 de pénalité; 2. Vatanen-Berglund (Fin, Peugeot 405 T-16), à 1 min 2 s; 3. Ambrosino-Baumgartner (Fra, Peugeot 205 T-16), à 2 min 37 s; 4. Shuizen-H. Magne (Jap-Fra, Mitsubishi), à 3 min 43 s; 5. Marmat-Olivo (Jap-Fra, Mitsubishi), à 3 min 55 s.

● MOTOS. — 1. Rahier (Bel, Suzuki), à 2 h 8 min 20 s; 2. Magnaldi (Fra, Yamaha), à 35 s; 3. Mandelli (Ital, Gilera), à 39 s; 4. Medardo (Ital, Gilera), à 50 s; 5. Wagner (Fra, Suzuki), à 1 min 53 s.

## CLASSEMENTS GÉNÉRAUX

● AUTOS. — 1. Vatanen-Berglund (Fin-Suk, Peugeot 405 T-16) 37 h 27 min 29 s de pénalité; 2. Waldegaard-Fenouil (Suk-Fra, Peugeot 405 T-16), à 1 h 10 min 31 s; 3. Ambrosino-Baumgartner (Fra, Peugeot 205 T-16), à 3 h 58 min 46 s; 4. Cowan-Delferrier (GB-Bel, Mitsubishi), à 4 h 1 min 14 s; 5. Shuizen-H. Magne (Jap-Fra, Mitsubishi), à 6 h 33 min 20 s.

● MOTOS. — 1. Orioli (Ita, Cagiva), à 87 h 18 min 14 s; 2. Msa (Esp, Yamaha), à 54 min 48 s; 3. De Petri (Ita, Cagiva), à 2 h 32 min 36 s; 4. Magnaldi (Fra, Yamaha), à 3 h 37 min 50 s; 5. Picco (Ita, Yamaha), à 3 h 31 min 3 s.

## BOXE : le combat Foreman-Cooney

## Mascarade

L'Américain George Foreman, quarante-deux ans et 115 kg, a battu son compatriote Gerry Cooney, trente-trois ans et 105 kg, par KO dans la deuxième reprise du combat prévu en dix rounds qui opposait, le 15 janvier à Atlantic City, le « pasteur » au « puncher » dans l'espoir de rencontrer le champion du monde des lourds, Mike Tyson.

Mascarade, pantalonade : comment qualifier le combat qui a mis aux prises dans la nuit du lundi 15 au mardi 16 janvier à Atlantic City un pasteur de quarante-deux ans, George Foreman, à un alcoolique repenti de trente-trois ans, Gerry Cooney ? Le promoteur Bob Arum, qui opérait dans une catégorie de poids qui est habituellement la chasse gardée de son rival Don King, avait garanti des bourses supérieures à 1 million de dollars aux deux pugilistes.

Un uppercut du gauche suivi d'une lourde droite plongeante ont mis fin aux illusions de Gerry Cooney dès la deuxième reprise : l'ancien « grand espoir blanc », qui avait sombré dans la bière et la drogue après ses dernières défaites en 1987, a été mis KO après avoir été compté huit une première fois sans avoir pu contrer les assauts de son adversaire, plus vieux de neuf ans.

George Foreman, qui fut champion olympique en 1968 puis champion du monde des lourds en 1973 et 1974, a-t-il vraiment le punch et la résistance suffisante pour affronter ensuite le champion en titre, Mike Tyson ? De 1977 à 1987, Foreman, qui disait avoir rencontré Dieu dans les vestiaires avant un combat, a été pasteur. Il est remonté sur le ring il y a trois ans pour financer un centre de réhabilitation de délinquants et il avait obtenu dix-neuf victoires contre des « boîtes de tomates » avant de rencontrer Cooney. Cette vingt-troisième victoire n'a pas été vraiment plus probante que les autres. Mais cela n'empêchera sûrement pas les promoteurs de le présenter comme un adversaire valable pour Mike Tyson.

A. G.

## Résultats

## TENNIS

Internationaux d'Australie à Melbourne

## Premier tour

Simple messieurs : M. Mac (Tch, n° 16) b. M. Koenen (P.-A.), 6-2, 6-4, 7-6; J. McEnroe (E-U), n° 4) b. T. Tilden (Fra.), 6-2, 6-1, 6-1; A. Gomez (Equ.), n° 9) b. D. Cahill (Aus.), 6-3, 6-3, 1-6, 6-2, 6-3; S. Edberg (Suk), n° 31) b. J. Anderson (Aus.), 7-6, 6-3, 6-4; M. Wilander (Suk, n° 8) b. R. Fromberg (Aus.), 7-6, 7-5, 7-5; A. Krickstein (E-U, n° 5) b. G. Pozzi (Ita.), 6-4, 6-7, 6-4, 7-6; V. Pechstein (Fin), b. C.U. Steeb (RFA), n° 101, 6-7, 6-3.

6-6, 6-2, 6-4; Y. Noah (Fra, n° 12) b. G. Prie (You), 4-6, 7-6, 6-2, 4-6, 7-5; O. Delaire (Fra.) b. O. Campos (Ita.), 2-6, 6-3, 3-6, 6-4, 6-3.

Simple dames : H. Koles (Can, n° 8) b. W. Frost (RFA), 6-2, 6-3; B. Paulus (Aut, n° 16) b. R. Rajchrtova (Tch.), 6-3, 6-1; G. Sabatini (Arg, n° 2) b. A. Frazier (E-U), 7-5, 6-1; A. Duchesne (Fra.) b. K. Kichwandi (Lux.), 6-4, 7-5; J. Novotna (Tch, n° 5) b. S. Martin (E-U), 6-7, 6-0, 6-0; H. Sukova (Tch, n° 4) b. T. Morton (Aus.), 6-4, 6-3; M.-J. Fernandez (E-U n° 6) b. M. Jaggard (Aus.), 6-1, 6-3; I. Demongest (Fra.) b. K. Adams (E-U), 4-6, 6-2, 6-2.

## COMMUNICATION

## Le regroupement de deux réseaux FM

## Le CSA examine un projet de fusion entre Kiss-FM et Metropolis

Le CSA devait examiner, mardi 16 janvier, en séance plénière le projet d'union des réseaux Kiss-FM et Metropolis, décidés, avec un programme destiné aux vingt-cinq à trente-cinq ans, à attaquer le créneau NRJ.

Fort de son implantation dans la région du Nord, Metropolis avait depuis quelques mois décidé de s'étendre et de transformer l'essai régional en victoire sur toute la France. Il s'était rapproché de Paris, avait loué un canal satellite pour arriver une vingtaine de stations et rêvait de se mesurer aux réseaux nationaux.

Le réseau Kiss, de son côté, était sur le déclin : dissensions internes, manque d'identité du programme, fléchissement des stratégies... On le disait à vendre, tandis que ses franchises (une quarantaine actuellement) à juste titre inquiètes, juraient vers d'autres cieux. C'était compter sans M. Jean-Claude Nicole, l'actionnaire suisse qui, malgré ses échecs successifs sur la FM française (la station parisienne 95.2 puis le réseau Kiss) et le supérieur de millions de francs, est décidé à poursuivre l'aventure et à relancer un réseau.

Ce sera toujours Kiss-FM car la notoriété du nom est loin d'être négligeable. Mais avec une équipe, un management et un programme réellement différents. Une programmation sur le modèle de Metropolis (musique pour les vingt-cinq à trente-cinq ans) qui, outre son format, apporte ses fréquences et ses franchises dans la corbeille de mariage ainsi qu'un nouvel associé : l'éditeur de disques CBS-France, déjà présent dans Cbérie-FM.

Une nouvelle société devrait donc être formée dont le capital se répartirait comme suit : 50 % pour les actionnaires actuels de Kiss (principalement le groupe de M. Nicole) ; 40 % pour ceux de Metropolis, CBS et des représentants de la presse quotidienne régionale ; 10 % enfin pour des financiers. Le but serait d'élargir encore le réseau en y accueillant de nouvelles radios franchisées (notamment en Bourgogne-Franche-Comté, dont le CSA s'apprête à examiner la situation), d'élargir le créneau de NRJ (donc de Fun et sans doute de Skyrock), et d'équilibrer dès la première année d'exercice. Car la nouvelle direction mettra à la fois sur

l'organisation du réseau en structures régionales (plus rationnelles pour la fabrication des programmes locaux et le démarrage de la publicité) et sur le développement d'activités annexes comme la télématique, l'édition musicale et l'utilisation des fréquences sous-porteuses.

Reste à connaître l'avis du CSA, particulièrement pointilleux en ce moment sur le dossier des réseaux mais sans doute satisfait d'observer un regroupement. Resterait aussi à attendre la réaction des stations franchisées en province. Bien malmenées, ces dernières ont fait souvent les frais des aventures diverses survenues à leurs franchiseurs ou leurs fournisseurs de programmes. Ce sont, en fait, elles qui ont le dernier mot, comme le prouve l'exemple de Pacific-FM, absorbée récemment par NRJ mais dont plus d'une dizaine de stations ont préféré quitter le réseau.

ANNICK COJEAN

## Nouvelle offensive française à Londres

## Le groupe de communication RSCG lance une OPA sur KLP

Le groupe de communication RSCG (Roux Séguela Cayzac Goudard) a lancé, lundi 15 janvier dans la matinée à Londres, une offre publique d'achat sur la société britannique KLP. Il s'agit d'une OPA « amicale », réalisée en accord avec le management de la firme anglaise, qui va apporter ses actions au groupe français.

Mise au point par la banque Arjil et Kleinwort Benson, cette OPA a reçu un accueil favorable sur la Bourse de Londres. RSCG propose d'acheter les actions de KLP à 238 pence, soit un prix supérieur de 48,8 % à la valeur de l'action sur le marché. Un prix qui valorise KLP à 321 millions de livres (environ 310 millions de francs).

En cas de réussite, cette OPA devrait permettre à RSCG de développer son implantation tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis. KLP a réalisé en 1989, un chiffre d'affaires de 103,7 millions de francs (environ 1 milliard de francs). La moitié de son activité s'exerce en Grande-Bretagne, l'autre moitié aux États-Unis.

## DIAGONALES

LES « emplois » de théâtre et de cinéma, leur faveur dans le public : quelle mine peu exploitée pour l'histoire des mentalités ! Une génération se connaît et se reconnaît au genre d'homme ou de femme dont elle a fait son modèle en amour, en amitié, en vertu, en vice.

Prenez le « chic type » des années 40. A ne pas confondre avec son contemporain le « brave type », suspect de n'être bon qu'à être bon. Le « chic type » n'est pas gentil par nature. Il se révèle pas-bête-du-tout. Il ne voit pas pourquoi l'intelligence se mesurerait à la perfidie comme le croient quelques trépassés, depuis peu, et pourquoi il faudrait en donner des preuves. Il ne cherche pas non plus à se faire aimer ; il s'y entend. Il rend service par choix. C'est l'héritier du valet de comédie : un valet émancipé, et qui a conservé de la morale des seigneurs la vertu perdue de vue par la bassesse bourgeoise, quelque chose comme le panache.

Ce personnage du copain en or, on croirait que les temps de paix lui sont propices. C'est au contraire dans les périodes troubles, où le chacun-pour-soi devient un devoir sacré, qu'il se répand, comme un luxe. L'avant-guerre et la guerre l'ont vu fleurir, dans la vie comme à l'écran.

Tous avaient plus ou moins la bonne bouille de François Périer. Les souvenirs que le comédien livre ces jours-ci dépassent la « loterie » des hasards heureux dont lui parlait Jovet en lui accordant, sans savoir pourquoi, une audience décisive (*Profession : menteur*, le Pré aux clercs, 304 p., 120 F.). Toute une époque s'est cherchée et s'est trouvée dans cette image de fraternité malicieuse dont le Figaro de Beaumarchais représente pour les Français le modèle indépassé et la nostalgie.

Que François Pillu — c'est son vrai nom — soit né chez des petits commerçants du système arrosé, qu'il ait été le seul marseillais des beaux quartiers à rouler en triporteur, qu'il ait beaucoup menti, enfant, pour le plaisir, qu'il ait fait très tôt son métier de s'inventer des rôles, et que ces détroques superposées aient fini par col-

## Mort du « chic type »

ler à sa peau, c'est le propre des destins de comédiens hors série, dont une loi qu'on dirait théâtrale veut qu'ils se paient de rudes épreuves privées, et Périer n'y a pas échappé. Plus captivantes que ce parcours singulier : sa coïncidence avec les temps qu'il traversait, sa valeur d'exemple.

La vaudeville bon enfant où débute Périer est la réplique de celui où se complait pour de bon la France d'Albert Lebrun, toujours plus futile à mesure que grandissent les menaces. Même la guerre, nous l'appelons « drôle », et nous la jouons en farce. L'occupation allemande, nous nous y enfonçons comme dans les théâtres du *Dernier métro*, de Truffaut, où Périer avoue avoir préservé, avec le plaisir de jouer, la joie de vivre. Son héros d'alors, comme celui du public, c'est moins le baroudeur que le mystificateur-né, que Jules Berry incarne jusqu'au vertige.

QUAND viennent les années 50, les Français ont tendance à « s'engager », ou que ce soit. A leur image, le lion Périer se veut du poids, et se cherche ce nouvel avatar du patron qu'on appelle une conscience. Son Hoedler sera Sartre. Il aurait pu tomber plus mal. Guitty et Fresnay étaient trop saltimbanques, comme lui, pour tenir le rôle. Tel le Hugo des *Mains sales*, Périer saura se garder les mains propres et contester le Père. Il va alterner le rire sans histoire (le côté Bobusse) et l'histoire sans rire. Il ne rougit pas de compter des amis à droite (Fresnay, Anouilh) et à gauche (Sartre, Beauvoir, Signoret), anticipant sur la fin d'une guerre froide qui imposait écussettes et diktats jusque dans les vies privées.

Cet éclatement du cœur paraissait si mystérieux qu'on soupçonnait Périer d'être « chrétien », ce qui aurait enchanté sa mère, et l'eût sans doute aidé dans l'épreuve suprême de la mort d'un enfant, mais qui n'était pas vraiment son cas. Le « chic

type » a été fait de passer par catho : jusqu'il pense aux autres sans être idiot, c'est, pense-t-on, qu'il guigne une récompense céleste. L'explication est aussi imbécile que mesquine.

Reste que l'homme et son emploi, quand ils se fondent à ce point, au point rare, d'admirer les contemporains — Blier — et les cadets — Depardieu, Potanski — ont toutes les peines du monde à jouer les méchants. Périer devra attendre d'interpréter *Tartuffe* ou le jaloux Sallieri d'Amadeus, et, au cinéma, les *Nuits de Cabiria* ou *Gervaise*, pour avoir enfin l'air capable de traîner le Bon Dieu avec le Diable, pour que passe sur son visage au sourire chiffonné de bonté, dans ce regard sans défense, une tristesse qui relève décidément, chez lui, de la composition.

On l'a bien vu dans *La Mort d'un commis-voyageur*, où se désolait le métier familial et le sien propre, qui étaient, tous deux, de plaisir. En victime de la jungle commerciale, Périer trouvait le moyen de ne pas accuser, de faire bonne figure, par égard pour le client-roi, par ultime panache.

MORT du « Chic type » ? Le personnage aura régné dans l'opinion en même temps que son interprète idéal. On imagine mal qu'il lui survive. Dans la généalogie des valets, le cascadeur intriguant a prévalu, tel cet autre Scapin que fut d'abord Belmondo. La sympathie du public a glissé, comme dans la vie, vers les valets « arrivés » (Tapié), sauvés de la suffocance par un reste de poltronnerie (Rochefort, Brasseur, Arditi), ou une perversité de vieil enfant (Piccoli).

Le candeur du Périer débute, il fautrait le chercher désormais du côté d'Hippolyte Girardot, le « glandeur » de *Monde sans pitié*, c'est-à-dire vers un refus tranquille et légèrement esthétique du jeu adulte, vers la revendication d'une nullité où sombre le plaisir lui-même, et où le souci de l'autre se borne, quand on vit des trafics d'un petit frère, à lui déconseiller les drogues dures !

Signe des temps : pendant un demi-siècle, Périer aura été le crâne d'ami que nos pères auraient suivi au bout du monde en triporteur. D'Hippo, nos fils se contenteront de dire en le voyant filer nulle part avec sa tire-pourrie sympha comme mec !

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

PARIS EN VISITES



ney dès la deuxième reprise : l'ancien « grand espoir blanc », qui avait sombré dans la bière et la drogue après ses dernières défaites en 1974, a été mis KO après avoir été compté huit ans première fois sans avoir pu contrer les assauts de son adversaire, plus vieux de deux ans.

George Foreman, qui fut champion olympique en 1968 puis champion du monde des poids lourds en 1973 et 1974, a-t-il vraiment le punch et la résistance suffisante pour affronter ensuite le champion en titre, Mike Tyson ? De 1977 à 1987, Foreman, qui disait avoir rencontré Dieu dans les vestiaires avant un combat, a été pasteur. Il est remonté sur le ring il y a trois ans pour financer un centre de réhabilitation de délinquants et il avait obtenu dix-neuf victoires contre des « bêtes de combat » avant de rencontrer Cooney. Cette vingt-troisième victoire n'a pas été vraiment plus probante que les autres. Mais cela n'empêchera sûrement pas les promoteurs de le présenter comme un adversaire valable pour Mike Tyson.

# ultats

O-6, 5-2, 6-4; Y. Noah (Fra., n° 12) b. G. Prie (You.), 4-0, 7-6, 8-2, 4-6, 7-6; O. Delon (Fra.) b. O. Campana (Ita.), 2-6, 3-6, 6-4, 6-3.

Simple dames : H. Koles (Can., n° 8) b. W. Probst (RFA), 6-2, 6-3; B. Patula (Aut., n° 18) b. R. Rajchman (Tch.), 6-3, 6-1; S. Sabatini (Arg., n° 2) b. A. Fraser (E-U), 7-5, 6-1; A. Dochow (Ita.) b. K. Kachwand (Lux.), 6-4, 7-3; J. Novotna (Tch., n° 5) b. S. Maria (E-U), 6-7, 6-0, 6-0; H. Sukova (Tch., n° 4) b. T. Morrison (Aus.), 6-4, 6-3; M.-J. Fernandez (E-U, n° 8) b. M. Jaggard (Aus.), 6-1, 6-3; L. Demonges (Fra.) b. K. Adams (E-U), 6-6, 6-2, 6-2.

# NICATION

t de deux réseaux FM

un projet de fusion

M et Metropolis

l'organisation du réseau en structures régionales (plus particulièrement pour la fabrication des programmes locaux et le démarrage de la publicité) et sur le développement d'activités annexes comme la télématique, l'édition musicale et l'utilisation des fréquences sous-utilisées.

Reste à connaître l'avis du CSA, particulièrement pointilleux en ce moment sur le dossier des réseaux mais sans doute satisfait d'observer un regroupement. Restera aussi à attendre la réaction des stations franchisées en province, qui ont récemment des difficultés diverses survenues à leurs franchises ou leurs fournisseurs de programmes. Ce sont, en outre, que la preuve l'exemple de Pacific-FM, absorbé récemment par NRJ mais dont plus d'une dizaine de stations ont préféré quitter le réseau.

ANNICK COJEAN

Nouvelle offensive française à Londres

Le groupe de communication RSCG lance une OPA sur KLP

Le groupe de communication RSCG (Roux Seguela Cayrol Goudard) a lancé, lundi 15 janvier, une offensive à Londres, en lançant la candidature de son directeur, Jean-Louis RSCG, à la présidence de la société britannique KLP. Cette OPA « amicale » est en accord avec le management de la firme anglaise, qui va apporter ses actions au groupe français.

Mise au point par la banque Arjil et Kleinwort Benson, cette OPA a reçu un accueil favorable sur la Bourse de Londres. RSCG propose d'acheter les actions de KLP à 250 pence, soit un prix supérieur de 48,5 % à la valeur de l'action sur le marché. Le prix qu'il faut payer pour KLP est de 221 millions de livres (environ 310 millions de francs).

En cas de réussite, cette OPA devrait permettre à RSCG de développer son implantation en Grande-Bretagne, qui a été lancée en 1988 par l'achat d'une filiale de 50 millions de francs et la création d'un nouveau service de conseil en affaires (environ 10 millions de francs). La maison de son activité s'exerce en Grande-Bretagne, l'autre moitié aux Etats-Unis.

# AGENDA

Programmes du mercredi 17 au mardi 23 janvier

## CINÉMA

### LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI  
Hamlet (1948, v.o. s.t.f.) de Laurence Olivier, 18 h; Salomé (1928, v.o. s.t.f.) de John Ford, 19 h; Ritz Amer (1948, v.o. s.t.f.) de Giuseppe de Santis, 21 h.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-28-34-30)

MERCREDI  
Rencontres Internationales Art cinéma vidéo : Jeune public : Japonais (1987) de Yumi Piquet et Jean-Marie Naddada, Suprematisme (1980, v.o. s.t.f.) de Richard Lester, 14 h 30; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 18 h 30; Rencontres Internationales Art cinéma vidéo, 19 h; Images de Jean-Michel Gaudreau, 12 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.) : Épiphanie de Bois, 47-37-57-47.  
ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-Alg.) : Club Éclair (Publics Marignan), 8 (43-59-31-97); Saint-Lambert, 15 (43-52-91-68).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN (A., v.f.) : Cinoches, 6 (46-35-10-82).  
SAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-35-10-82).

BANDINI (Fr.-Bel.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Épiphanie de Bois, 47-37-57-47; George V, 8 (45-62-41-48).

BLACK RAIN (A., v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

BORIS COUDOUOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-91-82); UGC Odéon, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40).  
BREVÉ HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Saint-André des Arts II, 6 (43-28-80-26).

CARNET DE NOTES SUR VÉTÉMENTS ET VILLES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12).  
CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lattina, 4 (42-78-47-86); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Esp., v.o.) : 14 Juillet Parnassien, 6 (43-28-80-26); Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).  
DELIT DE FUTES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-35-10-82).  
EAT A BOWL OF TEA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77); Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : La Trémoille, 8 (43-25-59-83); La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).  
FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

### LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Suisse)

Épiphanie de Bois, 47-37-57-47.

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) :

Utopia Champollion, 6 (43-28-80-26).  
LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).  
HIVER 54 (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48).

L'HOMME QUI VOULAIT SAVOIR (Fr.-Hol.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28).  
INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48); v.f. : La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86); UGC Gobelins, 13 (46-35-10-82-44); Les Montparnasse, 14 (43-27-82-37).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-35-10-82).  
ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GÂTÉ (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48).  
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.) : La Gode, 19 (46-42-13-13).

JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-83-07); Pathé François, 15 (47-70-72-86); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LA LÉGENDE DU SAINT SUEUR (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); République Cinéma, 11 (46-05-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01).  
LES LIAMONS DANGEREUX (A., v.o.) : Les Trois Salles, 8 (45-61-10-80); République Cinéma, 11 (46-05-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01).

MARQUIS (Fr.) : Accorone, 5 (46-33-55-88); Denfert, 14 (43-21-41-01).  
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Studio des Urulines, 5 (43-26-19-08).  
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Studio des Urulines, 5 (43-26-19-08).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Parisodis, 8 (43-54-19-04); La Bastille, 11 (43-07-48-60).  
MYSTÈRE TRAIN (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-35-10-82).

NOËL BLANCHE (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).  
NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Cinoches, 6 (46-35-10-82).

OLIVER ET COMPAGNE (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-63-16-16); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Normandie, 6 (45-63-16-16); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistrail, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-62-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-86).

OUTRAGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denfert, 6 (42-26-10-30); UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistrail, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-62-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-86).

OUTRAGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denfert, 6 (42-26-10-30); UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistrail, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-62-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-86).

OUTRAGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denfert, 6 (42-26-10-30); UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistrail, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-62-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-86).

OUTRAGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denfert, 6 (42-26-10-30); UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistrail, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-62-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-86).

OUTRAGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denfert, 6 (42-26-10-30); UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistrail, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-62-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-86).

OUTRAGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denfert, 6 (42-26-10-30); UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistrail, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-62-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-86).

OUTRAGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denfert, 6 (42-26-10-30); UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistrail, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-62-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-86).

OUTRAGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denfert, 6 (42-26-10-30); UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistrail, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-62-46-01); La Gambetta, 20 (46-33-10-86).

OUTRAGES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Denfert, 6 (42-26-10-30); UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra,



## AGENDA

## CARNET DU Monde

## Décès

— M<sup>me</sup> Yvette Janet-Régis, son épouse, Cyril et Elisabeth, ses enfants.  
M<sup>me</sup> Lucile Georges-Janet et M. Robert Georges, sa sœur et son beau-frère, Laurence Georges (*in memoriam*), ses amis.

Antoine Georges, son neveu, Sandrine Kot, et leur fils Simon, Les familles Janet, Aureau, Strohl, Colardelle, Alessandrini, Margallan, Traynard, Buffaria, Pivoteau, Laurenceau, Monbel, Hano, Goguel, Dumas, Dreyfus, Brash, Reilly, Lacour-Gayet, Marcou et Janet-Le Caisne, Tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès brutal de

**M. Francis JANET**, ingénieur breveté honoraire, ancien officier en Algérie, médaille du Mérite militaire, survenu le 8 janvier 1990, dans sa soixante-quatrième année.

« Heures des miséricordieuses, car ils obtiennent miséricorde. »  
Matthieu V, 7.

36, avenue Jean-Moulin, 93014 Paris.

— M<sup>me</sup> Claude Alleman, M. et M<sup>me</sup> Emmanuel Alleman, M. et M<sup>me</sup> Bertrand Cochil, M. Brice Alleman, Xavier, Laura, Bénédicte, Rémi, Frédérique, Anne, Isabelle, Gabrielle et Agathe, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Claude ALLEMAN**, survenu le 13 janvier 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 18 janvier, à 13 h 45, en la chapelle Sainte-Thérèse de l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Foucart, Paris-16<sup>e</sup>.

— Pierre et Danièle Antonmatt et leurs enfants, Suzanne Antonmatt et Jacques Garat, Jean-Marie et Anne Antonmatt, ses enfants et petits-enfants, Marc et Odette Borgomano, leurs enfants et petits-enfants, Paul et André Borgomano, leurs enfants et petits-enfants, ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Lucile BORGOMANO**, survenu le 12 janvier 1990, dans sa soixante-huitième année.

Selon sa volonté, son corps sera incinéré le samedi 20 janvier 1990, à 8 h 30, au crématorium de la Fontaine Saint-Martin, route de Croissy, à Val-de-Marne.

Prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

182, rue des Rabats, 92160 Antony.

— M. et M<sup>me</sup> Michel Daniel, M. Richard Daniel, M. et M<sup>me</sup> Philippe Daniel, Matthieu, Raphaël et Florent, M. et M<sup>me</sup> Robert Beauvici, ont le regret de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Betty DANIEL**, leur mère, grand-mère et sœur, survenu le 11 janvier 1990, à Paris.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 janvier 1990, à 10 h 30, au cimetière parisien de Pantin. On se réunira à la porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

— M. et M<sup>me</sup> Dalys Cristofari, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Georges Meyer, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**docteur Léon DEBBASCH**, inspecteur régional honoraire d'hygiène scolaire et universitaire, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, survenu le 9 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-quatrième année, à son domicile.

37, boulevard Gaston-Crémieux, 13008 Marseille.

**STERN** GRAVEUR depuis 1840

Réalisations de prestige Cartes de luxe

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas, 75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.41 - 45.06.86.45

— M. Frank Emmanuel, M. et M<sup>me</sup> Paul Eichen, MM. Jean-Marc et Bernard Eichen, M<sup>me</sup> Marthe Emmanuel, M<sup>me</sup> Henri Herbenont, Les familles Calanis, Mameloukas et Vondouris, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Frank EMMANUEL**, née Hadas Zavisziana, ingénieur chimiste (e.r.) au CEA, survenu le 14 janvier 1990, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 18 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillois, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7<sup>e</sup>.

2, rue Louis-Codet, 75007 Paris.

30, rue Céline, 92160 Antony.

— Paul Goutman et Jacqueline, Nicolas et Laurent, Jean et Marilya Goutman, Christopher, Kéline et Maria, Anne Goutman, Jean et Bernice Goutman, Dina Abramowicz et André Kolko, ont la tristesse de faire part du décès de

**Joseph GOTMAN**, ingénieur IEN, survenu le 13 janvier, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu au columbarium du cimetière de la Guillotière (Lyon-8<sup>e</sup>), le mercredi 17 janvier, à 11 heures.

131, chemin de Chanteprellet, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon.

— Lyon, Gressoble.

M<sup>me</sup> Maria Celia Janet, Chantal, Michel et Luc, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Bruno JAMET**, survenu le 13 janvier 1990.

— M<sup>me</sup> Marcel Wiedemann, sa sœur, Toute sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

**M. Robert LECOLAZET**, professeur honoraire à l'Ecole et observatoire de physique du Globe de Strasbourg, université Louis-Pasteur, survenu le 6 janvier 1990, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

14, rue du Château-d'Eau, 18000 Bourges.

— M<sup>me</sup> Michel Lenormand, M. et M<sup>me</sup> Arnold Bacot, Antonia et Esther, M. Henri Lenormand, M. Pierre Lenormand, Et toute sa famille ont la douleur de faire part du décès de

**M. Michel LENORMAND**, le 14 janvier 1990, dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 17 janvier, à 14 heures, en l'église de Belabre (Indre).

Une messe sera dite ultérieurement à Paris.

62, rue des Belles-Feuilles, 75116 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Marc Ruellan, M. et M<sup>me</sup> Philippe Ruellan, M. et M<sup>me</sup> Denis Ruellan, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Plantefève, M<sup>me</sup> Marie-Charlotte Ruellan, ses enfants,

Rémi, Quentin, Clémence, Marie-Ange, Mathieu, Alix, Etienne, Emmanuel, Lucie, Armelle, Thomas et Guirec, Les familles O'Rourke, Ruellan, Dupont et Lassarat, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Charles RUELLAN**, ancien ingénieur HEI, survenu le 15 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-sixième année, à Paris.

Le service religieux sera célébré le jeudi 18 janvier, à 8 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffettard, Paris-9<sup>e</sup>.

M. et M<sup>me</sup> Ruellan, 7, rue d'Enghien, 75010 Paris.

**LAURENCE** SON SAVON

GRAND TAILLEUR

Coupe "CRÉATION", 3 essayages

en Janvier le costume 6450 F

62 rue St-André-des-Arts 6<sup>e</sup>

Tél. : 43.29.44.10

PARKING ATTENDANT À VOS MAGASINS

— M<sup>me</sup> Henri Longuet, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Longuet et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Alain Longuet et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Mollard et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Mollard et leurs enfants, Et toute sa famille

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Henri LONGUET**, chevalier de la Légion d'honneur, médaille d'or du Mérite civique, ancien député, ancien vice-président du conseil général de l'Essonne, maire honoraire de Viry-Châtillon, survenu le 12 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Un hommage pourra lui être rendu le mercredi 17 janvier, de 10 heures à 15 heures, à la « Ferme » de Viry-Châtillon (face à la mairie).

La cérémonie religieuse sera célébrée à 15 h 30 en l'église Saint-Denis de Viry-Châtillon (Essonne).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

22, avenue de la Cour-de-France, 91260 Juvigny-sur-Orge.

[Né le 17 septembre 1902 à Brest (Finistère), Henri Longuet a été président de la délégation spéciale immuée nommée par le préfet de Viry-Châtillon (Essonne) de 1941 à 1944, puis maire de 1953 à 1989, dans la laquelle il s'est retiré. Du départ de Seine-et-Oise (devenu département de Seine-et-Marne) en 1968, tenu en 1982, d'abord du département de Seine-et-Marne, puis de celui de l'Essonne. Henri Longuet était membre du CDS (Centre des démocrates sociaux).]

survenu le 5 janvier 1990, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 19 janvier, à 10 h 30, en l'église Ayios-Stephanos, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

47, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

— M<sup>me</sup> Cécile Muller, sa mère, M. Jean Blum, son ami, ont la très grande douleur de faire part du décès de

**M. Eric MULLER**, survenu le 3 janvier 1990, à l'âge de cinquante et un ans, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 15 janvier dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean Blum, 5, avenue Mac-Mahon, 75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Marica Leech, sa sœur, Andrew et Lilla Leech, Jason et Alexandre Leech, Critos Caryyanni et sa famille, Ses neveux et petits-neveux, M<sup>me</sup> Nancy Horton, sa sœur, M<sup>me</sup> Les Christofides, sa fidèle amie, font part du décès de

**M<sup>me</sup> André SACOPOULO**, née Marica Caloyropoulou, ex-avocate, près les tribunaux mixtes d'Egypte, survenu le 5 janvier 1990, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 19 janvier, à 10 h 30, en l'église Ayios-Stephanos, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

47, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

— Florence Villette, sa fille, Elisabeth et Pierre de Montvallon, ses parents, Catherine et Jacques, Thierry et Marie-Jo, Christophe et Patricia, Valérie et Vincent, Thomas, Sophie, Juliette, Zoé, Manon, Et toute sa famille, Ses amis, ont le profond chagrin de faire part du décès de

**Maria-Frédérique de MONTVALLON**, à l'âge de vingt-sept ans, le samedi 13 janvier,

et vous invitent à partager leur espérance.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 17 janvier à 10 h 30, en l'église Saint-Médard à Paris-5<sup>e</sup>, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

On peut envoyer des dons au CREPATS, service du professeur Gentilini, groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière : 47, boulevard de l'Hôpital, Paris-13<sup>e</sup>.

16, rue Rollin, 75005 Paris.

— La famille Sergeant, a la douleur de faire part du décès de

**docteur Evelyne SERGEANT**, survenu le 4 janvier 1990, dans sa trente-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu à Toulouse, le 9 janvier.

Sergeant, 152, rue de la Roquette, 75011 Paris.

— Ses sept enfants, Ses trente-cinq petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. Pierre Rives, son frère, et M<sup>me</sup>, Les familles Rives, Monod, Peyronel et Seyles, ont la tristesse de faire part de la mort de

**Etienne RIVES**, agriculteur, poète, chef du réseau Claude dans la Résistance, survenu le 14 janvier 1990, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

« Les cèdres qu'il a plantés sont gonflés de sève. »  
(Psaume 104 verset 16.)

Excusez, 11390 Cussac-Cabardes.

**Commémorations**

**IN MEMORIAM**

« Celui qui croit en moi, même s'il meurt, vivra. »

19 janvier 1989-19 janvier 1990

Un service commémoratif de feu l'archonte grand référendaire M. Atel DANIAL sera célébré vendredi 19 janvier 1990, à 11 heures, en l'église Saint-Paul le Centre orthodoxe (12, chemin des Coraillois) à Chambéry (GE), Suisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

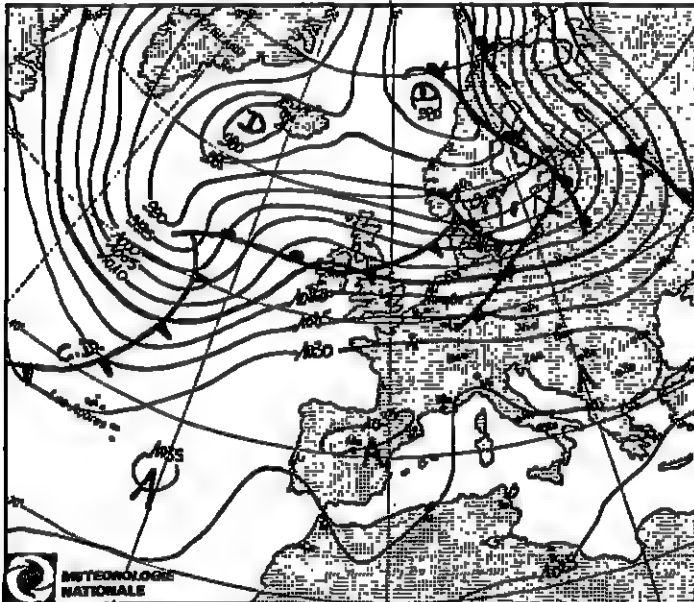
— M<sup>me</sup> Claude Alleman, M. et M<sup>me</sup> Emmanuel Alleman, M. et M<sup>me</sup> Bertrand Cochil, M. Brice Alleman, Xavier, Laura, Bénédicte, Rémi, Frédérique, Anne, Isabelle, Gabrielle et Agathe, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Claude ALLEMAN**, survenu le 13 janvier 1990.

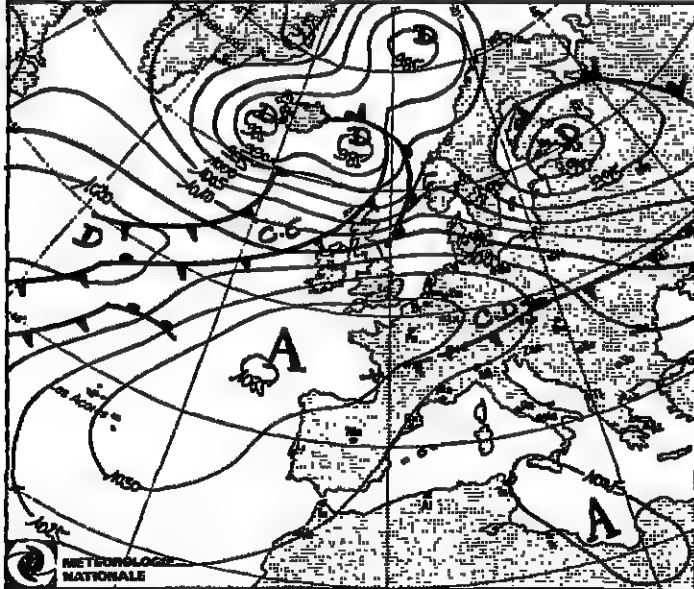
La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 18 janvier, à 13 h 45, en la chapelle Sainte-Thérèse de l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Foucart, Paris-16<sup>e</sup>.

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 16 JANVIER 1990 À 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 18 JANVIER 1990 À 12 HEURES TU



## TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 15-1-1990 à 6 heures TU et le 16-1-1990 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOISIR	LOISIR	LOISIR	LOISIR
ALGER	15	10	10	10	10
AMSTERDAM	10	10	10	10	10
ATHÈNES	10	10	10	10	10
BANGKOK	10	10	10	10	10
BELGRADE	10	10	10	10	10
BOMBAY	10	10	10	10	10
BRAZILIA	10	10	10	10	10
BUEENOS AIRES	10	10	10	10	10
CAIRO	10	10	10	10	10
CHENNAI	10	10	10	10	10
CHONGKONG	10	10	10	10	10
COLOMBO	10	10	10	10	10
DARJILING	10	10	10	10	10
DELHI	10	10	10	10	10
GUANGZHOU	10	10	10	10	10
HONGKONG	10	10	10	10	10
KUALA LUMPUR	10	10	10	10	10
LAHORE	10	10	10	10	10
LONDON	10	10	10	10	10
MADRID	10	10	10	10	10
MANGALORE	10	10	10	10	10
MARSEILLE	10	10	10	10	10
MELBOURNE	10	10	10	10	10
MUMBAI	10	10	10	10	10
NAGPURA	10	10	10	10	10
NEW DELHI	10	10	10	10	10
NEW YORK	10	10	10	10	10
OSLO	10	10	10	10	10
PARIS	10	10	10	10	10
PERMUT	10	10	10	10	10
PRINCE GEORGE	10	10	10	10	10
RAIPUR	10	10	10	10	10
REIMS	10	10	10	10	10
ROCHESTER	10	10	10	10	10
SINGAPORE	10	10	10	10	10
SOURABH	10	10	10	10	10
SYDNEY	10	10	10	10	10
TOKYO	10	10	10	10	10
TORONTO	10	10	10	10	10
VARANASI	10	10	10	10	10
VIENNE	10	10	10	10	10

Le vent de sud-ouest sera modéré à fort, avec des rafales de 10 à 15 km/h. Les températures minimales seront de 8 à 10 degrés.

Les températures maximales seront de 12 à 15 degrés.

Le vent de sud-ouest sera modéré à fort, avec des rafales de 10 à 15 km/h. Les températures minimales seront de 8 à 10 degrés.

Les températures maximales seront de 12 à 15 degrés.

Le vent de sud-ouest sera modéré à fort, avec des rafales de 10 à 15 km/h. Les températures minimales seront de 8 à 10 degrés.

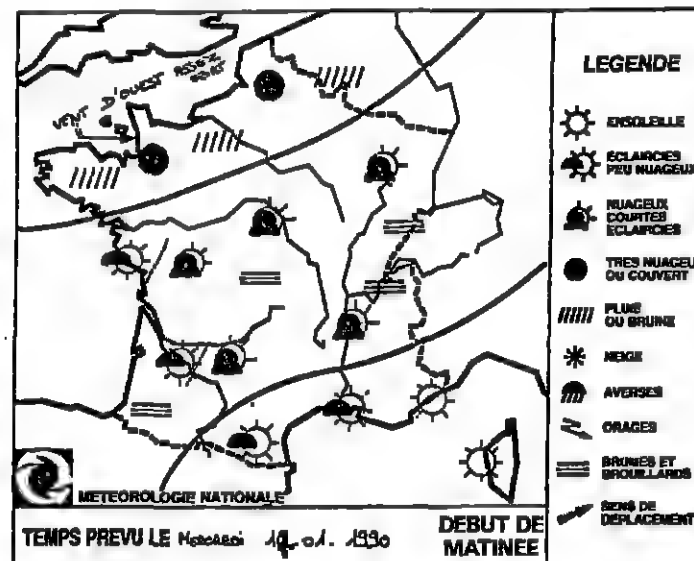
Les températures maximales seront de 12 à 15 degrés.

Le vent de sud-ouest sera modéré à fort, avec des rafales de 10 à 15 km/h. Les températures minimales seront de 8 à 10 degrés.

Les températures maximales seront de 12 à 15 degrés.

Le vent de sud-ouest sera modéré à fort, avec des rafales de 10 à 15 km/h. Les températures minimales seront de 8 à 10 degrés.

Les températures maximales seront de 12 à 15 degrés.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 janvier à 0 heure et le dimanche 21 janvier à 24 heures:

Après un passage faiblement pluvieux mercredi et jeudi, une nouvelle perturbation traversera notre pays vendredi. Elle favorisera pluie et vent de sud-ouest. Des éclaircies apparaîtront sur l'Aquitaine et la Midi-Pyrénées l'après-midi.

Les températures seront en baisse de 1 à 2 degrés.

Les températures minimales varieront de 1 à 4 degrés, localement 7 à 10 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales s'élèveront de 8 à 10 degrés.

Vendredi: petit passage pluvieux.

Bruines et pluies faibles le matin sur Bretagne, Centre et côtes de la Manche. Cette bande pluvieuse s'étendra lentement vers l'intérieur du pays, atteignant le soir la Loire et les Ardennes. Durant l'après-midi, après un renforcement temporaire des pluies, des éclaircies apparaîtront sur la Nord et près de la Manche. Elles seront entrecoupées de quelques averses.

Matinée généralement brumeuse sur les autres régions, givraie parfois persistante dans certaines vallées.

Températures assez douces pour la saison. Minimales comprises entre 0 et 5 degrés dans l'intérieur, faibles gelées dans l'Est et le Nord-Est, atteignant 7 à 9 degrés près de la Manche. Maximales entre 5 et 10 degrés du nord au sud, jusqu'à 12 degrés près de la Manche et dans l'Ouest, jusqu'à 14 degrés près de la Méditerranée.

Samedi: averses et éclaircies.

Temps instable sur une grande moitié nord du pays. Les averses seront nombreuses et parfois assez fortes de la Manche orientale au Nord-Est. Plus au sud seulement quelques averses le matin, les éclaircies s'emporteront l'après-midi.

Températures minimales en baisse assez nette sur la moitié nord, plutôt en hausse légère sur les régions méditerranéennes. Maximales généralement en baisse.

Dimanche: belles éclaircies.

Les nuages encore nombreux le matin sur la plupart des régions laisseront peu à peu la place aux éclaircies. Elles seront belles sur la Sud-Ouest, mais le ciel devrait rester chargé près des Pyrénées. Eclaircies moins nombreuses, parfois absentes, de l'Alsace à la Corse, ou quelques ondées pourront encore se produire. Fort mistral sur le pourtour méditerranéen.

Durant l'après-midi le ciel devrait à nouveau se couvrir près de la Manche et dans l'Ouest.

Températures minimales en légère baisse.

Sur l'Aquitaine, la Midi-Pyrénées, la Langue, le Roussillon, la Provence, la Côte-d'Azur, les Alpes et la Corse, la mati-

née sera maussade avec de petites pluies, des flocons de neige tombant au-dessus de 1300 mètres.

Dans la journée, ces petites pluies se limiteront progressivement au Roussillon, au Languedoc, à la Provence, à la Côte-d'Azur et à la Corse. Des éclaircies apparaîtront sur l'Aquitaine et la Midi-Pyrénées l'après-midi.

Les températures seront en baisse de 1 à 2 degrés.

Les températures minimales varieront de 1 à 4 degrés, localement 7 à 10 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales s



# AGENDA

## LETTRES

### Mort de l'écrivain et éditeur Robert Morel

L'écrivain et éditeur Robert Morel est mort lundi 15 janvier à Aix-en-Provence. Il était âgé de soixante-six ans.

Né en Lorraine en 1922, Robert Morel avait publié plusieurs livres d'inspiration chrétienne et d'étonnantes vies de saints dans *Témoignage chrétien* entre 1949 et 1951 sous la signature de Frère Joyeux. En juin 1952, la congrégation du Saint-Office l'accusait d'être tombé dans « un véritable indécence et grossier » et mettait ses livres à l'index. Mais c'est surtout son activité d'éditeur qui devait faire de lui un artisan de type particulier. Installé en Provence en 1962, il déclarait : « Je construis des livres comme d'autres construisent des maisons ».

Promoteur du livre-objet, Robert Morel s'inscrivait dans la tradition surréaliste, illustrée notamment par François Di Dio et ses Editions

du Soleil noir. Il créa au début des années 60 une collection dont chaque volume constituait une célébration d'un objet familier et quotidien : le pain, le fumier, le vin, le miel, le tabac, le bois, la pipe... Parmi les quelques trois cents titres que Robert Morel publia ainsi avec sa directrice artistique Odette Ducarre, les livres prenaient souvent la forme d'objet d'art en lotage ou en triangle. Il contribua également à la redécouverte d'écrivains comme André de Richaud ou Joseph Delteil. Certains de ces ouvrages sont devenus des raretés recherchées par les bibliophiles.

« Je n'ai d'ailleurs pas un jour vu un lecteur, à cause d'un de mes livres, n'aura pas pu continuer à vivre dans son appartement et qu'il aura entrepris de construire une nouvelle maison », affirmait-il. Un rêve que peu d'éditeurs auraient eu l'audace d'exprimer !

PATRICK KÉCHICHIAN

## CAMPUS

### Bataille politico-universitaire en Picardie

M. Walter Ansellien, maire PS de Beauvais (Oise), a accueilli avec satisfaction la décision du conseil d'administration de l'université de Paris-Villetaneuse de créer, à la rentrée prochaine, un centre universitaire à Beauvais. Cette initiative, qui apporte une contrepartie à l'installation partielle de l'Institut supérieur agricole de Beauvais (ISAB) à Cergy (Val-d'Oise), est le résultat d'un affrontement entre les responsables politiques et universitaires de la région. En effet, M. Ansellien s'était d'abord adressé à l'université de Picardie, à Amiens, lui demandant, avec l'appui des assemblées territoriales, de créer une antenne universitaire dans sa ville, dans le cadre du X<sup>e</sup> Plan. Mais celle-ci avait refusé, son président, M. Bernard Nemitz, ayant expliqué qu'il fallait d'abord renforcer l'université d'Amiens avant de la disperser dans la région. Cette réaction avait choqué beaucoup de responsables locaux, qui n'avaient pas compris l'« égocisme » de l'université.

Le président du conseil général de l'Oise, M. Jean-François Mancel (RPR), s'est inquiété de la politique « sécessionniste » du maire de Beauvais, dans un département où le sentiment d'appartenir à la Picardie est assez mitigé, quand celui-ci a cherché une solution hors des limites régionales.

Cependant M. Ansellien vient de confirmer son attitude, qui n'est d'ailleurs pas dénuée d'arrière-pensées : « Je souhaite, dit-il, que l'université de Picardie reconnaisse sa position et permette des formations complémentaires à celles de Villetaneuse dans le centre universitaire de Beauvais. » (Correspondant).

J.-M.D.

### Le désir et l'inconscient

Les Séminaires psychanalytiques de Paris proposent à un large public les mercredi 24 janvier, 7 février, 21 mars, 25 avril, 30 mai et 20 juin 1990 un enseignement sur le désir, l'amour et la haine, l'œdipe, le rêve, l'angoisse et l'inconscient.

► Séminaire Psychanalytique de Paris, 62, rue de Saint-Thomas, Paris 75006. Paris 75 : 46-33-92-93.

### L'entreprise du vingtième siècle

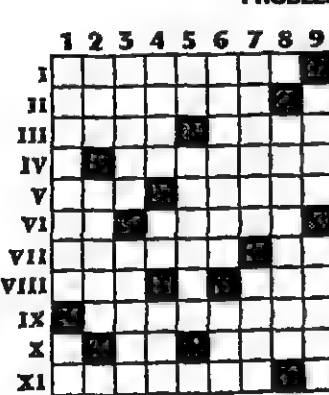
L'Union des associations de diplômés des écoles supérieures

de commerce et l'Association des diplômés de l'Assop de co Clermont-Ferrand organisent le 6 février à 18 h 30, dans les locaux de l'hôtel Hilton (18, avenue de Suffren, Paris 15<sup>e</sup>), une conférence-débat sur le thème « Quelle formation pour l'entreprise du vingtième siècle ? » Avec la participation, notamment, de Michel-Edouard Leclerc, coprésident de l'Association des centres Leclerc, et d'Henri Verdier, président de la commission des directeurs d'ESCAE.

► Renseignements au 47-86-00-16.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5178



### VERTICALEMENT

1. S'oppose à une certaine production. Nombreux sont ceux qui suivent ses cours. — 2. Peut se faire en enfer. Fut victime d'une arme à double tranchant. — 3. Les uns ou les autres sont dans la forêt. Fait du mal. — 4. Poussent sur des hauteurs. Lettre grecque. Ça chauffe pour lui. — 5. Préposition. Pour certains, c'est aller de porte en porte. — 6. A plus qu'un grain. Est battue par les flots. — 7. Mène à une perte de contrôle. Ne veulent rien savoir. — 8. Sont de la fête. — 9. A faire circuler prudemment. Ce n'est donc pas la peine d'en rejouter.

### Solution du problème n° 5175

#### Horizontalement

I. Crescendo. — II. Oiseau. Is. — III. Essentiel. — IV. Ued. Duc. — V. Rosette. — VI. Rêve. — VII. Rosette. — VIII. Érie. Ibis. — IX. Aléna. — X. Tueuse. — XI. Ser-tie. Né.

#### Verticalement

1. Cœur. Verts. — 2. Rissoler. Ré. — 3. Esses. Rieur. — 4. Sés. Enne. Et. — 5. Canut. Ali. — 6. Eut. Traître. — 7. Lide. Bée. — 8. Dieu. Vain. — 9. Océ. Sexe.

GUY BROUZY

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ► Signal dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à vision □ On peut voir □ Ne pas manquer □ □ □ Chef-d'œuvre ou classique.

### Mardi 16 janvier

**TF 1**  
20.40 Cinéma : Pour cent briques, c'est plus rien ! ■ Film français d'Edouard Molinaro (1982). Avec Daniel Auteuil, Gérard Jugnot, Andréa. 22.10 Magazine : Ciel, mon mardi ! Les papiers ; Les pour ; Les boutiques de Bordeaux. 0.00 Journal, Météo et Bouras.

**A 2**  
20.35 ► Les dossiers de l'écran : Enfants de personne. Témoignage de Lee Grant, avec Marie Thomas, Ray Baker. Une jeune femme traumatisée. 22.15 Débat : Les fous sont parmi nous. Avec Mary Balth, interprète pendant vingt ans, le professeur Édouard Zélie, psychiatre, Agnès Pavy, sovein, Jean-Louis Gérard, responsable de la formation des infirmiers psychiatriques, Marie-Agnès Le Trou, mère d'un malade mental, Fiac Guitart, psychiatre, Ginette Amado, chef du secteur psychiatrique du TSM5 couvrant le système éducatif de Paris, Jacques Mallet, du CHS, Monique Rêard, directrice du centre hospitalier de Dour-sur-Auron (Cher). Informations : 23.30 24 heures sur la 2. 23.45 Météo. 23.50 Magazine : Du côté de chez Fred. Boris Kachin, chorégraphe.

**FR 3**  
20.35 Téléfilm : Ombre sur Elveron. De James Goldstone, avec James Franciscus, Leslie Nielsen.

22.15 Journal et Météo. 22.40 Cinéma : La lune. ■ ■ ■ Film italien de Bernardo Bertolucci (1979). Avec JM Clayburgh, Tomas Milian, Aldo Vail. 0.55 Musique, musique. Schura n° 3, de Chopin, par Ivan Moravec.

**CANAL PLUS**  
20.30 Cinéma : Police academy 3. Instruction de choc. □ Film américain de Jerry Paris (1988). Avec Steve Guttenberg, Bubba Smith, David Graf. 21.50 Flash d'informations. 22.00 Cinéma : Homeboy. ■ Film américain de Michael Senella (1987). Avec Mickey Rourke, Christopher Walken, Debra Fasser (v.o.). 23.50 Cinéma : L'ange de la vengeance. ■ Film américain d'Abel Ferrara (1981). Avec Joe Tamberli, Albert Siniy, Derrière Siniy. 1.10 Cinéma : Décembre. ■ Film franco-algérien de Mohamed Lakhder-Hennia (1972). Avec Michel Auzier, Ali Koulou, Julien Oster.

**LA 5**  
20.40 Cinéma : Ciel et chemise. □ Film italien d'Olivo (1978). Avec Bud Spencer, Tancos Hill, Joe Bugner. 22.35 Spécial Paris-Dakar. 23.05 Série : Le voyageur. 23.35 Magazine : Résumés. 0.00 Journal de minute.

**M 6**  
20.30 Téléfilm : La revanche d'un innocent. De Claude Bayon, avec Frédéric Forêt, Rosanna Arquette.

22.10 Magazine : Ciné 6. 22.30 Cinéma : Beau-père. ■ ■ ■ Film français de Bertrand Blier (1981). Avec Patrick Dewaere, Ariel Besse, Nicole Garcia. 0.30 Six minutes d'informations. 0.35 Musique : Boulv'rock'n hard.

**LA SEPT**  
20.00 Documentaire : Les hommes-ivres, Claude Simon. De Roland Merle. 21.00 Documentaire : Max Frisch, Journal I-III. De Richard Dindo. 23.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean. Jazz secondes collection. 23.50 Documentaire : Travail à domicile.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Archipel médecine. 21.30 L'enfance sacrifiée (redif.). 22.40 Mises magnétiques. Les vieux souvenirs ou le Sémantisme à l'envers. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert. (donné le 18 décembre 1989 lors du Festival d'automne de Paris) : Juliette Sérénade, de Moderne ; Novissimum testamentum, de Beno ; Nocturnes pour piano et Sonate pour piano n° 2, de Beethoven, par l'ensemble InterContemporain et le quatuor de saxophones Racheur London voices, dir. Pierre Boulez ; sol. : Maurizio Pollini, piano. 23.07 Club d'archives, Henri Sauguet.

### Mercredi 17 janvier

**TF 1**  
13.35 Série : 21 Jump Street. 14.25 Club Dorothée. 18.03 Série : Cap danger : Wingman ; Dragon ball ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Saut les musées ; Les jours. 18.45 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tao-Tao. 20.00 Journal, Météo, Tapie vert et Loto. 20.45 Variétés : Scènes de rue. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Spécial cirque, en direct du Cirque d'été. Avec Christian Clavier, Patrick Bruel, Philippe Lellouche, Marcel Amont, Big Fun. 22.35 Magazine : Ex libris. De Patrick Poivre d'Arvor. Femmes en tête. Expliquez-moi : Irène Frain (histoire de Lou) ; Françoise Fabian (Forêt, de Marcel Bourdieu) ; Jeanne Boute des Pédigines, Claire Bretcher (Tourist) ; Exploration : Violente Leduc ; Extérieur livre : Patricia Hagenbach (des Cadavres exquis) ; Betty Friedan.

23.35 Journal, Météo et Bouras. 23.55 Feuilleton : Le bateau (2<sup>e</sup> épisode). 0.50 Série : Méseures. 1.15 TF1 nuit. 1.50 Feuilleton : C'est déjà demain. 2.15 Info revue.

17.00 Flash d'informations. 17.05 Magazine : Une pêche d'enfer. 17.35 Feuilleton : Guillaume Tell. 18.00 Flash d'informations. 18.03 Magazine : C'est pas juste. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.10 à 19.30, le journal de la région. Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure. 20.05 Jeux : La classe. 20.35 ► Théâtre : En attendant Godot. Pique de Samuel Beckett, avec Jean-François Valère, Jean-Pierre Joris, Roman Polanski, Philippe Deschamps (1<sup>er</sup> acte). 21.55 Journal et Météo. 22.20 Théâtre : En attendant Godot (2<sup>e</sup> acte). 23.25 Magazine : Opéra. De Claire Newman. Sonnette : Placido Domingo à Liabonne ; Patrice Chéreau et Peter Sellars : Deux basses russes ; Alexandre Prokofiev et Marina Mikhel-tov ; Witold Lutoski, la Fucelle d'Orléans à Munich ; Le Kroll Oper. 0.15 Musiques, musique. Trio D 407, de Schubert, par le Trio à cordes de Paris.

**CANAL PLUS**  
13.30 Téléfilm : Ed Murrow, journaliste au-dessus de tout soupçon. De Jack Bold, avec Daniel Travanti, Debra Collette. 15.25 Téléfilm : Mourir pour Barossa. De Donald Crombie, avec John Hargreaves, Victoria Longley (1<sup>er</sup> partie). 17.25 Abou cadin. Polochon : Sherry et Georges ; Les nouvelles aventures de Barman ; Falcato, Flao et Ben-jamin. En clair jusqu'à 21.00. 18.15 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dan. 18.30 Top 50. Présenté par Marc Tesson. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gades et Antoine de Caunes. 21.00 Cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : La volonté. ■ ■ ■ Film français de Georges Wilson (1988). Avec Lambert Wilson, Jean-Claude Guillebaud, Suzanne Flon. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Sport : Volley. Coupe d'Europe des clubs champions : Fréjus-Monaco. 23.55 Pochettes surprises : Adrenaline. L'art story, de Pierre-Henri Saffet. 0.05 Cinéma : Le ventre de l'architecte. ■ ■ ■ Film britannique de Peter Greenaway (1987). Avec Brian Dennehy, Chloé Webb, Lambert Wilson (v.o.). 2.00 Magazine : Le journal de l'art.

17.35 Magazine : En route pour l'aventure. 18.05 Gwendoline ; Super nana. 18.50 Journal Images. 19.00 Série : Happy days. 19.30 Série : Arnold et Willy. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Série : Sur les lieux du crime. Myrtil, de Peter Adam, avec Géo George et Eberhard Falk. 22.20 Sport : Tournoi Open d'Australie (redif.). 22.30 Série : La loi de Los Angeles. 23.30 Magazine : Nomades. 0.00 Journal de minute. 0.05 L'inspecteur Derrick (redif.). 1.05 Série : Les cinq dernières minutes. Sébastien parmi les hommes (redif.). 3.30 Le journal de la nuit. 3.40 La calenne (redif.). 4.10 Tendresse et passion (redif.). 5.10 Les cinq dernières minutes (redif.).

**M 6**  
13.20 Série : Madame est servie (redif.). 13.45 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 14.35 Téléfilm : La grande vie. De K. Auerbach, avec Karin Valentin, Cloris Leachman. 16.05 Jeu : Force clip. 17.30 Série : L'homme de fer. 18.35 Série : Campus show. 19.00 Série : Magnum. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. Téléfilm : Alerta à l'aéroport. De Charles S. Dubin et Don Chaffey, avec G. Gérard, Darlene Tolbert. 22.10 Série : Le Saint. 23.05 Documentaire : Télévision, le nouveau pouvoir de l'image. Six minutes d'informations. 0.05 Variétés : Fréquentstar. 2.00 Rediffusions. Quand la science mène l'enquête : Culture pub ; Parous sent ; Culture pub. Feuilleton : Le trésor des Hollandais. Rediffusion. Paul et Virginia ; Médecine de nuit.

**LA SEPT**  
14.30 Méthode Victor I. Anglais. 14.35 Théâtre : Molière Chassé. Pique de Georges Feydeau. 17.00 Documentaire : Dance black America. De P.A. Penabaz. 18.00 Cinéma : Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... ■ ■ ■ Film français de René Allio (1977). Avec Claude Hébert, Joseph Laporcier. Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité (2). De Guy Demoy. 22.30 Magazine : Imagine. 23.00 Série : Chroniques de France. Les Alsiens, d'Hubert Krapp.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Antipodes. Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. 22.40 Nuits magnétiques. Les vieux souvenirs ou le Sémantisme à l'envers. Du jour au lendemain. 0.05 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (donné le 13 janvier au Grand Auditorium) : Jour d'été à la montagne, triptyque symphonique op. 61, d'Irby ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en la mineur op. 21, de Chopin ; symphonie en ré mineur de Franck, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Emmanuel Ax, piano. 22.30 Concert du GRM (donné le 5 janvier) : Tournoi de Leroux ; Orchestre d'Elroy. Jazz-club. En direct du club Lesnades à Paris. Avec le quintette de Ben Sidran, chanteur et pianiste.

### Audience TV du 15 janvier 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience Intégrée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	58,6	Santa-Barbara 21,1	Dessiné 6,9	Actual. 20,4	Bande ann. 2,5	Happy Days 5,0	Pub 3,2
19 h 45	62,1	Roue fortune 25,9	Ra ra ra pas 6,8	19-20 info 12,2	Nulle part 8,4	Arnold Willy 3,1	Magnum 4,8
20 h 18	74,6	Journal 28,8	Journal 16,1	La classe 12,2	Pub 2,9	Journal M-est serv 6,2	
20 h 55	75,4	La mémoire 29,4	La Préfère 14,9	Police fédérale 14,8	Isman 2,4	Dernier bus... 7,0	L'Amour 9,5
22 h 8	69,2	La mémoire 26,7	La Préfère 14,4	Police fédérale 14,3	Isman 1,9	Dernier bus... 7,8	L'Amour 7,9
22 h 44	37,3	Choc 26,7	Dernier Far West 4,5	Soir 3 4,7	Lundi sport 0,5	La voyageur 3,5	L'Amour 8,8



- Parce que IC possède face à Beaubourg un centre de près de 1000 m<sup>2</sup> entièrement dédié Apple.
- Parce que l'expérience d'Apple chez IC s'est construite pendant plus de dix ans.
- Parce que IC est constitué d'une équipe de professionnels passionnés d'informatique.
- Parce que IC fait Apple, rien qu'Apple, et tout Apple.
- Parce qu'être Apple, rien qu'Apple et tout Apple oblige à l'excellence.
- Parce que face à nos offres prix, nos concurrents, n'écouteront que leur courage, qui ne leur dit rien, ont décidé de ne pas intervenir.
- Parce qu'on y trouve toutes les machines Apple.
- Parce qu'on y trouve tous les périphériques.
- Parce qu'on y trouve tous les logiciels.
- Parce qu'on y trouve toutes les revues et la documentation existant sur Apple.
- Parce que tout Apple est disponible systématiquement.
- Parce que le département ingénierie micro informatique IC est spécialisé dans l'intégration des systèmes hétérogènes.
- Parce que IC a l'habitude d'implanter des configurations Apple

- Parce que les dernières nouveautés Apple sont toujours chez IC.
- Parce que IC vous propose un service Hot Line qui allie compétence et courtoisie.
- Parce que rien n'interdit de parfaire sa culture à Beaubourg avant ou après une visite chez IC rue du Renard.
- Parce que IC est aux centres de Paris, (Beaubourg et place Vendôme) facilement accessible en métro ou en voiture.
- Parce que les secrétaires du magasin de Beaubourg sont tout à fait charmantes.
- Parce que l'on peut payer par chèque quelle que soit la banque.
- Parce que quand on achète Apple chez IC, on peut dormir sur ses deux oreilles (il suffit d'avoir un oreiller sur chaque oreille).
- Parce que c'est le seul endroit où les éléphants n'auront pas peur des souris.
- Parce que quand on va en stage de formation place Vendôme, on peut faire semblant

- Parce qu'avec IC votre parc Apple saura s'adapter en toute efficacité à la forte mouvance de l'environnement.
- Parce que les ingénieurs commerciaux de chez IC ne vous proposeront pas de blabla mais du concret.
- Parce que IC sait faire partager des données entre Mac, PC et mainframe.
- Parce que le secteur de la communication n'a pas de secrets pour nous.
- Parce que nous savons tout des applications PostScript.

- Parce que IC sait optimiser votre budget informatique.
- Parce que nos prix ont la cote auprès des directeurs financiers.
- Parce que les pommes sont toutes à croquer chez IC.
- Parce que vous pouvez choisir parmi toutes nos formules, le stage de formation qui vous conviendra le mieux.
- Parce que vous avez le droit de vous montrer exigeant.
- Parce que nous savons intégrer Apple dans l'entreprise sans bouleverser les structures existantes.
- Parce que nos architectes sont spécialistes de l'architecture réseau.
- Parce que nous saurons faire jouer votre Macintosh aussi bien accompagné qu'en soliste.
- Parce que quel que soit votre domaine d'application, la taille et la philosophie de votre entreprise, les lois économiques vous feront choisir IC.
- Parce qu'il est méritoire d'avoir trouvé toutes ces

- vains qui ont choisi la plume informatique.
- Parce que choisir IC est l'essence même de la réussite.
- Parce que IC réussit à vous proposer en plus un peu de soleil et une pointe d'accent avec IC Marseille, 94 av. du Prado.
- Parce que IC possède également place Vendôme un show room de 300 m<sup>2</sup>.
- Parce que IC propose tous les rubans, disquettes et accessoires.
- Parce que IC compte de nombreuses administrations parmi ses clients.

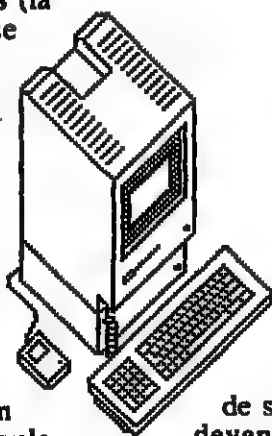


- Parce que chez IC, Mlle Financement à l'habitude de sourire et de trouver les solutions les plus intéressantes.
- Parce qu'à Beaubourg et place Vendôme, il y a un parking pour se garer facilement.
- Parce que chez IC, rien ni personne ne vous empêchera de fumer ou de ne pas fumer.
- Parce qu'on peut payer avec sa carte de crédit.

# VOICI 143 BONNES RAISONS D'ACHETER APPLE CHEZ IC.

des plus simples aux plus complexes.

- Parce que l'équipe IC possède la "culture Apple" sur le bout des doigts, de la standardiste au P.D.G.
- Parce que IC teste systématiquement tous les logiciels.
- Parce qu'en terme de connectique, IC propose tout ce qu'on peut désirer et parfois plus, dans la mesure où il lui suffit de faire appel à son bureau de développement.
- Parce que des milliers de clients ont déjà fait confiance à IC, dont à peu près 4.999 entreprises (la 5.000e est en train de se décider).
- Parce que chaque mois, la lettre de IC permet d'informer nos clients sur toutes les nouveautés, leur prix, et les tendances Apple à venir.
- Parce que IC propose une prestation de broker à ses clients qui désirent mettre régulièrement leur parc à niveau.
- Parce que IC se fera un plaisir de vous accueillir en formation sur le matériel Apple, dans ses locaux de la place Vendôme.
- Parce que IC organise aussi des stages de formation intra-entreprise.
- Parce que IC c'est aussi IC Products qui conçoit et réalise des cartes et interfaces, des modems et des cartes vidéo.
- Parce qu'en cas de problème spécifique à une organisation informatique complexe, le département recherche et développement peut appuyer la Hot Line afin d'établir des solutions précises.
- Parce que ce même département développe aussi des progiciels spécifiques sur commande pour les grandes entreprises, industries ou banques.
- Parce que le stock de IC est organisé pour rendre chaque produit systématiquement disponible.
- Parce que IC est un des premiers distributeurs Apple en Europe il est normal qu'il ait les plus petits prix Apple.

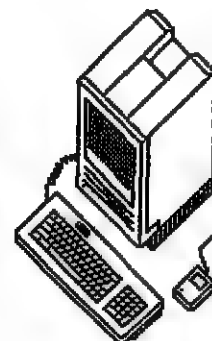


- de s'arrêter en voiture devant le Ritz et redémarrer en riant dès que le portier se précipite.
- Parce que les Grands Comptes sont de bons amis.
- Parce que nos clients PMI/ PME seront bientôt presque tous des Grands Comptes.
- Parce que IC saura gérer votre fort potentiel d'évolution.
- Parce que les chèques du carnet de maintenance IC vous permettent de décider de l'urgence de notre intervention, et de payer au coup par coup, sans être astreint à un contrat assistance à l'année.
- Parce que certaines bonnes raisons (de 81 à 143) ne vous seront révélées qu'une fois client IC.
- Parce que IC vous apporte de la liberté informatique là où il y avait des contraintes.
- Parce que IC sait répondre à toutes les exigences des utilisateurs.
- Parce que place Vendôme, le seul joyau déductible d'impôt c'est la formation IC.

- Parce que nous savons ce que veut dire CAO, DAO, PAO professionnelle.
- Parce que votre réussite dépend aussi du choix de votre partenaire.
- Parce que IC assure en toutes circonstances.

- bonnes raisons de choisir IC et que vous ne manquerez pas de récompenser cet effort.
- Parce que nous partageons votre passion pour Apple.
- Parce que nous aimons les jeunes cadres sur-diplômés qui rêvent d'en croquer, et les écri-

- Parce que même le leasing peut être avantageux.
- Parce que pour un tout petit budget vous saurez tout sur l'état de l'art en participant aux mardis de la place Vendôme.
- Parce que c'est perdre son temps que d'essayer de trouver de meilleurs prix ailleurs.
- Parce que tous les matériels sont en démonstration permanente rue du Renard (face à Beaubourg).
- Parce qu'il n'y a aucune raison de craindre les souris.
- Parce que rue du Renard on peut venir même sans rendez-vous.
- Parce que nous sommes ouverts de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.
- Parce que IC Beaubourg est ouvert même le samedi.
- Parce que, respectueux de la tranquillité de chacun, IC est fermé le dimanche.
- Parce qu'il existe un numéro magique pour bénéficier tout de suite de ces 143 bonnes raisons



(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE, ÇA COMPTE.

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS  
APPLE CENTER IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS

• IC MARSEILLE SA 64 ET 94 AVENUE DU PRADO 13006 MARSEILLE TEL 91 37 25 03



27 L'échec de US Memories  
— Procédures simplifiées pour les projets Euréka

28 Guerre de la propreté à la SONACOTRA  
29 Technologie : des motos plus sûres

42 Marchés financiers  
43 Bourse

## BILLET

### Des investissements en URSS en manque de garanties

Les bouleversements politiques et économiques rapides qui se produisent en Europe de l'Est incitent-ils les industriels français à intensifier leurs relations commerciales avec l'URSS ? De toute évidence non. En 1989, les échanges entre la France et l'Union soviétique ont progressé d'à peine 3 % par rapport à 1988. Avec 30 milliards de francs environ l'an dernier, leur volume demeure nettement inférieur aux quelque 40 milliards enregistrés annuellement avant le lancement de la perestroïka.

Légalisés depuis janvier 1987, les sociétés mixtes attirant peu les Français : seules 40 entreprises se sont lancées dans une activité conjointe avec un partenaire soviétique, alors que l'URSS proclamait l'existence de 1 000 joint-ventures entre firmes occidentales et soviétiques, dont 160 pour la RFA. Moins de 1 000 entreprises réalisent 70 % des exportations totales de la France : la moitié de nos PME ne s'exprime pas seulement à l'Est.

Les hommes politiques des deux pays ont beau s'évertuer à vanter les avantages des investissements en URSS : ils ont beau insister sur l'intérêt de se lancer sur un marché encore presque vierge, sur la nécessité morale de soutenir une transition historique vers l'économie de marché, la plupart traînent encore les pieds.

Que réclament-ils ? Une législation plus claire, une fiscalité incitative ? Les Soviétiques ont déjà fait de gros progrès dans ces domaines, même si, selon le mot d'un industriel français, « avant, on savait ce qui était interdit, maintenant, on ne sait pas ce qui est permis ». Ce qui veut dire véritablement les hommes d'affaires français, ce sont des garanties, une certitude que les millions de francs lancés à l'Est ne se perdront pas. M. Pierre Bérégovoy et le premier vice-président du conseil des ministres de l'URSS, M. Lev Voronine, qui se sont entretenus lundi 15 janvier à Paris, ont promis de faire prochainement de nouvelles propositions sur les garanties des investissements et le rapatriement des bénéfices. Un renforcement des garanties accordées par les pouvoirs publics français aux investissements en URSS devrait convaincre plus facilement les hommes d'affaires et détourner leur attention des périls politiques et économiques auxquels l'URSS est confrontée.

F. L.

Tensions persistantes sur les places financières internationales

### La Bourse de Tokyo enregistre sa plus forte chute depuis 1987

Après trois jours de fermeture, la Bourse de Tokyo a enregistré un nouveau plongeon, mardi 16 janvier, perdant 666,41 points (1,8 %). En l'espace de deux séances, le Kabuto-Cho a plongé de près de 3,5 %. A New-York, Wall Street, encore ébranlé par sa chute de 71,46 points vendredi (-2,6 %), a atténué ses pertes en ne cédant finalement que 19,83 points. Les incertitudes en Union soviétique mais aussi la crainte de tension à la hausse sur les taux d'intérêt rendent les marchés boursiers nerveux.

La fermeture durant trois jours de la Bourse de Tokyo, ce n'est pas tant atténué la violence de la tornade apparue sur cette place dès vendredi 12 janvier. Au contraire, sa vigueur n'en a été que renforcée mardi. Dès l'ouverture des portes, l'indice Nikkei perdait 600 points et se parvenait pas ensuite à redresser la situation. Il terminait la journée à 36 850,36 points, après une chute de 666,41 points supérieure à celle de 653,36 points enregistrée en fin de semaine dernière. Si la secousse de vendredi a été plus importante que lors du minikrach d'octobre 1989 (647 points), celle enregistrée mardi est la plus violente depuis 1987. Toutefois, dans ce cas, aucune panique n'a été décelée et le courant d'affaires a été relativement modéré, les intervenants restant dans l'expectative. En l'absence d'acheteurs importants, des petites ventes de titres ont suffi à provoquer la chute.

Jusqu'à présent, le Kabuto-Cho semblait rester de surbrasse et poursuivait imperturbablement sa progression, quasiment indifférent aux événements internationaux. Premier à effacer les séquelles du krach d'octobre 1987, il traversait deux ans plus tard, sans encombre, la mini-crise boursière mondiale.

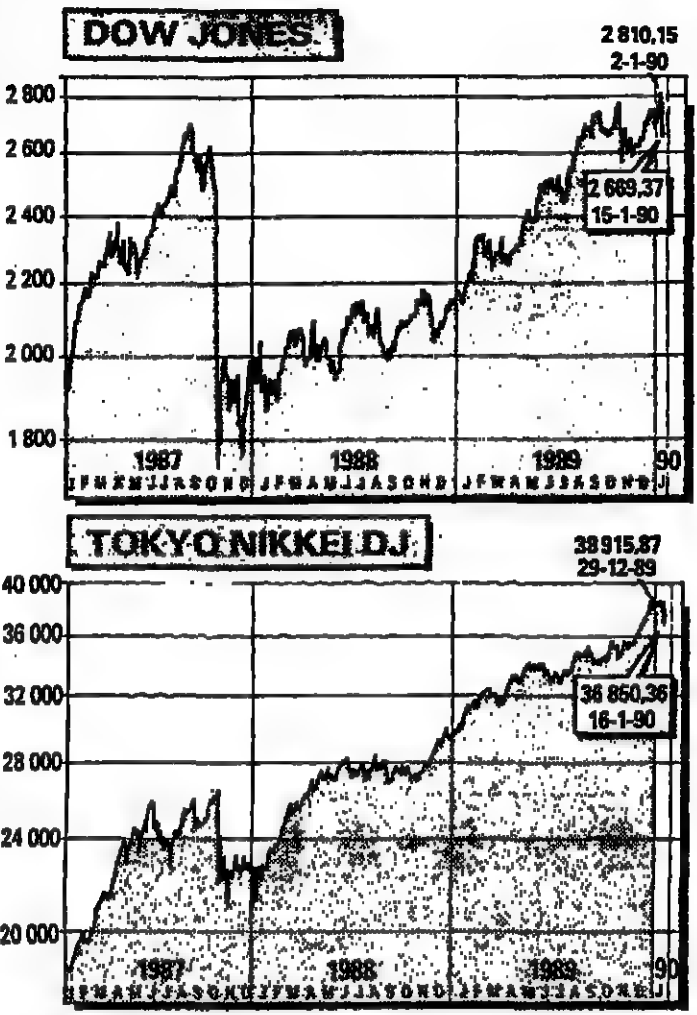
Fin novembre, le Nikkei passait la barre des 36 000 points et, à la mi-décembre, celle des 38 000. Il flirte même en fin d'année avec le seuil des 39 000 en atteignant le 29 décembre le niveau record, 38 915,87 points. Il enregistre sur l'année une hausse de 29,05 %. Pour la première fois de son histoire, la capitalisation du Tokyo Stock Exchange a alors dépassé les 600 000 milliards de yens (25 600 milliards de francs), soit 45 % de la capitalisation mondiale. Mais à ce niveau de cours la place japonaise apparaît plus fragile. Dès les premiers jours de janvier, cette indifférence apparente à l'environnement s'est estompée et les intervenants japonais sont devenus de plus en plus sensibles aux évolutions en Union soviétique. Le 5 janvier, l'annonce de l'annulation par M. Mikhail Gorbachev de ses rencontres avec des responsables étrangers, pour mieux se concentrer sur la situation intérieure, provoquant déjà une très forte baisse des valeurs (338,12 yens). Vendredi 12 janvier, les tensions dans certaines régions d'URSS contribuaient au recul de la Bourse. Ces incertitudes s'ajoutent à celles liées à la perspective d'élections générales qui pourraient ébranler le parti au pouvoir au Japon. Elles contribuent au

fléchissement du yen, au recul du cours des obligations et à la hausse des taux d'intérêt.

De plus, les investisseurs ont réagi négativement à la publication d'indices américains, vendredi (prix de gros pour décembre), qui laissent craindre un arrêt du processus de démantèlement du front des taux d'intérêt. Cette perspective a

fait chuter vendredi la Bourse de New-York (-2,6 %) ainsi que l'ensemble des places internationales. Tous attendent désormais les statistiques du commerce extérieur américain de novembre qui devraient être rendues publiques mercredi.

DOMINIQUE GAILLOIS



## POINT DE VUE

La réforme de la grille de la fonction publique

### Un choix décisif

Les citoyens savent que la qualité de la vie quotidienne dépend pour une part importante de la qualité des services publics auxquels ils ont affaire. Les fonctions publiques d'Etat, territoriales et hospitalières, sont des éléments primordiaux de ces services publics. La modernisation des fonctions publiques passe par des administrations et des services plus accueillants, plus performants, par des fonctionnaires plus responsables, reconnus pour leur compétence et leur efficacité.

La société évolue vite, les techniques et les formations aussi. Que de changements depuis 1948 ! C'est à cette date que la grille d'organisation des rémunérations des fonctionnaires a été mise en place. Elle ne répond plus aux exigences de l'heure. Sa transformation est l'une des conditions de la modernisation des fonctions publiques. Sans transformation pas d'évolution possible de l'organisation du travail et donc des services.

Sans transformation pas d'amélioration des prestations offertes aux usagers.

Sans transformation, ni les usagers ni les fonctionnaires n'y trouveront leur compte, c'est la dégradation des services publics alors qu'il faut y attirer des jeunes formés et dynamiques, fiers d'être au service de la collectivité.

Pour répondre à ces enjeux nous proposons, en commun, quelques éléments-clés d'une transformation efficace de la grille des fonctions publiques. Des échelles de rémunération doivent reconnaître toutes les qualifications initiales ou acquises répondant aux nécessités des administrations et des services.

Ainsi pour l'actuelle catégorie B deux niveaux de recrutement s'imposent bac et bac + 2.

Ainsi doit-on supprimer la catégorie D (emplois non qualifiés) en reclassant ses emplois. Il est entendu que les fonctions publiques restent ouvertes à tous les citoyens. Des formations spéci-

Le groupe Campeau met ses deux filiales américaines en faillite

### La mort à crédit d'un géant de la distribution

Incapable de faire face à ses échéances, le groupe Campeau a été contraint de placer ses deux filiales américaines — dont les célèbres magasins Bloomingdale's — sous la protection de la loi américaine sur les faillites. Une rude leçon pour cet homme d'affaires canadien qui avait assis sa spectaculaire expansion sur une montagne de dettes.

NEW-YORK

de notre correspondant

Jusqu'à son dernier moment, les 100 000 employés de Robert Campeau ont espéré. Lundi 15 janvier au matin, avant de passer la porte du magasin, sur Lexington Avenue, les vendeurs de Bloomingdale's commentaient l'article du New York Times. Le quotidien exprimait les plus vives réserves quant à l'avenir du groupe. Mais il assurait tout de même que « les banquiers étaient prêts à accepter un nouveau délai » pour essayer de sauver celui qui, en deux ans, était devenu le grand nom de la distribution.

Las ! La raison et les comptes ont parlé. Robert Campeau, qui avait déjà perdu le contrôle de son groupe trois mois auparavant, faisait annoncer au fin de matinée, de son siège local, qu'il plaçait ses deux filiales américaines sous la protection de l'article 11 de la loi américaine sur les faillites. Cette mesure va permettre à Allied Stores et à Federated Department Stores, deux sociétés qui exploitent chacune plus de cent trente grands magasins répartis sur l'ensemble des Etats-Unis, de geler le remboursement des dettes dues à la masse des créanciers. En attendant une réorganisation de l'entreprise — un processus qui, de l'avis des experts, prendrait un à deux ans — susceptible de la relancer sur des bases saines.

La déconfiture de « Bloomingdale's » — une enseigne qui avait pignon sur avenue depuis 1872 — est assurée. Mais paradoxalement, chacun s'affirme réjouir les banquiers, tout d'abord, et notamment la Citicorp, le chef de file du groupe Campeau, qui espèrent bien sauver quelques meubles en vendant au plus vite ce qui est vendable. Pour eux, l'histoire était pratiquement classée depuis la mi-décembre, lorsque Campeau Corp. avait remis à la Securities and Exchange Commission, la commission boursière américaine, un épais dossier sur la situation du groupe.

A l'époque, Robert Campeau avait déjà annoncé qu'il était prêt à vendre le joyau de la couronne, les magasins Bloomingdale's. Il en voulait un milliard de dollars (environ 5,7 milliards de francs). Trop cher, ont répondu les Japonais, un instant intéressés. Malgré les candidatures d'une bonne demi-douzaine d'investisseurs, aucun accord de principe n'a été signé à ce jour. La Citicorp et Sumitomo Bank, les deux principaux créanciers du groupe, auquel ils ont consenti 800 millions de dollars de crédit-relais, vont certainement accélérer les contacts.

D'autres corps de métiers voient dans cette mise sous contrôle judiciaire une formidable aubaine. Ils sont sûrs, à présent d'être payés. Y

compris « sur la bête » si la liquidation est confirmée. Les fournisseurs se disent pleinement rassurés. « Les banques vont nous payer et nous sommes prêts à reprendre nos approvisionnements dès le 20 janvier, de façon à préparer la saison de printemps », affirme le soir-même Al Silverstone, le patron de Patty O'Neil, l'un des fournisseurs des magasins de Campeau Corp. Depuis le début janvier, si l'on en croit les responsables des deux cent cinquante magasins, ceux-ci n'ont reçu que 20 % de la marchandise commandée, bien que la firme ait normalement payé ses fournisseurs.

## Echec fatal

En septembre dernier, l'homme d'affaires québécois avait dû se résoudre à partager la direction de Campeau Corp. avec un représentant des frères Reichmann, riches hommes d'affaires de Toronto, qui l'avaient épaulé en 1986 dans sa conquête d'Allied Stores, puis, trois ans plus tard, lorsqu'il était parti à l'assaut de Federated Stores. Toujours sans un sou en poche, ou presque. Apparaissent Olympia and York, l'entreprise d'Albert, Paul et Ralph Reichmann — la première affaire de promotion immobilière dans le monde — s'était contentée d'une participation de 24,5 % dans la société holding qui réunit caennais en échange des services rendus. Ce dernier étant aux abois, ils acceptaient de lui accorder un prêt de 250 millions de dollars américains. A la condition de hisser à 40 % fin septembre, leur participation dans Campeau Corp.

Loin de s'émouvoir grâce à ce ballon d'oxygène, la situation financière du groupe allait en s'aggravant. Au début de cette année, Robert Campeau était incapable de rembourser 100 millions de dollars de prêts sur lesquels étaient gagées des actions de sa société-holding. Détruite de ces titres, la Banque nationale du Canada décidait de s'en arroger la propriété, devenant du même coup actionnaire à 29 % de Campeau Corp. et l'un des deux principaux propriétaires de l'affaire, aux côtés des frères Reichmann.

Minoritaire dans sa propre société et d'abord dans ses deux principales filiales américaines — Robert Campeau n'avait plus d'espoir de retrouver le pouvoir. Du coup, le 4 janvier, Citicorp, et les autres banques du groupe faisaient savoir qu'elles mettraient en recouvrement le 15 janvier la somme de 2,34 milliards de dollars de prêts consentis au groupe. Sous réserve qu'Allied et Federated puissent prouver leur solvabilité. Magnanimes, elles proposaient de reporter de quelques jours l'échéance fatale, mais la direction des deux filiales, installée à Cincinnati a décidé de recourir à l'article 11, pour en finir.

La plus grande faillite intervenue à ce jour aux Etats-Unis dans le secteur de la distribution est l'illustration parfaite des retours de bâton que peuvent recevoir ces raiders partis à la conquête de sociétés dix fois plus grosses qu'eux. Et bien décidés à payer leurs acquisitions en monnaie de singe.

SERGE MARTI  
(Lire la suite page 27)

### Plus de 7 milliards de dettes

Groupe	Chânes	Nombre de magasins (total)	Revenus escomptés (en cas de vente) (millions de \$)	Montant de la dette (millions de \$)
Allied	Bon Marché (Seattle) Jordan Maas (Boston) Mas Brothers (Tampa) Stern's Panama (New-Jersey)	127	entre 1 200 et 1 800	2 990
Federated	Abraham Straus (New-York) Bloomingdale's (New-York) Burdines (Miami) Lazarus (Cincinnati) Rich's (Atlanta)	128	entre 2 550 et 3 700	4 235

(Source: Merrill Lynch)

## INSOLITE

### Une montre qui... roule

La Swatch, cette fameuse montre suisse bon marché, lancée au début des années 80 pour stopper l'invasion des produits horlogers à bas prix du Sud-Est asiatique, est une affaire, qui roule. Près de 60 millions d'exemplaires ont déjà été vendus. A telle enseigne, que son promoteur, M. Nicolas Hayek, PDG de la SMH (Société de microélectronique et d'horlogerie), groupe suisse qui rassemble des marques aussi prestigieuses que Longines, Eterna, Rado, Omega, Cartier, ...Swatch projette de lancer un véhicule automobile bon marché, écologique et mettant en œuvre des technologies avancées.

Considéré comme le renfleur de l'horlogerie suisse, M. Hayek n'est pas réputé pour être un farfelu. Il s'agit, a-t-il dit, d'un projet « tout à fait sérieux ». Cette voiture sera dans la lignée des montres Swatch, c'est-à-dire de très haute qualité mais de prix bas de gamme, pour donner le pion aux constructeurs japonais. La « car-watch » sera d'inspiration européenne et aura l'image d'un peu provocatrice de la Swatch. M. Hayek veut mettre à contribution des constructeurs européens tels Renault, Peugeot, Volkswagen ou Fiat, qui pourraient y être associés en tant que sous-traitants.

## Money

Deuxième reprise : si espoir blanc, qui dans la bière et la des dernières défilées mis KO après avoir eu une première fois contre les assauts de plus vieux de nos

eman, qui fut champion en 1988 puis champion des lourds en 1973 vainement le punch et affaissant pour affronter champion en titre. De 1977 à 1987, disait avoir rencontré des vestiaires avant, un été pasteur. Il est e ring il y a trois ans un centre de réhabilitation et il avait eu victoires contre le tonnerre (21 h. A. France 5-1). A. Dechaume (FRA) vendit (LUX.), 6-4, 7-4; (Tch., n° 6) b. S. Martin -0, 6-0; H. Sukova (Tch. Morton (AUS.), 6-4, 6-3; ses (E-U n° 6) b. M. Jaggan 6-3; 1. Demonges (FRA) E-U, 4-6, 6-2, 6-2.

A.G.

1. Y. Noah (FRA, n° 12) tou), 4-6, 7-5, 6-2, 4-6; (FRA) b. O. Compagno 1, 3-6, 6-4, 6-3.

mes : H. Kolesi (CAN, n° 8) (RFA), 6-2, 6-3; B. Paulus : R. Rajcicova (Tch.), 6-3, 6-0; (AUS.) b. A. France 5-1; A. Dechaume (FRA) vendit (LUX.), 6-4, 7-4; (Tch., n° 6) b. S. Martin -0, 6-0; H. Sukova (Tch. Morton (AUS.), 6-4, 6-3; ses (E-U n° 6) b. M. Jaggan 6-3; 1. Demonges (FRA) E-U, 4-6, 6-2, 6-2.

## ATION

### seaux FM et de fusion tropolys

tion du réseau en sonales (plus rationnelle fabrication et des locaux et la démarcation ité) et sur le développement annexes comme la ue, l'édition musicale a in des fréquences sa- i connaître l'avis du CSA remment pointilleux et a sur le dossier des réseaux, doute satisfait d'observer apement. Restera aussi la réaction des stations en province. Les ma- es dernières années, il fait rais des aventures diverses s à leurs franchiseurs o rnaux de programmes en fait, elles qui ont le de comme le prouve l'exem- Pacific-FM, absorbé nt par NRJ mais des ne dizaine de stations se quitter le réseau.

ANNICK COJEAN

velle offensive française à Londres

Le groupe de communication BSCG ce une OPA sur KLP

Groupe de communication (Roux Seguela Cayrol) a lancé, lundi 15 janvier, une offensive à Londres, se matinée à l'achat sur le public d'achat sur le britannique KLP. Il s'agit d'une OPA « amicale », réalisée avec le management de la anglaise, qui va apporter sa au groupe français.

e au point par la banque et Kleinwort Benson, est et un accueil favorable a reçu un accueil favorable Bourse de Londres. RSCG Bourse de Londres, 2000 se d'acheter les actions à 235 pence, soit un p à 48,8 %. Un prix q sur le marché. Bon m se KLP à 32,1 millions (environ 510 millions i).

cas de réussite, cette OPA it permettre à BSCG de apper son implantation en rando-Bretagne qui aut, rando-Bretagne en 1989 (rap KLP a réalisé en 1989 rap dos le 30 septembre) en de affaires de 103,7 millions s (environ 1 milliard e s) La moitié de son acq- rce en Grande-Bretagne e moitié aux Etats-Unis





## VILLE D'AMIENS

Afin de doter la Ville d'Amiens des moyens structurels lui permettant de participer au concert des grandes capitales régionales, l'équipe municipale a engagé un programme d'investissement important au travers d'un Plan Triennal de Mobilisation faisant appel à tous les partenaires et portant sur plus de 1,2 milliard de francs, dont 760 millions de francs apportés par la Ville.

### DANS CE CADRE, LA VILLE CONSULTE :

#### 1 LABORATOIRES SCIENTIFIQUES

Construction de 3 500 m<sup>2</sup> environ de laboratoires universitaires sur la friche industrielle de l'Ilot des Poulies.

#### 2 EXTENSION UNIVERSITAIRE A SAINT-LEU

Construction de 11 000 m<sup>2</sup> de bâtiments universitaires, de 200 places de parking et de divers locaux annexes dans le site historique et inscrit de Saint-Leu.

#### 3 IMPLANTATION UNIVERSITAIRE ZAC CATHÉDRALE

Construction de 10 000 m<sup>2</sup> de bâtiments universitaires, de 300 places de parking et de divers locaux annexes dans le périmètre de la ZAC Cathédrale.

#### 4 PARC URBAIN SAINT-PIERRE

Parc de 20 hectares. Plans d'eau et promenades à proximité du centre historique et du site inscrit des Hortillonnages.

#### 5 PIÉTONNISATION DU CENTRE-VILLE

Réalisation dans une première phase de 18 000 à 20 000 m<sup>2</sup> d'aires piétonnes dans l'hypercentre autour de la place Gambetta et place de l'Hôtel-de-Ville, avec création d'œuvre d'art urbain monumentale.

#### 6 RÉALISATION DE LA ZAC VALLÉE DES VIGNES

Aménagement et commercialisation d'un périmètre de 80 hectares situé à l'entrée sud d'Amiens, au débouché immédiat de la future autoroute A 16, dont 50 hectares d'activités et 300 logements environ.

#### 1. - APPEL DE CANDIDATURES

##### CONCOURS CONCEPTION CONSTRUCTION

Concours ouvert à des équipes pluridisciplinaires : concepteurs - entreprises - bureaux d'études.

Les équipes admises à concourir et non retenues à l'issue du concours seront indemnisées.

Le dossier de candidatures devra comporter :

- la désignation des membres de l'équipe et de son mandataire ;
- la présentation de chacun des membres de l'équipe ;
- un dossier de références indiquant les principales réalisations récentes d'importance comparable dans les mêmes domaines.

#### 2 et 3. - APPEL DES CANDIDATURES

Concours ouvert à des équipes de conception comprenant architecte et bureau d'études.

Déroulement du concours : 1<sup>er</sup> degré - concours sur esquisse après présélection initiale de 5 équipes.

Le lauréat se verra confier une mission de maîtrise d'œuvre M1 allégée, et les candidats non retenus seront indemnisés.

#### 4. - APPEL DE CANDIDATURES

Concours ouvert aux architectes paysagistes et équipes pluridisciplinaires : paysagistes - architectes urbanistes - plasticiens...

Déroulement du concours : présélection initiale de 7 équipes.

1<sup>er</sup> degré : concours sur esquisse.

2<sup>e</sup> degré : concours sur APS.

Le lauréat se verra confier une mission de maîtrise d'œuvre M2.

Les candidats non retenus seront indemnisés.

#### 5. - APPEL DE CANDIDATURES

Concours ouvert aux urbanistes - paysagistes - architectes ou équipes pluridisciplinaires.

Déroulement du concours : 1<sup>er</sup> degré - concours sur esquisse après présélection initiale de 5 équipes.

Le lauréat se verra confier une mission de maîtrise d'œuvre M3 étendue, et les candidats non retenus seront indemnisés.

Pour chacun de ces projets, les dossiers de candidatures devront comporter :

- la désignation des membres de l'équipe et le mandataire les représentant ;
- la présentation de chacun des membres de l'équipe ;
- un sous-dossier de références indiquant les principales réalisations d'importance comparable dans les mêmes domaines.

Les dossiers de candidatures devront être adressés pour le MARDI 31 JANVIER 1990

à Monsieur le Député Maire - Service des marchés

Hôtel de ville - B.P. 2720 - 80027 AMIENS CEDEX

Renseignements d'ordre administratif :

M<sup>me</sup> DARGENT - TÉL. : 22-97-40-40, poste 4542.

Renseignements d'ordre technique :

Parc urbain Saint-Pierre

M. CHEVALIER - TÉL. : 22-97-40-40, poste 4930.

Locaux universitaires-piétonnisation

M. LEDERLIN - TÉL. : 22-97-40-40, poste 4563.

#### 6. - ZAC VALLÉE DES VIGNES

##### APPEL A CANDIDATURES AUPRÈS D'OPÉRATEURS IMMOBILIERS ET COMMERCIAUX ET D'AMÉNAGEURS

Il s'agit pour la ville de trouver un ou des partenaires pour réaliser tout ou partie des opérations d'aménagement et de commercialisation des terrains de ce secteur opérationnel.

Ce partenariat peut prendre toute forme après négociation sur les réponses à cette consultation remises à la ville par les personnes intéressées.

Un dossier est disponible sur simple courrier de demande à :

Monsieur le Député Maire - Hôtel de ville  
B. P. 2720 - 80027 Amiens Cedex

Ce dossier comprend :

- un plan de situation ;
- un plan périmétral ;
- un programme général ;
- un projet de PAZ modificatif.

Tous renseignements téléphoniques peuvent être obtenus au 22-97-40-40 auprès du département aménagement et urbanisme (M. Lederlin - poste 4563, ou M. Bretez - poste 4565) ou auprès du service de développement économique (M. Desjonquères - poste 4601).

Les réponses à la présente consultation devront comprendre :

- 1 - L'identité de l'investisseur, ses références dans un domaine comparable, et les partenaires envisagés pour cette opération (promoteurs, aménageurs, bureaux d'études, opérateurs commerciaux, etc.).
- 2 - Les éléments suivants, réunis sous la forme d'une proposition de convention ou de protocole d'accord :
  - 2.1 - Les périmètres et le programme des constructions envisagés, les équipements publics réalisés à remettre à la ville, en s'appuyant sur une analyse du marché et des hypothèses de commercialisation, ainsi que les dispositions permettant à la ville de garder un droit de regard à définir sur la réalisation de ce programme ;
  - 2.2 - Le prix et les modalités de cession, selon un bilan prévisionnel, les garanties financières proposées, les modalités d'un éventuel partenariat à définir avec la ville ;
  - 2.3 - Le calendrier et le phasage éventuel du programme projeté.

Les dossiers de propositions devront être adressés, pour le jeudi 8 mars 1990 au plus tard, sous double enveloppe portant la mention :

« CONSULTATION VALLÉE DES VIGNES ».

à Monsieur le député maire - Service des marchés

Hôtel de ville - B.P. 2720 - 80027 Amiens Cedex



# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Le plan d'assainissement de l'économie argentine

### Le ministre des finances s'attaque aux graves déficits du secteur public

BUENOS-AIRES  
de notre correspondante

Le ministre argentin de l'économie, M. Esteban González, persiste et signe. Dans une allocution à la nation, la seconde en quinze jours, prononcée lundi soir 15 janvier, il a montré qu'il maintenait le cap de sa politique économique. Mais il a aussi annoncé une série de mesures autour de trois objectifs : stabiliser l'économie, apporter une série de réformes structurelles et relancer la croissance.

Fort des premiers résultats de son plan annoncé le 1<sup>er</sup> janvier — résultats qui ont « dépassé notre attente », se félicite-t-il — le ministre de l'économie veut désormais s'atteler à la réduction du déficit public sur trois fronts : les entreprises publiques, les provinces et l'administration centrale. La première victime de la reorganisation administrative sera... la police secrète. Celle-ci, a annoncé le ministre, sera, à très court terme, nombre de ses directions, divisions et départements supprimés, 30 % de son personnel licencié, un tiers

de ses immeubles et presque la moitié de son parc automobile vendus.

Un organisme central de contrôle des entreprises publiques est créé, et la production énergétique est unifiée, avec le regroupement sous la même autorité de l'exploitation pétrolière, du gaz d'Etat, des charbonnages et de la compagnie d'électricité. M. González a annoncé, par ailleurs, la privatisation de deux complexes pétrochimiques qui dépendent du ministère de la défense.

Un nouveau pas sera franchi dans la réduction des barrières douanières, pour favoriser l'importation ; et des mesures financières seront mises en place pour pallier le manque de liquidités actuelles. Le ministre a annoncé le soutien de la Banque mondiale, ainsi que celui de la Banque Interaméricaine pour le développement (BID), qui se sont engagés sur un programme de 3 milliards de dollars sur dix ans, visant à assainir les finances des provinces.

ÉDITH CORON

### Le président du patronat ouest-allemand plaide pour des investissements immédiats en RDA

Investissez immédiatement en RDA, a déclaré en substance aux chefs d'entreprise ouest-allemands M. Klaus Murrmann, président du patronat ouest-allemand, dans une interview radiophonique diffusée, lundi 15 janvier, par Norddeutsche Rundfunk.

Avec la promesse de convertibilité des monnaies et le choix fait en faveur de l'économie de marché, les conditions sont maintenant réunies pour de tels investissements, qui pourraient intervenir avant même les élections législatives en RDA prévues le 6 mai, a déclaré M. Murrmann.

Le patron des patrons estime qu'il n'y a pas lieu de craindre un « bradage » de la RDA par le biais des prises de participation de capital de firmes occidentales.

« L'important, c'est qu'on crée le cadre législatif futur qui permettra aux partenaires des deux pays de connaître clairement leurs possibilités », a-t-il déclaré.

M. Murrmann est par ailleurs opposé à une limitation par la RDA des prises de participation étrangères au capital des entreprises à 49 %. Si l'Allemagne de l'Est est en faveur du principe d'une économie de marché libre et sociale, elle ne doit pas poser de limites sur les taux de participation, a-t-il déclaré.

— (AFP.)

### La mort à crédit d'un géant de la distribution

(Suite de la page 25.)

L'opération Allied, puis Campan, a représenté d'abord 3,6 milliards de dollars puis 6,6 milliards en 1988. Sur lesquels Robert Campan n'a pratiquement rien déboursé, se contentant, par exemple, de revendre 18 des 24 divisions d'Allied Stores pour récupérer 1,2 milliard de dollars et financer ainsi une partie de l'acquisition. Sans avoir eu le temps de digérer la première transaction, il s'est lancé dans une autre, en rachetant la première. Avec la bénédiction des banques et du marché financier, qui ont accepté sans sourciller d'acquiescer 1,4 milliard de dollars de junk bonds (obligations pourries) d'Allied Stores et autant de Federated Stores.

Depuis, ces deux sociétés traitent un énorme boulet : 7 milliards de dollars de dettes. Un poids qui ébranle les comptes financiers des deux firmes alors que les résultats d'exploitation des magasins (hors frais financiers) sont positifs. Fin janvier 1990, date de clôture de l'exercice en cours, toutes les chaînes devraient dégager un bénéfice. Pas moins de 50 millions de dollars pour les magasins les plus dévalorisés. Jusqu'à 130 millions de dollars pour Blooming's qui ne désemplit pas. Mais impossible d'en sortir quand le seul service de

### Aux États-Unis Les liaisons longue distance d'ATT gravement perturbées

Une grande partie des liaisons téléphoniques longue distance à l'intérieur des États-Unis assurées par la compagnie ATT (American Telephone and Telegraph) sont confrontées à de graves perturbations depuis le début de l'après-midi du lundi 15 janvier. Un porte-parole d'ATT, M. Burke Stinson, a reconnu que ce problème était le pire connu par la compagnie depuis vingt ans.

Il s'agit, selon lui d'un incident au niveau du programme informatique, qui n'aurait pas été identifié mardi à 1 h GMT, soit environ dix heures après son début. « Nous avons des centaines de gens qui travaillent à travers le pays pour essayer de faire un diagnostic et de corriger l'anomalie », a-t-il ajouté.

Tout en reconnaissant qu'il était difficile d'expliquer qu'un problème frappe ainsi la plupart des cent quatre-vingt centres de commutation de la compagnie, le porte-parole a « pas encore » voulu envisager l'hypothèse d'un virus informatique.

La plupart des appels par le réseau ATT aboutissent à un enregistrement indiquant que les circuits sont occupés.

Les deux principaux concurrents d'ATT, MCI et US Sprint, ne sont pas touchés, ni les communications internationales. — (AFP.)

la dette coûte 10 millions de francs par jour... Robert Campan voulait devenir le premier distributeur américain. Une formidable revanche pour cet ancien manœuvre, issu d'une famille de sept enfants. Reconna pour sa réussite — dans l'immobilier — dans son Canada natal, il n'y ferait jamais partie de l'establishment anglophone. Aux États-Unis, seuls comptent les chiffres au bilan.

### Un ralentissement économique

Mais son coup de poker a échoué. Non seulement il a trop chargé la banque, mais il n'a pas vu venir un ralentissement économique qui affecte tout à tour tous les secteurs de la consommation. Hier, l'automobile. A présent, la distribution, car tous les grands magasins souffrent de ce mal étrange aggravé par la concurrence des ventes sur catalogue, lesquelles représentent déjà 28 % des achats aux États-Unis.

Après l'épisode United Airlines qui, en octobre dernier, a donné le prétexte à un mini-krach boursier, l'échec de Robert Campan marque la fin d'une époque où l'argent était facile à trouver. D'autres échecs sont à craindre.

BERGHE MARTI

## INDUSTRIE

### Echec dans les mémoires électroniques US Memories jette l'éponge

Le grand retour des Américains dans les mémoires électroniques dites « dynamiques » (DRAM), qui équipent entre autres les micro-ordinateurs, a fait long feu : US Memories, un consortium unissant des fabricants de puces et des informaticiens, a décidé d'abandonner son projet faute d'avoir réuni les sommes espérées.

Mauvaise nouvelle pour l'électronique américaine : le consortium US Memories, qui unissait fabricants de puces électroniques et informaticiens pour tenter un retour de force dans les mémoires dynamiques, jette l'éponge, faute d'avoir trouvé les fonds nécessaires.

Le tandem, qui réunissait des groupes aussi rivaux qu'IBM, Digital Equipment (DEC), Hewlett-Packard (HP), avait vu le jour il y a sept mois. Alors que les Japonais occupent 70 % au moins du marché mondial des DRAM, l'idée était de demander à plusieurs dizaines d'entreprises d'investir 50 millions de dollars chacune (près de 300 millions de francs) dans ce projet américain de reconquête. C'était la première fois que les fabricants de mémoires et leurs grands clients informaticiens unissaient ainsi leurs efforts.

Dès le mois de novembre, pourtant, le projet avait donné des signes de faiblesse : trois membres de l'informatique (Apple, Unisys, Sun et Tandem) renouaient au projet (le Monde du 21 novembre). Aujourd'hui l'échec est patent : le patron d'US Memories — un ancien d'IBM, très actif dans le projet — n'a réuni que 350 millions de dollars, soit la moitié de ce qui était jugé nécessaire.

Certes, entre-temps l'informatique a plongé dans une lente dépression et — expliquant cela — le prix des mémoires a fortement baissé... Les Coréens, derrière Samsung, se sont enfoncés sur le marché... Les yeux braqués sur la dernière ligne de leur bilan, les industriels américains sacrifient donc une nouvelle fois un projet industriel à long terme que leur aurait permis de reconquérir un peu de ce qui fut leur indépendance technologique.

F. V.

### Malgré un bilan jugé positif

### Les procédures vont être simplifiées pour favoriser le développement des projets Eurêka

« Les résultats d'Eurêka dépassent nos propres espérances. » En ouvrant, lundi 15 janvier à l'hôtel Matignon, la conférence de presse sur le développement du programme de recherche Eurêka en France, M. Michel Rocard a ainsi tenu à manifester la satisfaction du gouvernement pour ce programme de recherche, lancé en 1985 par le président de la République. Dix-neuf pays européens (1) participent à des projets Eurêka, qui ont pour but de favoriser des coopérations entre industriels et laboratoires de recherche et de développer des produits directement commercialisables.

Deux cent quatre-vingt-dix-sept projets ont obtenu le label Eurêka, ce qui correspond à un investissement total de 38 milliards de francs (dont 30 % environ sont financés par des aides publiques et 70 % par les industriels), auxquels s'ajoutent les 27 milliards de francs du programme Jéss sur les composants électroniques, pour lequel l'aide publique pourrait être légèrement supérieure (40 % environ). La CEE pourrait également pro-

chainement participer au financement de projets. Après quelques malentendus, les relations entre la CEE et Eurêka sont devenues en effet « tout à fait détendues », a tenu à souligner M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

L'audit de la procédure Eurêka, demandé par le premier ministre en mai dernier et confié au cabinet IDS Consultants, fait apparaître que les industriels sont satisfaits dans 80 % des cas de leur participation à un projet. Mais l'étude a aussi mis en évidence un certain nombre de dysfonctionnements : secteurs insuffisamment couverts, sélection pas toujours optimale, difficultés et délais trop importants pour l'obtention de financements, etc. M. Henri Guillaume, secrétaire général du comité interministériel Eurêka, a donc annoncé certaines modifications du programme.

En 1990, il favorisera l'émergence de projets dans sept secteurs trop délaissés jusqu'à présent : construction et BTP (bâtiment et

travaux publics), automobile, ferroviaire, pharmacie et biotechnologies, télécommunications, environnement et industries agro-alimentaires. Une aide accrue sera accordée aux entreprises de taille moyenne : aide financière par le biais de l'ANVAR (dont M. Guillaume est aussi le président), qui pourra apporter aux PME jusqu'à 600 000 F pour les aider à rechercher des partenaires et 400 000 F pour le montage du projet ; aide administrative, l'ANVAR devenant l'interlocuteur unique de l'industriel pour la gestion du dossier. Plus généralement, les procédures d'obtention seront simplifiées et plus clairement établies.

Enfin, M. Curien a également évoqué l'ouverture possible du programme Eurêka aux pays de l'Est.

ANNIE KAHN

(1) Outre les douze pays de la CEE, l'Autriche, la Finlande, la Suède, la Suisse et la Turquie participent à Eurêka.

### General Electric et la SNECMA lancent un nouveau moteur d'avion

Le motoriste américain General Electric et le français SNECMA ont décidé de fabriquer un nouveau moteur très puissant pour équiper les futurs avions gros-porteurs, a annoncé, le lundi 15 janvier, M. Louis Gallois, président de la SNECMA. Ce programme de plus de 1 milliard de dollars a été baptisé GE 90. Ce moteur devrait être certifié en 1994 et développer 90 000 livres de poussée, alors que les plus puissants sur le marché n'excèdent pas 62 000 livres. Les avions auxquels il est destiné sont le 777 et le 747 de Boeing et le 330 d'Airbus. General Electric prendra en charge 60 % du programme, la SNECMA au moins 25 %, le reste étant partagé entre d'autres coentreprises mondiales.

D'autre part, M. Gallois s'est félicité des résultats de l'année 1989 qui ont été exceptionnels. Le groupe est redevenu bénéficiaire (entre 50 et 100 millions de francs) après avoir été dans le rouge (250 millions de francs de

pertes en 1988 et 410 millions en 1987). Il a en portefeuille 36,5 milliards de francs de commandes, contre 35,8 milliards un an auparavant, et ce carnet est à 75 % civil. La vedette continue d'être tenue par le moteur civil CFM 56, qui a été commandé à 808 exemplaires. La SNECMA a poursuivi le développement des différentes versions de ce réacteur destinées aux Airbus A-340 et A-321 et celui du réacteur militaire M-88 qui équipera le Rafale et dont le premier exemplaire, livré à Dassault à la fin du mois de décembre, volera au printemps prochain.

M. Gallois a confirmé que sa société se préparait à la mise au point de moteurs pour le successeur de Concorde, voire pour un hypersonique hypersonique capable de voler à plus de Mach 2. Dans cette optique, la SNECMA a signé un protocole avec Rolls Royce et discute avec les Soviétiques et les Japonais.

### Selon le CEFIC

### La chimie européenne enregistrerait un taux de croissance de 2,5 % pour 1990

Champions de la croissance durant la décennie écoulée, l'industrie chimique européenne commence sérieusement à s'essouffler. Selon les experts du Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEFIC), sa production pour 1990 ne devrait augmenter que de 2,5 % alors qu'elle s'était encore accrue de 3,6 % l'an dernier.

Rien à voir bien sûr avec les 6,7 % enregistrés pour 1988. Mais le ralentissement n'en est pas moins notable. Ce qui n'empêchera pas les investissements, carpeus à un niveau record en 1989 (23 milliards de dollars, soit 131 milliards de francs), « de continuer à croître de 2 % », assure-t-on encore au CEFIC.

Les industriels, eux, ne se disent pas déçus par ce coup de frein prévisible. Au contraire, ils considèrent que l'activité va se stabiliser au plus haut niveau, ce qui devrait permettre à l'industrie chimique de faire l'atterrissage en douceur souhaité en attendant un prochain cycle de croissance. Quelques-uns pensent que l'ouverture de nouveaux marchés à l'Est pourrait donner un utile coup de pouce au développement des affaires.

La chimie est une des plus importantes industries européennes avec un chiffre d'affaires évalué, pour l'année écoulée, à 350 milliards de dollars, soit, au cours actuel du billet vert, 1 995 milliards de francs.

### Alcatel lance une OPA amicale en Grande-Bretagne

La filiale britannique d'Alcatel a lancé un offre publique d'achat amicale sur la société britannique National Telecom plc qui détient 10 % du marché britannique des FAX (autocommutateurs).

Cette opération permet au groupe de combler un « trou » dans sa couverture géographique européenne, le Royaume-Uni étant un marché particulièrement dynamique en matière de télécommunications et d'informatique, notamment. Alcatel Business Systems avait acquis sur le marché londonien au prix de son offre, soit 60 pence l'action, 25 % de sa cible. En tenant compte des promesses irrévocables qui lui ont été consenties par des actionnaires de National Telecom, Alcatel détient ou a voté de détenir 51,1 % du capital de l'entreprise.

PRÉCISION. — Dans le graphique relatif aux comparaisons des taux d'impôts locaux selon les régions (le Monde du 16 janvier), des initiales désignent les régions à comparer avec l'Ile-de-France. La lettre P — nous avons omis de le préciser — signifiait Provence-Alpes-Côte d'Azur.

D'autre part, il s'agissait de prévisions puisque les budgets des régions pour 1990 n'ont pas encore été votés.

## REPÈRES

### INFLATION

Très forte en Israël...

La hausse des prix en Israël a été très forte en décembre, atteignant 1,1 % par rapport à novembre. Pour l'année 1989, la hausse atteinte 20,7 %, soit le taux le plus élevé depuis trois ans (16,4 % en 1988, 16,1 % en 1987). En 1986, le taux d'inflation avait été de 19,7 %. M. Shimon Pérès, ministre des finances, a attribué ce mouvement à la flambée qui s'est produite sur le prix du logement à la suite de l'arrivée de nombreux immigrants — essentiellement d'URSS —, deux fois plus nombreux que les pouvoirs publics ne s'y attendaient.

Au Portugal également, l'inflation s'est aggravée passant d'un taux de 9,9 % en 1988 à un taux de 12,7 % en 1989.

En Espagne, la hausse des prix a augmenté de 0,4 % en décembre par rapport à novembre portant à 8,9 % le taux d'inflation pour 1989 après 5,8 % en 1988. Les prévisions initiales du gouvernement portaient sur une hausse de 3 % et des mesures ont été prises au cours de l'année dernière — monétaires notamment — pour calmer les sursauts de l'économie espagnole.

En Grande-Bretagne, la hausse des prix a augmenté de 0,4 % en décembre par rapport à novembre portant à 9,9 % le taux d'inflation pour 1989 après 5,8 % en 1988. Les prévisions initiales du gouvernement portaient sur une hausse de 3 % et des mesures ont été prises au cours de l'année dernière — monétaires notamment — pour calmer les sursauts de l'économie espagnole.

En Espagne, la hausse des prix a augmenté de 0,4 % en décembre par rapport à novembre portant à 8,9 % le taux d'inflation pour 1989 après 5,8 % en 1988. Les prévisions initiales du gouvernement portaient sur une hausse de 3 % et des mesures ont été prises au cours de l'année dernière — monétaires notamment — pour calmer les sursauts de l'économie espagnole.

En Espagne, la hausse des prix a augmenté de 0,4 % en décembre par rapport à novembre portant à 8,9 % le taux d'inflation pour 1989 après 5,8 % en 1988. Les prévisions initiales du gouvernement portaient sur une hausse de 3 % et des mesures ont été prises au cours de l'année dernière — monétaires notamment — pour calmer les sursauts de l'économie espagnole.

En Espagne, la hausse des prix a augmenté de 0,4 % en décembre par rapport à novembre portant à 8,9 % le taux d'inflation pour 1989 après 5,8 % en 1988. Les prévisions initiales du gouvernement portaient sur une hausse de 3 % et des mesures ont été prises au cours de l'année dernière — monétaires notamment — pour calmer les sursauts de l'économie espagnole.

En Espagne, la hausse des prix a augmenté de 0,4 % en décembre par rapport à novembre portant à 8,9 % le taux d'inflation pour 1989 après 5,8 % en 1988. Les prévisions initiales du gouvernement portaient sur une hausse de 3 % et des mesures ont été prises au cours de l'année dernière — monétaires notamment — pour calmer les sursauts de l'économie espagnole.

En Espagne, la hausse des prix a augmenté de 0,4 % en décembre par rapport à novembre portant à 8,9 % le taux d'inflation pour 1989 après 5,8 % en 1988. Les prévisions initiales du gouvernement portaient sur une hausse de 3 % et des mesures ont été prises au cours de l'année dernière — monétaires notamment — pour calmer les sursauts de l'économie espagnole.

En Espagne, la hausse des prix a augmenté de 0,4 % en décembre par rapport à novembre portant à 8,9 % le taux d'inflation pour 1989 après 5,8 % en 1988. Les prévisions initiales du gouvernement portaient sur une hausse de 3 % et des mesures ont été prises au cours de l'année dernière — monétaires notamment — pour calmer les sursauts de l'économie espagnole.

### CONSTRUCTION NAVALE

Boom en Corée du Sud

Les chantiers navals sud-coréens ont enregistré des commandes record en 1989 (essentiellement à l'exportation) d'un montant de 3,4 milliards de dollars, soit une hausse de 77 % par rapport à 1988, a annoncé le 14 janvier le ministère du commerce. En tonnage, la hausse atteint 14 %.

Le montant des commandes à exécuter occupera les quatre principaux chantiers jusqu'au deuxième semestre de 1991. Les prix des navires ont augmenté de 15 % par rapport à 1988 et ont presque doublé depuis 1985. — (AFP.)

Sadek Boussena, ministre algérien des mines, nouveau président de l'OFEP. — Le ministre algérien des mines, M. Sadek Boussena, vient d'être désigné à la tête de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OFEP), a indiqué, le lundi 15 janvier, l'agence APS d'Alger. M. Boussena, quarante-deux ans, qui était vice-président de l'OFEP, remplace ainsi le nigérian Riwana Lukman, nommé ministre des affaires étrangères de son pays le 30 décembre.

APS relève que cette nomination intervient à un moment où le marché pétrolier connaît « une grande stabilité sous le double effet de la cohésion retrouvée de l'OFEP et d'une demande assez soutenue ». — (AFP.)

### ACTIVITÉ Reprise des ventes au détail en Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, les ventes au détail ont fortement augmenté en décembre, progressant de 2,2 % par rapport à novembre, mois au cours duquel elles avaient reculé de 0,4 %. Par rapport à

## SOCIAL

### La CFDT revendique la première place chez les ingénieurs et cadres

Quelle est la représentativité des organisations syndicales parmi les ingénieurs et cadres (principalement dirigeants) ? L'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFDT a relancé le débat en publiant, le mardi 16 janvier, une synthèse des statistiques officielles issues des élections professionnelles de décembre 1987, pour la section encadrement dans le secteur privé et nationalisé, des élections de représentativité pour la catégorie A (cadres supérieurs) en 1986-1988 pour la fonction publique d'Etat et en juillet 1989 pour la fonction publique territoriale.

Le résultat est positif pour l'UCC-CFDT. Sur l'ensemble secteur privé et nationalisé, fonction publique d'Etat et fonction publique territoriale — soit 1 105 293 suffrages exprimés d'ingénieurs et cadres, — l'UCC-CFDT obtient 19,9 % devant la CFE-CGC (19,7 %), l'UCI-FO (15 %), la FEN (14,6 %), l'UGICT-CGT (11,8 %), l'UGICA-CFTC (7,6 %) et les divers (11,3 %). Selon ce classement, l'UCC-CFDT est seconde dans la fonction publique territoriale (25,4 %) derrière l'UCI-FO (31 %). Elle arrive en troisième place, avec 17,1 %, dans la fonction publique d'Etat, derrière la FEN (42,2 %) et les divers (17,9 %). Dans le secteur privé et nationalisé, elle est seconde avec 21,3 % derrière la CFE-CGC (29,5 %).

De tels chiffres, qui pour toutes les catégories de salariés et à partir des mêmes scrutins placent la CFDT avec 22 % derrière la CGT (32,3 %) et devant FO (20,4 %), risquent d'être contestés par les autres syndicats. Dans la fonction publique, il faudrait tenir compte des élections dans la catégorie B qui compte des cadres moyens. Et dans les élections aux comités d'entreprise en 1988, la CFE-CGC (avec 42,1 %) était toujours en tête dans le troisième collège (cadres).



## AFFAIRES

## Guerre de la propreté à la Sonacotra

Les foyers de la Sonacotra sont plus sales qu'il y a dix-huit mois, lorsque la direction a transféré le nettoyage à des sociétés extérieures.

Un rapport commandé par le comité d'entreprise affirme : dix-huit mois après le transfert du nettoyage à des sociétés extérieures, l'état de propreté des foyers Sonacotra s'est détérioré. Il faudrait dépenser 80 millions de francs supplémentaires pour revenir, simplement, à la situation antérieure. Président de la société d'économie mixte, Michel Gagneux conteste ces résultats et prétend qu'une guérilla syndicale de la part d'organisations qui auraient perdu « leur représentativité de fait ».

Plus qu'une critique, un réquisitoire. Expert indépendant, ingénieur conseil habitué à établir les cahiers des charges, André Prime est formel. Les foyers de la Sonacotra sont plus sales qu'ils ne l'étaient il y a dix-huit mois quand la direction décida de faire traiter le nettoyage de ses établissements par des sociétés spécialisées et de supprimer par la même occasion 860 emplois.

Dans les établissements qu'il a visités, et où il a pris des photographies pour appuyer son diagnostic, la situation s'est détériorée au point que les conditions d'hygiène ne sont pas toujours remplies. Les hottes des cuisines communes sont couvertes de graisse, les placards des résidents présentent des couches de crasse qui ne peuvent plus être retirées sans refaire les peintures, les plinthes ou les murs de circulation sont incrustés de taches et les escaliers n'ont plus de couleur.

« Tout cela parce que le cahier des charges a été rédigé de façon

succincte, minimale, et que tous ces éléments ont été oubliés dès l'origine », accuse-t-il en démontrant les processus. En abandonnant ses fonctions de nettoyage, la Sonacotra a perdu le contrôle sur la qualité. Selon son rapport, les entreprises sous-traitantes « ont mal évalué les temps de travail », « le nombre des ouvriers a baissé de 40 % » et, résultat, « beaucoup de prestations ne sont fournies qu'une fois sur deux ». Il s'ensuit une dégradation rapide des locaux qui démontre les directeurs de foyers. La grille d'évaluation, « faussée », permet d'affirmer que seulement 10 % des établissements ont une qualité insuffisante mais, « après rectification » et sondage auprès des mêmes responsables, André Prime prétend que ce sont en fait 60 % qui ont « une qualité en dessous de l'acceptable ».

#### Une qualité inférieure pour un coût supérieur

Conclusion : l'économie de 25 % réalisée sur ce poste par Michel Gagneux, président de la Sonacotra, et parfois estimée à 50 millions de francs, se révèle illusoire. Il devient urgent d'entreprendre des travaux supplémentaires qui, n'ayant pas été prévus dans le cahier des charges, seront facturés en sus et effectués à la demande. Par rapport aux 150 millions de francs actuellement dépensés, « il faudrait prévoir un surcoût de 60 à 80 millions de francs pour revenir à la normalité », affirme l'ingénieur

conseil qui écrit : « le résultat final sera un coût supérieur pour une qualité inférieure ».

Cet avis, sévère, qui a été exprimé devant le comité d'entreprise de la Sonacotra lors d'une des dernières séances de l'année 1989, faisait suite à la commande d'un rapport d'expertise réclamé par les cinq organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC). Celles-ci voulaient faire un bilan des résultats obtenus un an et demi après la mise en place du nettoyage par six entreprises extérieures, et le confiaient à André Prime qui, déjà consulté à l'époque, avait émis de nombreuses réserves sur le projet de la direction. Il avait notamment préconisé, sans succès, que quelques foyers continuent d'être nettoyés par le personnel de la Sonacotra afin d'établir des comparaisons.

Depuis l'arrivée de Michel Gagneux à la tête de cette société d'économie mixte où l'Etat est majoritaire à 55 %, l'affaire du nettoyage cristallise les mauvaises relations entre la nouvelle direction et les organisations syndicales de l'entreprise. Chacun, fort de son analyse, se renvoie l'anathème et la polémique n'épargne rien, ni personne.

En près de trois ans, les effectifs sont passés de 2 400 salariés à 1 100 et la « diversification » bat son plein. L'abandon du nettoyage s'est traduit par la suppression de 860 emplois avec un plan social d'accompagnement et la reprise du personnel volontaire par les sociétés adjudicataires.

En réalité, 20 % de ce personnel a bénéficié d'une préretraite, 40 % a refusé le transfert et a donc été licencié et le reste a rejoint le nouveau prestataire de services où, selon Michel Gagneux, il serait « très massivement resté » - à 90 % - en Ile-de-France, mais dans de moindres proportions selon les syndicats. Depuis, le comité d'entreprise a introduit plusieurs procédures pour entraver et a obtenu la condamnation du président de la Sonacotra par le tribunal des référés.

#### Les syndicats mis en cause

Des cadres dirigeants, « qui pouvaient croire être là à vie », ont été déplacés ou sont partis, lors de « charrettes », disent les détracteurs de la gestion actuelle, qui ont épuisé trois directeurs des ressources humaines en trois ans. « Pas du tout », réplique Michel Gagneux, « chacun a eu sa chance et il se passe la même chose que dans toute entreprise quand une nouvelle équipe de direction se met en place ».

D'une façon générale, le ton qu'adopte le président de la Sonacotra pour se défendre est cinglant. « Il n'y a plus que les syndicalistes pour parler du nettoyage à la Sonacotra », rétorque-t-il, en se prétendant victime d'une guérilla syndicale d'un autre temps. Il laisse entendre que c'est « la rénovation » qu'il a entreprise « une révolution culturelle », qui déplaît profondément et provoque des réac-

tions attardées. Persuadé « d'avoir l'entreprise globalement derrière [lui] », Michel Gagneux évoque « une crise de la représentativité syndicale ». « Il y a un abîme entre la base et ces quelques personnes » qui devraient trouver logiquement sa réponse dans les résultats des prochaines élections professionnelles. « Une recomposition syndicale doit s'opérer, ajoute-t-il, y compris sur le plan idéologique ».

D'ailleurs, Michel Gagneux enregistre plusieurs signes montrant que le personnel s'éloigne « par un mouvement de fond » de ces irréductibles, par exemple en obligeant les syndicats à signer l'accord d'intéressement et à approuver un système de salaire au mérite. Tôt ou tard, ils devront « cesser leur politique d'acharnement » et sortir « de la spirale dans laquelle ils se sont enfermés », poursuit-il, en affirmant recevoir « des témoignages de soutien de la part du personnel » ou avoir dû, cet été, « arrêter une pétition de l'encadrement lancée contre les syndicats ».

Obnubilé par l'idée de transformer la Sonacotra en une entreprise normale, et pas seulement spécialisée dans le logement des travailleurs immigrés, Michel Gagneux ne veut pas se laisser distraire par des oppositions qu'il juge mesquines. « La situation de l'entreprise va redevenir décente et je suis sûr », assure-t-il, pour repousser les reproches. Deux milliards de francs, sur deux ans, vont être consacrés à la réhabilitation d'un parc immob-

lier construit à 56 % entre 1967 et 1976. La qualité du nettoyage, « dont la courbe est ascendante », sera améliorée et des mesures ont été prises pour qu'en 1990 l'entretien courant par les équipes internes soit accru. « Le lessivage c'est un autre métier que nos femmes de ménage ne faisaient pas et les murs n'étaient pas compris dans le contrat de nettoyage », argumente-t-il encore une fois, en réponse au réquisitoire de l'ingénieur expert du comité d'entreprise.

ALAIN LEBLAU

#### Quand des industriels polonais sollicitent le Limousin

LIMOGES

de notre correspondant

Une mission de la voïévodie de Gdansk (Pologne) vient d'être reçue pendant une semaine par la région limousine, avec des demandes bien précises de collaborations directes interrégionales.

La première concerne le traitement des eaux et la lutte contre la pollution, deux urgences en Pologne. La mission a principalement visité la Fondation de l'eau, qui, en Limousin, assure une formation internationale de techniciens spécialisés : la seconde concerne l'industrie porcelaine.

Présent dans la délégation, le directeur de l'usine Lubiana, la plus importante de Pologne, Benedykt Karczewski, s'est montré surtout intéressé par les machines et les techniques spéciales mises au point et construites par les industriels limousins : presses isostatiques, fours à cuisson continue, etc., et aussi par les recherches de l'Ecole nationale supérieure de céramique industrielle (ENSCI).

Au plan agricole, la délégation de Gdansk a pris contact avec les professionnels de la race bovine limousine, dont les performances zootechniques, notamment en élevage extensif de plein air, leur ont permis d'être particulièrement adaptés aux conditions polonaises.

Les visiteurs ont rappelé leur attachement traditionnel pour la France en souhaitant le concrétiser par un développement des échanges. Mais, déplorent-ils, les banques françaises sont « vraiment trop prudentes », alors que les banques allemandes soutiennent à fond leurs exportations et commencent déjà à occuper le terrain.

GEORGES CHATAIN

#### Le contrat EDF-Exxon dans le collimateur de la Commission européenne

La Commission européenne a demandé au gouvernement français des explications sur un contrat liant Electricité de France (EDF) au groupe pétrochimique américain Exxon. Aux termes de cet accord - qui assure-t-on chez Exxon et EDF, n'est pas encore totalement finalisé - EDF contribuerait à hauteur de 70 millions de francs à un investissement d'Exxon Chemical sur le site normand de Notre-Dame-de-Gravenchon.

Selon des sources proches de la Commission, citées par l'AFP, EDF s'est également engagé à fournir à Exxon de l'électricité à un prix bas et maintenu secret pendant six ans. EDF, pour sa part, assure que l'électricité en question sera vendue aux tarifs EJP (effacement journal de pointe) consentis aux industriels.

Elle nie donc que cette affaire soit similaire à celle qui l'avait déjà opposée à la Commission l'an passé à propos de l'usine de Pechiney à Dunkerque, d'une part en raison de cette absence de tarif préférentiel et, d'autre part, parce que, contrairement à l'affaire Pechiney, elle ne prend pas de participation au niveau de la société.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



#### CRÉDIT AGRICOLE ACTIONNAIRE D'ABA

Le Crédit agricole, première banque mondiale non japonaise par son total de bilan, vient, par l'intermédiaire de sa filiale Segespar-Vitres, de conclure un accord avec ABA, Agencias de Bolsa Asociados, Sociedad de Valores y Bolsa, membre des Bourses de Madrid et de Barcelone, en prenant une participation de 35 % dans le capital de cette société.

Cette opération, signée ces jours derniers, s'est concrétisée aujourd'hui par une augmentation de capital, portant les fonds propres d'ABA de 750 à 1 350 millions de pesetas.

Les deux sociétés seront complémentaires et élargiront ainsi leurs offres de service en matière d'investissements et de gestion mobilière, tant sur le plan national qu'international. Le Crédit agricole apportera son appui pour la vente des valeurs espagnoles et cherchera à développer avec ABA toute activité pour laquelle les deux partenaires trouveraient un intérêt commun dans le domaine du marché des capitaux.

ABA, inscrite au registre de la commission espagnole du marché des valeurs sous le n° 51, est présidée par un ancien syndic de la Bourse de Barcelone, Jaime Ruiz Cabrer, actionnaire de la société avec Isabel Estape Tons et Javier Aguirre de la Hoz, ainsi que Ignacio Perez Fortabell et Borja Garcia Nieto. Cette société a deux agences principales à Madrid et à Barcelone, ainsi que des délégations et des représentations dans sept capitales provinciales espagnoles.

ABA est une des sociétés de valeurs les plus dynamiques de Barcelone et de Madrid. Elle a été créée en tant que société instrumentale en 1983. ABA opère sur le marché national et international et est membre des « Rectores » de Madrid et de Barcelone. Elle emploie au total quelque quatre-vingts personnes. Son activité englobe également le Corporate Finance, le marché primaire obligataire et les introductions en Bourse.

Pour ABA, l'importance de cet accord réside dans la force que peut apporter le Crédit agricole comme banque de premier rang ayant un projet de dimension européenne et une large pénétration sur le marché international des capitaux en tant que membre de plusieurs Bourses.

#### CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

##### CNT - Obligations 15,60 % - 1983

Les intérêts courus du 24 janvier 1989 au 23 janvier 1990 seront payables à partir du 24 janvier 1990 à raison de 702 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 6 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 78 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 54,56 F, soit un net de 647,44 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 159 618 à 165 092 et 198 426 à 226 283 sortis au tirage au sort du 23 novembre 1989 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 165 093 à 198 425, 302 674 à 336 006, 336 007 à 369 339, 392 693 à 400 000, 1 à 26 025, 90 067 à 123 399 et 123 400 à 156 732 sont remboursables depuis le 24 janvier 1984, 1985, 1986, 1987, 1988 et 1989.

##### CNT - Obligations 9,90 % - 1979

Les intérêts courus du 28 janvier 1989 au 27 janvier 1990 seront payables à partir du 28 janvier 1990 à raison de 178,20 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 10 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,80 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 13,85 F, soit un net de 164,35 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 442 868 à 467 468 et 486 015 à 532 169 sortis au tirage au sort du 28 novembre 1989 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 11 au 28 janvier 1991 attaché.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 301 765 à 318 041, 467 469 à 485 356, 40 548 à 60 206, 122 006 à 128 000, 130 001 à 162 396, 346 818 à 390 150, 8 001 à 40 547, 60 207 à 64 000, 69 001 à 75 787, 341 607 à 344 000 et 590 151 à 600 000 sont remboursables depuis le 28 janvier 1984, 1985, 1986, 1987, 1988 et 1989.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.



Plus de 6000 mutuelles

#### MUTUALITE DEPOTS SICAV,

la SICAV des mutuelles opte pour la capitalisation

MUTUALITE DEPOTS SICAV ne verse pas de dividendes mais les transforme en plus-values.

Décision du conseil d'administration du 10 octobre 1989 prise en vertu de la loi du 2 août 1989 et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire (cette mesure s'applique dès l'exercice clos le 29 décembre 1989).

Souscriptions auprès des guichets de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS et du TRESOR PUBLIC

trésor public

Plus de 4000 guichets à votre service

#### FUSION CERUS - DUMENIL-LEBLÉ OPÉRATIONS D'ÉCHANGE

A la suite de la fusion de CERUS - COMPAGNIES EUROPÉENNES RÉUNIES et de DUMENIL - LEBLÉ S.A. par absorption de la première par la seconde, il est rappelé que les opérations d'échange des actions CERUS anciennes se déroulent de la manière suivante :

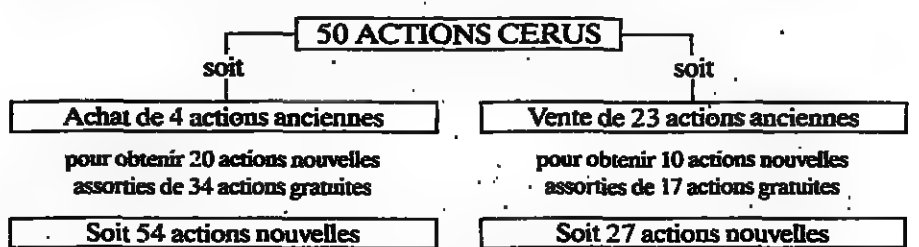
- depuis le 21 décembre 1989, les actions nouvelles résultant de la fusion sont cotées sur le marché à règlement mensuel sous la dénomination « CERUS - C.E.R. (ex DUMENIL - LEBLÉ) », code 12549 ; pour faciliter les opérations d'échange, la quotité est actuellement fixée à 5 titres.

- les actions anciennes sont cotées sur le marché au comptant sous la dénomination CERUS, code 12520 et, négociables par quotité de une. Elles peuvent être acquises ou cédées pour permettre aux actionnaires d'ajuster leur nombre de titres afin de venir à l'échange. A compter du 22 janvier 1990, elles ne pourront être négociées qu'au hors-cote.

- les actions anciennes sont échangées à raison de 10 actions nouvelles pour 27 actions anciennes, l'opération d'échange est immédiatement suivie d'une attribution gratuite à raison de 17 actions gratuites pour 10 actions détenues.

- les actionnaires doivent tout d'abord ajuster leur position pour présenter à l'échange un multiple de 27 actions CERUS anciennes.

A titre d'exemple, pour un actionnaire qui détenait avant la fusion, 50 actions CERUS, les opérations d'échange se déroulent comme suit :



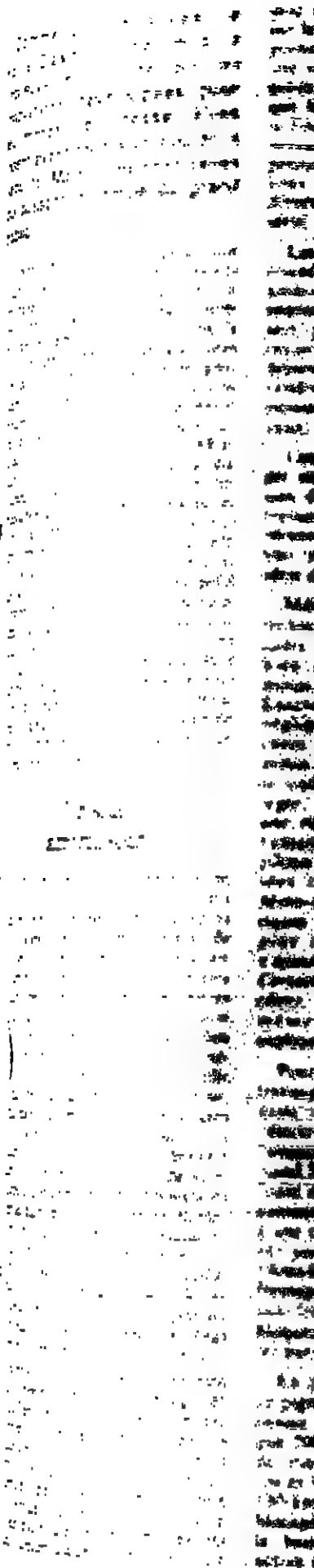
Cours de l'action CERUS le 4/12/89 (avant la fusion) : F 439

Cours de l'action CERUS le 4/1/90 : F 454

7, avenue George V - 75008 Paris.  
Sur Minitel 36.16 CLIFF

CERUS

## Des motos



#### AVIS D'APPEL D'OFFRE

SPORTS D'ÉTÉ  
L'enseignement des sports  
hébergement, locations, etc.  
Service téléphonique de  
36.15 Taper  
Code COR



# TECHNOLOGIE

Des innovations testées sur la route du Paris-Dakar

## Des motos plus sûres à défaut d'être plus performantes

Comme chaque année, le Paris-Dakar aura mis à l'épreuve du tout-terrain les innovations développées pour les motos de vitesse. Elles visent avant tout à améliorer la sécurité. Mais rares sont celles qui passent la rampe du grand public.

Cadre en aluminium, suspension avant assurée par un jeu de doubles triangles articulés, plaquettes de frein en carbone, disques pincés par des étriers à doubles pistons, la roue arrière fixée par un seul bras (monobras) en fonte magnésium, le tout chaussé de pneus Michelin « radiaux ». Ce concentré de technologies a, sous le nom de code Elf 5, été testé jusqu'en 1988 et durant dix ans les circuits du monde entier. Facilement reconnaissable à son carénage rouge et noir, ce véritable laboratoire sur deux roues, capable de filer à près de 300 km/h, cachait une technologie sophistiquée dont un très petit nombre de motos de série commencent tout juste à être équipées. Son coût, jalousement tenu secret dans la tour Eiffel de la Défense, peut être estimé à plusieurs dizaines de millions de francs (à titre de comparaison, une saison pour une moto de grand prix exige un budget de 15 millions de francs).

### Un seul amortisseur

Le bilan de cette opération ne fut pas très positif. Hormis des courses en tête pendant quelques tours lors des championnats de vitesse et de rares podiums en endurance, cette moto n'a obtenu aucun résultat. Certes, les pères fondateurs de cette moto française (seul le moteur provenait des usines Honda) ont connu un indéniable succès d'estime. Car si elle n'a pas battu des records de vitesse, cette moto a révélé de nombreuses innovations dans le domaine de la sécurité. Sur les trente-cinq brevets déposés par le duo Tremat de Cortina et concernant des innovations sur les parties cycles, freins et suspensions, la moitié a été rachetée sous forme de licence d'exploitation par le constructeur Honda. Mais, « à ce jour, une seule de ces innovations a été exploitée par les Japonais, elle concerne le bras arrière », reconnaît Daniel Tremat. Baptisé « Pro arm », le système qui a pour principal avantage de rigidifier les suspensions arrière permet à la roue entraînée par la traditionnelle chaîne de ne plus être fixée que sur un seul côté. Le démontage latéral de la roue s'effectue désormais aussi vite qu'un plein d'essence. Envolés, les deux amortisseurs classiques. Un

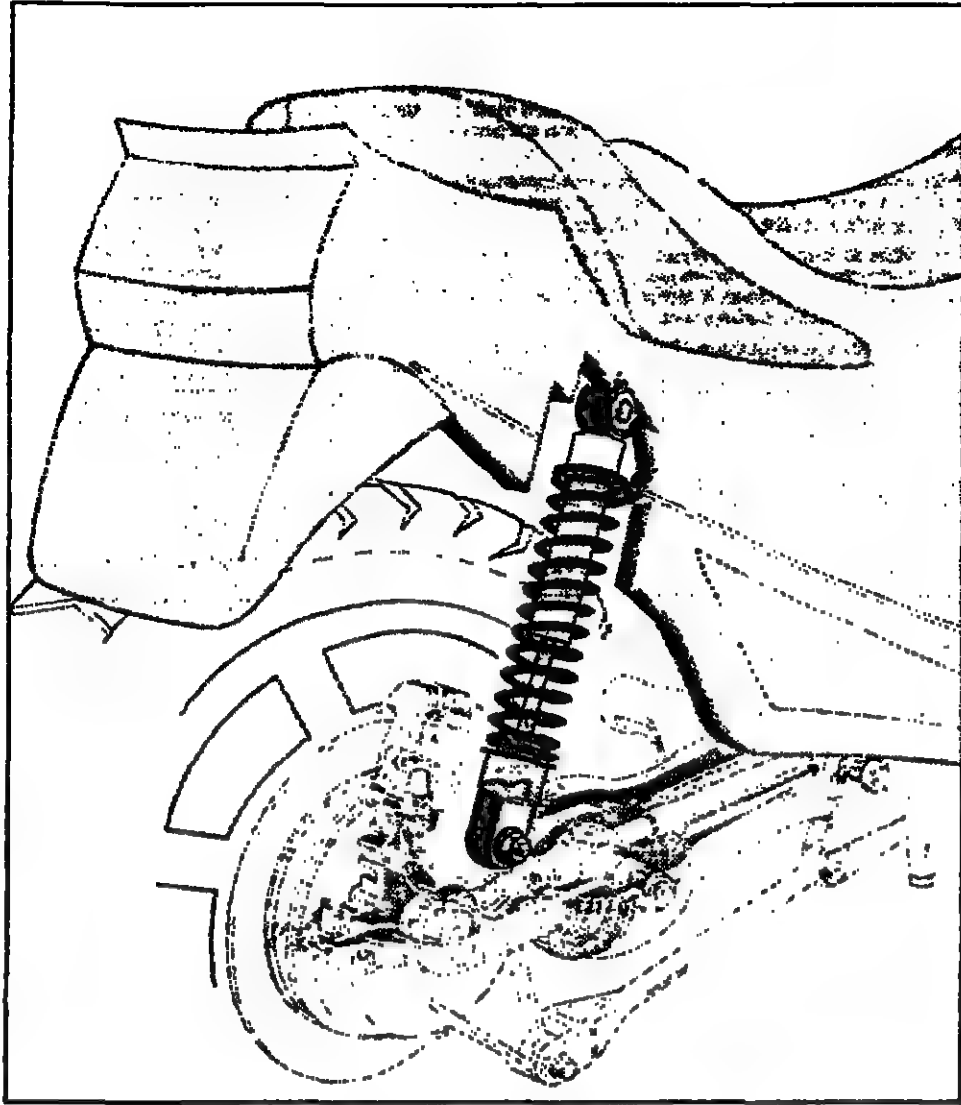
seul suffit. Fixé schématiquement sur le cadre, juste sous les fesses du pilote, le mono-amortisseur assure une suspension plus progressive et, grâce à un jeu de biellettes, évite que le pilote ne plonge par-dessus la fourche lors d'un coup de frein brutal. Ce système, issu de la compétition, est aujourd'hui généralisé sous les appellations les plus diverses sur la plupart des motos de série.

Les constructeurs sont en effet friands de tous les dispositifs qui améliorent la sécurité de leurs engins. D'autant plus qu'il ne leur sert plus à rien de battre des records de puissance puisque, depuis 1985, il leur est interdit de vendre en France des motos d'une puissance supérieure à 100 chevaux.

Leur principal objectif est d'alléger au maximum les motos. Amies de plusieurs kilos, les motos freinent plus facilement. D'où la récente généralisation des cadres tout aluminium sur les motos de série de sport.

Métallurgie spécialisée et haute technologie industrielle, pour un cadre et des soudures désormais bien apparentes, donnent aux motos un aspect « sortie d'usine ». Exactement ce qu'une frange non négligeable de motards recherchent. Des répliques routières des motos de circuit. « Non seulement le cadre en aluminium est plus léger, mais il donne à l'ensemble une rigidité inconnue jusqu'ici », vantent les constructeurs. Les pilotes d'essai de revues spécialisées comme *Moto-Journal* ou *Moto-Revue* se montrent plus sceptiques : « L'aluminium, forcément plus cher, n'apporte rien mais n'ajoute pas non plus grand-chose. Certains aciers spéciaux, moins chers, permettent d'obtenir les mêmes performances », expliquent-ils.

Pour améliorer les systèmes de freinage, les constructeurs ont aussi de plus en plus recouru à l'électronique. Dans ce domaine, l'avancée technologique de l'allemand BMW est incontestable. Profitant de la synergie de son groupe automobile, il est le premier, grâce à une exclusivité mondiale, à équiper ses modèles du système ABS (Anti-Blocking System). En cas de freinage en calculateur électronique, 200 impulsions à chaque tour de roue, soit 4 900 informations toutes les secondes à une vitesse de 130 km/h. Dès le premier signe de blocage, le calculateur, sensible à la baisse anormale des signaux, active un modulateur qui réduit la



Les motos sont de plus en plus nombreuses à n'avoir plus qu'un seul amortisseur « arrière » au lieu de deux. Cet amortisseur unique est alors fixé juste sous la selle (système « Pro arm » de Honda) ou sur le côté, comme sur ce schéma réalisé d'après un document BMW.

pression hydraulique du circuit de freinage et évite ainsi le blocage.

Véritable innovation des années 80, l'ABS a pris de court les ingénieurs du Soleil-Levant. Pour tromper le temps perdu, en attendant de sortir leur propre système ABS, tous peaufinent le freinage déjà existant. Ainsi voit-on apparaître des freins « flottants » (freins dont le disque se déplace légèrement sur le moyeu de la roue) de gros diamètre dans le but d'évacuer plus rapidement la chaleur des disques lors du freinage. Autre innovation : des étriers à quatre pistons jouant le rôle de machines surpuissantes destinées à « mordre » le disque et aidés en cela par des plaquettes de frein en métal fritté exempt d'amiante. « Des petits plus pour améliorer le freinage issus de la compétition où le

moindre dixième de seconde grignoté au tour est capital mais qui ne profite guère au conducteur moyen », répliquent à nouveau les pilotes d'essai de la presse spécialisée.

### Pneus

#### à structure radiale

La même critique vaut pour les freins au carbone. Utilisée depuis deux ans en compétition, cette technologie n'est pas transférée sur des modèles de série. Plus légers et plus performants, ces disques, hélas, ne sont opérationnels qu'après quelques tours de chauffe et dans une certaine plage élevée de température, rendant ainsi leur commercialisation dans le grand public impossible.

Qui dit amélioration de la sécurité dit aussi meilleure adhérence au sol, et donc innovation dans le domaine du pneu. Héritiers directs de la compétition et bien connus des automobilistes, les pneus à structure radiale sont, en revanche, en train de se généraliser sur toutes les gammes de motos. Même si, comme dans l'aéronautique, cette « radicalisation » est apparue tardivement. Une moto susceptible de prendre des angles extrêmes dans les virages, de freiner brutalement, d'accélérer spectaculairement et de rouler à 260 km/h pose des problèmes bien différents de ceux rencontrés dans l'automobile.

Ne subissent quasiment pas de distorsions, indéformable — il garde sa structure, même lors d'une crevasse, — le pneu radial confère à la moto une assise et une

tenue de cap vantées par tous les pilotes.

Les manufacturiers — Michelin fabrique 5 millions de pneus pour deux-roues par an, et Dunlop autant — gardent le secret de leur chimie pour eux. Toutefois, les ingrédients d'un radial sont connus : un mélange de gomme ultraperformante, des toiles de division en aramide (Kevlar) et surtout un rapport hauteur/section le plus bas possible qui, pour des tailles basses, peut atteindre une valeur de 50.

### Pilote au conduir

Souvent sujettes à controverse de la part des puristes, qui y voient une modification du pilotage traditionnel des motos, ces innovations n'en constituent pas moins d'énormes progrès dans le sens de la sécurité (finis les pneus « savonnés », les cadres qui vrillent et les suspensions qui talonnent). Avec les freins ABS, le pneu radial est l'une des rares innovations ayant passé la rampe du grand public.

Les constructeurs l'avaient eux-mêmes : les nouvelles technologies servent en premier lieu les services marketing des firmes. Dans un marché hyperconcurrentiel, le petit plus qui permet de transporter le motard dans l'univers mythique de la compétition trouve son immédiate traduction commerciale. Mais ces constructeurs craignent aujourd'hui d'être allés trop loin. Cette débâche de technologie ne va-t-elle pas tuer la poule aux œufs d'or, s'interrogent-ils ? Elle provoque une augmentation du prix des motos, pose des problèmes de stock de pièces détachées et de service après-vente.

Tous les constructeurs affirment posséder dans leurs tiroirs les plans d'une moto susceptible de capter massivement une nouvelle clientèle de motards urbains, certes moins friands de technologies mais bel et bien ulcérés par les embouteillages et les difficultés de stationnement.

La révolution technologique des dix prochaines années ? Dominique Médard, un homme de circuit, directeur du Suzuki European Racing Team, en trace les contours. « Des motos supérieures grâce à de nouveaux cadres en fibre synthétique, un freinage non plus surpuissant mais progressif, grâce à des systèmes inspirés de l'ABS, et enfin le tout-électronique pour gérer simultanément le débattement des suspensions avant et arrière à tout moment ». L'époque où les motos ne se pilotent plus mais se conduisent.

JEAN-CLAUDE DULUJ

### Quand des industriels polonais sollicitent le Limousin

LIMOGES de notre correspondant

Une mission de la voïvodie de Gdansk (Pologne) vient d'être reçue pendant une semaine par la région limousine, avec des demandes bien précises de collaborations directes interrégionales.

La première concerne le traitement des eaux et la lutte contre la pollution, deux urgences en Pologne. La mission a principalement visité la Fondation de l'eau, qui, en Limousin, assure une formation internationale de techniciens spécialisés ; la seconde concerne l'industrie porcelainière.

Présent dans la délégation, le directeur de l'usine Lubiana, la plus importante de Pologne, Benedykt Karzowski, s'est montré surtout intéressé par les machines et les techniques spéciales mises au point et construites par les industriels limousins : presses isostatiques, fours à cuisson continue, etc., et aussi par les recherches de l'école nationale supérieure de céramique industrielle (ENSCI).

Au plan agricole, la délégation de Gdansk a pris contact avec les professionnels de la race bovine limousine dont les performances zootechniques, notamment en élevage extensif de plein air, leur ont semblé particulièrement adaptées aux conditions polonaises.

Les visiteurs ont rappelé leur attachement traditionnel pour la France en souhaitant le concrétiser par un développement des échanges. Mais, déplorent-ils, les banques françaises sont « vraiment trop prudentes », alors que les banques allemandes soutiennent à fond leurs exportations et commentent déjà à occuper le terrain.

GEORGES CHATAIN

### Le contrat EDF-Exxon dans le collimateur de la Commission européenne

La Commission européenne a demandé au gouvernement français des explications sur un contrat liant Electricité de France (EDF) au groupe pétrochimique américain Exxon. Aux termes de cet accord — qui, assure-t-on chez Exxon et EDF, n'est pas encore totalement finalisé — EDF contribuerait à hauteur de 70 millions de francs à un investissement d'Exxon Chemical sur le site normal de Notre-Dame-de-Gravençon.

Selon des sources proches de la Commission, citées par l'AFP, EDF s'est également engagé à fournir à Exxon de l'électricité à un prix bas et maintenu secret pendant six ans EDF, pour sa part, assure que l'électricité en question sera vendue aux tarifs EJP (tarif heures de pointe) préférentiellement aux jours de pointe consensuels aux industriels.

Elle nie donc que cette affaire soit similaire à celle d'avant l'été opposée à la Commission l'an passé à propos de l'usine de Perny à Dunkerque, d'une part, et préférentiellement cette absence de tout préférentiel, d'autre part, parue que, contrairement à l'affaire Perny, elle ne prend pas de participation au niveau de la société.

### SUCRERIE NATIONALE DE BETTERAVES DU LOUKKOS

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 19/90

Le directeur général de la Sucrerie Nationale de Betteraves du Loukkos « SUNABEL » recevra au siège de la SUNABEL, 18, rue de Taza - Rabat - Maroc, jusqu'au 20 février 1990 à 18 heures, délai de rigueur, les offres des prix relatives à l'appel d'offres n° 19/90 « Fourniture et installation d'un système informatique de gestion » :

- Logiciels
- Matériels

Les cahiers des charges sont à retirer ou à demander au siège de la SUNABEL (service Achats) 18, rue de Taza - Rabat - Maroc  
Tél. : 236-37 & 314-38  
Téléc. : 31812-SUNABLR

### SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations  
hébergement, locations, crèches et hôtels  
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM  
Code CORUS

### CONVICTION

« Les dispositifs actuels pour la télévision haute définition ont la même efficacité que la ligne Maginot en 1939 »  
déclare Antoine Lefebvre, directeur général de Technique Media

En février prochain, le Groupe-ment européen d'intérêt économique pour la télévision haute définition devrait devenir opérationnel. Rassemblant les industriels concernés (Thomson, Philips et Bosch), les producteurs et les diffuseurs, il prendra le relais de l'International HD, GIE franco-français créé il y a un an par Thomson Philips et la Société française de production. Pour faire face aux constructeurs japonais, qui tentent par tous les moyens d'imposer leur norme Muse, et donc par la suite leur matériel d'émission, de réception et de diffusion, les Européens doivent regrouper leurs forces. Sur-tout s'ils veulent avoir le moindre chance de rattrier les Américains dans leur camp.

Michel Carpentier, directeur de la DG 13 (direction des télécommunications, industries de l'information et de l'innovation) à la CEE, en est convaincu. Il place donc de grands espoirs dans ce GIE, qui pourrait contribuer à sortir du cercle vicieux : les producteurs refusent d'investir dans les films en haute définition faute d'équipement et de consensus entre industriels, alors que ces derniers sont freinés dans la promotion de leur matériel faute de production. Mais un GIE dispo-

sant de moyens limités (son budget serait de 100 millions d'euros, soit 700 millions de francs environ sur trois ou quatre ans) est-il suffisant ?

Non, s'insurge Antoine Lefebvre, directeur général de Technique Media, société d'ingénierie audiovisuelle. Il tire la sonnette d'alarme devant le manque de coordination entre les différentes parties prenantes de ce marché, qui se chiffre en dizaines de milliards de dollars. « Les dispositifs actuels ont la même efficacité que la ligne Maginot en 1939. Et l'offensive japonaise a déjà démarré. »

Si une certaine coopération a bien fonctionné au niveau de la recherche pour la réalisation de prototypes dans le cadre du projet Euréka, rien n'irait plus dès lors que l'on aborde la phase d'industrialisation. Au lieu de rassembler des partenaires aux intérêts divergents, les instances publiques ne feraient qu'aggraver la confusion, estime-t-il. « Comme il s'agit d'un système médiatique, tout le monde a son mot à dire, bien que les technologies en jeu soient complexes. Ce grand cirque marketing et politique rend ce domaine encore plus instable. Or nous sommes à un

tourant. » Pour deux raisons. Tout d'abord « la norme D2Mac Paquet ne doit pas être considérée comme une norme intermédiaire ».

Dans la mesure où la réelle haute définition ne sera disponible pour le grand public que dans sept ou huit ans, mais que, grâce à la norme D2Mac Paquet, les récepteurs actuels permettent déjà de recevoir les émissions émises par satellite dans cette norme, il y a d'ici là un marché pour des téléviseurs « améliorés ». Cette génération de récepteurs serait dotée d'un grand 16/9, et d'un dispositif de double image de trame, qui rafraîchit l'image deux fois plus souvent. Mais, pour en bénéficier, encore faudrait-il disposer de programmes capables de tirer partie de ces améliorations techniques. Pour y parvenir « il suffirait, d'une part, de se garantir les droits de films 35 mm et Cinemascope, et, d'autre part, de mettre au point des systèmes permettant de transformer en 35 mm des films réalisés en haute définition, pour inciter producteurs et réalisateurs à utiliser cette technique », s'exclame Antoine Lefebvre. « Ce qu'a fait Sony en achetant le producteur américain Columbia, et en installant, à Londres en particu-

lier, des machines transfert de la norme japonaise en 35 mm, ainsi qu'un studio de post-production pour le traitement de l'image en haute définition. » Pour la préparation de la deuxième étape, celle de la haute définition stricte sensu, le GIE risque « d'étouffer les projets plutôt que de les stimuler. Il faut mettre en place un système industriel, définir un cahier des charges, donner aux industriels des objectifs et des délais précis en leur assurant des commandes, et construire une synergie entre industriels et professionnels des programmes ». Autant de tâches qui ne sont pas du ressort de la Commission, estime Michel Carpentier. « Ce n'est pas aux pouvoirs publics mais aux industriels d'investir », rétorque-t-il.

Ce qui fut fait dans l'aéronautique ou le spatial pour les Airbus ou Ariane (avec la création en 1975 de l'Agence spatiale européenne), dont les clients sont des entreprises et pour certaines des compagnies nationalisées, est en effet difficilement transposable à une industrie de grande consommation.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA  
et ANNE KAHN



## Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 A.M.

### Un pro, pour diriger la formation commerciale et recrutement d'un leader (600 commerciaux)

Avec 85 magasins en France, 600 commerciaux, nous sommes devenus le plus grand spécialiste des cuisines installées en France. Notre commercialisation s'appuie sur une communication performante, sur un système de prises de rendez-vous pour nos commerciaux par une importante équipe de Télé-actrices, sur un soin particulier porté à l'accueil dans nos magasins particulièrement bien agencés. Notre force de vente, jeune, a de rapides possibilités d'évolution aux plans des responsabilités locales et régionales.

Bien sûr, nous avons toujours sérieusement investi en formation. Nous souhaitons maintenant aller plus loin et en confier la responsabilité à un pro incontesté. Sa mission : « professionnaliser » l'ensemble de la structure dans sa capacité à vendre, à animer, à recruter.

Vous avez déjà exercé des responsabilités de formateur et d'encadrement d'une équipe de formation dans une entreprise plutôt orientée dans les produits grand public ou dans un organisme spécialisé. La technique de vente, la gestion d'un territoire, le recrutement, l'animation et l'appui d'une équipe sont des thèmes que vous maîtrisez parfaitement.

Rattaché à la Direction générale de notre entreprise vous aurez l'appui de l'encadrement commercial et de 6 animateurs de formation. Disponible, opérationnel, mobile vous aimez autant innover, créer, qu'animer des groupes et former à la formation.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf SP/M/1 (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.


**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES**

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

### Un bon commercial choisit toujours un bon créneau

**SLIGOS**  
La double compétence  
informatique

2ème SSII Française (4000 personnes, 2,5 milliards de CA), Sligos est reconnue pour la qualité de ses solutions informatiques à forte valeur ajoutée. Nous avons décidé de renforcer la Direction des services télématiques et nous recherchons un :

### INGENIEUR COMMERCIAL

Par votre goût de l'informatique, votre tempérament de négociateur et votre sens du service, vous participerez à l'élargissement de votre clientèle en vous appuyant sur notre équipe et l'ensemble de nos techniques (Serveurs, réseaux, traitements cartes, outils EDI...).

En tant qu'interlocuteur privilégié de nos clients (secteur grande consommation) au plus haut niveau et par votre approche globale de l'entreprise, vous constituerez pour nous un acteur clef de notre expansion.

Vous avez un diplôme type ESC, ingénieur ou équivalent avec si possible une première expérience dans le domaine du service.

Merci d'adresser votre dossier complet sous référence CB/HG/MT à : SLIGOS - Direction des Ressources Humaines - Immeuble Ile de France - cedex 49 - 92067 Paris la Défense.



AIR INTER, c'est plus de 16 % de croissance en 1989, l'ouverture sur l'Europe, des structures en pleine mutation. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un

### CHARGÉ DES RELATIONS SOCIALES

Sous l'autorité du Chef de département des Relations Sociales « Personnel au sol », vous conduirez les réunions avec les instances représentatives du personnel et veillerez à la mise en place des décisions.

Vous mènerez des travaux de recherche sur l'évolution et l'application de la réglementation. Vous aurez la responsabilité du suivi des études juridiques et économiques en liaison avec les secteurs concernés.

Vous êtes diplômé d'études supérieures et avez une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une fonction analogue. Homme de communication et de dialogue, vous alliez sens de l'organisation et bonnes capacités rédactionnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous référence CR/M 190 à AIR INTER, Département Emploi, 91551 PARAY-VIELLE-POSTE CEDEX.

**AIR INTER**  
DESTINATION RÉUSSITE

### CHEF DE ZONE EXPORT

Nantes



Rattaché au Directeur du service, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et assurera le développement commercial de son secteur géographique avec pour tâches principales : le suivi de la distribution, l'accroissement des ventes, les études de marché, etc... Pour ce faire, il entretiendra des relations commerciales directes et suivies auprès des agents et importateurs qu'il devra sélectionner et animer.

Ce poste basé à Nantes doit motiver un commercial de terrain, âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce International...) et pouvant justifier d'une expérience de 5 années dans la vente de biens de consommation à l'export. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est impérative. La réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité, liés à un bon esprit d'équipe, de l'organisation et un sens aigu de la négociation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence 171054 L à :

**EGOR OUEST ATLANTIQUE**

15 rue Charles Monselet - 44000 NANTES

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

**EGOR**

### Jeune génie chimique pour nos stockages souterrains.

Leader mondial du stockage souterrain, notre société, Géostock, filiale commune de quatre grands groupes pétroliers, partage à égalité son chiffre d'affaires entre la gestion des centres de stockage d'hydrocarbures en France et l'ingénierie de stockage à l'étranger.

Au sein de notre service technologie surface et ingénierie, vous nous aiderez à mettre en œuvre les systèmes de manipulation des hydrocarbures - liquides ou gazeux - ou de divers produits stockés, essentiellement dans les opérations d'entrée et de sortie. Vous mettrez ainsi à profit votre goût pour les études de procédés, les calculs de dimensionnement, la simulation sur ordinateur, la CAO-DAO et le travail en équipe.

Votre diplôme d'ingénieur génie chimique en poche, vous débutez ou mieux souhaitez dynamiser une première expérience process dans une société pétrolière ou en ingénierie. Vous parlez anglais, peut-être même espagnol et êtes mobile pour des déplacements en France et à l'étranger. Claude des Reis, associé du cabinet Sirca, attend votre résumé de carrière et une lettre de motivation sous la référence 084 762 LM au 64, rue la Boétie - 75008 PARIS.

**Sirca**

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

### REDACTEUR SPECIALISE EN PLACEMENT IMMOBILIER Presse économique

Pour un magazine de la presse économique et financière en plein développement, nous recherchons un rédacteur spécialisé dans le secteur des placements immobiliers/finances.

Votre rôle : au sein d'une équipe de journalistes, vous concevez et rédigez des articles destinés au grand public : études des marchés immobiliers, placement Paris et province, montage de crédits, analyse des produits-pièces proposés aux particuliers en France et à l'étranger.

Votre profil : Une formation supérieure (BAC + 4 minimum) et une expérience de 3/4 ans dans la profession immobilière et/ou bancaire vous ont permis de vous familiariser aux montages d'opérations immobilières ainsi qu'aux placements pierre.

Vos qualités personnelles : le désir de communiquer sur des sujets divers, un goût pour l'investigation, de l'anticipation, une bonne culture générale, de l'ambition, de la volonté, une excellente présentation et des qualités d'autonomie.

Bon niveau de rémunération  
Possibilité temps plein ou partiel

Adressez votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence RED LM1501, au Groupe Panissod - 109, rue de Turenne - 75003 Paris.



### SOCIÉTÉ D'ASSURANCE VIE DU GROUPE GMF

### Chef de Projet Marketing

FORMATION SUPÉRIEURE,  
MARKETING DE PRÉFÉRENCE

Merci d'adresser lettre manuscrite,  
CV, photo et prétentions à  
GMF Vie, Service des RH  
27, rue Jean-Goujon - 75008 PARIS

Vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans dans un service marketing. La connaissance des produits financiers serait appréciée.

Vous êtes totalement impliqué dans les actions commerciales menées auprès des assurés et vous contribuez activement au développement de notre secteur assurances collectives. Vous participez à la promotion de l'image et des produits dans le cadre de campagnes de publicité et d'opérations de relations publiques (Presses, Salons...). Vous êtes capable de gérer des équipes.

Vous détenez des connaissances commerciales, des outils d'analyse et de soutien à la vente et des logiciels. Vous avez une grande capacité d'organisation, votre sens des contacts et votre disponibilité doivent vous permettre de réussir dans votre mission.

P A R I S

### GROUPE SOMFY INTERNATIONAL

HAUTE-SAVOIE

Leader dans les systèmes de commandes électriques et automatiques pour la protection solaire et la fermeture (C.A.) : 600 millions de francs, 850 personnes), notre technologie, la qualité de nos services, notre réseau commercial international (14 filiales dont U.S.A. et Japon) nous situent dans une phase d'expansion soutenue.

Nous recherchons notre

### RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

En plus de votre formation supérieure juridique et si possible économique (type I.E.P.), vous avez acquis une expérience de l'ordre de 4 à 5 ans en entreprise et/ou en cabinet.

Juriste polyvalent d'action et de haut niveau, vous aurez à conseiller la Direction du Groupe ainsi que l'ensemble des services et à traiter des dossiers de droit français et international dans des domaines aussi divers que le droit des sociétés (nouvelles filiales, montage, suivi...), le droit fiscal international, les contrats, la gestion et l'évolution de polices d'assurance de Groupe, le contentieux, les baux commerciaux, etc...

Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel) sous référence XO 819 à VOG, 48 rue Chapon, 75003 Paris qui transmettra en toute confidentialité.



MOTEURS ET AUTOMATISMES POUR LA PROTECTION SOLAIRE ET LA FERMETURE

SOMFY

MSD DANS

VERBES

POUR

L'ÉTUDE

Respo

Raymond

H

H

H

H

H

H

H

H

H

H

H

H

H

H

H

H

H

H



les cadres 3815

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ouverture sur l'Europe,  
recherchons un

SOCIALES

l'omé d'études supérieures et avez  
réussie de 3 à 5 ans dans  
analogie. Homme de communication  
e, vous alliez sens de l'organisation et  
des rédactionnelles.

ser votre dossier de candidature (lettre  
C.V., prétentions) sous référence  
AIR INTER, Département Emploi,  
VIEILLE-POSTE CEDEX.

ER  
SITE

EXPORT

0 personnes, 240 millions de francs  
r son marché est spécialisée dans  
lisation de produits consommables  
s et informatiques. Elle connaît  
n et souhaite intégrer dans sa struc-  
e couvrant les pays de langue ger-

à en place et assurera le dévelop-  
ches principales : le suivi de la dis-  
c... Pour ce faire, il entretiendra des  
importateurs qu'il devra sélection-

l, âgé de 30 ans minimum, diplômé  
al...) et pouvant justifier d'une expé-  
à l'export. La pratique courante de  
fonction implique un tempérament  
pe, de l'organisation et un sens agu-  
munération actuelle, sous référence

EGOR

NTES STRASBOURG TOULOUSE  
DERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

imique  
souterrains.

ciété, Géostock, filiale commune  
égalité son chiffre d'affaires entre  
res en France et l'ingénierie de

niérie, vous nous aiderez à mettre  
carbures - liquides ou gazeux -  
ans les opérations d'entrée et de  
es études de procédés, les calculs  
ur, la CAO-DAO et le travail en

poche, vous débutez ou mieux  
ocess dans une société pétrolière  
ème espagnol et êtes mobile pour  
dos Reis, associé du cabinet Sirca,  
re de motivation sous la réfé-  
RIS

Membre de Syntec

LACEMENT IMMOBILIER

s qualités personnelles : sens de com-  
munique sur des sujets divers, goût pour  
l'investigation, de l'initiative, une  
me culture générale, de l'ambition de la  
fonter, une excellente présentation et des  
talents d'auto-formation

un niveau de rémunération  
satisfaisant temps plein ou partiel

dresser votre dossier (lettre manuscrite CV  
notre prétentions) sous référence REP LUTILL  
à Groupe Panissodsa - 104 rue Lafayette -  
95013 Paris.

GROUPE  
PANISSODSA  
RICHELIEUX

FRANCE GLACES FINDUS - Groupe Nestlé  
3 500 personnes - 8 établissements recherche pour  
sa DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES un



## HARGE DE MISSIONS

DEA - DESS - ou niveau 3<sup>e</sup> cycle  
Droit Privé (Option Droit du Travail)

Véritable assistant du Responsable des Relations Sociales, vous serez confronté à tous les problèmes juridiques liés à la gestion et à l'administration du personnel d'une grande entreprise à établissements multiples.

Votre sens du relationnel, votre capacité d'écoute et votre disponibilité, alliés à un sens critique constructif, vous permettront d'assumer pleinement cette fonction, qui, à court terme, représente le tremplin idéal pour évoluer au sein du Groupe.

Le poste est basé à Paris.

Si vous souhaitez associer vos projets et votre évolution à notre réussite, adressez votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions à la Direction des Ressources Humaines, FRANCE GLACES FINDUS, 4, rue Brantôme 75152 PARIS Cedex 03.



## Valoriser nos talents

Prendre en charge la gestion des Ressources Humaines d'une importante société de presse, leader sur le marché des publications de luxe et filiale d'un grand groupe international, c'est l'opportunité offerte à un

## Directeur des ressources humaines

En étroite collaboration avec le Secrétaire Général, vous concevez et mettez en place les outils adaptés à une gestion dynamique des Ressources Humaines (plan de formation, suivi de la politique salariale et de son homogénéité, gestion prévisionnelle des carrières...).

Avec votre équipe, vous avez la responsabilité des opérations de recrutement, de la gestion des poches, des congés payés... et vous êtes très au fait de la législation sociale dont vous supervisez l'application dans notre société.

Vous êtes le maître d'œuvre d'une bonne communication interne.

A 30-35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5), vous avez une bonne expérience de la fonction et vous souhaitez prendre désormais des responsabilités plus importantes. Vous connaissez de préférence le milieu de la presse. Parler anglais serait un plus. Poste basé à Paris.

Merci d'envoyer CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 591211/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
BP 186-07 - 75335 Paris Cedex 17  
PARIS LYON STRASBOURG NICE

MSD

MERCK  
SHARP  
DOHME  
INTERPHARMA

CRÉEZ VOTRE POSTE...  
DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL

Dans le cadre de son expansion internationale, MSD a décidé, il y a déjà plusieurs années, de s'implanter en Afrique et au Moyen-Orient. Aujourd'hui, face au succès, la région (250 personnes) dispose d'un quai-à-général financier et administratif autonome dont le Siège a été établi à la Celle Saint-Cloud. Rejoignez-la pour être son

## Responsable du Personnel

CRÉER et CREDIBILISER la fonction PERSONNEL dans la totalité de ses aspects, dont la gestion administrative et la paie, représenteront vos objectifs prioritaires. L'implantation dans 50 pays imprimera un caractère international à votre fonction.

Vous êtes âgé d'au moins 30 ans et possédez une formation supérieure de niveau Bac + 4 minimum. Bon technicien de la fonction, votre première expérience au Siège d'une entreprise multinationale vous a éventuellement permis de gérer du personnel étranger implanté en Afrique et au Moyen-Orient. Vous êtes reconnu comme étant bon stratège et apprécié pour votre sens de l'analyse, vos qualités d'écoute et votre grande ouverture d'esprit. Bien entendu, vous communiquez parfaitement en anglais, et la maîtrise d'une ou plusieurs autres langues étrangères vous permettra de vous intégrer aisément à nos nouveaux marchés.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo) à Florence BMO-LAFORV sous référence FEL/RP/LM à l'adresse suivante : RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Raymond Poulain Consultants

GENERAL MOTORS FRANCE AUTOMOBILES

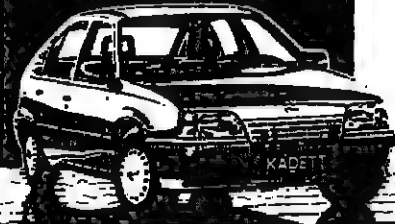
recherche dans le cadre de son expansion OPEL



## CHEF DE DISTRICT

« Votre mission : animer l'action des concessionnaires sur les plans : COMMERCIAL - ORGANISATION - GESTION  
« Vos atouts : une large gamme de produits, une rémunération motivante + frais de séjours et déplacements, une voiture OPEL de fonction, une marque en forte progression.  
« Vous avez : 28/35 ans, une formation Ecole Supérieure de Commerce ou Universitaire, un goût réel pour le "produit automobile", une expérience similaire de vente Automobile (minimum 5 ans), une grande mobilité, anglais souhaité.

Pour rejoindre une équipe dynamique et performante, adressez votre lettre manuscrite avec C.V., prétentions et photo, sous réf. CD/EX, au Service du Personnel - Mme LAIGNEL 1 à 9 avenue du Marais - angle quai de Bezons - BP 84 - 95101 ARGENTEUIL Cedex.



Société de conseil spécialisée, notre éthique professionnelle associée à une pratique des marchés financiers justifie une relation privilégiée auprès d'une clientèle de banques, sociétés de bourse, institutions financières. Nous souhaitons intégrer un

## Consultant

organisation des marchés financiers

Avec l'appui d'experts, il intervient au sein d'établissements financiers pour des missions de conseil liées à la mise en œuvre de leurs choix stratégiques. En collaboration directe avec les directions opérationnelles - salle des marchés, back-office, informatique... il assure la conduite, assisté de consultants juniors, de l'ensemble des phases de l'intervention :

- réalisation du diagnostic de la situation,
- conception des scénarios et modèles organisationnels,
- pilotage de la mise en œuvre du plan d'action retenu.

Nous confierons ce poste à un candidat issu d'une grande école, ayant déjà de 2 à 4 années d'expérience dans les métiers du conseil, même hors du secteur bancaire. Nous lui proposons de rejoindre une structure portuse de réelles possibilités d'évolution et de participer à des projets déterminants pour l'activité des établissements financiers.

Michel DHEUR, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous référence MDH 01.369 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

M.D.A. Conseil en ressources humaines.

## ÉCOLE D'INGÉNIEURS, LYON

recrute

## UN ENSEIGNANT A MI-TEMPS EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

Tâches d'enseignement :

- Enseignement d'économie générale en tronc commun ;
- Responsabilité de modules spécialisés en dernière année ;
- Encadrement de travaux de groupes d'étudiants et de mémoires de fin d'études.

La personne recrutée est susceptible de faire évoluer le poste vers un plein temps (en y adjoignant Études et recherche).

Formation et compétences :

- Docteur en sciences économiques ou en voie de l'être ;
- Spécialisé en économie du développement, économie territoriale, aménagement du territoire ou économie agro-alimentaire ou commerce international agricole et agro-alimentaire ;
- Aptitude à travailler au sein d'une équipe.

Poste à pourvoir début 1990

## UN ENSEIGNANT PERMANENT EN SOCIOLOGIE

Tâches d'enseignement :

- Cours de sociologie ;
- Dans le cadre de travaux de groupes réalisés par les étudiants (études socio-économiques) : - recherche de sujets auprès d'organismes professionnels, - mise en place et suivi de ces études ;
- Travail au sein d'une équipe de trois enseignants.

Formation et compétences :

- De formation sociologique (maîtrise minimum), le candidat a une première expérience d'études sur le terrain ;
- Une connaissance du milieu rural est souhaitable ;
- Intérêt pour des recherches pédagogiques ;
- Capacité à accompagner les travaux de groupe des étudiants ;
- Capacité de négociation.

Poste à 4/5 de temps, à pourvoir début 1990

## UN INGÉNIEUR AGRO-ÉCONOMISTE

pour développer des activités d'études en agronomie et économie rurale : recherche, gestion et exécution de contrats.

Formation et expérience :

- Agronome de formation, avec : - une expérience d'au moins cinq ans en diagnostic, expertises agronomiques ;
- Une aptitude à conduire des études à caractère économique.

Poste à pourvoir début 1990

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :

ISARA, M. FLEURY, 31, place Bellecour, 69288 Lyon Cedex 02.



PRECEPTA  
Conseil et analyses stratégiques

PRECEPTA est spécialisée dans la réalisation d'études sur la stratégie et la concurrence des entreprises. Plus d'un millier de dirigeants de grandes entreprises, tant en France qu'à l'étranger sont aujourd'hui nos clients. Pour participer à notre expansion (CA en augmentation de 100% en 1989) et à notre développement international, nous recherchons :

## UN CONSULTANT SENIOR AMBITIEUX

VOTRE MISSION :

Vous serez chargé de mettre en place et de diriger une activité nouvelle dans le conseil et les études de stratégie. Votre succès vous permettra de devenir rapidement le dirigeant d'une société à vocation internationale.

VOTRE PROFIL :

Diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, X, ...) vous avez une expérience très réussie d'au moins 5 ans dans le conseil et les études de stratégie. Vous savez convaincre et négocier à très haut niveau. Prêt à prendre des risques, mais rigoureux quand vous prenez une décision, vous avez un esprit d'entrepreneur : votre ambition est de développer et de diriger.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + prétentions) à Mme Lefèvre, I.C.A., 104, rue Lafayette, 75010 Paris.



**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



**MOTOROLA** Storno  
RADIOCOMMUNICATIONS

Dans un secteur en fort développement, nous occupons une place de choix tant par notre savoir-faire technologique que par la qualité de nos produits. Notre priorité est de valoriser nos ressources humaines ; dans cette optique, nous créons pour renforcer notre équipe de Direction du Personnel le poste de

## Responsable de formation

Votre mission, centrée sur la formation générale et le développement personnel comportera trois axes essentiels :

- l'identification des besoins
- l'élaboration et la mise en place des programmes et plans de formation
- l'animation des stages (management, techniques d'entretien, négociation...)

De formation supérieure, vous êtes un(e) professionnel(le) de ce métier que vous exercez depuis plusieurs années, en entreprise ou en cabinet.

Ce poste est basé en proche banlieue parisienne.

Adressez-nous votre candidature : CV, photo et prétentions, à **MOTOROLA DIVISION COMMUNICATIONS**, Direction du Personnel, 1, rue Jacques Rueff, 92182 Antony.

## RECRECITER • EVALUER • GERER

MATRA ESPACE, maître d'œuvre de systèmes et de sous-systèmes spatiaux, vous propose de planifier et gérer la croissance de ses effectifs et la mobilité de son personnel à Toulouse.

Responsable du recrutement des ingénieurs et cadres de la société, vous évalueriez également leur rémunération et participerez activement à leur évolution de carrière. Vous développerez la politique de stage et mettrez en œuvre les outils d'évaluation des postes et d'appréciation des performances.

Une formation supérieure (Sciences Po, Sciences Humaines...) ainsi qu'une expérience des Ressources Humaines d'au moins trois ans sont les conditions nécessaires de réussite à ce poste.

Ecrivez à Marie-Josée Rebeyrat sous référence 021 - MATRA ESPACE, 3, avenue du Centre - Centre de Montigny - 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

**MATRA ESPACE**

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

## Le stockage souterrain nécessite des ingénieurs en surface.

Ingénieur option mécanique ou génie chimique, vous avez 35 ou 40 ans et pouvez faire état d'une expérience réussie en études, construction et mise en route d'installations pétrolières ou chimiques. Cela vous procure une réelle expertise en procédés, instrumentation, régulation, mécanique et sécurité. Homme d'études et de terrain, vous aimez former, dialoguer, convaincre. Vous parlez couramment l'anglais et peut-être même l'espagnol et êtes prêt à passer la moitié de votre temps en déplacements.

Leader mondial du stockage souterrain, notre société, Géostock, filiale commune de quatre grands groupes pétroliers, partage à égalité son chiffre d'affaires entre la gestion des centres de stockage d'hydrocarbures en France et l'ingénierie de stockage à l'étranger.

Après une période d'assimilation de notre savoir-faire, vous mènerez des études au siège et saurez sur site, des missions de suivi, de réalisation, d'essai et de mise en service des installations de surface équipant les stockages souterrains en France et à l'étranger. Claude dos Reis, associé du Cabinet Sirca, qui nous assiste dans notre recherche, vous confirmera que, dans un environnement intellectuel de haut niveau, nous avons toujours su privilégier la qualité des relations humaines. Adressez-lui un résumé de carrière et une lettre de motivation précisant votre niveau de rémunération sous la référence 085 752 L&L au 64, rue La Boétie - 75008 Paris.

**Sirca**

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Organisme de Recherche et de Développement, nous recherchons aujourd'hui notre

## Responsable R et D utilisations humaines et industrielles des céréales

Diplômé de l'enseignement supérieur (dans les filières biochimiques et technologiques) et spécialiste de notre domaine, vous justifiez de 5 à 10 ans d'expérience au cours desquelles vous avez pu développer les aspects recherche et développement de la qualité... et montrer votre capacité à animer une équipe. Vous souhaitez aujourd'hui prendre en charge une mission plus globale dans un environnement en pleine mutation, mission qui intègre l'animation d'équipes, la gestion de ses moyens

et la promotion auprès de nos adhérents. L'autonomie dans la pratique de la langue anglaise sera un plus. Le poste est basé, soit à Paris 13e, soit dans le Sud de l'Essonne. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. M/T 222 A à Sabine TRIPODI, OC CONSEIL, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. (Répondeur téléphonique : 42.36.10.30).



OC CONSEIL  
Ressources humaines

## CHARGE DES RELATIONS PRESSE ET DES RELATIONS PUBLIQUES

Notre société de conseil intervient dans l'élaboration et la mise en place de stratégies de développement et d'organisation dans les grandes entreprises en Europe et aux Etats-Unis.

Notre activité, fondée sur la performance stratégique et opérationnelle se situe à la pointe des approches et des méthodes contribuant à l'efficacité du management. Résolument décidés à conforter notre position de leader, nous vous proposons de participer à cette dynamique sur le plan des relations avec la presse et des relations publiques.

Sous la responsabilité directe du président de notre société vous prendrez en charge les secteurs suivants :

- Mise au point des dossiers de presse, relations avec les journalistes, organisations de conférences.
- Soins de la diffusion de la lettre d'information bi-mensuelle.
- Relations publiques auprès des dirigeants d'entreprise.
- Mise en place du plan de communication et relations avec l'agence.

De formation supérieure, vous avez acquis une première expérience dans une fonction similaire, qui vous ont permis d'acquiescer l'aisance dans les contacts à haut niveau et les qualités d'organisations nécessaires pour réussir dans cette fonction. Le poste est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et photo sous la référence 41.81 à PARCOURS - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.

## Valorisez votre savoir-faire en production avec le 2<sup>e</sup> groupe pharmaceutique mondial

Leader dans le domaine de la santé, nous sommes connus pour la qualité de nos produits et la réussite de notre recherche. Répondant aux normes DHSS et FDA, notre unité de production située à 100 km à l'ouest de Paris recherche dans le cadre de son développement un :

### RESPONSABLE DE LA FORMATION TECHNIQUE H/F

Vous prendrez en charge la conception, la réalisation et le suivi des actions de formation technique du personnel ouvrier, employé, technicien et maîtrise.

De formation technique, vous justifiez d'une expérience industrielle solide ou vous avez fait vos preuves en matière d'animation de personnel, dans un secteur de haute technicité ayant une culture qualité affirmée (pharmacie, bio-industrie, agro-alimentaire, électronique).

Agé de 35 ans minimum, vous avez un goût prononcé pour la pédagogie et d'excellentes qualités relationnelles.

Une expérience de formation pour adultes serait un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) sous réf. MRF/1601 à M. SALOU LABORATOIRES GLAXO - BP 3531 - 27035 EVREUX Cedex.

**Glaxo**

La santé, une belle entreprise

**FINANCE**  
**PARTENAIRES**

RECHERCHE POUR SA DELEGATION DE LYON

## "CHARGÉ D'AFFAIRES SENIOR"

CONSEIL EN FUSIONS & ACQUISITIONS

Agé de 30 ans environ, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs. Vous justifiez de 5 à 6 années d'expérience au sein d'un organisme bancaire ou financier spécialisé dans les opérations de haut de bilan, ou d'un cabinet conseil. Vous souhaitez valoriser votre connaissance du tissu industriel de la Région Rhône-Alpes ; vous maîtrisez l'anglais. Votre volonté d'implication personnelle et une ténacité affirmée vous permettront de devenir notre

## FUTUR ASSOCIE

Doté d'une réelle capacité à négocier, vous saurez convaincre les chefs d'entreprises que vous conseillerez dans leurs choix stratégiques et patrimoniaux.

Autonome et rigoureux, vous animerez le développement de notre Agence Lyonnaise dont vous serez à court terme le responsable, en étroite relation avec notre Siège de PARIS. Votre progression vous permettra d'accéder au statut d'Associé. La rémunération que nous vous proposons comprend une partie d'intéressement aux résultats.

Vous avez l'esprit d'équipe et souhaitez intégrer une structure qui vous offre une réelle opportunité d'évolution.

Adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à GENEVIEVE CAJAT CONSEIL : 36, bd de Clichy - 75018 PARIS.

GENEVIÈVE CAJAT CONSEIL

## CHEF DE PUB

Conseiller les entreprises qui recrutent, c'est savoir communiquer sur les hommes pour les hommes.

Diplômé ESC ou équivalent, vous êtes un passionné et votre ambition vous entraîne toujours plus loin.

Si au cours de votre première expérience dans notre secteur d'activité ou dans une société de services, vous avez su montrer votre talent de développeur, notre Agence, spécialisée en communication de recrutement, vous propose d'intégrer une équipe performante, où vous pourrez mettre à profit votre sens de l'écoute, du dialogue et du conseil. Pour nous rejoindre, adressez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf MG à

**CONTESSÉ**

38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex



GERER

systèmes spatiaux,  
tifs et la mobilité dele la société, vous  
activement à leur  
stage et mettez en  
es performances.nes...) ainsi qu'une  
sont les conditionsA ESPACE  
Quentin-en-Yvelines

MES DE TALENT

et D  
aines  
céréales

après de nos adhérents.

is la pratique de la langue

plus.

2, soit à Paris 13e, soit dans le

votre dossier de candidature

222 A à Sabine TRIPODI.

5 rue

11 Paris.

mbaque :

CONSEIL

Ressources Humaines

NS PRESSE

UBLIQUES

et la mise en place de straté-

giques entreprises en Europe

e et opérationnelle se situe à

à l'efficacité du management.

ider, nous vous proposons de

ns avec la presse et des rela-

re société vous prendrez en

re les journalistes, organisa-

tionnelle.

prise.

ions avec l'agence.

recherche expérience dans une

fonction dans les contacts à haut

our réussir dans cette fonction.

et photo sous la référence 2181 a

transmettra votre dossier en toute

PUB

I savoir communiquer

in passionné et votre

e dans notre secteur

vous avez su montrer

ence, spécialisée en

se d'intégrer une équipe

votre sens de l'écou-

lindre, adressez votre

dossier sous réf. NIG 3

S. S. E

PERRET C&amp;C

**Les 32 Consultants de Michael Page**  
souhaitent une excellente année à tous leurs clients  
ainsi qu'aux Financiers, Banquiers et Juristes  
qu'ils ont conseillés en 1989.

Le 15 Janvier 1990, Michael Page ouvre un deuxième bureau à Paris :

### Michael Page Finance

Recrutement financier et comptable

30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS

Tél. 45.53.26.26 / Fax. 45.53.78.58.

Michael Page Banking

Recrutement Banque

10 rue Jean Goujon,

75008 PARIS.

Tél. 42.89.30.03.

Michael Page Tax & Legal

Recrutement Juridique & Fiscal

10 rue Jean Goujon,

75008 PARIS

Michael Page Rhône-Alpes

Recrutement Financier et Banque

19 rue de l'Arbre Sec,

69001 LYON.

Tél. 78.28.16.04.



"Nos spécialistes recrutent vos spécialistes"

Ce groupe de services centré sur la communication occupe une place prépondérante dans le secteur de la santé et de l'audiovisuel. Il recherche un

### Gestionnaire du personnel

groupe de services

Après du directeur de l'administration et de la comptabilité, il participe à la gestion des 1500 salariés du domaine de la communication santé.

Sa mission couvre deux aspects essentiels :

- les travaux administratifs liés au traitement de la paie et au suivi des relations avec les organismes extérieurs
- un travail de réflexion et de conseil débouchant sur la mise en œuvre d'un système informatisé de la paie et sur ses implications organisationnelles.

Nous confierons cette création de poste à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure spécialisée. Fort d'une première expérience de 2 ans au sein de la fonction personnel, il est déjà familiarisé avec l'utilisation d'outils informatiques. Ce poste lui permet de valoriser des qualités de rigueur, d'organisation et de dialogue dans un contexte multi-sociétés jeune et très évolutif.

Marie-Agnès VALLEE étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. A.V. 01.368 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Ville de Villeneuve-d'Ascq  
technopole verte  
carrefour de l'Europe du Nord  
(T.G.V. - nœud autoroutier...)

Ville universitaire de la  
métropole lilloise (43 000 étudiants)  
70 000 habitants

RECRUTE

selon les dispositions statutaires relatives

à la fonction publique territoriale

son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le poste, disponible dès le 15.02.90, correspond au grade d'ADMINISTRATEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE.

Profil :

- une expérience dans la fonction serait appréciée,
- une formation d'études supérieures BAC + 5 ou grandes écoles est exigée.

Adresser un dossier de candidature

(lettre manuscrite, CV, photo) à :

Monsieur le Maire, député européen - Hôtel de ville

Place Salvador-Allende - B.P. 89

59652 VILLENEUVE-D'ASCO Cedex

Tél. : 20-43-50-50 poste 4810.

UN MONDE  
OUVERT.  
DES HOMMES  
EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle...  
Avec A.G.F., nous agissons, notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidés dans près de 25 % de l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui portent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

### Ingénieurs d'affaires

Votre compétence industrielle nous intéresse...

Les A.G.F. sont leaders sur le marché des risques d'entreprises : un marché européen en plein essor pour des équipes d'ingénieurs performantes.

Trois atouts sont indispensables pour faire partie de notre Direction des Entreprises : votre expérience d'ingénieur - mécanicien, électromécanicien, chimiste... - en entreprise industrielle (3 à 5 ans), votre disponibilité pour des voyages fréquents en France et à l'étranger, votre pratique courante de l'anglais.

Deux secteurs sont prêts à vous accueillir :

Intégré au sein du DÉPARTEMENT PREVENTION ET INGENIERIE, vous analyserez et assurerez le traitement préventif des risques d'entreprises prospectées ou assurées aux A.G.F. Vos activités se situent à la fois au siège et sur les sites industriels. Vous intervenerez comme prestataire de service pour les départements chargés de clientèle dans vous représenteront la compétence technique et aurez un véritable rôle de conseil technique auprès des départements sinistrés (réf. M25).

Intégré dans l'un de nos DÉPARTEMENTS CHARGES DE CLIENTELE, vous aurez en relation avec nos intermédiaires et nos clients importants (grandes entreprises françaises et internationales) et après analyse technique des risques, à proposer des couvertures d'assurance, à évaluer le coût et en assurer la négociation et le suivi commercial (réf. M26).

Saisissez l'opportunité en adressant votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo, rémunération actuelle) sous la réf. de votre choix à Chantal MONEDI Département Ressources Humaines 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE INDUSTRIES ET GROS  
TERTIAIRE 160 personnes - 5 agences recherche pour NANCY

### JEUNE INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES

ENSEM, ENIM, ESSIM, ETC...

DEBUTANT OU PREMIERE EXPERIENCE

Responsable autonome de la réalisation de ses chantiers et de ses

marges, il assurera notamment après formation :

- l'étude technique générale du dossier (avec l'aide de notre Bureau d'études)
- la constitution des équipes d'installation,
- la négociation des achats de matériel,
- le suivi des relations avec les clients et le SAV.

Salaires de haut niveau avec intéressement sur les réalisations.

REELLES POSSIBILITES D'EVOLUTION DANS UN GROUPE EN

FORTE EXPANSION

Pour contact, tél. au 93. 96. 29. 29.

ou écrire sous réf. 148 à

Département Recrutement

B.P. 3458 - 54014 NANCY

CEDEX



### ENTREPRENDRE AVEC DES HOMMES DE VOLONTE



Filiale du puissant groupe américain TENNECO, nous sommes parmi les leaders mondiaux dans le domaine des matériels de travaux publics agricoles. Nous recherchons un

### DIRECTEUR DES ACHATS (EUROPE)

Pièces de rechange et composants

De formation supérieure (technique ou commerciale), vous avez une expérience industrielle de 5 à 10 ans de la fonction achat des pièces de rechange et des composants dans un contexte international (secteur mécanique).

Votre mission générale couvrira l'ensemble de nos dépôts européens (France, Allemagne, Angleterre notamment) que nous voulons dynamiser en tant que centres de profits.

Nous recherchons un professionnel des achats pièces, passionné par une approche stratégique et économique de ce secteur d'activité compétitif.

Vous aurez la charge de définir, de mettre en œuvre les structures et les budgets, de piloter et de contrôler les actions dans un souci permanent de rationalisation des coûts, de développement de la qualité et des marges, et de la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement.

Votre capacité relationnelle internationale, votre sens de l'animation et de la négociation auprès des responsables internes ou externes sont les atouts indispensables pour réussir cette mission.

Salaires attractifs - poste basé au siège social.

Case Poclain S.A.

J.I. Case

à Ecouvilly, Caennais

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à CASE POCLAÏN - M. MARCHANT - Av. Georges Bataille - 60330 Le Plessis-Bellerville.

Mme Isabelle Hénery

### MARSEILLE

Banque de 1 000 personnes, la formation est essentielle pour notre développement, nous renforçons notre structure Formation et recherchons un

### FORMATEUR INTERNE

A 28/30 ans diplômé de

l'enseignement supérieur,

vous bénéficiez déjà d'une

expérience significative de

la vente et ou de l'animation,

de préférence dans le

domaine des services.

Dans un premier temps,

votre mission sera de

mettre en place et

d'animer des formations

internes pour nos jeunes

commerciaux, après une

période de prise de

connaissance de nos struc-

tures et de nos produits.

Par la suite, votre fonction

s'élargira à la formation

des autres catégories de

personnel.

Ce poste basé à Marseille,

nécessite des déplacements

au sein de nos diffé-

rentes directions de réseaux.

Motivé par cette opportunité ?

Alors adressez votre dossier complet (lettre de motivation, CV,

photo et prétentions) sous réf. 93126 à

MEDIA-SYSTEM MEDITERRANEE, 46, Bd. Longchamp,

13232 MARSEILLE Cedex 01, qui transmettra.

(Réponse et discrétion assurées).

Prenez une part active au développement des activités de banque d'affaires et de banque d'investissements du CCF en rejoignant notre équipe "Marketing stratégique" dont la vocation est de développer les rapports nécessaires à la préparation, à la mise en œuvre et au contrôle des décisions stratégiques.

Vous y serez chargé de l'élaboration et de l'exploitation des outils, études et méthodologies adaptés aux besoins de nos clients internes.

Dans ce cadre, vous concevrez et mettrez en place un observatoire de l'environnement favorisant la détection et l'évaluation d'opportunités nouvelles liées aux évolutions des marchés, aux mutations des métiers, aux modifications législatives, aux progrès technologiques... Vous analyserez aussi l'intérêt et la faisabilité de certains projets stratégiques.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez de préférence complété votre formation par un 3<sup>e</sup> cycle en marketing et vous avez acquis 2-3 ans d'expé-

### Chargé d'études marketing stratégique

### Votre expertise au service de notre développement

rience soit dans un cabinet - orienté si possible vers le secteur des services - soit au sein du service d'études marketing d'un établissement financier.

Nécessairement, vous associez à une pratique courante de l'anglais, une culture économique et financière, des connaissances dans le domaine de l'analyse stratégique et une pratique du marketing quantitatif et qualitatif. La pratique usuelle de la micro-informatique serait un plus.

Vos capacités d'analyse et de synthèse alliées à des talents rédactionnels évidents, ainsi que diplomatie, endurance et créativité sont les qualités qui feront de vous un conseil avisé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre de motivation, C.V. et photo), sous référence CEMS à :

ANNÉE AUZEY  
Crédit Commercial de France  
Direction des Carrières  
103, Champs-Élysées  
75008 PARIS.





## Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

### Cariane

Notre Groupe, parmi les leaders du Transport de Voyageurs et du Tourisme, compte 2000 personnes et gère plus de 1700 Autocars à travers une vingtaine de filiales en France. Nous recherchons un

### DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché au Directeur Général, votre mission est faite d'audits, d'expertises et de conseils auprès des filiales et de leurs ateliers intégrés : organisation, analyse et gestion des coûts, conditions d'achat, contrôles techniques... Vous définissez et mettez en œuvre une politique de maintenance et de sécurité du parc et des installations immobilières. Vous intervenez dans la stratégie d'investissement en participant aux choix des matériels et des constructeurs. Vous développez un système informatique de gestion des ateliers dans les filiales et au siège. Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans, par exemple dans la supervision technique d'unités décentralisées ou la responsabilité d'un parc de véhicules. Ce sont surtout vos qualités relationnelles, alliées à votre rigueur et à votre dynamisme qui feront la différence. Ce poste « clé », basé à Paris évoluera à moyen terme vers une direction de Centre de Profit.



Merci de confier votre dossier complet avec photo et salaire actuel sous référence CAR 1 M, à - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57, rue des Mathurins 75008 PARIS. Tél : 42 65 38 39

### COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE

Société prestataire de Services Publics (filiale du Groupe GENERALE DES EAUX), nous nous développons grâce à l'introduction de techniques avancées : systèmes expert, automates, biotechniques, techniques douces... Dans ce contexte, nous offrons une réelle opportunité de carrière à

### 2 jeunes ingénieurs à fort potentiel

CENTRALE, MINES, PONTS, TP  
ou de formation spécialisée TRAITEMENT DES EAUX...

Motivés par des responsabilités de gestionnaire et d'exploitant, nous vous formerons sur le terrain aux tâches propres à nos métiers, à l'encadrement des hommes, aux relations avec nos partenaires extérieurs : collectivités locales et administrations. Nous vous offrirons ensuite la responsabilité d'une entité géographique (en PROVINCE) dans une structure décentralisée fonctionnant sur un mode participatif par objectifs. Votre mobilité, votre goût du challenge et votre esprit d'entreprise seront autant d'atouts supplémentaires. L'importance et la diversité de notre groupe garantissent une évolution de carrière attractive et ouverte à ceux qui auront réussi dans cette première mission.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous référence 1005, à M.A.B. CONSEIL - 6, rue Pierre Sézanne 75009 Paris.

### CHARGE DE MISSION

Nantes

Créée par la Région, le Département, les Villes de Nantes et de Saint-Nazaire, et les Chambres de commerce et de l'Industrie de Nantes et de Saint-Nazaire, l'Association Communautaire de l'Estuaire de la Loire réalise des études économiques et des projets d'aménagement.

Attaché au Délégué Général, le CHARGE DE MISSION est responsable de ses dossiers qu'il mène de l'analyse préalable jusqu'au montage sur place ou à l'étranger.

Notre candidat, âgé de 28 à 40 ans, ingénieur et/ou économiste, est rompu à la pratique des gros dossiers pluridisciplinaires. Capable de construire des méthodologies strictes et de faire émerger des réalisations concrètes dans un environnement relationnel et sensible, il est autonome, y compris en anglais.

Rémunération : 250 à 400 KF net.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite de motivations, CV), sous la référence 41 951 AZ à KEY MEN - 9, rue du Couëdic - 44000 Nantes. Tél : (16) 40.89.63.04.



GROUPES DANIEL PORTE CONSULTANTS



### Conseil-Audit-Expertise

Notre Groupe (150 personnes, 20 % de croissance par an) spécialisé dans l'assistance aux Comités d'Entreprise, RECHERCHE :

### UN ÉCONOMISTE, niveau doctorat

- Intéressé par une approche originale des questions économiques à partir des besoins sociaux
- Poste basé à Paris
- Spécialisation énergie ou transports appréciée
- Connaissance en économétrie et modélisation souhaitées

Contactez Alain PETITJEAN - Groupe Alpha  
18, rue Dubrunfaut - 75012 PARIS

### POUR CEUX QUI NE PERDENT PAS LE NORD ...

Filiale française d'un leader mondial de biens d'équipement industriel, notre seul C.A. à l'export dépassera 700 millions de francs en 1990 ! Et nous voulons aller plus loin ... notamment là où notre présence peut-être sensiblement renforcée : notre futur

### RESPONSABLE de ZONE EXPORT

en liaison avec le responsable Europe, développera, après les études de marchés et les contacts nécessaires, la prospection directe et la recherche d'agents. Chargé de la négociation, de la supervision de la préparation des offres, du suivi de sa clientèle, il animera le réseau avec un esprit qualitatif à tout niveau.

Ses contacts externes (clients, agents, ministères...) ou internes (Administration Commerciale, usines, services fonctionnels) le conduiront naturellement à de fréquents déplacements de courte durée. Vous êtes de formation supérieure (Ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce) et, après 3 ans d'expérience dans la vente de biens industriels, vous souhaitez accéder à des responsabilités évolutives. La maîtrise de la langue anglaise et une bonne connaissance de la langue allemande accompagnent vos qualités de dynamisme, de contact, d'adaptabilité qui vous feront réussir dans cette fonction basée en proche banlieue parisienne.

Vous vous reconnaissez ? Alors, adressez votre dossier complet à notre conseil Joël HAXAIRE - RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS sous la référence VEX/LM.



Raymond Poulain Consultants

### CONFORAMA LE PAYS OU L'AVENIR EST OUVERT

Leader sur un marché porteur : l'Équipement de la Maison, CONFORAMA recherche dans le cadre de son développement, plusieurs

### ORGANISATEURS

Vous êtes titulaire d'un diplôme Grande Ecole de Commerce, ou ingénieur + IAE, ESC, IESTO (niveau Bac + 4) et vous possédez une expérience dans ce domaine.

Nous vous proposons au sein de la Direction des Systèmes d'Informations des missions d'organisation et de formation.

Vous évoluerez vers la conception, la définition et la documentation d'applications informatiques et de procédures d'organisation.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec des utilisateurs et des informaticiens.

Basé à MARNE LA VALLÉE, ce poste implique de fréquents déplacements en province. Pour l'un de ces postes, LA MAÎTRISE DE LA LANGUE ESPAGNOLE EST NÉCESSAIRE.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prêt à CONFORAMA Mme LACOSTE 80 bd du Mandinet - LOGNES 77432 MARNE LA VALLÉE CEDEX 2.

Grande centrale d'achats de biens d'équipement pour les établissements publics, ministères et collectivités locales (4 milliards de C.A.) recherche un

### SOUS-DIRECTEUR DE L'ÉDITION ET DE LA CLIENTÈLE

qui aura pour mission la mise en œuvre des actions de marketing direct (catalogues de VPC, plaquettes et publications...). L'actualisation informatique du fichier clients recevant ses documents.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de l'édition capable de concevoir et superviser la réalisation des travaux. Le candidat devra animer une équipe de 9 personnes et superviser les sous-traitants extérieurs et gérer un important budget.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et présentations) à : 34929 CONTEXTE PUBLICITE, 38, rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET qui transmettra.



### GROUPAMA

ASSURANCES

GROUPAMA ILE-DE-FRANCE

recherche pour son Département MARKETING-ÉTUDES

### STATISTICIEN

Au sein d'une équipe de 8 personnes, vous serez chargé de faire évoluer le système d'informations commerciales et financières et de développer l'usage des méthodes statistiques.

Vos missions impliqueront des contacts fréquents avec le réseau commercial et nos clients internes.

De formation ENSAE ou DESS Statistiques, vous avez le goût d'innover et d'aboutir. Un sens naturel du contact assurera le succès de vos projets de la conception jusqu'à la diffusion.

Vous avez par ailleurs une maîtrise parfaite de la micro-informatique. Votre sens des responsabilités vous permettra d'évoluer rapidement vers une grande autonomie.

Lieu de travail : Porte de Gentilly (132). Effectif 350 personnes. Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + présentations à F.M.A.I.F. Service Recrutement 75687 PARIS CEDEX 14

### JURISTE D'ENTREPRISE

Nous sommes l'un des grands noms des Travaux Publics. Dans le cadre de notre développement nous souhaitons renforcer notre équipe de Direction et y intégrer un jeune juriste d'entreprise qui traitera, au niveau du Groupe, les questions juridiques et fiscales relatives au droit des sociétés, au montage d'opérations, à la gestion des contrats, au contentieux. Il interviendra également dans l'étude et la réalisation de nos projets de reprise de sociétés tant en France qu'à l'étranger notamment en milieu anglophone.

Desprit ouvert et imaginaire, dynamique, il sera appelé à devenir rapidement un interlocuteur privilégié de nos Directions opérationnelles.

De formation DESS ou diplôme anglo-saxon équivalent, le candidat que nous souhaitons rencontrer a une première expérience de quelques années dans un contexte d'affaires.

Merci d'écrire à notre Consultant qui vous assure d'une totale discrétion : Guy Deschamps Conseil, 17 Rue Galilée, 75116 Paris.

### Jeune Cons Stratégie et Mar



Le Monde  
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 131

ZONE

Général des Eaux,  
des avancées : systèmes  
rière àeurs  
elS, TP  
NT DES EAUX ...titant, nous vous formerons  
drement des hommes, au  
es et administrations,  
entité géographique (en  
nt sur un mode participantd'entreprise seront autant  
nt une évolution de carrière  
mière mission.  
sous référence 1005, à  
75009 Paris.

Expertise

20 % de croissance par an)  
aux Comités d'Entreprise,  
CHE :OMISTE,  
loctorat

ale des questions économiques à

s appréciée

odélisation souhaitées

Groupe Alpha  
112 PARISAMA  
EST OUVERTipement de la Maison,  
le cadre de son  
alme

TEURS

travaillerez en étroite collaboration  
les utilisateurs et des informaticiens.  
MARNE LA VALLÉE, ce poste implique de  
nts déplacements en province. Pour l'un de  
ostes, LA MAÎTRISE DE LA LANGUE  
INOLE EST NECESSAIRE.C.V., diplôme, photo et prêt à CONFORAMA  
LACOSTE 80 bd du Mandiner - LOGNES  
2 MARNE LA VALLÉE CEDEX 2.JURISTE  
ENTREPRISEdes grands noms des Travaux Publics  
notre développement nous soumettent  
e de Direction en intégrant un jeune juriste  
aterra au niveau du Groupe les questions  
es relatives au droit des sociétés au  
ement dans l'étude et la réalisation de nos  
de sociétés tant en France qu'à l'étranger  
lieu anglophone.magmatif, dynamique sera appelé à devenir  
erlocuteur privilégié de nos directions  
5 ou diplôme anglo-saxon nous soumettent le  
s souhaits rencontrer à une première  
iques années dans un contexte d'attente  
tre Consultant qui vous assure d'une totale  
eschamps Conseil. 17 Rue de la Talle ParisIMPORTANTE MUTUELLE NATIONALE  
500.000 adhérents, en développement,  
recherche pour son siège à PARISDélégué Général  
350 KFDirectement rattaché au Président du Conseil d'Adminis-  
tration, il aura à développer un projet d'entreprise avec l'équipe  
de cadres des Services Administratif, Financier, Informa-  
tique, Communication-Production.Homme de rigueur, mais aussi de dialogue, il s'imposera par  
ses qualités humaines et son sens relationnel.De formation supérieure, Ecole de Commerce ou équivalent.  
Environ 45 ans, avec une expérience confirmée.

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite, sous réf. 863 M, à :

Claudine GALLET  
Ressources Humaines  
3, rue Cornille  
75008 PARIS.Territoire de Belfort  
La ville de BELFORT recherche sonDirecteur  
agence  
d'urbanismeCréée il y a 12 ans, l'Agence emploie actuellement 15 personnes  
dont 7 cadres.Votre mission sera de redéfinir ses objectifs : réduire ses tâches  
opérationnelles et favoriser son redéploiement comme observatoire  
statistique, centre de réflexion et de prospective, structure  
de conseil et d'assistance pour les élus, les partenaires locaux...Vous avez une formation supérieure de type IEP, architecture,  
géographie urbaine, complétée par un DESS d'Urbanisme,  
vous connaissez bien les procédures administratives et vous  
souhaitez valoriser votre expérience.

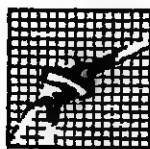
Alors Christophe GRIVOLAT vous remercie de lui écrire (Réf. 1188).

DOMINIQUE BARRÉ S.A.  
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex  
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Notre Société de Conseil pluridisciplinaire de 60 personnes  
se positionne de manière forte et créative sur son marché PME - PMI.Nous recherchons pour notre département  
Gestion de Patrimoine un :

## Directeur Réseau

Vous serez chargé du développement de la commercialisation de  
produits financiers spécifiques : décaissement, valeurs mobilières,  
assurances, immobilier, destinés à une clientèle moyenne et haut de  
gamme.Dans cette optique, vous recruterez, formerez, et encadrerez une  
équipe de conseillers financiers.Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un cadre  
diplômé d'une école de commerce de préférence, doté d'une  
expérience réussie d'au moins 5 ans dans la vente de produits  
financiers, ayant exercé des responsabilités d'encadrement d'un  
réseau.Votre personnalité commerciale de premier plan associée à vos  
qualités de meneur d'hommes seront déterminantes pour réussir  
dans cette mission.Votre rémunération sera en partie  
liée à vos résultats.Ecrire avec C.V. + lettre + photo +  
prétentions, sous réf. 6022 à : BGC,  
60, avenue de New-York.CREARGIE, société de conseil en  
stratégie et innovation, est reconnue  
sur le marché français et européen  
pour la qualité de ses interventions et  
la compétence de ses équipes.Jeune Consultant  
Stratégie et ManagementDe formation supérieure commerciale (HEC, ESSEC, ESCP,  
IEP ou similaire), vous avez 3 à 5 ans d'expérience acquise  
soit dans un cabinet de conseil soit au sein d'une Direction  
Marketing ou Commerciale dans l'industrie ou la grande  
distribution. Aujourd'hui, tourné vers l'avenir et ouvert aux  
nouvelles méthodes (management, organisation, créativité),  
vous voulez évoluer vers le conseil.Nous vous confierons la conduite de projets : stratégie de  
diversification, nouveaux produits... Pour intégrer notre  
équipe, jeune et créative de 15 consultants, vous êtes natu-  
rellement disponible, enthousiaste et efficace. Vous aurez  
l'opportunité de développer vos capacités d'animation, votre  
sens de l'analyse et de la synthèse. Compte tenu de l'ouver-  
ture internationale de notre société, une expérience interna-  
tionale et la pratique de langues étrangères accroîtront les  
chances des candidats.Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous  
réf. C92582MO, à notre Conseil NERVET PONT  
15 rue Cardinet 75017 PARIS.CONSEIL EN GESTION  
DES RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATIONNotre jeune société de conseil a 7 ans d'existence et bénéficie d'une excellente notoriété dans ses domaines d'expertise : la communication d'entreprise et la gestion de  
la formation, principalement en milieu hospitalier. Dans le cadre de notre croissance, nous recrutons trois nouveaux collaborateurs :UN RESPONSABLE POUR  
L'ACTIVITE  
"INGENIERIE DE FORMATION"Intervenant lui-même sur le terrain, il devra développer et conduire une  
équipe de consultants pour concevoir et réaliser des études sur les besoins de  
formation et réaliser des séminaires sur le thème de la gestion des res-  
sources humaines en général. Ce poste de gestionnaire-opérationnel s'adresse  
à un consultant de fort potentiel, âgé d'au moins 30 ans, de formation supé-  
rieure (sciences humaines, Sciences Po ou de type CELSA) et une expérience  
significative en matière d'études et de formation. Réf. A/58492M.Ces trois postes, basés à Paris, requièrent une certaine mobilité géographique. Ecrire en précisant la référence choisie et en indiquant vos prétentions à G. MASSON  
PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - T. 8. 40.81.79.51, (PA Minitel 36.14 code PA)

PARAMETRES

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage

JEUNES DIPLOMES  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

## LA POSTE RECRUTE 270 INSPECTEURS

pour ses activités commerciales, ses services  
de production et de gestion.Date de clôture des inscriptions : 1 février 1990  
Date du concours : 6 et 7 mars 1990

INFORMEZ-VOUS

• en téléphonant aux

NUMERO VERT  
05.34.05.34NUMERO VERT  
05.05.66.77

• dans votre bureau de poste.

LA POSTE

## "VIVRE L'EXPANSION"

C'est le challenge offert par  
UN TRES GRAND GROUPE FRANÇAIS DE DISTRIBUTION  
à ses futursDIRECTEURS REGIONAUX  
RESSOURCES HUMAINES• De formation supérieure (BAC + 4), âgé(e) de 30/35 ans,  
vous avez mené depuis 4/5 ans au minimum une expérience en  
Développement des Ressources Humaines de préférence  
dans une Société de Distribution en forte expansion.• Homme de terrain, vous êtes apprécié par les équipes opéra-  
tionnelles pour vos capacités de communication, votre savoir-  
faire dans la résolution des problèmes concrets.• Vos aptitudes techniques, vos capacités d'analyse sur les  
évolutions de nos projets, en matière de Ressources Humaines,  
vous permettent de jouer pleinement votre rôle de Conseil  
auprès des opérationnels.• Votre expérience de Généraliste, votre capacité à travailler  
en partenariat avec les opérationnels, votre forte personnalité  
apte à saisir rapidement les dimensions techniques et cultu-  
relles de la fonction, seront des atouts considérables pour  
assister nos Directeurs des Opérations lors de fréquents  
déplacements dans nos unités décentralisées.Si notre projet vous intéresse, merci d'adresser une lettre  
manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous  
référence DRH/01.

Philippe OLIVIER

International Management

75, rue de Miromesnil - BP 385  
75008 PARISVous avez une formation  
supérieure scientifique complétée  
par une première expérience d'au moins  
5 ans en assurance de personnesGROUPAMA  
ASSURANCESL'un des tout premiers Groupes  
d'ASSURANCES Français recherche unRESPONSABLE TECHNIQUE H/F  
EN  
ASSURANCE DE PERSONNES

Le candidat recherché aura pour principales missions :

- d'élaborer des propositions pour l'amélioration des tarifs
- d'assurer le suivi des produits et des tarifs existants :
- étude du portefeuille et de la sélection des assurés
- suivi de l'évolution du risque
- de participer à la création et à l'évolution d'outils statistiques dans  
le système d'information d'assurance

Aisance relationnelle, esprit logique et curiosité sont de aptitudes  
nécessaires pour réussir dans ce poste.Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de  
candidature, CV, photo et prétentions à Véronique SICISIC  
Département des Ressources Humaines, s/Réf 01007M  
126 Piazza Mont d'Est - 93167 NOISY-LE-GRAND



## Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1 M

### HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

**IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER ET FINANCIER** en expansion soutenue, avec des filiales sur l'ensemble du territoire français. Nous proposons à un jeune cadre ayant un très fort potentiel, d'assurer en liaison directe avec le DG de la Holding, une responsabilité principale d'

#### Audit interne (250 KF/an +)

et des missions ponctuelles d'analyses financières ou organisationnelles

- 28 ans, au moins, le candidat est diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP), a le sens des affaires, aime la "rigueur", et apprécie l'outil informatique.
- Une 1ère expérience dans un cabinet d'audit international serait vivement souhaitée.
- Sa réussite à ce premier poste lui ouvrira des opportunités particulièrement intéressantes pour l'évolution de sa carrière dans le groupe.

Envoyez Curriculum Vitae, photo, salaire actuel, sous la référence 900102, à notre Conseil.

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

### Directeur des achats



PARIS. Dans le cadre de son expansion, le Groupe des GRANDS MOULINS DE PANTIN (CA 2,2 Mds F - 1000 personnes) recherche un Directeur central des achats.

Rattaché à la Direction Générale et responsable d'un budget annuel de plusieurs centaines de millions de francs, vous aurez en charge, pour l'ensemble du Groupe, les achats de biens et services extérieurs, d'installations et équipements industriels, de consommables et de matières premières (hors céréales).

Agé de 35 ans environ, vous avez déjà démontré en tant qu'acheteur une réussite certaine. Une attention toute particulière sera donnée à vos qualités de négociateur ainsi qu'à votre capacité à structurer la fonction Achats.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite précisant vos prétentions, s/réf. D 177/M à D. FOSSAT qui traitera votre dossier en toute confidentialité. OBERTHUR CONSULTANTS 12 Rond-Point des Champs Elysées - 75008 PARIS.

Oberthur Consultants

### PULLMAN INTERNATIONAL HOTELS

5ème Groupe Hôtelier Européen présent dans 36 pays avec 300 hôtels, recherche pour son Siège

#### Juriste

Rattaché au Secrétaire Général, vous avez la responsabilité de l'ensemble des problèmes juridiques :

- élaboration des contrats pour la France et l'étranger,
- contentieux,
- politique d'assurance,

et bien sûr vous êtes l'interlocuteur, dans votre spécialité, de l'ensemble de nos collaborateurs.

Votre formation juridique supérieure est assortie d'une expérience internationale de 5 ans minimum et d'une pratique courante de l'anglais.

Vos atouts : personnalité affirmée, rapidité et disponibilité.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à P.I.H., Service Recrutement, 12 rue Portalis, 75008 PARIS.

wagons  
LITS

La direction marketing  
d'un hebdomadaire grand public (Paris)  
leader sur son marché (diffusion 300 000 ex.)  
recherche

#### SON ASSISTANTE

- pour suivre l'évolution de sa diffusion (80 % abonnements) ;
- pour participer aux actions de marketing direct et promotionnelles.

Ce poste nécessite :

- un goût manifeste et une expérience (même courte) du marketing direct et de la presse.
- Il s'adresse à une candidate :
- disponible, rigoureuse, libre rapidement.

Adressez votre candidature, CV, photo et prétentions sous n° 8742 Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

#### AUTOMATICIEN EXPERT

Vous bénéficiez de la spécialisation AUTOMATIQUE d'une grande école d'ingénieurs, confirmée par cinq ans d'expérience d'automatisation en entreprise industrielle et une pratique de l'informatique en temps réel et d'outils de génie logiciel.

#### LA DIRECTION INFORMATIQUE du GROUPE PEUGEOT

Vous propose de participer :

- A l'élaboration, puis de veiller à l'application de la stratégie Groupe en matière d'automatisme ;
- A l'expertise des composants d'automatismes ;
- A la représentation du Groupe auprès des instances nationales et internationales.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à  
PEUGEOT S.A., Gestion du Personnel,  
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS

#### Vous êtes JURISTE

Vous êtes titulaire d'une maîtrise.  
Vous possédez d'excellentes capacités rédactionnelles et de synthèse.

Vous avez l'esprit d'équipe.  
Vous souhaitez vous investir dans une association du secteur sanitaire et social, reconnue d'utilité publique.

Vous cherchez un poste à durée indéterminée et évolutif.

Adresser votre CV + photo et vos motivations à :  
U.N.A.P.E.I., 15, rue Coysevox, 75018 Paris.

Conseil en développement des Ressources Humaines. 4 personnes. 4 agences. depuis 15 ans au service des PME régionales

### Consultant en ressources humaines

Intégré au sein de notre agence de Paris, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille de clients industriels.

Votre mission comportera principalement des actions de conseil en recrutement et de gestion interne des potentiels humains.

De formation psychologue, vous justifiez d'une première expérience de la Fonction Personnel en milieu industriel. Les procédures, méthodes et outils que nous mettons

à votre disposition vous permettront d'acquies rapidement une réelle autonomie.

A vous de valoir vos qualités de rigueur, de pragmatisme et de professionnalisme tout en réalisant votre projet personnel au sein de notre équipe.

Merci d'adresser un dossier complet, sous référence R 01 LM à CDPA, 110 rue de Sevres, 75015 Paris.

CDPA

### Assurer le suivi juridique d'Eurodisneyland

EPAMARNE, établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée, recherche pour sa direction commerciale son

#### Chargé de mission juridique

Juriste d'affaires, vous êtes en premier lieu le responsable du suivi juridique du contrat EURODISNEYLAND :

- établissement des conventions sous-contrat privé de vente de terrains ;
- rédaction de chartes des charges de concession (généralistes et particulières) ;
- préparation et suivi en relation avec les notaires des actes authentiques ;
- analyse et conseil pour les questions juridiques ;
- participation au groupe opérationnel.

A titre accessoire, vous apportez votre assistance juridique et votre compétence rédactionnelle sur d'autres dossiers en cours.

A 30 ans, votre maîtrise de Droit Privé et une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un organisme d'aménagement, chez un notaire, dans un cabinet d'avocats, vous donnent envie de vous impliquer dans une tâche passionnante et diversifiée.

Des connaissances en aménagement sont un plus. Poste basé à Noisiel (77).

Extra sous réf. 1004 M.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
BP 106-07 - 75326 Paris Cedex 07

L'AFME, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial de 400 personnes, recruté sur PARIS son

### RESPONSABLE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Vous serez chargé de l'animation d'une équipe d'une vingtaine de personnes et vous devrez intervenir tant sur le plan juridique :

- mise en place de l'ensemble des documents contractuels (conventions, marchés...)

- conseil juridique dans tous les domaines du droit (propriété industrielle, droit commercial...) et suivi du droit des sociétés,

- secrétariat du comité financier national.

Que sur le plan administratif :

- gestion du budget de fonctionnement courant du siège,

- responsabilité de l'ensemble des moyens internes (courier, fournitures...).

De formation juridique (maîtrise ou DEA de droit privé ou public), vous avez une expérience professionnelle de 5 ans minimum. Votre autonomie de compétence, votre goût du travail en équipe et de bonnes aptitudes rédactionnelles seront vos atouts.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. + photo) à l'AFME, Service du Personnel, 27, rue Louis Vical - 75015 PARIS

AGENCE FRANÇAISE  
POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

### DOCUMENTALISTE H/F

Rejoignez notre Groupe en plein développement et intégrez ainsi un réseau européen de presse et d'informations économiques et financières (1,2 Md de CA, 830 personnes, 11 titres).

Au sein de notre service documentation de 14 personnes, vous réaliserez pour nos journalistes et sur tous nos titres (L'Expansion, L'Entreprise, La Vie Française, l'Agefi, La Tribune...), les dossiers thématiques (économiques et financiers) nécessaires à l'élaboration des articles. Vous serez également responsable des secteurs "entreprises, industries", de la sélection des articles, des recherches d'informations...

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ecole de documentation de Sciences Po, licence de Sciences Eco...), vous avez un bon niveau de culture générale et de solides bases en économie.

Vous justifiez d'une expérience similaire d'au moins 3 ans acquise dans la presse ou dans un grand groupe..., avec si possible une pratique de l'anglais et/ou de l'allemand. Disponibilité, ouverture d'esprit, sens du service et esprit d'équipe vous seront indispensables pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo sous référence M 0119 au Groupe Expansion, Le Ponant, Direction des Ressources Humaines, 75842 Paris Cedex 15.

GROUPE EXPANSION

### SIEMENS

3<sup>e</sup> Groupe mondial indépendant de l'électronique automobile implanté en France (+ de 1250 personnes) recherche dans le cadre de son extension pour son centre de Toulouse

#### Chef de Service Organisation et Audit Interne

Très bonne expérience dans la fonction organisation dans le milieu industriel d'une société multinationale. Il sera chargé d'établir le synoptique fonctionnel de l'entreprise, d'auditer son fonctionnement, de normaliser les procédures de fonctionnement en relation avec l'unité de Regensburg. Bon niveau en allemand, anglais apprécié.

Adresser C.V., photo récente à Siemens, Direction des Ressources Humaines B.P. 1149 - 31036 TOULOUSE CEDEX Siemens Automotive SA

Ville de Saint-Egrève  
(15 000 habitants) agglomération grenobloise recrute

#### DIRECTRICE CRÈCHE COLLECTIVE Profil infirmière puéricultrice

Adresser candidature à : Monsieur le Député-Maire  
Mairie de Saint-Egrève, BP 120  
38521 Saint-Egrève Cedex.  
Au plus tard le 26/01/1990.

La chambre de commerce  
et d'industrie de la Réunion  
recrute

#### UN(E) RESPONSABLE

pour la mise en place et la direction de sa classe  
prépa HEC prévue pour septembre 1990.

Il assurera les cours dans sa spécialité.

Profil : Agrégé ou certifié ayant une expérience indispensable en enseignement de classe préparatoire.  
Condition : Poste à pourvoir en avril/mai 1990 au plus tard.

Adresser CV et candidature à :

Monsieur le Directeur  
du Centre consulaire de formation de la C.C.I. Réunion,  
5 bis, rue de Paris, 97463 Saint-Denis Cedex.

Le 15 janvier 1990  
L.B.W. change d'adresse

30 bis rue Spontini 75116 Paris  
Tel. 45.53.50.50 - Fax: 45.53.78.62



cadres 3615 23

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

urces  
nces.  
nalesultant  
es humainesà votre disposition vous permettront  
d'acquies rapidement une réelle  
autonomie.A vous de valoriser vos qualités de  
rigueur, de pragmatisme et de pro-  
fessionnalisme tout en recrutant  
votre personnel au sein de  
notre équipe.Merci d'adresser un dossier complet,  
sous référence R.O.I.M. à l'ADPA,  
110 rue de Sevres, 75015 Paris.

DPA

ENS

endant de l'électronique automobile  
(1250 personnes) recherche dans le cadre  
un centre de Toulousece  
et Audit Internerice dans la fonction organisation  
snel d'une société multinationale.  
blir le synoptique fonctionnel  
uditer son fonctionnement.  
rocedures du fonctionnement  
nité de Regensburg.  
mand, anglais apprécié.  
recrute à Siemens,  
rce Humaines  
LOUSE CEDEX  
SASaint-Egrève  
agglomération grenobloise  
recruteECTRICIE  
COLLECTIVE  
mière puéricultricere - Monsieur le Député-Maire  
Saint-Egrève, BP 120  
Saint-Egrève Cédex.  
rd la 26/01/1990.bre de commerce  
trie de la Réunion  
recruteRESPONSABLE  
ce et la direction de sa classe  
rue pour septembre 1990.sa spécialité.  
i avant une expérience indispensable  
se préparatoire.  
voir en avril/mai 1990 au plus tard.CV et candidature à :  
sieur le Directeur  
de formation de la C.C.I. Réunion,  
la, 97463 Saint-Denis Cedex.Le 15 janvier 1990  
L.B.W. change d'adresse  
30 bis, rue Spontini, 51100  
15.53.50.50. Fax 45.51.51.51ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE,  
LEADER EN EUROPE.

Nous développons des produits destinés  
aux constructeurs automobile français en y apportant  
une forte valeur ajoutée technique.

Nos moyens de calcul par ordinateur, notre CAO  
et nos productions automatisées permettant un développement  
rapide de notre chiffre d'affaires.

Nous recherchons un

Directeur  
des Ventes

Ingénieur généraliste, à dominante mécanique, vous avez 35 ans  
environ et vous avez une expérience incontestable du milieu  
automobile. Assisté d'ingénieurs technico-commerciaux, que vous  
animerez, vous développerez les ventes des produits que nous vous  
confions. Vous participerez à la définition de ces produits, à leur  
mise au point définitive avec les B.E. concernés, et vous négociez  
avec les Services Achats.

Le poste est basé dans une ville moyenne du Sud de Paris. Si vous  
parlez anglais couramment, et que vous vous reconnaissez des  
qualités de dynamisme et de contact ainsi que des aptitudes au  
travail en équipe...

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence  
M/1115/A (portée sur la lettre et l'enveloppe) à notre Conseil  
Pere LEMARIEU, 33, rue Galvée - 75116 PARIS.

Synergies

Valeo Directeurs  
Juridiques (H/F)

Nous recherchons des directeurs juridiques autonomes  
pour plusieurs de nos branches d'activité et offrons des  
perspectives de carrières motivantes dans un Groupe en  
pleine expansion.

Si vous avez une formation juridique supérieure complé-  
tée par des études ou une expérience dans un pays anglo-  
saxon, 4/5 ans d'expérience et le souci d'évoluer au sein  
d'une équipe de juristes d'affaires dynamiques, envoyez  
votre CV avec photo à la Direction Juridique de Valeo -  
43 rue Bayen - 75017 PARIS.

## Valeo L'Équipement Automobile

Important organisme de recouvrement  
RECHERCHE  
pour son secteur contentieux

TITULAIRES D'UNE LICENCE  
OU MAÎTRISE EN DROIT  
(option droit privé)

- Age maximum 25 ans.
- Dégagés des obligations militaires.
- Horaire hebdomadaire : 39 heures.
- Avantages sociaux.

Les candidatures manuscrites accompagnées  
d'un CV détaillé devront être adressées à :  
U.R.S.S.A.F. de Paris : Direction du personnel,  
3, rue Franklin, 93518 Montreuil Cedex.

PROFILS PROGRES - Consultants en Ressources Humaines -  
7 consultants - 4 agences (Caen, Paris, Lille, Lyon) a connu  
une bonne progression en 1989 :  
• animation de 90 stages management des Hommes,  
• recrutement de 250 cadres et futurs cadres.  
Pour faire face à notre développement sur PARIS, nous souhaitons  
intégrer un :

CONSULTANT  
JUNIOR  
en RECRUTEMENT  
et FORMATION

Après une période de formation et d'adaptation aux méthodes et  
aux outils rigoureux du cabinet, vous serez chargé de missions de  
recrutement de futurs cadres et de formation aux relations humaines  
(stages de 1 à 4 jours).

Votre formation supérieure de 4 à 5 années et une toute première  
expérience en entreprise (stages, emplois d'été, C.D.D. ...) vous  
permettront de vous intégrer dans une petite équipe de profession-  
nels expérimentés et enthousiastes, où vous pourrez acquies rapi-  
dement une grande autonomie - Prévoir déplacements courts mais  
fréquents en Province - statut Cadre à titularisation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous  
la référence 01 MO 1 à Paul PERIVIER - PROFILS PROGRES - 5, rue  
Pierre Huret - 75009 PARIS.  
Réponse garantie et  
désertion assurée.

APROFILS  
PROGRESNotre objectif :  
accroître  
les performances  
des institutions  
financièresEUROGROUP  
CONSULTANTSCONSULTANTS JUNIORS  
X, HEC, MBA

Groupe de Conseil en Management (80 personnes), nous intervenons auprès des  
Directions Générales de Groupes Financiers et Industriels.

Nous allons doubler notre activité dans les trois ans à venir en particulier dans le  
secteur financier.

Pour participer à notre développement, nous recherchons des consultants de talent  
dotés d'une forte personnalité et ayant de réelles capacités d'animation et d'imagi-  
nation.

Vous avez une formation de tout premier plan et une expérience réussie de 1 à 3 ans  
dans un Cabinet de Conseil ou dans une Institution Financière.

Vous maîtrisez parfaitement l'un des domaines suivants :

• conception et mise en œuvre des contrôles de gestion stratégique et  
opérationnel.

• organisation des back-offices et systèmes d'information Bourse-Titres.

• gestion de la trésorerie et des risques de taux d'intérêt.

• technologies nouvelles et stratégie informatique.

Rejoignez-nous et participez à notre croissance.

Vous serez formé à la conduite de nos missions à partir des démarches originales  
qui contribuent à notre succès et favoriseront vos initiatives pertinentes.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Jean-Marie Nogaro,  
17, rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois.

Motoristes de l'espace, nous assu-  
rons, en particulier, la maîtrise  
d'œuvre des ensembles propulsifs  
du lanceur Ariane.

Notre société est filiale du GROUPE  
SNECMA : 27500 personnes dont  
3700 cadres. Nous recherchons pour  
notre Siège Social situé en proche  
banlieue Ouest de Paris :

## ATTACHE DE PRESSE

Au sein de la Direction de la Com-  
munication Externe vous assurerez  
les relations avec les journalistes

ATTACHE  
DE  
PRESSE

spécialises en France et à l'étranger,  
rédigerez / les / communiqués / et  
constituerez les dossiers de presse.  
Vous réaliserez la revue de presse  
quotidienne diffusée dans l'entreprise  
et piloterez les conférences et  
voyages de presse.

De formation supérieure scientifique  
et technique vous avez une expé-  
rience de quelques années en jour-  
nalisme et maîtrisez l'anglais et  
l'allemand.

Connaissance et pratique de la  
PAO appréciées.

Déplacements / occasionnels / en  
France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre, CV et préten-  
tions sous réf. NB/APM à : SNECMA,

Direction de l'Encadrement,  
2, boulevard du Général Maréchal Vain,

71724 PARIS CEDEX 15.

SNECMA - SEP - MESSIER-HISPANO-BUGATTI - HISPANO-SUIZA - SOCHATA SNECMA - FAMER - FNM - SEPT SOCIÉTÉS, UN GROUPE

GROUPE SNECMA, LES MOTEURS DU CIEL

Recrutement de cadres et gestion des carrières  
France et International

400 KF (H/F)

Appartenant à un groupe français à vocation internationale, cette société de services cotée en Bourse (CA supérieur à 5 Mds) connaît depuis  
sa création un développement exponentiel. S'appuyant sur un réseau de plus de 400 points de vente en France, elle a pour ambition de  
devenir très vite la première dans son métier en Europe. Sa dynamique de croissance, tant interne qu'externe, repose sur une très forte  
culture propre, faite de responsabilisation de la hiérarchie, d'autonomie, de rigueur de gestion, de dynamisme commercial et aussi de  
capacité d'écoute.

En collaboration directe avec le Directeur Général, ce responsable a pour mission globale de déterminer et appliquer une politique active  
et performante de recrutement et de gestion des cadres. Il vient en appui aux opérationnels, sans se substituer à eux, dans leurs opérations  
de recherche et de sélection, met en œuvre la méthodologie et les outils d'aide à la décision. Il entreprend une démarche de  
communication et de promotion motivante et cohérente auprès du marché de l'emploi-cadres. Ambassadeur de l'entreprise, il assure les  
relations avec l'environnement (grandes écoles, universités...). Il suit la population des cadres (plus de 500 personnes), détecte les potentiels,  
met en place les outils de gestion des carrières et favorise les évolutions internes.

Cette fonction dynamique convient à un jeune professionnel (H/F) de la gestion des hommes, (30/35 ans), ayant évolué dans le contexte  
d'une entreprise résolument moderne dans ce domaine (politique, méthodes, outils...). Homme de réflexion et d'action, mais aussi de  
communication et de conseil, il est proche du terrain et disponible pour développer sa mission en France et à l'étranger (anglais courant).  
Ce poste est basé à Lyon.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 8526 A à  
BERNARD JULHIET Rhône-Alpes - 2, Quai du Commerce - 69009 Lyon.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES RHONE ALPES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

LE RECRUTEMENT AU COEUR DE  
NOTRE STRATEGIE

Le GROUPE GTI Informatique spécialisé en prestations intellec-  
tuelles auprès des grands comptes  
recherche pour sa filiale GTI Ingénierie :

## CHARGE DE RECRUTEMENT

âgé de 30 à 35 ans.

De formation commerciale et informatique vous souhaitez orienter  
votre carrière vers le recrutement de Ressources Humaines.

Disposant de moyens humains importants, vous aurez pour mis-  
sion de développer votre potentiel humain par des démarches  
auprès des Grandes Ecoles, par l'organisation de salons et par  
l'exploitation de notre fichier candidat.

Votre succès vous permettra d'évoluer vers la commercialisation et  
le management de notre activité internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence B101 M à :

Marie Pierre PRESSON  
GTI Informatique  
80/82 rue Gallieni  
92514 Boulogne Cedex.

GTI

L'informatique en action

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Consultant  
en  
recrutement

Rejoignez une équipe performante au sein du  
1<sup>er</sup> groupe mondial de Conseil en Management des  
Ressources humaines.

Vous pratiquerez déjà le recrutement en entreprise ou en  
cabinet et souhaitez affirmer votre professionnalisme  
dans une structure de premier niveau.

Nos méthodologies et notre approche globale du besoin  
client enrichiront votre savoir-faire. Votre capacité à  
travailler sur des projets complexes et diversifiés ainsi  
que votre exigence de qualité nous seront précieuses.

Disponibilité et connaissance de l'anglais sont exigées.

Joëlle KHUAT DUY vous remercie de lui adresser rapide-  
ment une lettre de motivation et un CV sous réf. 979 M.

Hay Managers

5, place de la Gare de la Part-Dieu  
69428 LYON CEDEX 03



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### Métropole Lilloise CHARGE DE COMMUNICATION EN ENTREPRISE

Avec un CA de 6 milliards de F. et un effectif de 8 500 personnes, cette entreprise de services techniques bénéficie d'une notoriété incontestable dans son domaine. Elle souhaite renforcer son département de communication et recherche un spécialiste en communication interne et externe.

Rattaché au responsable du département, il aura à élaborer différents documents d'information destinés aux membres de l'entreprise, ou aux partenaires extérieurs. Il collaborera avec les principaux dirigeants des filiales ou départements autonomes en tant que conseil en communication.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la discipline bénéficiant d'une formation économique ou générale de haut niveau. Ils pratiqueront couramment l'anglais et auront l'expérience de l'élaboration de documents depuis plusieurs années en entreprise.

L'importance et la diversité des activités du groupe (80 sociétés) permettent à tout élément de valeur de pouvoir exercer son talent dans un contexte motivant.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 252910 C à :

**EGOR REGION NORD**  
96, rue Solferino - 59800 LILLE  
Tél : 20.54.31.31

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

### help international

IMPORTANTE FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE  
PARIS 9<sup>e</sup> recherche pour sa direction des affaires  
sociales

### UN FUTUR CHARGE DE MISSION

30/35 ans, Bac + 4, de préférence maîtrise d'économie ou de gestion, ou bien Sciences PO + économie, droit ou sciences humaines.

Ce poste nécessite :

1) Une expérience indispensable acquise sur le terrain dans le domaine de la formation. (Etude des besoins, conception, organisation, gestion).

2) Une maturité et un sens du dialogue afin d'être à l'aise dans le diagnostic des situations, l'exposé de positions, l'animation de réunions.

3) Un esprit critique et de synthèse, une vision à long terme, une très bonne qualité rédactionnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous référence F 26 à :

HELP INTERNATIONAL  
8, rue de Louvois - 75002 PARIS.

### DIRECTEUR

L'A.F.P.A., principal organisme de formation professionnelle pour adultes (11000 personnes, 180 établissements) recherche pour son centre de Psychologie du Travail de Lorraine (Nancy), un Directeur.

Il aura à diriger et animer, en étroite liaison avec les instances régionales de l'A.F.P.A., l'activité d'un établissement régional comportant plusieurs services de psychologie dans les 4 départements lorrains.

Il est demandé :

- D.E.S.S. de Psychologie ou formation équivalente,
- une solide expérience du conseil, de l'intervention, ou de l'orientation en entreprise, Cabinet ou Organisme de Formation, ayant impliqué des responsabilités d'encadrement ou d'animation de personnel,
- une bonne connaissance du champ de la formation des adultes.

afpa

Adressez votre dossier de candidature à Pedro ALVAREZ  
AFPA DRH/BGCE  
13, Place de Villiers  
93108 MONTREUIL Cedex

### CADRES D'AUJOURD'HUI ALLEZ PLUS VITE ET PLUS LOIN AVEC "PLUS CADRES"

Vous voulez vivre l'entreprise avec dynamisme, prendre de nouvelles responsabilités, tester votre prochaine société. C'est aujourd'hui possible avec les missions proposées par PLUS CADRES.

### UN RESPONSABLE DE BASES DE DONNEES

Interlocuteur de différents services, vous identifiez et choisissez les sources d'approvisionnement en informations, établissez les cahiers des charges des développements informatiques (environnement VAX) et êtes responsable des applications informatiques (délai, qualité, cohérence).

Vous avez une formation grande école et une première expérience acquise à travers des missions d'audit. Cette mission située à PARIS peut vous permettre d'intégrer un grand groupe de communication.

Pour un entretien rapide avec les consultants de PLUS CADRES, téléphonez au 45.62.64.64 ou adressez leur votre dossier de candidature sous référence 10190M

plus  
CADRES

54, rue François 1<sup>er</sup> - 75008 PARIS

PLUS CADRES EST UN DÉPARTEMENT DE PLUS INTERIM

### Chargé de recrutement

Interlocuteur direct des responsables d'unités, vous aurez la responsabilité complète d'un ensemble de missions, depuis la conception des annonces jusqu'au suivi des candidats.

Vos capacités d'évaluation des potentiels humains, votre maîtrise des outils d'analyse vous permettront d'orchestrer l'intégration de nouveaux collaborateurs et la mobilité interne du personnel.

Vous serez associé aux réflexions et travaux de l'équipe déjà en place et amené à participer à des études diverses en liaison avec les différentes unités.

De formation BAC + 5 en psychologie, vous avez 3 à 5 ans d'expérience recrutement en entreprise ou cabinet.

Informations Minitel 3616 Code UGE \*PLEIADE

Merci d'adresser votre dossier + prêt. s/réf. 9001/01 au Cabinet J.C.2 - 103, rue La Fayette - 75010 PARIS.

JC2

### CADRES DE BANQUE CLASSE V

Paris  
Banque de Dépôts privée

Un groupe bancaire privé à taille humaine et en fort développement (350 personnes - 20 agences - total de dépôts : 2 milliards de Francs) recherche deux CADRES DE BANQUE pour son Agence Centrale de Paris. Sous l'autorité du Directeur de l'Agence, ils seront chargés de créer, développer et suivre un portefeuille clients composé de PME/PMI industrielles et commerciales auxquelles ils proposeront l'ensemble des services offerts par la banque et pour lesquelles ils étudieront et réaliseront la mise en place des moyens de financement les mieux adaptés à leurs besoins. Ces postes conviendront à des candidats âgés d'environ 27 ans, de formation type ESC, Maîtrise de Droit ou ITB, et possédant quelques années d'une expérience professionnelle acquise au sein d'une Banque de Dépôts. Hommes de terrain, ils manifesteront également des qualités d'écoute, de dialogue et de conseil. Une carrière réellement motivante peut être envisagée pour des candidats capables de s'impliquer fortement dans leur vie professionnelle.

Ecrire sous référence 1178 M à :

**GRH Conseils**

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

Société de services leader  
dans son domaine renforce  
ses structures et crée un  
nouveau poste de :

### CHARGE DE CLIENTÈLE

LYON 180/220.000

Vous prendrez en charge la gestion et le développement d'une clientèle Entreprises, intervenant auprès des dirigeants de PME, Directeurs Commerciaux de Grands Groupes, etc... en leur proposant des solutions originales adaptées à leurs besoins.

HEC, ESSEC, ESCP... vous avez 2 à 3 ans d'expérience commerciale et souhaitez la valoriser au sein d'une Entreprise dont la croissance nécessite à court terme le besoin en managers.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 5616 à notre Conseil ou transmettre le par Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS.

Ressources & Développement

### Consultant en ressources humaines

L'intégration de cette dimension dans la stratégie des entreprises constitue notre raison d'être ; elle fonde notre démarche reconnue et appréciée pour son exigence et son professionnalisme.

### Jeune Psychologue

Vous souhaitez développer vos compétences en ouvrant votre formation aux responsabilités offertes par notre cabinet conseil. Intégré(e) à notre équipe, vous prendrez en charge des missions de recrutement, de bilan individuel et d'audit de ressources humaines.

DESS de Psychologie : clinique, travail... votre potentiel d'écoute, de disponibilité allié à votre créativité et votre sens de la négociation pourront s'exprimer pleinement dans les actions qui vous seront confiées.

Pour ce poste basé à Rouen, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) à A. HEBERT 17, rue Angélique Vérien 92200 NEUILLY

cog

hébert conseil  
Ressources humaines  
membre de syntec - OFSCM

### Bâtir des stratégies européennes

Participer à l'expansion de BERNARD KRIEF EUROPE implanté à Bruxelles et intervenant dans le Conseil en Affaires Européennes, c'est l'opportunité offerte à un

### Consultant

En liaison permanente avec les différentes instances de la CEE, il évolue au sein d'une équipe de consultants internationaux.

Sa mission est de conseiller, sur le plan de la législation Européenne, les entreprises françaises et internationales qui souhaitent développer un courant d'affaires avec les différents pays d'Europe. Il prépare avec sa Direction des actions de lobbying et mène des réflexions stratégiques.

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez déjà une bonne expérience acquise au sein d'institutions européennes ou dans le conseil sur le plan international auprès des entreprises. Vous recherchez de fortes responsabilités dans un univers très valorisant.

Merci de nous adresser CV, photo sous référence 8321/M.

K

BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 Paris

### Société d'Assurances

### Jeune cadre juridique

Cette société appartenant à un groupe international renforce ses structures et recherche un jeune juriste.

Au sein d'une petite équipe rattachée au Secrétariat Général, vous intervenez dans des domaines variés de la fonction juridique : droit des sociétés, droit des assurances, fiscalité, etc.

Agée(e) de 30 ans environ, de formation supérieure (minimum Maîtrise de Droit), vous avez une première expérience en entreprise, de préférence dans l'assurance.

Nicole Marichez étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/64 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

### Florian Mantione Institut

Filiale d'un grand groupe du Bâtiment, notre société (130 millions de F, 130 personnes), recherche pour son siège à LIMOGES, son

### SECRETAIRE GENERAL 320 KF +

Mission : directement rattaché au Directeur Général :

- vous assurez les responsabilités des fonctions administratives, comptables et financières avec l'aide de cadres compétents que vous animez,
- supervisez les montages d'affaires,
- assistez la Direction Générale dans la définition de sa stratégie.

Profil : 40 ans au plus, ESC ou Ingénieur + formation gestion ou équivalent, vous avez impérativement 5 ans d'expérience minimum dans la fonction. Une expérience dans le secteur Bâtiment ou Maisons Individuelles sera très appréciée.

Vos qualités : autonomie, rigueur, grande capacité de travail. Entrée en fonction au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 1990.

Possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Envoyer CV + photo sous réf. MP 1289 D à notre conseil Jean-François BATTISTI, FLORIAN MANTIONE INSTITUT, B.P. 1288, 31047 Toulouse Cedex et consultez la définition de fonction de poste sur MINITEL 3615 code SOFTEL.

AIX - BAYONNE - BESANCON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - NANTES - PARIS - REIMS - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE

### LE DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE recrute son

### DIRECTEUR DES ROUTES ET DU PATRIMOINE

- placé directement sous l'autorité du directeur général des services départementaux, il est responsable d'un service de 70 personnes gérant 270 MF (programmation, études, réalisations).

- il devra créer la direction à partir de services existants (routes départementales, patrimoine, transports) et notamment suivre le dossier de partition de la D.D.E. et de la D.D.A.F.

- un profil d'ingénieur issu d'une grande école est recherché : une expérience dans le secteur public est souhaitable, non indispensable. C'est un homme de contact et un organisateur expérimenté.

Prière d'adresser curriculum vitae et photo à :

Monsieur le Président  
du Conseil général de la Vendée  
Service du personnel  
B.P. 823

85021 LA ROCHE-SUR-YON Cedex  
avant le 22 janvier 1990







## Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 2 11



Société anonyme, filiale d'un groupe important, spécialisée dans la prestation de services auprès des grands noms de l'industrie Pharmaceutique, notre développement constant conduit notre Directeur Général à recruter son

### Responsable Administratif, Juridique et Personnel

En prise directe avec la Direction Générale, vous serez responsable de la gestion juridique et administrative de la société (250 personnes). La réussite dans ce poste est liée à des capacités évidentes de management et d'organisation. La trentaine, juriste (droit du travail, droit des sociétés), vous souhaitez, maintenant, après quelques années d'expérience dans le privé ou le public, vous investir dans une fonction opérationnelle nécessitant de bonnes qualités d'analyse et de synthèse. Vous aurez les moyens de vous réaliser et d'évoluer dans votre fonction.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. F92661MO à notre conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

**nervet pont**  
conseil

### Juriste d'affaires confirmé

Dans le cadre du développement de Bouygues Bâtiment International, la Direction Juridique recherche un juriste d'affaires.

Autonome, il pourra prendre en charge notamment :  
- la négociation et le suivi juridique de contrats internationaux  
- les opérations d'acquisition de sociétés à l'international.

De plus, il interviendra en tant que conseil auprès des différentes directions opérationnelles.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir. Ce poste est à pourvoir immédiatement et conviendrait à un candidat diplômé d'Etudes supérieures en droit du commerce international, ayant 5 à 10 ans d'expérience dans le secteur industriel, il parle couramment l'anglais et une autre langue, si possible l'allemand.

Les activités diversifiées du groupe Bouygues et la politique de développement de ses implantations internationales permettent d'envisager une évolution motivante.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5V/A  
Bouygues Bâtiment International  
Direction des Relations Humaines  
1, av. Eugène Freyssinet  
78061 St Quentin en Yvelines

**BOUYGUES**

### Société Régionale d'Ingénierie

filiale d'un grand groupe

recherche pour Lyon

### INGENIEUR CHARGE D'ETUDES EN TRANSPORT

Diplômé Grande Ecole ou universitaire, le candidat sera intégré dans une équipe dynamique de consultants et aura pour mission d'effectuer des études générales liées à l'aménagement, au transport et au tourisme.

Le poste requiert un très bon niveau intellectuel, un sens du travail en équipe et beaucoup de créativité. Rémunération intéressante et réelles possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Envoyer CV et prétentions, à Média-System, 55, place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

### Consultants associés

Paris/Province

#### RECHERCHE DE CADRES

Le respect de l'homme client, candidat ou collaborateur inspire notre éthique : la taille humaine de nos équipes (Annonces et Search) nous permet en France et à l'étranger de rester proches des attentes des entreprises et des aspirations des candidats. Nous n'acceptons que des missions avec un mandat exclusif... Et avec cette éthique, nous faisons des profits. Si vous exercez déjà le métier de consultant en recherche de cadres selon les mêmes principes, écrivez-nous, nous parlerons du médier... et de l'avenir.

Merci d'adresser votre courrier avec la réf. TEP M à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, qui vous garantit la plus stricte confidentialité.

**PAUL-EMILE  
TAILLANDIER**  
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

### GENERAL MOTORS

RECHERCHE

### RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS VEHICULES (CADRE)

### FRANCE AUTOMOBILES S.A.

pour son siège social d'Argenteuil

Formation: Titulaire d'un B.T.S ou D.U.T et 2/3 ans expérience ou niveau Ecole de Commerce. Age: 24-28 ans. Anglais courant nécessaire et allemand apprécié. Fort intérêt en informatique.

Responsable d'une équipe de trois personnes, vous aurez à gérer les approvisionnements des véhicules en provenance des usines Opel et GME, à contrôler les inventaires, à obtenir et diffuser les informations correspondantes. Larges possibilités d'évolution au sein du Groupe pour personnalité dynamique et performante.

Adresser CV, photo et prétentions à : Service du Personnel (Mme LAIGNEL) - 1 à 9, avenue du Marais - 95101 ARGENTEUIL Cedex

Nous sommes un jeune groupe de taille moyenne (400 personnes en France) en fort développement spécialisé dans le CONSEIL et le SERVICE aux Entreprises. Notre activité de Conseil en Recrutement de Cadres s'appuie sur un important Cabinet, leader en France sur un marché très spécialisé. Voulez-vous élargir votre spécialité à d'autres fonctions de l'Entreprise d'une part et rechercher des implantations régionales, nous souhaitons rencontrer des

### CONSULTANTS

Expérimentés (H/F)

pour envisager des accords de partenariat

Si vous possédez une expérience confirmée, passée au contact des entreprises de votre région, et que vous souhaitez développer des accords de partenariat avec notre groupe, nous sommes à votre disposition pour vous rencontrer et approfondir nos motivations mutuelles.

En tant que Responsable de votre activité, vous bénéficierez d'une large délégation de pouvoir et d'une grande autonomie d'action tout en vous appuyant sur la synergie de groupe (mise à disposition de compétences reconnues et de moyens logistiques).

Conscients des exigences de discrétion attachées à votre démarche, nous vous garantissons la plus grande confidentialité. Faites nous parvenir votre carte de visite avec une lettre de motivation sous référence 4155 M à JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

### mf PAPETERIES MATUSSIÈRE ET FOREST

Notre société est réputée dans le domaine de la fabrication des papiers graphiques et d'emballage. Ses 7 unités de production sont essentiellement dans l'Est et le Sud-Est. Pour les 2 unités proches de Grenoble, représentant près de 500 personnes, nous recherchons un :

### Chef du personnel

Diplômé d'études supérieures, la trentaine, vous avez déjà une expérience de 4 à 5 ans, idéalement dans une industrie de process en continu. Vous avez fait vos classes dans une position d'adjoint et vous vous sentez apte maintenant à tenir la barre.

Sur les 2 sites, vous avez, bien sûr, la maîtrise de tous les aspects de la fonction (recrutement, salaires, formation, sécurité).

Surtout, votre présence sur le terrain, votre sens relationnel, font de vous le promoteur de la politique sociale auprès de la hiérarchie. Expert dans votre domaine, vous êtes un conseiller écouté de votre Directeur d'unité.

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature (Références 1104/RE) à SEFOP RHONE-ALPES - 17, avenue du Granier 38240 MEYLAN, qui nous aide dans cette recherche.

**SEFOP** Rhône-Alpes

### MACIF

Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France

Recherche :

Pour la gestion de ses sinistres corporels

**DES RÉDACTEURS** contentieux confirmés ayant IMPÉRATIVEMENT au moins deux années d'expérience professionnelle dans la gestion des dossiers corporels et mortels.

Vous souhaitez travailler dans une mutuelle dynamique et aspirez à une évolution de carrière.

Nous vous proposons :

- un statut cadre
- une rémunération motivante si capacités
- des perspectives de carrière.

Adresser CV et prétentions à :

**MACIF / Région Centre**  
M<sup>me</sup> DOUZIECH  
7, rue Colbert  
03406 YZEURE CEDEX

### ÉLECTROMÉCANICIENS

Libres indépendants. Salariaire motivant. Intéressement aux résultats. Env. CV + photo + réf. a/réf. 8151 à EUROMESSAGES, BP 80, 92105 BOULOGNE Cedex, qui transmettra.

### ASSOCIATION CARITATIVE

A VOCATION NATIONALE recherche pour son siège à PARIS

### COMPTABLE

IL SERA CHARGÉ - de la mise en place, du suivi et du contrôle budgétaire des implantations régionales et des services du siège - de la coordination et de la consolidation de la comptabilité au plan national.

ON LUI DEMANDERA un bon niveau comptable, formation minimum BTS.

Une expérience du traitement informatique sur micro-ordinateur est indispensable. Adres. lettre manuscrite, CV, photo à C.I.P.E.S., serv. 113, 6, place de la Madeleine 75008 PARIS, qui transmettra. NE PAS TELEPHONER

### ET RECHERCHE DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE COMMERCE

voulez-vous relever le défi du travail temporaire. Jeunes, dynamiques. Envoyez lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 6612 à LTA, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

L'APPA recrute pour son centre de formation professionnelle pour adultes de CCMAR (CCI) et ROUEN (CCI)

### TECHNICIEN TOURISME LOISIR

pour devenir FORMATEUR

Expérience diversifiée du secteur touristique, vous êtes prêt à vous consacrer à la formation des futurs professionnels du tourisme. Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et références à : C.I.P.E.S., serv. 113, 6, place de la Madeleine 75008 PARIS, qui transmettra.

### CORRESPONDANTS(ES)

pour Paris et banlieue. Convientrait à retraités de banque ou assurances. Env. CV + S.M.O. 218, rue St-Honoré, 75001 Paris

### ESSAI

PARIS - MARSEILLE - LYON - NANTES - BUREAU D'ÉTUDES

### INGÉNIEURS D'ÉTUDES

mécanique, thermique, combustion, électromécanique. Env. CV, 128, rue du Poissonnière, Paris-9.

### LE LABORATOIRE D'INGÉNIEURIE

des matériaux et des hautes pressions, laboratoire propre du C.N.R.S., 93430 Villeurbanne

### RECHERCHE UN CANDIDAT

pour un poste de Chargé de Recherche 2<sup>e</sup> classe dans le secteur SPI du C.N.R.S. (secteur des matériaux, recherche). Pour tous renseignements, contactez : M. PETIT au 49-40-34-26 ou au 49-40-34-37.

### TOUR OPERATOR REGIONAL

SUD DE LA FRANCE

### PROSPECTEUR DEMARCHEUR

30-40 ans env., langues étrangères souhaitées, expérience démarchage, AGENCEURS, TOURNAGE, avec plan de carrière.

Ecrire sous la réf. 8741 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson 75007 Paris.

### GENIEUR SSI Informatique

technique et industrielle recherche

### INGÉNIEURS

Logiciers temps réel pour travailler sur des grands projets informatiques. Expériences souhaitées. C. UNIX, SGSD, Monsieur. Tél. : 47-88-83-39

### L'agence départementale de développement

de la Loire recrute rapidement

### UN CHARGÉ DE MISSION « CRÉATION/DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES »

pour une formation supérieure au commerce et à la gestion (niveau formation universitaire du 3<sup>e</sup> cycle, grandes écoles...)

### UN CHARGÉ DE MISSION ANIMATEUR DE DEVELOPPEMENT LOCAL

ayant reçu une formation supérieure type AMÉNAGEUR (niveau Maîtrise ou Magistère) et disposant d'un minimum de connaissances en comptabilité de gestion.

Pour ces deux postes, un minimum d'expérience professionnelle de 3 ans est vivement souhaitable et la pratique d'au moins une langue vivante appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions à : A.D.E.L. Cité Administrative Designée 46009 CANOIS CEDEX

### Société de Conseil

recherche CONSULTANTS en CHARGES D'ÉTUDES

Domaines d'intervention : Urbanisme, Transport et Aménagement économique. Env. C.V. et prétentions sous réf. 8737, Le Monde Publicité, 5, rue de Montesson 75007 Paris

### CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE SAINT-CYR-L'ÉCOLE

recherche SON DIRECTEUR (H/F.)

Adresser CV, dossier activité avant le 29 janvier à : M. le Président du C.A.C., 4, square Henri-Wallon, 78210 Saint-Cyr-l'École.

### SOCIÉTÉ RECHERCHE

jeune diplômé(e) ou étudiant(e) de 3<sup>e</sup> cycle

pour concevoir et réaliser des documents de haut niveau (temps partiel possible). Env. CV sous réf. 81/80 BP 463 07, 75327 Paris Cedex 07.

### BANQUE DE DONNÉES AUTOMATISÉES SUR LES MÉTIERS (BAND)

recherche PHARMACIEN DOCUMENTALISTE A PLEIN TEMPS

Ayant eu possible expér. dans ce domaine. Adr. candidature et précisant la réf. 58837 BLEU, 17, rue Label, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Société monégasque de communication recherche, pour la Principauté, commercialisant, ayant expérience régies, rémunération et travail motivants, et compétences et ambition. Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à PRIMOCCO, 18, rue Saffray-Reymond, MC 98000 MONACO

### CHIEF SERVICE COMPTABILITÉ

niveau DECIS. Age environ 35 ans, ayant expérience BTP. Adr. C.V. et photo en précisant la réf. 58871 BLEU, 17, rue Label, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra

### 1<sup>er</sup> FABRICANT P.L.V. ESPAGNE

pour sa déléguée à PARIS + LYON + REIMS

VENDEUR/TECHNICIEN COMMERCIAUX expérience professionnelle. Adresser C.V. par fax : 19-34-3-892-55-37 ou appeler : 19-34-3-891-41-41

### UN JURISTE

CONFIRMÉ ET EXPÉRIENTÉ EN NÉGOCIATION avec les partenaires sociaux

Formation exigée DEA droit social + formation professionnelle continue + assurance.

Motivé par le secteur associatif et attiré par le milieu rural

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions au Directeur Général UNADVI 184 A, rue du Fg St-Denis 75010 PARIS

### Société de Bourses Paris-8

recherche pour son service de traduction

### 1 TRADUCTEUR (H/F) ANGLAIS-FRANÇAIS

de langue maternelle française.

### 1 TRADUCTEUR (H/F) FRANÇAIS-ANGLAIS

de langue maternelle anglaise. Diplôme EST ou équivalent. Expérience France/Bourse. Traitement de textes exigé.

C.V. + lettre manuscrite sous réf. 8738

### LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montesson 75007 Paris

### GROUPEMENT D'ORGANISMES DE LOGEMENT SOCIAL

RECHERCHE UN CHARGÉ D'ÉTUDE

EN DEVELOPPEMENT LOCAL ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE C.O.D. 8 MOIS

Il aura en charge la réalisation d'études et le suivi d'opération d'urbanisme. Maîtrise d'œuvre urbaine D.S.O. D.P.A.H., développement économique local. De niveau Bac 4 minimum, il pourra justifier d'une formation et/ou d'une expérience lui permettant d'assurer pleinement la mission qui lui sera confiée.

Adr. C.V., lettre présent. à : G.I.E. HLM Services 89010 AUXERRE CEDEX

### MÉDECIN DU TRAVAIL

Prendre r.v. au 30-92-82-00 p. 30.08 ou adresser CV détaillé : Centre hospitalier de Montesson-Joliet, directeur du personnel, 2, bd Duhamel, 78201 Montesson-Joliet Cedex.

### L'ASSOCIATION DE VOYAGES CULTURELS CLO

recherche DES COLLABORATEURS

de formation historique ou artistique pour accompagner et guider ponctuellement ses circuits vers les pays d'Europe, de bassin méditerranéen et du Proche-Orient.

Envoyer CV : 24, r. du Hameau, 75015 Paris. Tél. : 46-31-65-64.

### JOURNAL Bimestriel

spécialisé distribution (économie, gestion, marketing, promotion) cherche son

### RÉDACTEUR EN CHEF

Solide exp. souhaitée. Ecrire CV, photo, prétentions à : R. CASTELLANO, 54, fg St-Honoré, 75008 Paris.

### « LE COURRIER PICARD »

dans le cadre de son développement

### JOURNALISTES SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

débuts ou confirmés, avec une bonne présentation et l'envie de réussir.

Merci d'adr. lettre avec C.V. et photo au « Courrier Picard », Service du personnel, 25, rue de la République, 80010 Amiens Cedex.

### secrétaires

Pour agence de voyage Paris

### SECRÉTAIRE-COMPTABLE

Libre rapidement. Connaissances Maîtrise/compta siml. et traitement textes appréciés. Envoyer C.V. + photo à : ANCOOM, 25, rue de Montesson, 75008 Paris

### ASSOCIATION PARIS-8

recherche pour secrétariat du DIRECTEUR GÉNÉRAL, sous la responsabilité de son assistant

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION

confirmé, niveau minimum Bac + 2 ou équivalent, très bonne présentation, possédant bonne expérience d'un secrétariat comptable de direction. DISPONIBLE, très bonne organisation personnelle, autonomie, créativité, capacité de communication efficace, sachant rédiger, maîtrisant speed writing ou steno, excellentes capacités de synthèse. Débutez sans hésiter.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : A.D.E.P., 18, rue de la Plâtre, 75004 PARIS.



cadres 3615 131

FORMATION  
PROFESSIONNELLE

Bureau d'études en  
Sciences Sociales,  
recrute deux collaborateurs  
ayant les qualités suivantes :

- Normatif ou Grande Ecole
- Parfaitement bilingue français-anglais
- Capacités d'intégration rapide
- Autonomie dans un travail d'équipe
- Grande mobilité, disponibilité immédiate
- Expérience des études indispensables

pour les postes de :

Chargé(e) d'études

- 3ème langue courante (non germanique)

Responsable de la Communication

- 2 ou 3 ans d'expérience
- Capacités de conceptualisation de plans d'action

Candidatures écrites uniquement

Catho... Bassani - SHS

63 Bd des Batignolles (Place Villiers) - 75008 Paris

Que faites-vous  
de vos talents ?

Les hommes, source de réussite ? Oui, à condition  
d'en capter les talents, d'en canaliser les énergies.

A Lyon comme à Paris, le CDM propose un séminaire  
intensif de gestion opérationnelle d'entreprise, con-  
çu pour de futurs ou actuels responsables d'unités  
décentralisées, qui ont à mettre en œuvre la straté-  
gie de leur firme.

DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

Session résidentielle  
du 5 juin au 7 juillet  
à Lyon.

23, av. Guy de Collongue  
B.P. 174  
69132 Ecully Cedex  
LYON  
Tél. 72 20 25 20

CDM  
Centre de Développement de Management

Groupe ESC Lyon  
Technique des Entreprises

CADRES, INGENIEURS,  
DEMANDEURS D'EMPLOI

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE  
vous propose un stage rémunéré de 9 mois :

MANAGEMENT DE LA QUALITE  
ET GESTION DE PROJET

Cette formation vous apportera :

- Un savoir faire en Management de la Qualité et dans la mise en place d'innovations Technologiques et Sociales.
- La capacité à gérer un projet : Etude de faisabilité, Planification, Réalisation Contrôlée.
- Une pratique du Management des Hommes.

Début du stage : le 9 avril 1990

Recrutement immédiat : envoyer CV +  
lettre de motivation + photo à  
Me FLOIRAC - 120, rue Danton - 92300 Levallois  
pour convocation à une réunion d'information.

IGS

RESPONSABLE EN COMMUNICATION  
RESEAUX CABLES - ENTREPRISES

STAGE POUR demandeurs d'emploi

1100 heures dont 320 heures de stages en entreprise  
du 19 février 1990 au 14 septembre 1990.  
Formation professionnalisante.

Niveau requis : Bac + 3 reconnaissance des acquis professionnels.  
Possibilité de rémunération pour les personnes ayant déjà travaillé.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

UNIVERSITE PARIS 8 Formation permanente

2 rue de la Liberté 93526 St Denis Cedex 02

Tél. 48.29.23.00



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
INTERDEPARTEMENTALE VAL D'OISE/YVELINES

LE CENTRE D'INFORMATION ET DE FORMATION DE VERSAILLES

propose un stage de

## REPRISE D'ENTREPRISE

Durée : 432 heures (18 semaines, à raison de 3 jours  
par semaine) du 24 janvier 1990 au 23 mai 1990.

Public : Cadres expérimentés avec 10 années d'expé-  
rience minimum d'entreprise dont 5 avec res-  
ponsabilité.  
Formation supérieure (BAC + 3 minimum).  
Fortes personnalités, motivation, capacités de  
management et d'obtention de financement.

Recrutement : Contacter Monsieur R. AUGUSTE - CCIL Val  
d'Oise-Yvelines - Centre d'Information et de  
Formation de Versailles - 18, rue Mansart  
78000 VERSAILLES. Tél. : 39 55 00 88.  
(Stage financé par le Conseil Régional  
Ile-de-France)

artem...  
LARGE  
SSION  
ITION/  
PEMENT  
PRISES

recherche pour son service  
de traduction

1 TRADUCTEUR (H/F)  
ANGLAIS-FRANÇAIS  
de langue maternelle, français.  
Diplôme EST ou équivalent.  
Expérience : Finances/Banque.  
Traitement de textes écrits.  
C.V. + lettre manuscrite sous n° 8738  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montreuil  
75007 PARIS.

GROUPEMENT D'ORGANISMES  
DE LOGEMENT SOCIAL

RECHERCHE  
UN CHARGÉ D'ETUDE  
EN DÉVELOPPEMENT  
LOCAL ET AMENAGE-  
MENT DU TERRITOIRE  
C.D.D. 6 MOIS

Il aura en charge la réalisa-  
tion d'études et le suivi  
d'opération d'urbanisme.  
Maîtrise d'œuvre : D.S.G.,  
D.S.D., O.P.A.H., dévelop-  
pement économique local.  
De niveau Bac 4 minimum, il  
doit avoir une formation  
lui permettant d'assurer  
pleinement la mission qui lui  
est confiée.  
Adm. C.V. + lettre présent. à :  
G.I.E. HLM Services  
B.P. 36  
89010 AUNERRE CEDEX.

Centre hospitalier  
François-Guanyer  
recherche

MÉDECIN  
DU TRAVAIL

Prendre C.V. au  
30-92-92-50 p. 30.08 m  
adressé à : Dr. J. C. Camy  
hôpital de la Montausse, 18, rue  
Joliot, directeur du personnel,  
2, bd Duhameil, 75001  
Paris-Joliot.

L'ASSOCIATION  
DE VOYAGES CULTURELS  
CLIO

recherche

DES COLLABORATEURS

de formation historique  
ou artistique pour accom-  
pagner des groupes de  
vacanciers. Les candidats  
seront recrutés sur la base  
d'un entretien et d'un  
test écrit. Poste à temps  
partiel, rémunération à la  
performance.

Envoyer C.V. 34 r. de  
la Montausse, 18, rue  
Joliot, 75001 Paris.

LE COURRIER PICARD

recherche

JOURNALISTES  
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

recherche

capitales  
propositions  
commerciales

formation  
professionnelle

recherche pour son service  
de traduction

1 TRADUCTEUR (H/F)  
ANGLAIS-FRANÇAIS  
de langue maternelle, français.  
Diplôme EST ou équivalent.  
Expérience : Finances/Banque.  
Traitement de textes écrits.  
C.V. + lettre manuscrite sous n° 8738  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montreuil  
75007 PARIS.

GROUPEMENT D'ORGANISMES  
DE LOGEMENT SOCIAL

RECHERCHE  
UN CHARGÉ D'ETUDE  
EN DÉVELOPPEMENT  
LOCAL ET AMENAGE-  
MENT DU TERRITOIRE  
C.D.D. 6 MOIS

Il aura en charge la réalisa-  
tion d'études et le suivi  
d'opération d'urbanisme.  
Maîtrise d'œuvre : D.S.G.,  
D.S.D., O.P.A.H., dévelop-  
pement économique local.  
De niveau Bac 4 minimum, il  
doit avoir une formation  
lui permettant d'assurer  
pleinement la mission qui lui  
est confiée.  
Adm. C.V. + lettre présent. à :  
G.I.E. HLM Services  
B.P. 36  
89010 AUNERRE CEDEX.

Centre hospitalier  
François-Guanyer  
recherche

MÉDECIN  
DU TRAVAIL

Prendre C.V. au  
30-92-92-50 p. 30.08 m  
adressé à : Dr. J. C. Camy  
hôpital de la Montausse, 18, rue  
Joliot, directeur du personnel,  
2, bd Duhameil, 75001  
Paris-Joliot.

L'ASSOCIATION  
DE VOYAGES CULTURELS  
CLIO

recherche

DES COLLABORATEURS

de formation historique  
ou artistique pour accom-  
pagner des groupes de  
vacanciers. Les candidats  
seront recrutés sur la base  
d'un entretien et d'un  
test écrit. Poste à temps  
partiel, rémunération à la  
performance.

Envoyer C.V. 34 r. de  
la Montausse, 18, rue  
Joliot, 75001 Paris.

LE COURRIER PICARD

recherche

JOURNALISTES  
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

recherche

capitales  
propositions  
commerciales

formation  
professionnelle

formation  
professionnelle

DEMANDES  
D'EMPLOIS

J.F. 28 ans, formation Sc.  
Po., bonne exp. communi-  
cation, rech. poste de direction  
communication d'entreprise.  
Ecrire sous le n° 8723  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montreuil  
75007 Paris.

DESS gestion spécialisée  
Amérique latine, Esp., Portu-  
gal, esp. prof. franc., Esp.,  
Portugal, Brésil, rech. emploi  
commerce internat., mar-  
keting, communication, esp.,  
portug., anglais courant.  
Tél. : 42-40-17-28

Cadre coll. métropolitain,  
affecté à la Réunion depuis  
2 ans, ch. produits à distri-  
buer sur l'océan indien.  
Etude des propositions.  
Ecrire sous le n° 8719  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montreuil  
75007 Paris.

J. Femme, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

J.F. 28 ans, 34 ans, ESCP +  
DECS + anglais courant,  
connaissances techniques  
(SAARI + Lotus), 10 a.  
exp. rech. POSTE TEMPS  
PARTIEL S/P PARIS. Tél.  
42-51-05-52. soif/w-end.

DIRECTEUR-MANAGER  
D'AGENCES BANCAIRES

la quarantaine, formation ITB,  
dynamique, en activité.  
Anglais, espagnol courant.

recherche

Banque dynamique,  
Secteur Rhône-Alpes, Méditerranée.

Tél. après 18 heures : 76-71-26-09.

CHEFS D'ENTREPRISE  
L'Agence Nationale Pour l'Emploi  
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ASSISTANTE DE DIRECTION TRILINGUE (français,  
anglais, espagnol, notions italien) expérimentée, goût pour :  
organisation, communication, expression artistique, écriture.  
Expérience coordination commerciale export et tourisme.  
RECHERCHE fonction cadre dans secteurs culturels,  
communication, paramédical. Poste basé Paris/RP  
(section BCO/MS 1447).

F. 37 ans, ex-chef entreprise, formation supérieure, langues  
étrangères, 10 ans d'expérience commerciale, marketing et  
gestion PME/PMI dont 2 comme créatrice de centre de  
profit. Rompu aux relations haut niveau. Bonne connais-  
sance des produits bancaires et industriels. Disponible.  
RECHERCHE opportunités après responsable PME/PMI  
désirant être secondé. Intéressée par ouverture sur DOM-  
TOM et Afrique francophone (section BCO/SDS 1448).

CADRE DIRIGEANT, 37 ans, est disponible pour une  
mission de longue durée au Canada, aux Etats-Unis ou en  
Amérique du Sud. Très expérimenté en création de filiales et  
en gestion commerciale. Connaît également la gestion  
industrielle et financière (section BCO/SDS 1449).

DIRECTEUR COMMERCIAL, Ecole de Commerce,  
38 ans, 15 ans dans la vente de services aux entreprises et  
aux collectivités, expérience animation force de vente, mar-  
keting, gestion centre de profit et étude de marché en  
Europe, Italie et anglais. RECHERCHE direction commerciale,  
marketing, direction centre de profit. France et  
étranger (section BCO/CR 1450).

AGENCE D'IMPORTATION, exp. des  
archives, ch. emploi au renou-  
veau. (18) 22-82-18-48.

H. 28 ans, BAC + 5, droit, Sc.  
Po. Cadre : 15 ans exp. prof.,  
communication, marketing, m-  
dias, ch. missions ou poste.  
même profil.  
Contact : (18) 79-85-00-21.

Anc. de direction en adm.  
culturelle - secteur art  
chorégraphique - recherche  
poste à respons. au sein  
d'un théâtre, festival... Paris  
ou RP. Etude toutes offres.  
Tél. : 40-18-18-89.

Direct. export, retraité,  
grande exp. indus.,  
et commerce international,  
angl., al., esp. et ital.  
courantes. Disponible pour  
missions ponctuelles,  
prospection, etc.  
Ecrire sous le n° 8739  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montreuil  
75007 Paris.

J.F. 8 a. exp. dans milieu arti-  
stique et culturel, ch. emp.  
Ecrit. sous n° 8743  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montreuil  
75007 Paris.

Spécialiste armement  
rel. comm. et création pro-  
jet pour 500 franc. ch. emp.  
technico-commercial, basé  
06 de prof., avec 500 franc.  
rel. (h. bur.).  
R. GUILLOT, 93-86-08-00.

REC 43 a. exp. niveau  
comme CHIEF D'ENTRE-  
PRISE D'APP. ORGANIS-  
TEUR disponible de l'inv. à  
l'inv. pour INTERMIS ou  
MISSIONS France et pays  
francophones.  
Ecrire sous le n° 8743  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montreuil  
75007 Paris.

## L'AGENDA

Bijoux  
BIJOUX ANCIENS  
BAGUES ROMANTIQUES  
de CHOISSEMENT CHEZ  
GALETT, ACHAT OR ancien-  
ment 20 % de réduction,  
Gilet, 18, rue d'Arcole,  
75004 Paris. 42-54-00-52.

Instruments  
de musique

A vendre piano Hyndal, état  
neuf, 10 000 F. Achaté  
15 700 F. (France).  
Tél. : 45-50-91-82  
poste 4395, Thierry.

Jeune fille  
au pair

USA n.p. New-York, basco  
d'une j. fille au pair pour  
2 enfants en fav. Angl.  
nécessaire, non fumeur,  
permis de conduire internat.  
Inclure réf., n° de tél.,  
photo. Ec. à Mme Fackine,  
5, Bluebirdcourt, Flemington  
New Jersey 08522 USA.

Vacances  
Tourisme

Loisirs

LUBERON mais, vac. 5 pers.  
et conf. ext. accept. 1/4 à  
15/17 et est.  
Tél. : (18) 90-74-00-88

SKI DE FOND  
HAUT JURA

3 h de Paris par T.G.V.

Yves et Liliane vous accueil-  
lent (14 pers. max) dans  
ferme du XV<sup>e</sup>, confortables  
d'inv. et terrasse avec  
s. de bna, w.-c., table  
d'inv., cuis. équipée et  
mises, pain maison fait au  
feu de bois. Ambiance sym-  
patrique. De 2 200 F à  
2 700 F par pers. et  
semaine complète, pension  
complète + vin, moultier et  
matériel de ski.  
(18) 81-28-12-61 ou écr. :  
La Crêpe d'Agneux  
25850 MONTBENOIT.

Le Monde  
L'IMMOBILIER

appartements ventes

4<sup>e</sup> arrdt  
LE ST-LOUIS mm. p. de  
salle classé, gd 3 p., cuis.  
équipée, s. bain + s. ch., w-  
c., bureau, rétro placard.  
3 780 000 F. NORD TM  
96, bd Magenta, Paris-10.  
Tél. : 40-35-11-00.

5<sup>e</sup> arrdt  
ESTRAPADE 4 P.  
IMM. RECENT Type cadre  
SOLB. P. 4 260 000 F.  
Tél. : 46-33-25-88

6<sup>e</sup> arrdt  
SÈVRES-BAYLONE  
Gd 3 500 000 F. 2 bna, TER-  
RASSE, 6 étages, sec. IMM.  
RECENT. 4 350 000 F. per-  
sonnel. 42-55-35-61.

8<sup>e</sup> arrdt  
VILLIERS, 4 p., 80 m<sup>2</sup>, belle  
haut. et f. 2 bna, long  
1/2 ét. s/n. calme et cour-  
tois. 1 150 m<sup>2</sup> d'altitude.  
Tél. : 45-22-85-41.

17<sup>e</sup> arrdt  
M<sup>e</sup> VILLIERS  
Belle petit 2 p.  
bon état, confort.  
3<sup>e</sup> ét. 685 000 F.  
Tél. : 47-33-21-48

18<sup>e</sup> arrdt  
Square Carpeaux  
stand, gd studio, 11 ch.  
750 000 F.  
Rue Denfert-Rochereau, beau 2 p.  
Tél. : 42-52-01-82.

19<sup>e</sup> arrdt  
EXCEPTIONNEL  
duplex stand, 7<sup>e</sup>-8<sup>e</sup> ét.  
88 m<sup>2</sup> dont 13 m<sup>2</sup> véranda.  
Jard. d'inv. + terrasse et  
bale, vue panoram., tapis  
épous, par. 2 500 000 F.  
IMMO MARCADET  
42-52-01-82

BUTTES-CHAUMONT  
3 p., + loggia 10<sup>e</sup> ét.  
s/verd., bon état, 2, pas-  
sage des Four-à-Chaux  
mardi-mercredi 13 h-17 h

locations meublées  
demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE  
rech. et BANQUES, STES  
MULTINAT. et DIPLOMATES  
GDS APPS de sond. 5-6-7 P.  
Tél. : 42-50-20-82

EMBASSY SERVICE  
B. av. Montée, 78000 Paris  
recherche APPARTS DE  
GRANDS CLASSES VIDES ou  
MEUBLES. HOTEL PARTIC.  
PARIS et VILLAS PARIS-EST  
Tél. : (1) 46-22-78-89

bureaux  
Locations

DOMICILIATION  
Bureaux, résidences, villas.  
AGECO, 42-94-95-28  
A PARTIR DE 50 F HT/mois  
PARIS 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>  
CREAD 01 77-42-47-06-99  
INTERDOM 12-43-40-31-45



## MARCHÉS FINANCIERS

Selon le président du groupe Tuffier et Associés

## Le marché parisien comporte trop de sociétés de Bourse

Alors que M. Gérard de la Martinière, nouveau président de la société de Bourse Meer-shart Rousselle, déclarait, le 9 janvier, aux Rencontres internationales de la Bourse de Paris, qu'il y a en Europe « trop de bourses et trop d'opérateurs », l'un de ses concurrents, M. Thierry Tuffier, président du groupe Tuffier et Associés, affirme que le marché parisien comporte trop de sociétés de Bourse et « aucune d'entre elles n'est de taille suffisamment importante pour affronter la concurrence internationale ».

« Nous sommes parmi les plus importants sur la place avec Meer-shart Rousselle et pourtant nous sommes au tiers, voire au quart de ce que nous devrions être », explique M. Tuffier. « Notre objectif à court terme, pourrait-il, est de tripler dans les deux ans pour devenir l'opérateur incontournable et nécessaire au marché financier français. » Le projet est d'attirer le milliard et demi de francs tant pour les fonds propres que pour les chiffres d'affaires. Ces derniers ne représentent pourtant actuellement que 350 millions et 450 millions de francs.

Pour cela le groupe Tuffier envisage de se développer sur un seul métier, celui de l'intermédiation et d'être ainsi un intervenant n'agissant pas pour son propre compte. Les secteurs d'activités retenus sont la Bourse, le marché monétaire, les services financiers, plus récemment l'immobilier et peut-être le domaine de l'art. La croissance devrait se faire par acquisitions, et ouverture du capital progressive à de nouveaux partenaires qui rejoindraient la Caisse centrale des Banques populaires actuellement actionnaires à hauteur de 15,15 %, ou le groupe Cherterhouse (4,18 %).

Tuffier et Associés envisage aussi de se désengager d'activités n'entrant pas dans cette stratégie comme Finance Plus, banque spécialisée dans les SVT (spécialiste en valeurs du Trésor). Cela lui permettrait de dégager une substantielle plus-value, appréciable en ces temps de morosité des marchés.

Cette volonté affichée de croissance apparaît paradoxale, au moment où le groupe, bénéficiaire en 1989, vient de se séparer de près de 10 % de ses effectifs, soit une quarantaine de personnes sur les quatre cent trente-cinq employés. « Nous désirons avoir une taille sportive pour affronter les années 90 », se contente de dire M. Thierry Tuffier, pour justifier cette ambiguïté.

DOMINIQUE GALLOIS

## Le groupe immobilier Pelège entre en force dans la SAE

Le groupe de promotion immobilière Pelège va prendre une participation supplémentaire de 14,65 % du capital de la société de bâtiment et travaux publics SAE. Il en détenait déjà 3 %.

L'opération, conclue le 11 janvier, prend la forme de ce que l'on appelle dans le vocabulaire boursier un stellage, c'est-à-dire une option combinée portant à la fois sur la vente ou l'achat de titres. Pelège Investissement SA a acheté au groupe CGIP sa participation dans la SAE. D'ici à juin 1990, le groupe Pelège pourra :

— soit acheter 14,65 % de la SAE et porter ainsi sa participation à 17,65 %, la CGIP n'ayant alors plus aucune part dans la SAE ;

— soit, inversement, vendre 14,65 % du capital de SAE à la CGIP qui détiendrait alors 29,3 %.

Mais les responsables des trois sociétés n'ont pas caché le 15 janvier que c'est la première hypothèse qui avait le plus de chances de se réaliser.

Actionnaire de la SAE (dont le capital est très dispersé) depuis quarante ans, la CGIP, holding financier de la famille de Wendel, souhaitait depuis plusieurs mois se désengager du BTP, sa participation étant trop peu significative.

Le groupe de Michel Pelège est en pleine expansion avec un chiffre d'affaires de 8,2 milliards de francs l'an dernier et 12 milliards prévus — sans d'éventuelles acquisitions externes — cette année. Quant aux bénéfices nets, ils atteindront 120 millions dans les comptes 1989.

Quant à la SAE, dont l'autre actionnaire de référence est le groupe de la Caisse des dépôts (11 %), il escompte un chiffre d'affaires de 26 milliards mais a dû faire d'importantes provisions à cause de mauvaises opérations aux États-Unis.

F. Gr.

OUI AUX SICAV  
DU CREDIT LYONNAIS  
SLIVINTER

L'Assemblée Générale Ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1988-1989 du 29 septembre 1989.

Dividende par action : Net F 16,94.  
Impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) :  
F 1,02 pour les personnes physiques,  
F 0,82 pour les personnes morales.

Mis en paiement le 15 décembre 1989.

Réinvestissement possible en actions SLIVINTER en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 15 mars 1990.

Valeur liquidative le 9 janvier 1990 : F 433,88.

Dans le contexte d'une croissance économique généralement plus soutenue qu'attendu par la majorité des observateurs, les principaux marchés internationaux d'actions ont été bien orientés et la valeur liquidative de SLIVINTER a progressé de 11,3 % en 1989.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, SLIVINTER n'est plus tenue de détenir en permanence un minimum de 30 % en obligations françaises et en disponibilités libellées en francs. SLIVINTER bénéficie ainsi d'une plus grande latitude dans la mise en œuvre de sa politique de gestion, laquelle vise fondamentalement à la valorisation du capital.

SLIVINTER : un placement diversifié en actions internationales.

Renseignez-vous dans toutes les agences du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

\* Coupons index.

CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

## NEW-YORK, 15 janvier

## La baisse se ralentit

Nouvelle séance de baisse lundi à Wall Street. Mais le mouvement s'est tout de même très sensiblement ralenti. Après avoir évolué de façon très irrégulière, la journée durant, l'indice des industrielles s'est établi en clôture à 2 669,37, soit à 19,83 points en dessous de son niveau précédent.

Le pire, que beaucoup redoutaient après le plongeon de vendredi dernier, n'est donc pas produit. Les banques, il est vrai, étaient fermées pour commémorer la mort du pasteur Martin Luther King.

Reste que les craintes inflationnistes ravivées par la flambée des prix de gros restent entières, contenant d'empoisonner l'atmosphère déjà rendue lourde par le plongeon de Tokyo. Récession ou non récession ? Les avis sont encore assez partagés. Autour du « Big Board », nombreux sont ceux à guetter maintenant les derniers résultats du commerce extérieur américain, sans grande illusion.

L'activité a diminué et 140,59 millions de titres ont changé de mains contre 183,88 millions à la veille du week-end.

VALEURS	Cours de 12 jan.	Cours de 15 jan.
Alcoa	74	72 5/8
A.T.T.	43 1/8	42 5/8
Boeing	40 1/8	39 3/4
Chemical Bank	31 3/4	32 1/8
De Post de New York	123 5/8	122 3/8
Eastman Kodak	40 1/8	39 3/4
Exxon	47 3/4	46 3/8
Ford	43 3/4	43 1/4
General Motors	41 1/2	41 1/4
Goodyear	42 1/2	42 1/4
I.B.T.	55 3/8	55 1/4
ITT	58 1/8	58 1/2
Johnson & Johnson	48 5/8	48 1/2
McDonald	55 3/8	55 3/4
Merck	160	159 1/2
Union Carbide	72 1/2	72 1/4
U.S.X.	35	34 1/2
Westinghouse	73 1/2	72 3/8
Yarn Corp.	38 1/8	38 3/8

## LONDRES

## Net recul

Malgré une réduction des pertes, après l'ouverture nocturne de la bourse de Wall Street, les cours des valeurs ont terminé en nette baisse lundi au Stock Exchange. L'indice Footsie a coté 13,9 points à 2 366,2 points (0,5 %). Vendredi, la chute avait été de 2,6 %. Le marché est demeuré toutefois calme avec 359,6 millions de titres. Les inquiétudes relatives à la flambée des salaires et les craintes d'une intensification des pressions inflationnistes, après l'annonce d'une hausse surprise des ventes de détail en décembre, ainsi que les troubles en URSS ont affaibli le moral des investisseurs.

La plupart des secteurs se sont repliés, notamment les brasseries, les bancaires, les compagnies régionales de l'eau, les assurances, les alimentaires et les électriques. Les magasins ont par ailleurs été déprimés par la publication du dernier rapport du patronat (CBI) prévoyant une année difficile pour le secteur de la distribution. La compagnie de location de containers Tiplink a suspendu la cotation de ses titres dans l'attente de développement sur son offre conjointe avec le sud-africain Stearns pour le groupe Sea Containers.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Merrill Lynch envisage de supprimer 3 000 emplois de plus. — Merrill Lynch, première firme d'investissement de Wall Street, envisage de supprimer 3 000 emplois supplémentaires cette année, rapporte le Wall Street Journal en citant un haut responsable de la société.

Ces réductions de personnel viendront en plus des 5 500 suppressions d'emplois faites depuis 1987 et qui ont ramené les effectifs de la firme à 40 500 personnes actuellement.

Ce responsable, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, a estimé que 35 000 employés seraient, selon les conditions actuelles du marché, un effectif raisonnable.

La dernière vague de licenciements en 1989 n'avait pas épargné des analystes boursiers de haut niveau et des courtiers. Le couplet devrait maintenant tomber sur des personnes travaillant sur le marché obligataire (hors du Trésor et obligations des sociétés).

M. Paul Crichlow, directeur général de Merrill Lynch, chargé des communications, a de son côté déclaré, que la firme n'avait pas fixé d'objectifs pour réduire les emplois.

L'importance des réductions envisagées cette année par Merrill Lynch montre que la crise frappant les firmes de Wall Street

## PARIS, 15 janvier

## Poursuite de la baisse

La première séance de la semaine a débuté sur une baisse à la Bourse de Paris, encore affectée par la déprime des places américaines et japonaises vendredi. L'indice CAC 40, qui avait chuté de 1,22 % à la veille du week-end, perdait 0,81 % dès l'ouverture, lundi matin. Toutefois, au fil des heures, il amorçait un recul revenant à - 0,4 % en début d'après-midi et à - 0,29 % en fin de journée. Cette résistance révèle que les intervenants, sans être véritablement optimistes, ne sont pas dans le pessimisme absolu. La plupart des analystes estiment que la France a des atouts sur le plan économique et les études abondent sur ce sujet. Les conjonctures de la firme de courtage Warburg estiment d'ailleurs que l'ensemble des places européennes devraient être à moyen terme favorisées.

En l'absence d'indications en provenance de Tokyo, les marchés japonais étant fermés lundi, et avant l'ouverture de Wall Street, les professionnels, tout en restant sur la réserve, notaient d'importants achats en provenance des étrangers. Ces derniers s'effectueraient en particulier pour des interventions nippones qui, après les contre-performances de leur place, cherchent à diversifier leurs placements.

Dans ce contexte, les plus fortes hausses étaient emmenées par SOVAC, Coffins, Hélicoptère International, CMB et Club Méditerranée. Le mouvement de hausse observé sur la firme de M. Gilbert Trigano s'est poursuivi. Certains analystes estiment que la restructuration du transport aérien facilitera la création par le Club Méditerranée d'une compagnie de charters. Au siège du groupe, aucun commentaire n'était fait sur la progression du titre.

Les baisses étaient conduites par le groupe Victoire, Guyenne-Gascogne et Ingénico.

Le MATIF était calme, l'ensemble des contrats étant même en légère hausse.

## TOKYO, 15 janvier

## Nouveau coup de tabac

Le Kabutocho a renoué avec la baisse. Le mouvement ne s'est pas ralenti. Si, à mi-séance, le marché semblait encore assez résistent, il perdait pied ensuite. À la clôture, l'indice Nikkei s'inscrivait à 36 850,36 après avoir coté 666,41 points (- 1,78 %). Vendredi, il avait déjà baissé de 1,71 % (lire page 23).

Cette déconvenue rapide commence à inquiéter sérieusement une partie de la communauté financière, qui a revu en baisse ses prévisions de cours-pour-charts, désormais fixées à 36 500 points environ au lieu de 37 000. D'autres jugent au contraire que cette chute n'est ni surprenante ni alarmante compte tenu de la progression rapide des cours survenue en décembre.

Le marché était en effet surchauffé (plus 50 fois). Une chose est certaine : la retraite s'est faite en bon ordre. Mieux de 500 millions de titres ont été échangés contre 600 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 12 jan.	Cours de 15 jan.
Albi	950	948
Brigantone	1 730	1 700
Compt. 1860	2 440	2 440
Fuj Bank	3 440	3 440
Honda Motor	1 830	1 820
Sanwa Bank	2 360	2 360
Shimada Heavy	1 110	1 110
Sony Corp.	8 850	8 850
Toyota Motors	2 580	2 580

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal & Associés	398 80	398 80	Locamot	148	148
Ayrol	142 10	142 10	Mars Communauté	214 40	214 40
B.A.C.	242	242	Morling, Mlinar	231 80	231 80
B. Demachy & Associés	577	577	Mitrovica	173 10	173 10
Bureau Tisserand	190	190	Mitrovica (Boul)	200	200
B.L.C.M.	805	805	Molier	204	204
Boiron	430	430	Navette-Delmas	1280	1280
Boussat (Lyon)	280	280	Olivero-Legolas	240	240
C&L de Lyon	2810	2810	Or. Ges. Fin.	486	486
Colson	725	725	Prat	93	93
C&L de Lyon (B.L.C.M.)	949	949	Présence Assurance	588	588
C.D.M.E.	1910	1910	Publicis Allocations	700	700
C. Econ. Bel.	350	350	Racal	700	700
C.E.G.P.	282	282	Rémy & Associés	373	373
Comers d'Origny	708	708	Rhône-Alpes Fin. (L.)	327	327
C.A.I.M.	780	780	St-Henri Matignon	241	241
Colson	275	275	S.C.P.M.	702	702
Colson	1150	1150	Silicon (Lyon)	316	316
Conat	434	434	Sig	315	315
Dafis	117 50	117 50	S.E.P.	445	445
Dagblat	610	610	Sorbo	545	545
Devotry	1180	1180	S.M.T. Goupil	349	349
Dexia	510	510	Soditop	152 80	152 80
Deles	230	230	Suez	244 30	244 30
Deles (Boul)	185	185	Thomson (Held, Lyon)	282	282
Deles (Boul)	17 70	17 70	T.F. 1	285	285
Finpro	215	215	Unilog	204	204
Garcin	856	856	Union Financ. de Fr.	500	500
Gr. Financ. Fr. (G.F.F.)	319	319	Vel et Co	201	201
Gumbel	890	890	Yves Saint-Laurent	1129	1129
I.L.C.	285	285			
Ida	328 50	328 50			
Idem	135 40	135 40			
Idem	1051	1051			
Idem	440	440			
Idem	286	286			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 15 janvier 1990

Nombre de contrats : 14 206.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Mars dernier	Juin dernier
Accor	920	22	57
Bouygues	640	20	48
CGE	520	34	43
EN-Aquitaine	560	19	32
Environnement SA-PLC	60	8,80	13
Havas	1 500	67	6,10
Lafarge-Coppée	400	44	28
Michelin	160	23	48
Midi	1 400	62	16
Paribas	640	22	26
Perreux-Ricard	1 400	48	32
Prugnot SA	775	48	41
Rhône-Poulenc CI	480	9,50	21
Saint-Gobain	640	40	170
Source Perrier	1 900	85	11
Société générale	600	4,50	11
Suez Financière	448	42	6,30
Thomson-CSF	160	6	13

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 janvier 1990

Nombre de contrats : 26 388.

COURS	Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	103,18	103,54	103,82
Précédent	103,34	103,76	103,98

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente



# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 15 JANVIER

Cours relevés à 17 h 37

### Règlement mensuel

Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%
3770	C.B.E. 3%	2000	1995	2000	0.25	3770	C.B.E. 3%	2000	1995	2000	0.25	3770	C.B.E. 3%	2000	1995	2000	0.25	3770	C.B.E. 3%	2000	1995	2000	0.25
1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50
1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50
1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50
1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50	1020	C.B.E. 3%	1020	1015	1020	0.50

### Comptant (sélection)

VALEURS	%	%	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
Obbligations			Obbligations			Obbligations			Obbligations		
1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020

### SICAV (sélection)

VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet
1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020

### Cote des changes

COURS	COURS	COURS DES BILLET	MONNAIES	COURS	COURS
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020

### Marché libre de l'or

COURS	COURS	COURS DES BILLET	MONNAIES	COURS	COURS
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020

### DES EUROMONNAIES

1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020

### Marché libre de l'or

COURS	COURS	COURS DES BILLET	MONNAIES	COURS	COURS
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020

### Marché libre de l'or

COURS	COURS	COURS DES BILLET	MONNAIES	COURS	COURS
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020

### Marché libre de l'or

COURS	COURS	COURS DES BILLET	MONNAIES	COURS	COURS
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020
1020	1020	1020	1020	1020	1020

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - \* : marché continu



### La hausse des prix de détail en France a été très faible en décembre (+ 0,1 %)

L'année 1989 se sera bien terminée, avec une hausse des prix de 0,1 % seulement en décembre par rapport à novembre. Ce bon résultat devra être confirmé par l'INSEE dans une dizaine de jours (les chiffres disponibles en milieu de mois ne sont que provisoires). Si aucune modification n'intervenait, la hausse sur un an (décembre 1989 comparé à décembre 1988) atteindrait 3,6 % après 3,1 % en 1988 et en 1987. Encore les baisses de TVA décidées par le gouvernement — sur l'automobile notamment — ont-elles sensiblement freiné la hausse des prix en 1989.

L'accélération de l'inflation l'année dernière s'explique surtout par la forte hausse des prix alimentaires (au rythme d'environ 5,5 % l'an au second semestre) provoquée notamment par l'insuffisance de l'offre de viande (la politique européenne des quotas laitiers entraînant des abattages nombreux), par la phase haute des prix du cycle de production du porc et enfin par les effets de la sécheresse sur certains légumes.

En décembre, ces facteurs se sont atténués et la hausse d'ensemble a été limitée à 0,1 % malgré le relèvement des tarifs EDF (+ 1,5 %), entré en vigueur le 20 décembre, malgré les hausses des prix du gaz et du fuel domestique.

En décembre, l'écart d'inflation avec la RFA est de 0,6 point sur un an, la hausse annuelle outre-Rhin ayant atteint 3 %.

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 16 janvier

#### Baisse

La nouvelle chute de la Bourse de Tokyo a entraîné un mouvement de recul à Paris dès le début de la journée. L'indice CAC 40, après avoir ouvert en baisse de 0,65 % descendait jusqu'à 1,03 % en fin de matinée. Parmi les hausses on notait DMC (+ 2,8 %), Unibail (+ 2,2 %) et Sovac (+ 1,9 %). En baisse figuraient le groupe Vichy (- 6,4 %), Fichtel-Bauche (- 3,6 %) et Fives-Lille (- 2,8 %).

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Les dessins de 1989

Une année vue par Plantu ..... 2

#### La crise dans le Caucase et l'évolution des pays de l'Est

..... 4 à 6

#### La Syrie et la perestroïka

..... 8

#### La nouvelle mission de M. Soisson

Le ministre du travail veut créer un « pôle centriste » de la majorité présidentielle ..... 10

#### Les débats au RPR

Un entretien avec M. Charles Pasqua • La lettre de M. Chirac aux militants ..... 11

### SECTION B

#### Non-lieu pour une jeune fille morte

..... 13

#### La grève dans les hôpitaux

Le mouvement de protestation s'étend ..... 14

#### Les Russes et leur musique

Le cycle d'opéras russes, par le Maly de Leningrad, se poursuit au Théâtre des Champs-Élysées ..... 15

### SCIENCES • MÉDECINE

• Engendrer après la mort. — Quand une veuve en appelle à la justice pour récupérer le sperme congelé de son mari, mort du sida ..... 17

Les mesures annoncées par M. Olivier Stirn, ministre du tourisme

## Le gouvernement promet une assistance financière aux stations sans neige

M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, a présenté lundi 15 janvier aux élus et aux professionnels de la montagne réunis à Grenoble les mesures que le gouvernement va mettre en œuvre pour aider les stations de sports d'hiver.

### GRENOBLE

de notre correspondant

Les communes de montagne dans lesquelles sont implantées des stations pourront bénéficier de prêts au taux de 3,5 %, sans plafond : des délais de paiements, sans pénalités, seront accordés aux entreprises pour le versement de leurs cotisations sociales et fiscales ; l'État prendra à sa charge 70 % des indemnités patronales versées aux salariés de la neige en chômage partiel, essentiellement les employés des remontées mécaniques et des services des pistes. Le gouvernement a cependant refusé, pour l'instant, d'appliquer à la montagne sinistrée par le manque de neige la procédure des « catastrophes naturelles ». Celle-ci exige la constatation de dégâts matériels directs, ce qui n'est pas le cas. Toutefois, a précisé M. Stirn, « nous en discutons avec les assurances ».

Le ministre du tourisme a souligné que les stations « ne sont pas encore en état de sinistre complet. Je ne crois pas, à-t-il dit, que la situation soit désespérée. Il y a une malchance du temps ». En effet, la période des vacances de Noël et le mois de janvier représentent, pour les professionnels des sports d'hiver, moins de 20 % de leur chiffre d'affaires. Il en serait tout autrement si le mois de février était, lui aussi, dépourvu de « poudre blanche » : les stations réalisent alors plus de la moitié de leurs rentrées.

Les mesures annoncées à Grenoble par le ministre du tourisme sont

applicables aussitôt. Elles pourraient être complétées par de nouvelles dispositions si la sécheresse en altitude devait se prolonger. Les communes montagnardes les reçoivent comme un « ballon d'oxygène », dont elles avaient le plus urgent besoin pour honorer les charges, souvent très lourdes, auxquelles elles doivent faire face. Les entreprises privées qui gèrent une partie des remontées mécaniques, les hôteliers, les commerçants et les moniteurs de ski, dont 90 % sont des travailleurs indépendants, ne sont pas concernés par les mesures décidées par le gouvernement.

Pour tenter de trouver une solution au manque de neige qui affecte, depuis trois hivers, les massifs français, M. Olivier Stirn suggère que les stations diversifient leurs prestations en investissant par exemple dans des activités de

« remise en forme physique, culturelle ou intellectuelle ». « La montagne, a-t-il dit, est un produit formidable pour cela, qu'il y ait ou non de la neige ». Mais, surtout M. Stirn constate que les stations françaises ont joué, beaucoup trop largement, depuis vingt ans, la carte du ski technique et difficile ; un secteur où nos « usines à ski » ont certes réussi, mais qui n'attire que quatre à cinq millions de quinze millions de skieurs européens. Le Conseil national de la montagne qui se tiendra le 25 janvier à Paris, sous la présidence de M. Michel Rocard, premier ministre, devrait étudier cette situation. Il fixera sans doute les orientations nouvelles que le gouvernement voudrait voir mettre en œuvre désormais dans les communes et les stations d'altitude.

CLAUDE FRANCILLON

Signé par MM. Pierre Arpaillange et Jack Lang

## Un protocole pour développer les initiatives culturelles en milieu carcéral

M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, et M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, ont signé, lundi 15 janvier, au centre de détention de Melun (Seine-et-Marne), un protocole d'accord visant à développer les initiatives culturelles en milieu carcéral et auprès des jeunes de l'éducation surveillée.

Les tables en bois du parloir ont été repoussées le long des murs et une estrade destinée aux deux ministres a été installée au centre de la pièce, là où les familles viennent habituellement rencontrer les détenus. Mais les tableaux, eux, n'ont pas bougé : accrochés le 15 décembre, les douze toiles prêtées par le Fonds national d'art contemporain sont toujours exposées sur les murs pâles du parloir de Melun. « Une première dans une prison française dans le domaine des arts plastiques », soulignent les responsables de l'établissement : des œuvres de Robert Combas, Jan Voss, Erro, Daniel Spoerri ou Jacques Monory sont exposées depuis un mois dans le parloir et dans les salles d'activités de la détention « afin de faire connaître aux détenus les différents courants de la peinture contemporaine ».

« Qui aurait imaginé il y a dix ans que le ministre de la justice serait ainsi engagé avec le ministre de la culture », souligne M. Pierre Arpaillange, avant de signer le protocole. Il existait une telle distance, au moins apparente, entre ces deux administrations que bien peu osaient imaginer des situations qui sont pourtant devenues presque habituelles aujourd'hui. Le premier protocole d'accord prévoyant le développement d'actions culturelles en prison avait été signé en janvier 1986. Il concernait des

ateliers d'écriture, des installations audiovisuelles, des actions de formation professionnelle.

En 1988, une équipe d'enseignants et de bibliothécaires de la maison d'arrêt de Grenoble-Varces (Isère) organisait ainsi une rencontre entre le dessinateur Didier Savard et un groupe de détenus. Il en était né une bande dessinée en six planches, *Vos Vies*, publiée dans le mensuel *A suivre*. Editée en noir et blanc pour le Festival du roman et du film noirs de Grenoble, elle avait obtenu la mention spéciale du jury au Festival de la bande dessinée à Angoulême en 1989.

Concerts, théâtre, peinture : les crédits affectés par le ministère de la culture ont progressé chaque année : 1,8 million en 1987, 2,2 millions en 1988, et 3,4 millions l'année dernière. Le théâtre est, sans doute, l'activité la plus répandue : selon les ministères de la culture et de la justice, les « grands » établissements pénitentiaires — ceux qui comptent plus de quatre cents détenus — organisent tous les ans plus de huit cents heures d'expression théâtrale.

Cette année, le protocole a été élargi : il n'est plus seulement question de la population pénale détenue dans les prisons françaises, mais aussi des jeunes de l'éducation surveillée — deux cent six mille chaque année, — et des personnes suivies par les comités de probation — cent soixante-dix mille en 1988. — Pour les prochaines années, les deux ministères avancent déjà quelques projets : une création théâtrale organisée aux Baumettes, à Marseille, par le metteur en scène François-Michel Pesanti et la mise en place, dans une quinzaine d'établissements, de circuits de télédiffusion. Dès ce mois-ci, le festival Banlieues bleues proposera à une quinzaine de jeunes en difficulté un stage de préqualification aux métiers du spectacle.

ANNE CHEMIN

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Toujours plus haut !

Ça alors ! Peter est mort. Qui ça, Peter ? Ben, voyons, celui du principe, le principe de l'impérence. Il est d'une simplicité biblique. Si ça cafouille, si ça déraile, si ça rouille dans les entreprises, cherchez pas, c'est parce qu'à nous les échelons de la hiérarchie les postes sont occupés par des nuls. Pourquoi ils sont nuls ? Parce qu'avant ils étaient bons. Comme ils étaient bons, ils ont été promus. Jusqu'à ce qu'ils ne soient plus : ni bons ni promus. Ils restent planqués là, dans leurs beaux bureaux. Ils croquent ou ils plastonnent ou ils se cramponnent à leurs dossiers et à leur téléphone, complètement dépassés par leurs nouvelles responsabilités.

Elle a fait un tabac, sa théorie, à Peter. Il s'en est tiré des millions d'exemplaires vendus à travers le monde, où dans tous les secteurs de l'activité on s'est appliqué à en respecter religieusement la lettre et l'esprit. C'est ainsi qu'on a réussi à hisser à la tête de l'Etat, on a eu aucun mal, faut reconnaître, un cordonnier, Ceausescu et deux sous-off de la coloniale, Amin Dada et

Bokassa, pour n'en citer que quelques-uns, très vite amenés à donner la mesure démesurée de leur prodigieuse inexpérience.

Tenez, sans aller si loin, il était pas bien mon Jacquot à l'Hotel de ville ? Non, Matignon, ça la foutait mieux, c'était plus classe question adresse. Et bon, on l'a aidé à déménager. D'accord, il est pas resté longtemps. Et après ? Il reviendra. Suffit qu'il fasse bien son boulot, là maintenant, pour que demain on lui en reconfile un qui lui aille comme un bonnet d'évêque à un lapin. Fabius pareil. Le perchier de l'Assemblée nationale, il en a marre. Il est là à sautiller d'un pied sur l'autre, le bec en l'air, à guetter le moment où il pourra cocoroter dans le poulailler de l'Elysée. Lui aussi il a de bonnes chances.

Tiens, sans monter si haut, moi, pas plus tard qu'hier, vous savez ce qu'ils m'ont offert, mes chefs : le bulletin de l'étranger. Ensuite il me restera plus qu'à carrier mes fesses dans le fauteuil du dirco, en bonne fidele de l'évangile selon saint Peter.

## La voix de « Civic » pour les fonctionnaires de l'intérieur

Du commis de préfecture au contrôleur général de la police, chaque fonctionnaire du ministère de l'Intérieur va bientôt feuilleter *Civic*. Dès le mois prochain, ce nouveau mensuel sera diffusé aux quelque cent soixante mille agents dépendant de la place Beauvau.

Nul doute que la vingtaine de pages de *Civic*, sur papier glacé et avec des photographies en quadrichromie, seront plus lues que les circulaires poussiéreuses dans les couloirs des services. D'abord conçue comme un vecteur de communication interne, la revue offre aussi au ministre un canal pour expliquer l'ensemble de sa politique aux fonctionnaires qui relèvent de son département : les cent vingt mille policiers, ainsi que les agents des préfectures, de la sécurité civile et de l'administration centrale. Réalisé par le service d'information et de relations publiques, le premier numéro de *Civic* égrène quelques-uns des maîtres-mots du discours ministériel : service public, modernisation, déconcentration et réorganisation.

Si le traitement réservé à l'actualité hexagonale et internationale adopte une tonalité très institutionnelle, *Civic* s'efforce aussi de parler de la vie des fonctionnaires. Au hasard d'une galerie de portraits, on croise ainsi une inspectrice de vingt-sept ans, qui porte le doux nom de Carole Mariage et qui s'est spécialisée dans les problèmes des mineurs et des sévices à enfants. Dans un style plus mythique, on rencontre un champion du monde de karaté, logiquement affecté au Groupe d'intervention

de la police nationale (GIPN). Ou encore, plongé dans la paperasse, un agent de bureau qu'une passion pour les pyramides et l'archéologie n'empêche pas de s'occuper d'immobilier à la préfecture du Rhône.

La revue doit son nom de baptême à deux bonnes fées, a expliqué M. Pierre Joxe. A l'esprit civique issu des idéaux de 1789. Et au service télématique du ministère, dont le code d'accès est, précisément, CIVIC. Un double symbole pour un ministère dont l'histoire a été marquée par le goût du secret et qui a fait sa révolution en matière de communication au cours de la décennie 80.

E. M.

La mesure au prix du prêt-à-porter DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

**COSTUMES MESURE**  
à partir de 2 350 F  
PARTIALS 700 F VESTONS 1 570 F  
3 000 tissus

**Luxueuses draperies anglaises**  
Fabrication traditionnelle  
**TAILLEURS, JUPES, VESTES**  
**MANTEAUX et PARDESSUS**  
UNIFORMES et BISMES MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

## AMÉRIQUE



### LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE

est paru (et il est gratuit)

IL COMPREND :

• Tous les vols à prix réduits

NEW YORK ..... 2.690 F A/R  
LOS ANGELES ..... 3.990 F A/R  
SAN FRANCISCO ..... 4.290 F A/R  
MONTREAL ..... 1.990 F A/R  
HONOLULU ..... 5.790 F A/R  
MIAMI ..... 3.490 F A/R

(exemples sur 1-1-88)

• La location de voiture et camping-car. • Les transports intérieurs. • Les tarifs d'hôtels. • Des circuits à la carte et en groupe. • Des tours insolites. • Des renseignements pratiques.

Envoyez votre brochure contre 10 F en timbres.

**PACIFIC HOLIDAYS: 45.41.52.58**  
34, av. Général-Lacour, 75014 Paris - M° Mouton-Duvernet.

ARNYS

**SOLDE**

COLLECTION AUTOMNE-HIVER

ARNYS 14, rue de Sèvres-VII. Tél. : 45.48.76.99